



# DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

**ARIANEO**  
NICE (06)

Description du projet



**KALIÈS**

Étude & conseil  
en environnement,  
énergie & risques industriels

## REVISIONS

Date	Version	Objet de la version
28/01/2022	1	Dépôt en préfecture
19/05/2022	2	Modifications (en vert) suite avis des services (phase d'examen)

## TABLE DES MATIERES

I.	Objet de la demande .....	13
II.	Présentation de la société .....	15
II.1.	Renseignements administratifs .....	15
II.2.	Historique.....	16
III.	Emplacement du site .....	18
III.1.	Situation géographique.....	18
III.2.	Implantation cadastrale .....	19
III.3.	Positionnement du projet vis-à-vis des documents d'urbanisme et des plans, schémas, programmes.....	21
IV.	Description générale des installations et de leur fonctionnement .....	22
IV.1.	Description du site .....	22
IV.2.	Description des activités .....	31
IV.3.	Description des stockages.....	76
IV.4.	Description des installations annexes.....	79
V.	Nature et origine des déchets admis.....	92
V.1.	Situation actuelle.....	92
V.2.	Situation future .....	92
VI.	Nature, origine et volume des eaux utilisées ou affectées .....	94
VII.	Description des moyens de suivi et de surveillance .....	95
VIII.	Description des moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident .....	95
IX.	Situation réglementaire .....	96
IX.1.	Situation administrative.....	96
IX.2.	Classement du projet au titre de la nomenclature ICPE .....	97
IX.3.	Classement du projet au titre de la nomenclature IOTA .....	122
IX.4.	Classement du projet au titre de l'évaluation environnementale.....	123
IX.5.	Prescriptions réglementaires .....	125
X.	Phases amont de l'autorisation environnementale.....	129
X.1.	Débat public ou concertation préalable .....	129
X.2.	Certificat de projet .....	129
X.3.	Cadrage préalable de l'étude d'impact .....	130
XI.	Remise en état en cas de cessation d'activité .....	131
	Annexes.....	133

## LISTE DES FIGURES

Figure 1. Emprise du site en situation actuelle et modifications depuis 1995.....	17
Figure 2. Vue aérienne du site - état actuel (Google Earth).....	18
Figure 3. Vue aérienne du site - état futur (Google Earth) .....	19
Figure 4. Emprise du site sur fond cadastral en situation future .....	20
Figure 5. Photo salle de conduite.....	23
Figure 6. Schéma de fonctionnement simplifié de l'UVE - situation actuelle .....	24
Figure 7. Photo : Déchargement en fosse et grappin.....	25
Figure 8. Photo : Zone DASRI et élévateur .....	25
Figure 9. Vue d'ensemble du projet d'ARIANEO .....	27
Figure 10. Vues isométriques du projet d'ARIANEO .....	28
Figure 11. Vue schématique des principales modifications liées au projet d'ARIANEO .....	29
Figure 12. Plan de circulation futur (flux OM).....	29
Figure 13. Synoptique de l'incinération .....	34
Figure 14. Synoptique de traitement des mâchefers.....	45
Figure 15. Synopsis général du process - état futur .....	47
Figure 16. Vue de l'intérieur du parking souterrain (niveau 53 m NGF) .....	48
Figure 17. Vue du rez-de-chaussée du bâtiment administratif (niveau 58 m NGF) .....	48
Figure 18. Vue du 1 <sup>er</sup> étage du bâtiment administratif (62 m NGF) .....	49
Figure 19. Vue du 3 <sup>ème</sup> étage du bâtiment administratif (69,2 m NGF) .....	49
Figure 20. Plan rez-de-chaussée local DASRI .....	51
Figure 21. Plan niveau 1 local DASRI .....	51
Figure 22. Schéma fonctionnel du système de traitement des boues - état futur .....	55
Figure 23. Schéma de coupe ouest-est du bâtiment valorisation .....	57
Figure 24. Schéma du nouveau système de valorisation énergétique .....	58
Figure 25. Réaménagement du hall Mâchefers .....	60
Figure 26. Circuit général sur le site d'Arianeo .....	62
Figure 27. Organisation de la zone de réception du centre de tri .....	63
Figure 28. Zone expédition du centre de tri.....	64
Figure 29. Synoptique général de traitement - Flux recyclables en mélange .....	68
Figure 30. Agencement des balles en fonction de la fréquence d'enlèvement .....	70
Figure 31. Bilan des zones protégées et technologies retenues.....	71
Figure 32. Phasage des travaux .....	73
Figure 33. Localisation du réseau de gaz naturel (PAC 2020).....	83
Figure 34. Synoptique de traitement des effluents liquides industriels .....	86
<b>Figure 35. Modalités de gestion des eaux - situation future .....</b>	<b>88</b>

Figure 36. Plan de localisation des ICPE .....	117
Figure 37. Circuit de visite ARIANEO .....	127
Figure 38. Flux thermiques en cas d'incendie de la zone réception du centre de tri (palette 2662) .....	128

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Renseignements administratifs de la société .....	15
Tableau 2. Principales caractéristiques des déchets admissibles (APC n° 13804 - 04/07/2011) .....	22
Tableau 3. Caractéristiques des fours actuels .....	37
Tableau 4. Résidus de traitement des déchets (données 2020) .....	44
Tableau 5. Principales caractéristiques des déchets admissibles - état futur .....	52
Tableau 6. Caractéristiques des boues entrantes .....	53
Tableau 7. Caractéristiques des fours futurs .....	56
Tableau 8. Caractéristiques des déchets entrant dans le centre de tri .....	64
Tableau 9. Caractéristiques des matières issues du tri pour la Métropole .....	65
Tableau 10. Besoins en traitement d'air du Centre de tri .....	72
Tableau 11. Caractéristiques des stockages de produits chimiques existants .....	76
Tableau 12. Caractéristiques des stockages de déchets - état actuel .....	77
Tableau 13. Caractéristiques des stockages de produits chimiques existants .....	77
Tableau 14. Caractéristiques des stockages de déchets - état futur .....	79
Tableau 15. Caractéristiques des chaudières de la chaufferie annexe .....	82
Tableau 16. Energie thermique en MWh comptée en sortie UVE pour la fourniture eau chaude BP du réseau Nice Ariane et vapeur vers le réseau Nice - est .....	90
Tableau 17. Prévision de valorisation électrique et thermique de l'UVE .....	90
Tableau 18. Classement du projet au titre de la nomenclature ICPE .....	98
Tableau 19. Situation du site par rapport à la règle de dépassement direct .....	120
Tableau 20. Situation du site par rapport à la règle de cumul - Dangers physiques .....	120
Tableau 21. Situation du site par rapport à la règle de cumul - Dangers pour l'environnement .....	121
<b>Tableau 22. Classement du projet au titre de la nomenclature IOTA .....</b>	<b>122</b>
Tableau 23. Classement du projet au titre de l'évaluation environnementale .....	123

## LISTE DES SIGLES

AEP	Alimentation en Eau Potable
AM	Arrêté Ministériel
AP	Arrêté Préfectoral
APC	Arrêté Préfectoral Complémentaire
APSAD	Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances Dommages
ARF	Analyse du Risque Foudre
ATEX	ATmosphère EXplosive
BARPI	Bureau d'Analyse des Risques et Pollution Industriels
BASIAS	Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Service
BASOL	Base de données des sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif
BREF	Best available techniques REFerence documents
BTEX	Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes
CDT	Centre de Tri
CE	Communauté Européenne
CERFA	Centre d'Enregistrement et de Révision des Formulaires Administratifs
CO	Monoxyde de carbone
DASRI	Déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux
DC	Déclaration avec Contrôle périodique
DDAE	Dossier de Demande d'Autorisation d'Environnementale
DGPR	Direction Générale de la Prévention de Risques
DND	Déchet Non Dangereux
DSP	Délégation de Service Public
ELA	Emballages Liquides Alimentaires
EM	État Membre
EMR	Emballages Ménagers Recyclables
EQRS	Évaluation Quantitative du Risque Sanitaire
ERC	Évènement Redouté Central
ET	Etude Technique
FD	Flux en Développement
GM	Gros de Magasin
GPAO	Gestion de la Production Assistée par Ordinateur
GTA	Groupe Turbo Alternateur
GUN	Guichet Unique Numérique

HAP	Hydrocarbure Aromatique Polycyclique
HP	Haute Pression
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
IED	Industrial Emissions Directive
IEM	Interprétation de l'État des Milieux
IGN	Institut national de l'information géographique et forestière
IOTA	Installations, Ouvrages, Travaux et Activités
IR	InfraRouge
ISO	International Organization for Standardization
JRM	Journaux-Revues-Magazines
MB	Matière Brute
MTD	Meilleures Techniques Disponibles (BAT en anglais)
MW	Méga Watt
NAF	Nomenclature d'Activités Française
NF	Norme Française
OM	Ordures ménagères
OMR	Ordures ménagères résiduelles
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PAC	Politique Agricole Commune
PCI	Pouvoir Calorifique Inférieur
PDA	Paratonnerre à Dispositif d'Amorçage
PE	Polyéthylène
PET	Polyéthylène téréphtalate
PG	Présentation Générale
PL	Poids Lourd
PNA	Plan National d'action
PP	Polypropylène
PPA	Plan de Protection de l'Atmosphère
PPR	Plan de Prévention des Risques
PPRI	Plan de Prévention des Risques Inondation
PPRN	Plan de Prévention des Risques Naturels
PPRT	Plan de Prévention des Risques Technologiques
PRPGD	Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets
PSE	Plan de Surveillance Environnemental
RDC	Rez-De-Chaussée

REFIOM	Résidu d'Épuration des Fumées d'Incinération des Ordures Ménagères
RIA	Robinet d'Incendie Armé
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SCC	Secondary Combustion Chamber
SCR	Selective Catalytic Reduction
SIRET	Système d'Identification du Répertoire des Établissements
SIS	Secteur d'Information sur les Sols
SRADDET Territoire	Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire
SRCE	Schéma Régional de Cohérence Écologique
STEP	STation d'ÉPuration
SUP	Servitude d'Utilité Publique
TBT	Tableaux divisionnaires Basse Tension
TGBT	Tableau Général Basse Tension
TMJA	Trafic Moyen Journalier Annuel
TRI	Territoire à Risques Importants d'inondation
TTC	Toute Taxe Comprise
UV	Ultra-Violet
UVE	Unité de Valorisation Énergétique
VL	Véhicule Léger
VLE	Valeur Limite d'Émission
VNEI	Volet Naturel de l'Étude d'Impact
WI	Waste Incineration
ZER	Zone à Émergence Réglementée
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

## CONTRIBUTEURS

Ce dossier a été réalisé par :



Agence Sud-est

Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Domaine du Petit Arbois, Village d'Entreprises  
Bâtiment B - Avenue Louis Philibert  
13100, AIX-EN-PROVENCE  
Tél : 04.13.75.92.37

Rédigé par :

**MESQUIDA Johanne**

**Responsable projets**




**Ingénieur Ecole des Mines d'Alès**

Et validé par :

**MAURY Fabrice**

**Responsable d'agence**

Autres contributeurs :

Sujet	Société	Interlocuteurs
Maître d'Ouvrage	 RECYCLAGE & VALORISATION DES DECHETS Route de La Gaude - 06802 CAGNES SUR MER	LAVERGNE Frédéric MONTOROI Elodie
	 Direction Régionale - RECYCLAGE & VALORISATION DES DECHETS Plein Ouest, 1 Rue Albert Cohen Bat A - Immeuble, 13322 MARSEILLE	FREGONA Gautier
	 33 boulevard de l'Ariane - 06000 NICE	CORNILLOU Jean-Marc

## PRÉAMBULE

L'unité d'incinération des déchets ménagers de la Métropole Nice Côte d'Azur sise 33 Bd de l'Ariane sur la Commune de Nice (06) a été construite en 1978. Elle était exploitée de 1978 au 22/07/2021 par la société SONITHERM (actionnariat DALKIA (EDF) et Veolia) via une délégation de service public.

La Métropole Nice Côte d'Azur a lancé début 2020 une procédure de mise en concurrence pour une Délégation de Service Public (DSP) portant sur des travaux de modernisation du site, l'amélioration significative de sa performance énergétique et environnementale et son exploitation pour 20 ans.

Suite à un retard dans l'attribution de cette procédure, l'exploitant SONITHERM a été réquisitionné par le préfet du 22/07/2021 au 11/09/2021, pour assurer la continuité de service.

Le 29/07/2021, par délibération du Conseil Métropolitain, la Métropole Nice Côte d'Azur a attribué la Délégation de Service Public (DSP) à la société ARIANEO (actionnariat Veolia et Banque des Territoires) dédiée à l'exécution de ce contrat.

Depuis le 12/09/2021, après la procédure de changement d'exploitant, la société ARIANEO exploite donc l'Unité d'incinération des déchets ménagers de l'Ariane à Nice (06), soumise à **autorisation IED** au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (**ICPE**), conformément à son Arrêté Préfectoral n°12831 du 23/12/2005 (et divers arrêtés préfectoraux complémentaires).

ARIANEO porte un ambitieux projet de développement et de modernisation des installations dont les principales caractéristiques se résument ainsi :

- extension du périmètre du site au regard du terrain mis à disposition par la Métropole de Nice au travers de la DSP ;
- extension de la fosse d'ordures ménagères et création d'un nouvel atelier de traitement des DASRI ;
- mise aux normes de l'installation de traitement de l'UVE au regard de la réglementation des BREFs et augmentation de puissance de l'installation ;
- construction et exploitation d'un nouveau centre de tri de déchets ;
- améliorations / adaptations diverses au niveau du process (schéma de circulation, amélioration de la performance énergétique, fourniture d'énergie thermique pour le réseau de chauffage urbain exploité par la société Energies Nouvelles de Nice (groupe Dalkia), ...).

Le présent dossier est effectué en application du chapitre unique du titre VIII du livre I<sup>er</sup> et du titre I<sup>er</sup> du livre V de chacune des parties législative et réglementaire du Code de l'environnement.

Il concerne la demande d'autorisation environnementale, déposée par la société ARIANEO pour l'ensemble des activités de son site de Nice.

La présente demande d'autorisation environnementale concerne (article L.181-2 du Code de l'environnement) :

- plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre des article L.512-1 du code de l'environnement,
- plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement,
- une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration,

- une installation soumise à autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre, mais l'installation est déjà existante (puissance de la chaudière annexe de 23MW non modifiée) et ne nécessite pas modification de la demande de quota ;
- une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux pouvant faire l'objet d'une absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 (au titre de l'article L.414-4 du code de l'environnement),
- une installation de production d'électricité requérant une autorisation d'exploiter (au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie), mais l'installation est déjà existante et l'augmentation de la puissance installée est inférieure à 20% ;
- des travaux requérant une autorisation de défrichement pour une surface d'environ 0,2 hectares (au titre des articles L.214-13 et L.341-3 du code forestier).

**Aucune autre procédure pouvant être rattachée à une demande d'autorisation environnementale n'est concernée.**

## CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

L'article L.181-9 du Code de l'environnement précise que l'instruction de la demande d'autorisation environnementale se déroule en trois phases :

- phase d'examen,
- phase de participation du public,
- phase de décision.

L'enquête publique est régie par le chapitre III du titre II du livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement.

Les articles R.181-16 à R.181-52 du Code de l'environnement précisent le déroulement de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale, dans laquelle s'inscrit l'enquête publique.

En application du 5° de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement, l'exploitant indique que le dossier n'a fait l'objet d'aucune consultation préalable du public (le projet ne rentre pas dans les seuils indiqués à l'article R.121.-2 du Code de l'Environnement). Le projet ARIANEO ne remplit ni le critère économique de saisine obligatoire de la CDNP (projets d' « équipements industriels » dont le coût est supérieur à 600 M€ HT), ni le critère économique de saisine facultative de la CDNP (projets d'« équipements industriels » dont le coût est supérieur à 300 M€ HT et inférieur à 600 M€ HT).

Par ailleurs, les travaux envisagés ne bénéficient pas de subventions publiques à l'investissement accordées sous forme d'une aide financière nette à hauteur de plus de 5 M€, ainsi le projet n'est pas soumis à un droit d'initiative du public (cf. article L121-17-1). Enfin, le projet a été présenté lors de la Commission de Suivi de Site (anciennement Commission Locale d'Information et de Suivi) du 6 décembre 2021.

## I. OBJET DE LA DEMANDE

---

À Nice, le site de l'Ariane assure le traitement par incinération des déchets ménagers de la Métropole niçoise et des collectivités limitrophes depuis 1978. D'une capacité de traitement de 380 000 tonnes par an, l'unité de traitement thermique ARIANEO (ex SONITHERM) produit de l'électricité et alimente des réseaux de chaleur. Ces 3 réseaux de chaleur à proximité exploités par la société Energies Nouvelles de Nice (groupe Dalkia) totalisent une puissance installée de 95 MW et desservent une population de 11 000 équivalents logements et quelques industriels. Au cœur de la zone urbaine de l'Ariane, l'unité respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 et a mis en place un plan de suivi annuel de son impact dans l'environnement, notamment sur l'air, les sols et les huiles d'olive produites dans le voisinage.

Le traitement humide des fumées a été complété en 2005 par un traitement catalytique des oxydes d'azote et des dioxines, avec injection d'eau ammoniacale.

Le site est exploité par ARIANEO depuis le 12/09/2021 dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole Nice Côte d'Azur, dont l'attribution a été votée au conseil métropolitain du 29/07/2021.

L'enjeu de cette délégation de service public est de pérenniser le site et d'augmenter ses performances notamment énergétiques et environnementales via des travaux de modernisation.

ARIANEO, société dédiée (actionnariat Veolia / Banque des Territoires) attributaire du contrat porte ainsi un ambitieux projet de développement et de modernisation des installations.

Les contraintes d'exploitation et d'aménagement existantes sont les suivantes :

- Augmentation des consignes de tri à l'échelle de la Métropole Nice Côte d'Azur et de la région ;
- la configuration actuelle du site implique d'effectuer 2 fois le tour pour disposer d'une pesée en entrée et en sortie (augmentation du trafic et du temps de passage des apporteurs de déchets) ;
- une entrée commune aux véhicules légers et aux poids lourds avec une portion en double sens, ce qui augmente le risque de collision ;
- une obligation de passage dans le hall Ordures Ménagères (OM) pour faire le tour du site, même pour les véhicules qui ne déchargent pas en fosse.
- un dénivelé important du site, qui doit maintenir une pente acceptable pour la circulation des poids lourds ;
- la nécessité d'assurer la continuité de service pour le traitement des déchets ménagers et DASRI pendant la durée des travaux ;
- la nécessité d'assurer la continuité de service pour l'alimentation du réseau de chauffage urbain pendant les travaux ;
- l'importance des aspects acoustiques et visuels du fait de l'environnement immédiat.

Les travaux de modernisation envisagés constituent une véritable opportunité pour fluidifier les accès et circulation et donc d'optimiser les conditions d'exploitation, tout en tenant compte des impacts paysagers et environnementaux.

Ainsi, les principales caractéristiques des modifications envisagées se résument ainsi :

- construction et exploitation d'un nouveau centre de tri de déchets à l'ouest ;

- mise en place de 2 ponts bascules de sortie en plus des 2 ponts actuels qui deviennent ponts bascules d'entrée,
- création d'une seconde voie de circulation au nord afin de faire le tour du site sans passer par le hall OM pour les flux DASRI, boues, collectes sélectives entrantes, matériaux triés sortants, livraisons de réactifs, expéditions de mâchefers et REFIOM ;
- extension de la fosse d'ordures ménagères et création d'un nouvel atelier de traitement des DASRI ;
- mise aux normes de l'installation de traitement de l'UVE au regard de la réglementation des BREFs et augmentation de puissance de l'installation ;
- améliorations / adaptations diverses au niveau du process (amélioration de la performance énergétique, fourniture d'énergie thermique pour le réseau de chauffage urbain exploité par la société Energies Nouvelles de Nice (groupe Dalkia), ...)
- intégration de l'installation de valorisation par la création d'une enveloppe contemporaine de type verrière autour de la zone des fours et du traitement des fumées ;
- travail de réaménagement paysager de la colline située au nord ;
- implantation du nouveau bâtiment administratif côté est en lieu et place de l'activité actuelle de tri de déchets industriels, avec entrée des véhicules légers à l'est ;
- adaptation des réseaux de collecte des eaux pluviales et de voiries, avec création d'un bassin de gestion des eaux pluviales et incendie ;
- création d'un circuit de visite complet du site principalement en extérieur (parcours pédagogique - 20 personnes).

La société ARIANEO prévoit de maintenir la capacité de traitement de l'UVE à 380 000 t/an, avec une provenance de déchets cohérente avec le PRPGD annexé au SRADDET de la région PACA approuvé le 15 octobre 2019 :

- **bassin de vie Azuréen** pour les déchets ménagers et assimilés,
- ensemble de la région PACA et principauté de Monaco (Etranger) pour les DASRI, comme prévu actuellement au travers de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005.

Concernant le centre de tri, la capacité de l'installation sera de 26 100 t/an, avec une provenance de déchets cohérente avec le PRPGD de la région PACA :

- **bassin de vie Azuréen** et principauté de Monaco.

## II. PRESENTATION DE LA SOCIETE

### II.1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Le site sera exploité par ARIANEO, filiale de VALSUD (groupe VEOLIA) et de la Banque des Territoires (groupe Caisse des dépôts et consignations), dont les données administratives sont reprises ci-dessous :

Tableau 1. Renseignements administratifs de la société

Raison sociale	ARIANEO
Forme juridique	Société par actions simplifiée à associé unique
Siège Social	41, chemin Viccinal de la Millière Parc Valentine Vallée Verte 13 011 Marseille
Adresse du site	33 boulevard de l'Ariane Nice 06000 Tél : 04 93 54 90 61
Site Internet	<a href="https://www.recyclage.veolia.fr/">https://www.recyclage.veolia.fr/</a>
Effectif du site	60 Futur :90
Montant du capital	2 000 000 €
N° de SIRET	90178022100015
Code NAF	38.21Z Traitement et élimination des déchets non dangereux
Président	Romain ASCIONE
Directeur Général Signataire de la demande	Gilles PEYROUTET
Directeur opérationnel du site	Jean-Marc CORNILLOU
Chargée du suivi du dossier	Elodie MONTOROI Fonction : Directrice Pôle UVE PACA Tél : 04 93 54 90 61 <a href="mailto:elodie.montoroi@veolia.com">elodie.montoroi@veolia.com</a>

## II.2. HISTORIQUE

Dès 1932, la Ville de Nice est dotée d'une usine d'incinération pour traiter ses déchets urbains. Mais confrontée aux problèmes croissants de gestion et d'élimination des déchets urbains, elle décide en 1975 de construire une nouvelle unité de traitement de déchets par incinération en lieu et place des installations existantes.

**1932** : construction de la première usine.

**1975 - 1977** : construction d'une nouvelle usine - mise en place d'une de traitement par incinération par la ville de Nice. Cette unité succède aux anciennes installations situées sur le même site. Cette nouvelle unité est conçue pour :

- alimenter le réseau de chauffage collectif issu du développement urbain des deux quartiers environnants : Nice Est et Nice Ariane ;
- produire de l'énergie électromécanique ;

**1979** : Prise en charge de l'exploitation de l'unité par SONITHERM pour une durée contractuelle de 30 ans. SONITHERM exploite le réseau de chauffage depuis 1971 ;

**1982** : Installation par SONITHERM d'un troisième four d'incinération et d'un deuxième turbo-alternateur ;

**1986** : Mise en place d'une installation de neutralisation des fumées qui diminue les quantités de rejets acides dans l'atmosphère ;

**1987** : Mise en service d'une installation de traitement des boues de la station d'épuration de la ville de Nice (séchage - hydratation - incinération) ;

**1988** : Demande d'autorisation provisoire accordée pour l'incinération de déchets hospitaliers ;

**Mai 1992** : Nouvel arrêté préfectoral d'autorisation avec accord définitif pour incinération de déchets hospitaliers ;

**1996** : Mise en place d'un quatrième four de 18 tonnes/heure ;

**Avril 1996** : Nouvel arrêté préfectoral d'autorisation pour l'exploitation de quatre fours ;

**1998** : Installation d'un nouveau procédé de traitement des fumées humide (laveurs) ;

**2000** : Nouvelle installation de traitement et d'incinération des déchets hospitaliers ;

**2005** : Nouvelle installation DENOX (traitement catalytique des oxydes d'azote et des dioxines, avec injection d'eau ammoniacale) ;

**2021** : Renouvellement de la Délégation de Service Public (DSP), la société ARIANEO reprends l'exploitation du site et porte un ambitieux projet de développement et de modernisation des installations, objet du présent dossier.

Les modifications réalisées depuis 1995, date de la dernière enquête publique, sur le site actuel sont représentées sur la figure suivante ;

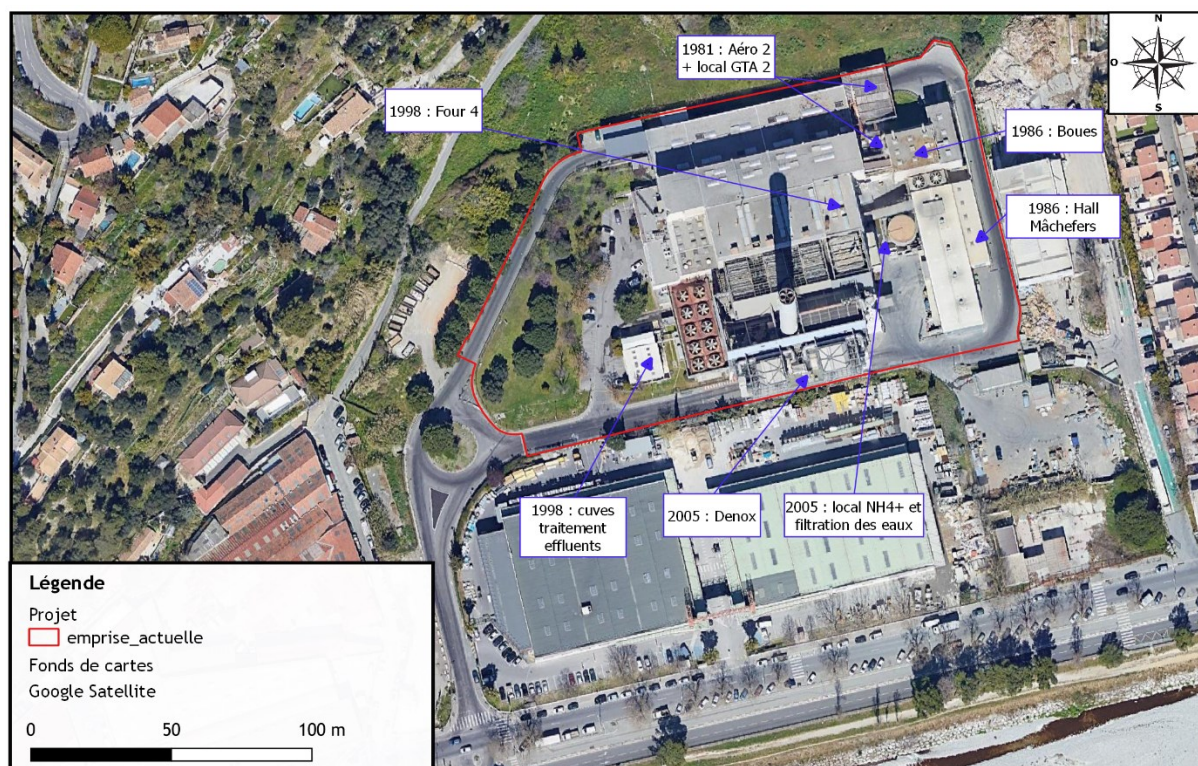


Figure 1. Emprise du site en situation actuelle et modifications depuis 1995

### III. EMBLEMEMENT DU SITE

Le projet d'ARIANEO s'inscrit en extension géographique d'un site existant (ex SONITHERM).

#### III.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le site d'ARIANEO est situé à l'extrémité nord-est de Nice, dans le quartier de l'Ariane, département des Alpes Maritimes, sur le territoire des communes de Nice et Saint-André de la Roche. Compris entre le fleuve du Paillon et la colline de Saint-André-de-la-Roche, il bénéficie d'une orientation sud et d'une proximité immédiate avec des axes routiers majeurs tels que l'autoroute A8 et la pénétrante du Paillon.

L'adresse du site est : 33 boulevard de l'Ariane - 06000 NICE.

Les coordonnées du site (RGF93 Lambert 93) sont :  
X = 1 045 791 m  
Y = 6 302 372 m

L'installation est située en zone périurbaine. Elle est bordée à l'est par le centre de tri SITA (cessation d'activité déclarée en 2021), puis par un quartier résidentiel composé de petites maisons individuelles et à l'ouest et au sud d'un quartier industriel avec de grands entrepôts. Le long de sa limite sud, le centre de traitement est séparé du boulevard de l'Ariane et du Paillon par deux grands entrepôts appartenant à l'entreprise « La plateforme du bâtiment ».

Le terrain se caractérise par un fort dénivelé entre sa limite nord et sud : de +80 m NGF à + 50 m NGF, soit une différence de 30 mètres.

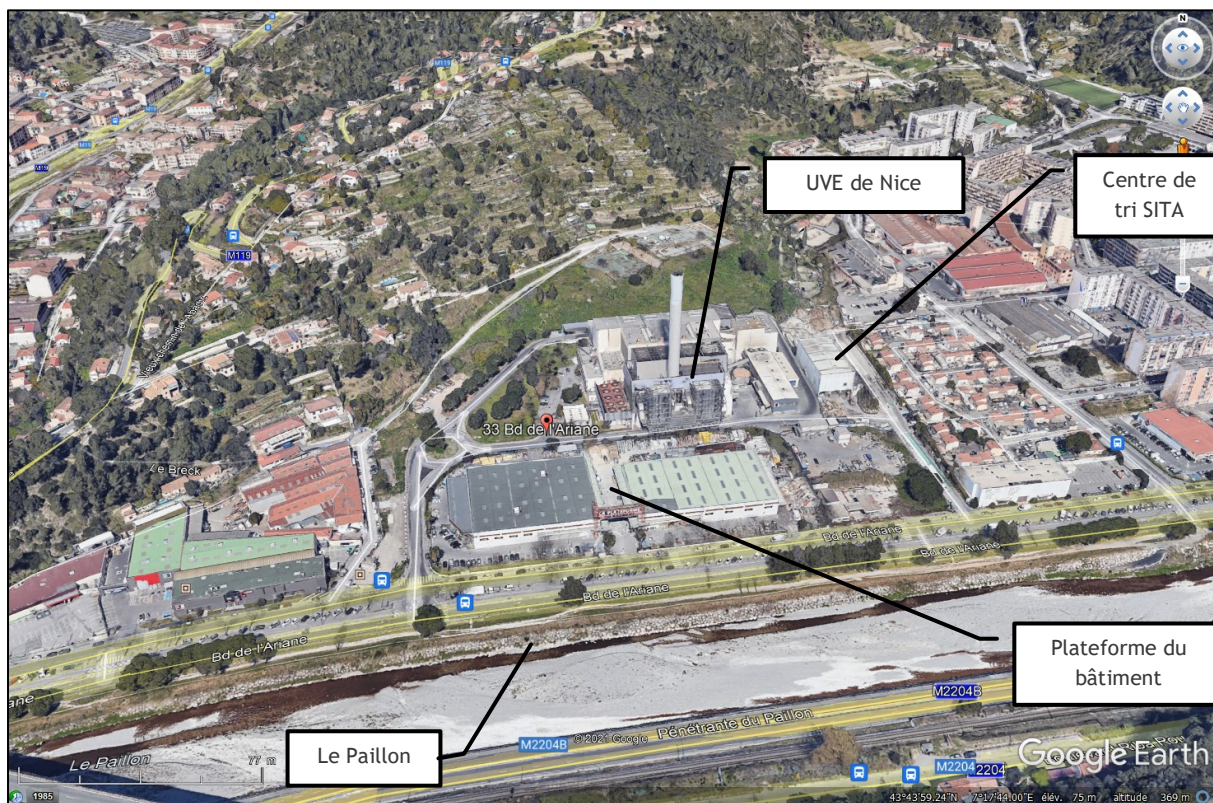


Figure 2. Vue aérienne du site - état actuel (Google Earth)

Les emprises de la Délégation de Service Public et limites ICPE liées au projet d'extension du site sont représentées sur la figure suivante.

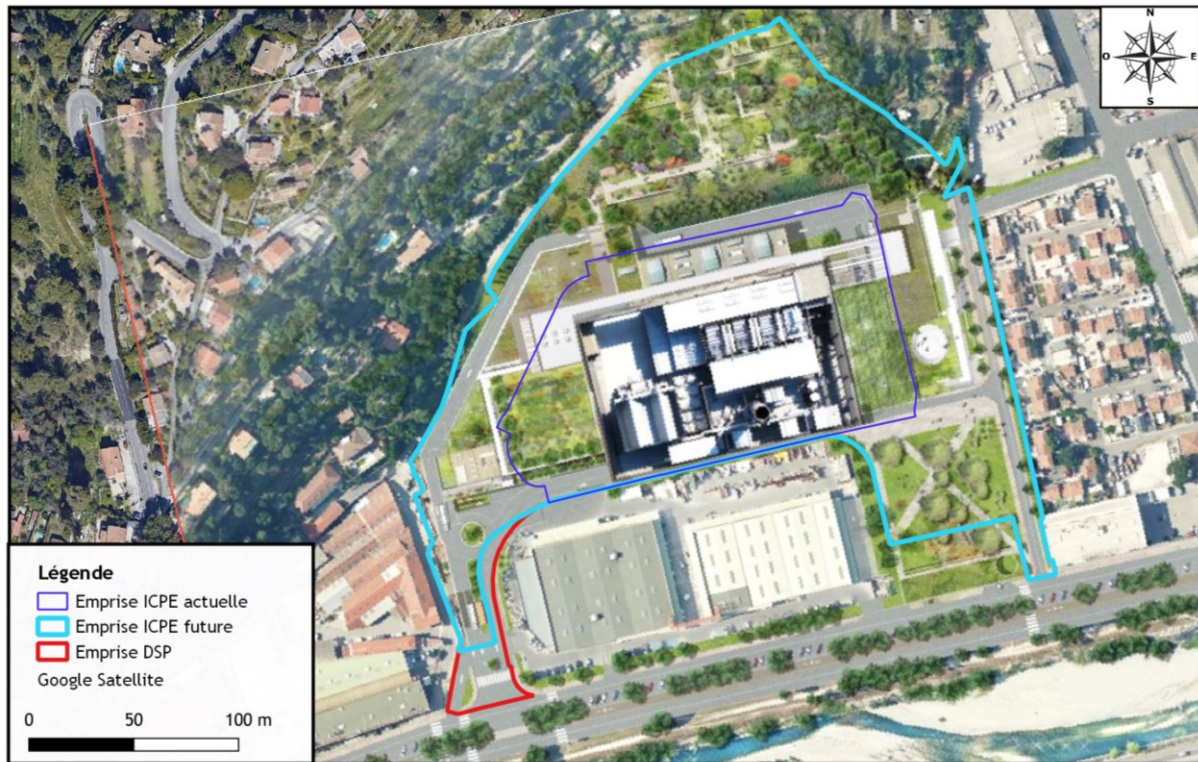


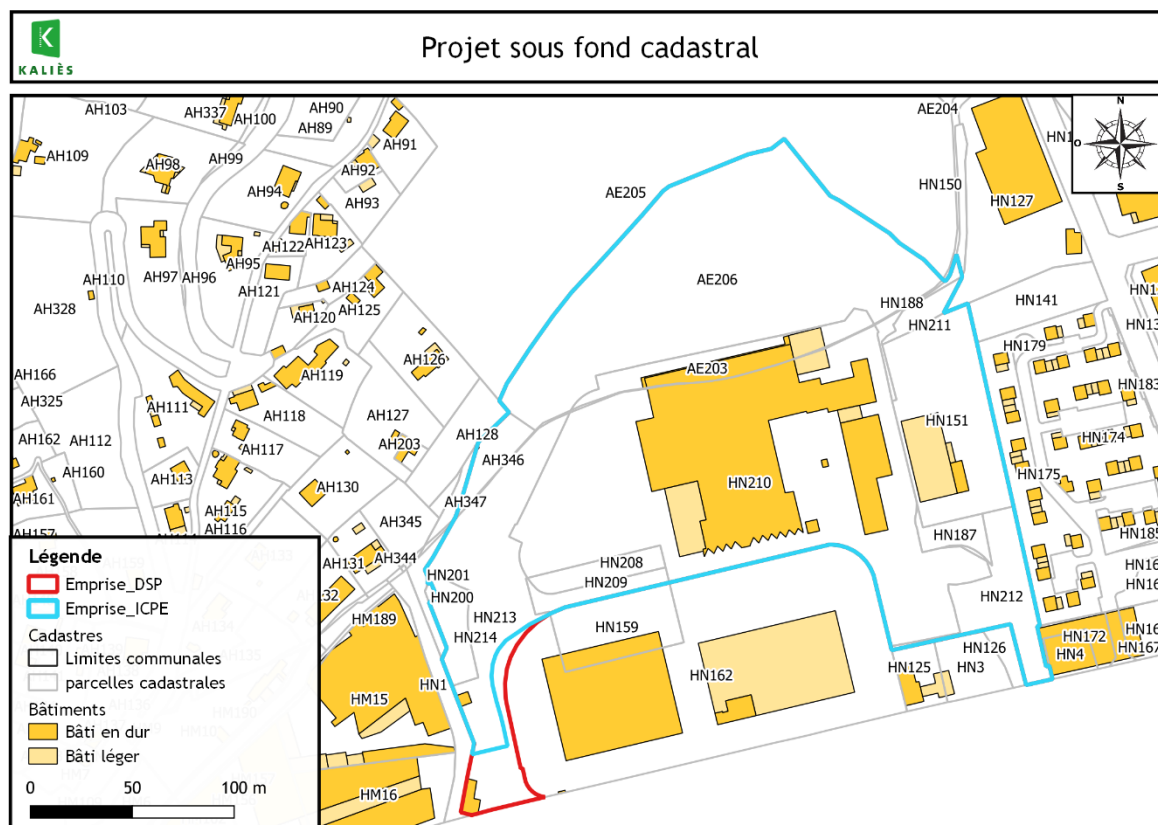
Figure 3. Vue aérienne du site - état futur (Google Earth)

Le plan d'ensemble au 1/500 indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants est également disponible et déposé dans le cadre de l'étape 8 de la téléprocédure de demande d'autorisation environnementale. Une demande de dérogation à l'échelle du plan a été sollicitée afin de permettre une visualisation des différents réseaux sur l'emprise du site.

### III.2. IMPLANTATION CADASTRALE

Les parcelles cadastrales concernées par le projet sont listées dans le fichier au format csv déposé lors de l'étape 4 de la téléprocédure. Elles sont également rappelées dans le fichier « Justificatif de la maîtrise foncière ».

Ci-après, une vue aérienne avec indication des parcelles cadastrales en situation future est présentée.



### III.3. POSITIONNEMENT DU PROJET VIS-A-VIS DES DOCUMENTS D'URBANISME ET DES PLANS, SCHEMAS, PROGRAMMES

La compatibilité du projet vis-à-vis des documents suivants sera analysée dans le cadre de l'Étude d'impact :

Thème	Type de document	État du document
URBANISME	Plan Local d'Urbanisme Métropolitain de la Métropole Nice Côte d'Azur	Approuvé le 25/10/2019
	Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de la région Sud	Approuvé le 15/10/2019
SOL / SOUS-SOL / EAUX	Schéma Départemental des Carrières des Alpes Maritimes	Approuvé le 04/05/2001
	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône-Méditerranée 2016-2021 Projet de SDAGE 2022-2027	Approuvé le 03/12/2015
	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la « Nappe et Basse Vallée du Var »	Approuvé le 07/06/2007 Révision approuvée le 09/08/2016
	Plan de gestion du risque inondation 2016 - 2021 du Bassin Rhône-Méditerranée	Approuvé le 07/12/2015
	Plan de Prévention du Risque Inondation du Paillon	Approuvé le 17/11/1999 Révision PPRI Paillon Aval prescrite le 25/03/2020
	Plan de Prévention du risque mouvement de terrain de Nice Plan de Prévention du risque mouvement de terrain de Saint André de la Roche	Approuvé le 16/03/2020 Approuvé le 22/07/2011
	Plan de Prévention du Risque Sismique de Nice	Approuvé le 28/01/2019
	Territoire à Risque Important d'inondation (TRI) de Nice - Cannes - Mandelieu	Décembre 2013
MILIEU NATUREL	Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de la région Sud	Approuvé le 15/10/2019
	Trame Verte et Bleue du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires	Approuvé le 15/10/2019 (SRCE approuvé le 26/11/2014)
	Trame Verte et Bleue du PLUm	Approuvé le 25/10/2019
AIR/CLIMAT	Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de la région Sud	Approuvé le 15/10/2019
	Plan Climat 2017-2020 de la région PACA « Gardons une COP d'avance »	Voté le 23/04/2021
	Plan Climat Air Énergie Territorial 2019-2025 de la métropole Nice Côte d'Azur	Approuvé le 31/10/2019
	Plan de Protection de l'Atmosphère des Alpes Maritimes Sud	Approuvé le 06/11/2013 Révision lancée le 17/01/2019
DÉCHETS	Plan National de Prévention des déchets	Adopté le 18/08/2014 (2014-2020) Concertation juillet à octobre 2021 (2021 - 2027)
	Plan Régional de Prévention et Gestions des Déchets de la région Sud annexé au SRADET	Approuvé le 15/10/2019

## IV. DESCRIPTION GENERALE DES INSTALLATIONS ET DE LEUR FONCTIONNEMENT

L'objet du présent chapitre est de présenter les caractéristiques principales du projet. Des précisions seront apportées au sein des autres parties du dossier si nécessaire.

### IV.1. DESCRIPTION DU SITE

#### IV.1.1 SITE ACTUEL

Le site actuel fonctionne selon les modalités de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005 et de ses arrêtés complémentaires. Il dispose des installations suivantes :

- Une unité de valorisation énergétique constituée de 4 fours-chaudières d'une capacité totale de 54 tonnes par heure d'ordures ménagères et 135 tonnes de vapeur surchauffée par heure ;
- Une unité de séchage de boues de station d'épuration avant incinération d'une capacité de 100 tonnes par jour ;
- 2 turbo-alternateurs d'une puissance de 14 MW pour les besoins en électricité de l'usine et la distribution sur le réseau EDF ;
- Une ligne de traitement des mâchefers, équipée de deux déferrailleurs magnétiques et de deux ponts roulants dotés de bennes hydrauliques ;
- 4 lignes de traitement de fumées par procédé humide ;
- Une unité de traitement des effluents (station d'épuration) ;
- Une chaufferie annexe d'une puissance de 38 MW installée sur deux générateurs à vapeur et assurant le secours de production pour les réseaux de chaleur ;

L'UVE alimente en vapeur et en eau chaude 3 réseaux de chaleur exploités par la société Energies Nouvelles de Nice (groupe Dalkia) totalisant une puissance installée de 95 MW et desservant une population de 11 000 équivalents logements et quelques industriels.

L'ensemble de ces équipements permet un traitement annuel de 380 000 tonnes de déchets dont 24 000 tonnes de boues de station d'épuration séchées sur site, 8 000 tonnes de déchets d'activités hospitaliers, et une production annuelle de 48 700 MWh électriques, 110 000 MWh chaleur desservant une population de 11 000 équivalents logements, dans le strict respect des réglementations en vigueur.

Tableau 2. Principales caractéristiques des déchets admissibles (APC n° 13804 - 04/07/2011)

Type de déchets	Pouvoir calorifique de référence des déchets (kJ/kg)	Capacité d'entreposage	Quantité maximale traitée (t/an)
Déchets ménagers et assimilés : déchets banals et hospitaliers non contaminés	9 196	5 600 m <sup>3</sup>	345 000
Boues de STEP urbaine	8 151	200 m <sup>3</sup>	24 000
Déchets d'activités hospitaliers	12 540	-	8 000

L'effectif du site est actuellement de 60 personnes, réparties en :

- Personnel de quart (en 3 \* 8) ;
- Personnel exploitation (traitement des boues, chaufferie, traitement des fumées et effluents) du lundi au jeudi 7h30 - 12h15 et 13h - 16h30 et vendredi 8h - 12 h ;
- Personnel de maintenance (mécaniciens, électriciens, instrumentistes, magasiniers) du lundi au jeudi 7h30-12h15 et 13h00-16h30, le vendredi 8h00-12h00) + toujours 1 mécanicien, 1 électricien, 1 instrumentiste en astreinte ;
- encadrement et administratif.

Les horaires de fonctionnement du site sont 3 x 8 heures, 7 jours sur 7, 365 jours / 365.

Les fours d'incinération sont arrêtés chacun un mois par an, plus une semaine d'arrêt technique commun pour des raisons d'entretien, soit au total 5 semaines/an.

L'évolution technique croissante des équipements de l'unité a rendu nécessaire la mise en œuvre d'un système de Gestion Technique Centralisée. La régulation des process est gérée par automates programmables. Le personnel d'exploitation peut donc à tout moment intervenir sur les paramètres de fonctionnement de l'usine à partir de la salle de conduite.



*Figure 5. Photo salle de conduite*

L'usine permet :

- de traiter les déchets ménagers et assimilés de Nice et des communes environnantes,
- de traiter les DASRI du département des Alpes Maritimes et de la Principauté de Monaco
- d'utiliser l'énergie libérée par la combustion des déchets ; d'une part pour produire de l'énergie électrique et d'autre part pour alimenter les réseaux de chauffage collectifs mis en

place lors du développement urbain de deux quartiers environnants : Nice Est, dont l'hôpital Pasteur, et Nice l'Ariane.

Grâce à l'incinération des ordures ménagères, la production de vapeur récupérée :

- alimente un réseau de chauffage urbain de 11 000 équivalents logements desservis en chauffage et eau chaude sanitaire,
- produit de l'énergie électrique : 48 700 MWh électriques produits par an :
  - servant aux besoins propres de l'usine,
  - revendue à EDF pour distribution sur les réseaux publics (21 000 MWh/an).

Le projet intègre les réseaux de chaleur urbains exploités par la société Energies Nouvelles de Nice (groupe Dalkia), à partir de vapeur et d'eau chaude fournies par l'unité d'incinération exploitée par ARIANEO.

En 2020, le site a :

- traité 304 066 tonnes de déchets ;
- généré la production de 72 307 t de mâchefers (dont 2 906 t de ferrailles et de métaux non ferreux), 215 t de gâteaux de filtration, 7 419 t de REFIM (résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères) ;
- produit 20 872 MWh électriques ;
- délivré 97 487 MWh thermiques sur 3 réseaux de chaleur (exploitant : société Energies Nouvelles de Nice (groupe Dalkia)).

La capacité maximale de l'installation du traitement de 380 000 tonnes de déchets par an n'est pas atteinte à ce jour.

Le schéma suivant représente le fonctionnement simplifié de l'UVE.

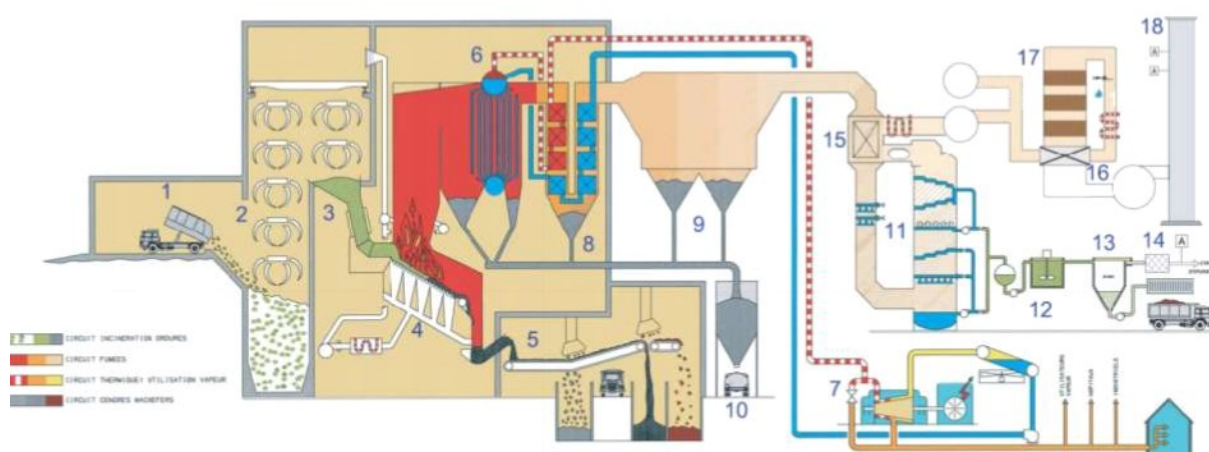


Figure 6. Schéma de fonctionnement simplifié de l'UVE - situation actuelle

Les différentes étapes de fonctionnement de l'UVE (rubriques ICPE n° 3520a, 3520b, 2770, 2771) sont les suivantes :

- Pesée des camions à l'entrée (pont bascule)
- (1) Entrée des camions dans le hall déchets et déchargement des déchets (ordures ménagères et assimilés) en fosse (5 600 m<sup>3</sup>), ou dépose des bennes DASRI en zone dédiée, ou déversement des boues en zone dédiée,
- (2) Introduction des déchets (ordures ménagères et assimilés) dans la trémie de chargement d'un des fours par un système de grappin, ou montée des bennes DASRI en élévateur pour introduction directe ;



Figure 7. Photo : Déchargement en fosse et grappin



Elévateur DASRI  
pour introduction  
directe four

Figure 8. Photo : Zone DASRI et élévateur

- (3) Entrée des déchets dans le four par vérin hydraulique.

Le four est constitué d'une grille inclinée (4) composée de rangées de barreaux, certains mobiles, d'autres fixes dont le mouvement alternatif permet l'aération et le retournement des déchets, optimisant ainsi leur combustion.

En bout de grille, on obtient des mâchefers (résidus incombustibles : verre, fer...) qui représentent environ 22 % en poids de ce qui est entré.

Les mâchefers, d'abord refroidis (5), sont orientés vers une chaîne de prétraitement commune aux quatre lignes, composée d'un déferrailleur magnétique (séparation métaux pour recyclage en installation agréée), puis acheminement des mâchefers par camion en traitement final (installation agréée hors site).

L'incinération des déchets produit de la chaleur qui est récupérée par une chaudière (6). Dans cette chaudière, la chaleur contenue dans les gaz réchauffe les tubes remplis d'eau.

La vapeur d'eau produite est valorisée :

- sous forme d'électricité, par l'intermédiaire de 2 turbo-alternateurs (puissance : 14 MW), servant aux besoins propres du centre, l'autre partie étant revendue à EDF ;
- pour alimenter le réseau du chauffage urbain des quartiers de l'Ariane et de Nice-Est.

Un ensemble de traitement des fumées est mis en place :

- 4 lignes de traitement par procédé humide, composées
  - d'un électrofiltre (9) (captation des poussières). Les poussières appelées REFIOM (résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères) sont récupérées à la base de l'électrofiltre, stockées dans un silo (10) avant d'être orientées vers une installation de stockage de déchets dangereux ;
  - d'un échangeur fumées / fumées (15) qui permet de réchauffer les fumées en sortie de laveurs et d'atténuer l'apparition du panache à la cheminée ;
  - d'un quench (refroidissement rapide à l'eau) ;
  - d'une tour de lavage à 2 étages (11) (lavage à l'eau transfère les acides et les métaux lourds ; un lavage à la soude transfère le dioxyde de soufre).
- 2 systèmes de réduction catalytique sélective (un système commun à 2 lignes d'incinération) composés :
  - d'un échangeur/récupérateur fumées/fumées (16),
  - d'un échangeur fumée/vapeur,
  - d'un brûleur à gaz,
  - d'un réacteur catalytique (décomposition des dioxines et des furanes) (17),
  - d'un système d'injection d'eau ammoniacale (réduction des oxydes d'azote),
- d'un ventilateur de tirage,
- d'un système d'analyse en continu (1 analyseur sur chaque ligne de traitement, plus 1 en secours) (concentrations en poussières, monoxyde de carbone, oxygène, chlorure d'hydrogène, oxyde d'azote, carbone organique total, dioxyde de soufre) (18) au niveau de chaque conduit (1 conduit pour les lignes 1 et 2 et 1 conduit pour les lignes 3 et 4), à l'intérieur d'une cheminée de rejet unique de 86 mètres.

En sortie des tours de lavage, les effluents liquides acides vont subir différents traitements (neutralisation (12), floculation (13), décantation (14)) avant rejet dans le réseau d'assainissement

communal. Ce type de procédé génère des boues qui vont être dirigées comme les REFIOM vers une installation de stockage de déchets dangereux.

La société possède un système de management certifié selon les normes ISO 9001, ISO 50 001 et ISO 14001. L'établissement possède également une organisation sécurité.

## IV.1.2 SITE PROJETE

Le projet d'ARIANEO se construit autour de trois blocs :

- le nouveau bâtiment administratif,
- l'UVE rénoverée où un nouveau bâtiment dédié à la valorisation énergétique (GTA) est créé libérant ainsi de l'espace pour agrandir la fosse et la nouvelle chaîne des DASRI,
- le nouveau centre de tri,

et d'installations communes :

- création d'un accueil centralisé et d'un nouveau poste de pesée,
- mise en place d'une circulation en sens unique pour plus de fluidité et sécurité,
- circuit de visite,
- installation d'équipements de défense incendie.



Figure 9. Vue d'ensemble du projet d'ARIANEO

Le site emploiera 90 personnes. Les horaires de fonctionnement du site sont maintenus : 3 x 8 heures, 7 jours sur 7, 365 jours / 365.

Le centre de valorisation d'Arianéo est conçu de manière à réduire sur l'environnement proche : la réduction des rejets atmosphériques, la limitation des nuisances sonores ou de l'impact olfactif,



La vue schématique suivante présente les principales modifications apportées au site après les travaux :

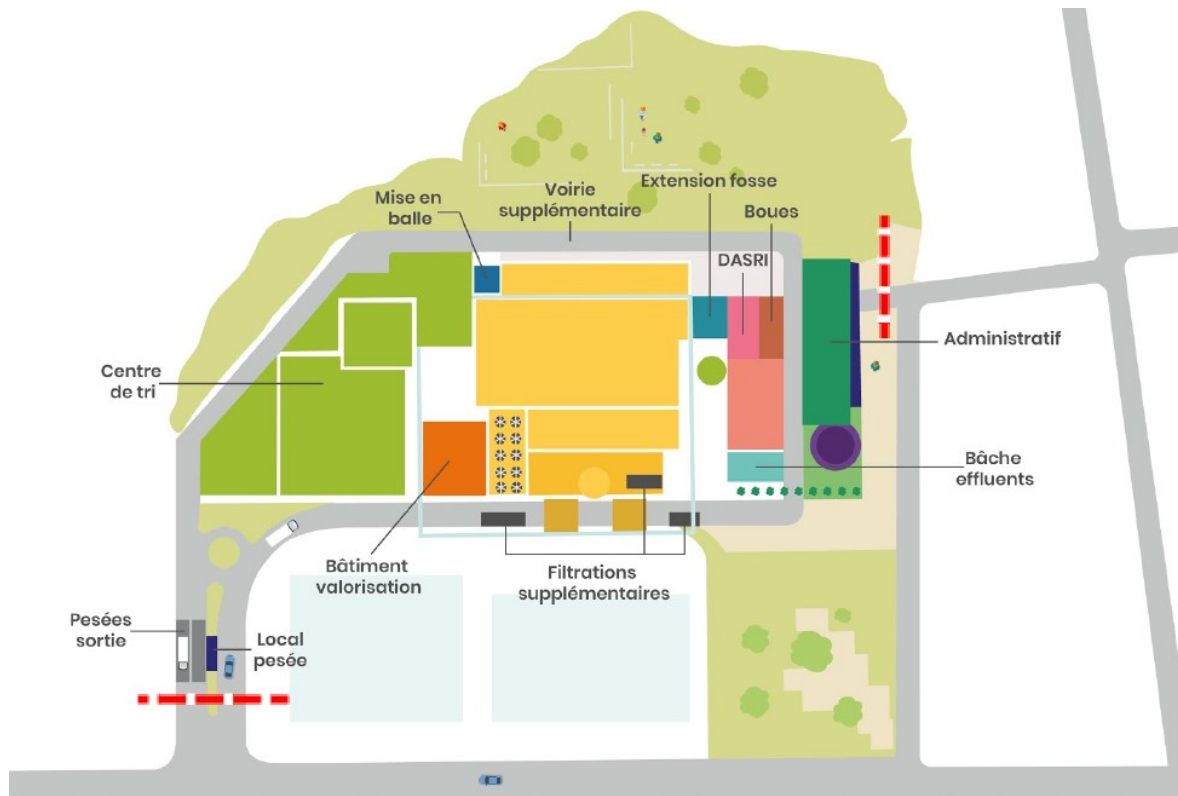


Figure 11. Vue schématique des principales modifications liées au projet d'ARIANEO

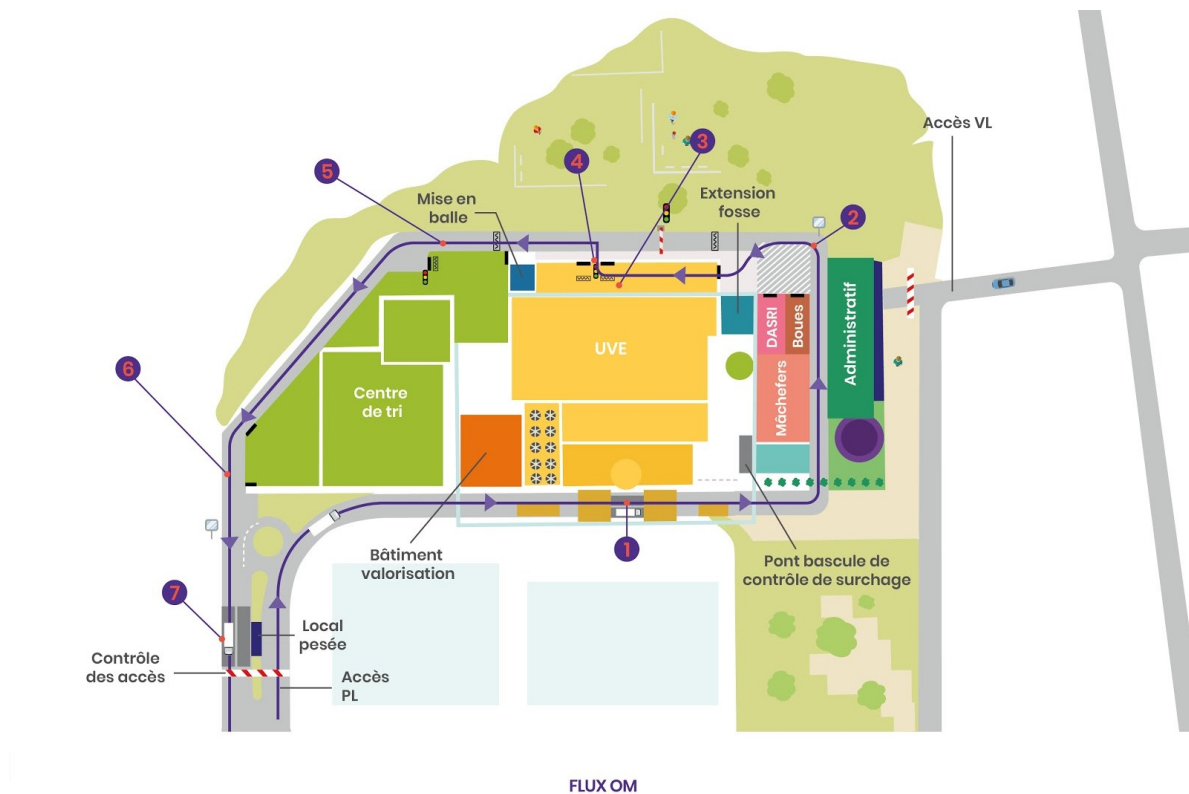


Figure 12. Plan de circulation futur (flux OM)

Ainsi, le projet d'ARIANEO comprend :

- Un travail de réaménagement paysager de la colline, associé à l'aménagement d'un circuit de visite à visée pédagogique,
- La modification des voies de circulation adaptées aux poids lourds, avec création d'une seconde voie de circulation au nord (permet d'éviter la traversé du hall OM pour les flux DASRI, boues, collectes sélectives entrantes, matériaux triés sortants, livraisons de réactifs, expéditions de mâchefers et REFION), création du poste pesée Sortie (2 ponts-basculés) au sud-ouest et affectation des ponts-basculés au sud de l'UVE en poste pesée Entrée ; il est également prévu l'intégration d'un pont-basculé au Nord, destiné à contrôler l'absence de surcharge après chargement des mâchefers/REFION,
- La création du bâtiment Valorisation à proximité du réseau vapeur de chaleur existant et des chaudières et de l'UVE,
- La construction du centre de tri à l'ouest nécessitant des travaux de terrassement et de limitation de l'évacuation des terres,
- La création du bâtiment administratif,
- La création d'une verrière enveloppant une partie des installations existantes,
- La déviation des réseaux situés dans l'emprise des nouveaux bâtiments (notamment bâtiment valorisation et centre de tri), la reprise du réseau des eaux pluviales et de voirie ainsi que la création d'un bassin de 2 038 m<sup>3</sup> servant au tamponnement des eaux pluviales et à la rétention des eaux d'extinction incendie,
- La déconstruction de certains ouvrages et équipements (bâtiment SITA, bâtiment administratif actuel, chaudières 1, 2, 3, 4, cuve fioul),
- La modification de l'installation de prétraitement des boues (réception des boues humides et sèches sur un seul poste de dépotage avec orientation en silo de boues sèches ou humides et co-combustion des boues avec les OM), arrêt et démantèlement du sécheur en 2022,
- L'aménagement d'une zone de stockage temporaire de balles d'ordures ménagères,
- Le déplacement du traitement des DASRI dans un local dédié,
- L'extension de la fosse OM de l'UVE,
- La réorganisation et la modernisation de l'UVE pour des réceptions plus fluides, une capacité de traitement optimale (système d'injection d'air avec auto adaptation à la charge et au PCI, 3 chaudières neuves et rénovation de la 4<sup>ème</sup>, implantation d'une 2<sup>nde</sup> bâche alimentaire), une maximisation de la production d'énergie (2 nouveaux groupes turbo alternateurs et 2 nouveaux aérocondenseurs permettant de porter la production à 170 GWh pour un rendement énergétique de 90 %) et des performances environnementales améliorées (amélioration de la captation du mercure et analyse en continu, 4 filtres à manches en aval des laveurs pour finaliser le traitement des polluants).

La société maintiendra son système de management certifié selon les normes ISO 9001, ISO 50001 et ISO 14001, et prévoit d'obtenir la certification ISO 45001.

## IV.2. DESCRIPTION DES ACTIVITES

### IV.2.1 DESCRIPTION DES ACTIVITES EXISTANTES

#### IV.2.1.1 RECEPTION ET MANUTENTION DES DECHETS

L'accès à l'usine se fait par le boulevard de l'Ariane au niveau du carrefour aménagé à cet effet.

Un double pont bascule est disposé sur la voie sud et assure la pesée de l'ensemble des véhicules amenés à transiter sur le site. Chaque véhicule fait l'objet d'un contrôle de radioactivité. Si l'alarme se déclenche, la source est isolée et éliminée.

Le pont bascule mesure les quantités de déchets apportées. Le pesage sert à la facturation et aux calculs d'exploitation.

Les véhicules fréquentant régulièrement le site sont munis d'un badge et la pesée est automatique.

Un opérateur de pesées gère manuellement les pesées des véhicules non badgés.

Les informations recueillies sont l'identité du véhicule, la provenance des déchets, l'heure de passage et les données pondérables fournies par la bascule.

Les modalités de réception des déchets sur le site diffèrent en fonction des catégories de déchets :

- **Déchets ménagers et assimilés et des broyats de déchèterie.** Après pesage, la totalité des déchets ménagers et assimilés est stockée dans une fosse. En effet, après pesée, les véhicules pénètrent dans le hall de déchargement et déversent les déchets ménagers et assimilés dans la fosse de 5 600 m<sup>3</sup> ; pendant le déchargement les portes du hall sont fermées. Ensuite, deux ponts roulants assurent l'homogénéisation, la reprise et l'introduction des déchets dans les fours d'incinération. Le long de la zone de déchargement, des butées sont destinées à éviter que les véhicules ne tombent dans la fosse ;
- **Déchets hospitaliers** (Déchets d'Activités de Soins à Risque Infections). Les déchets hospitaliers sont reçus dans des conteneurs étanches sur une zone spécifique du hall de déchargement de l'usine à côté de la fosse de réception des déchets ménagers et assimilés. Un système de chargement spécifique permet de déverser les conteneurs et d'alimenter directement les quatre fours d'incinération.
- **Boues de station d'épuration.** Les boues en provenance de la station d'épuration de la Ville de Nice parviennent à l'usine d'incinération par camions spécifiques et étanches et sont déversées gravitairement dans un silo de stockage.

Compte tenu de leur forte teneur en eau, ces boues ne peuvent être directement acheminées vers les fours pour être incinérées en mélange avec les déchets ménagers et assimilés. Aussi, le site d'une installation de séchage des boues qui permet de porter leur siccité de 35 % à 70 % et de procéder à leur granulation.

Les boues sous forme de granulés constituent un combustible homogène et calibré. Elles sont acheminées par un ensemble de bandes transporteuses vers les fours.

#### IV.2.1.2 FOSSE

Seuls les déchets ménagers et assimilés sont déchargés dans la fosse de réception.

La fosse a une capacité de 5 600 m<sup>3</sup>. Elle a trois fonctions :

1. recevoir les camions,

2. mélanger les déchets,
3. stocker pendant la nuit, les week-ends et les arrêts.

Un pontier commande deux ponts roulants, qui alimentent quatre trémies d'alimentation. Le pontier a trois tâches :

1. dégager pour le versement des camions,
2. mélanger,
3. alimenter les trémies.

En effet, deux ponts roulants équipés chacun d'un grappin d'une capacité de 6 m<sup>3</sup> sont dirigés par un pontier pour assurer la reprise des déchets afin de les brasser puis de les déverser dans les trémies de chacun des fours d'incinération.

Le fonctionnement de ces grappins sur ponts roulants est semi-automatique, c'est-à-dire que tous les mouvements du grappin sont à commande manuelle et qu'à partir du moment où les déchets sont pris, le grappin, sur commande du pontier, va automatiquement déverser dans une trémie sélectionnée, puis retourner en attente au-dessus de la fosse.

Ce système est télécommandé à partir de la salle de contrôle par le pontier ; ce poste est assuré 24 h / 24 h et 7 j / 7.

#### **IV.2.1.3 TRAITEMENT DES BOUES**

Le site possède une unité pour sécher les boues de la station d'épuration Haliotis. Le séchage se fait par vapeur de 340 °C, 30 bars (g) dans un lit fluidisé.

Les boues entrent à 33,3 ± 2,1 % de matière sèche et sortent à 70 % de matière sèche.

Puis des convoyeurs à bande amènent les boues sèches vers les quatre trémies des fours.

Les principales étapes de traitement des boues de station d'épuration sont les suivantes :

1. Silo à boues fraîches : capacité 200 m<sup>3</sup> (boues 35% de MS)
2. Vis doseuse et transport
3. Malaxeur émoteur à pales : mélange boue brute 35% MS et boue séchée 95% pour obtenir des boues à 70 % siccité moyenne ;
4. Malaxeur bi-rotorique : mélange et émiette les boues à 70% siccité, avec évacuation vers les trémies d'incinération : boues 70% MS. Les autres étant évacuées vers le granulateur.
5. Granulateur : système de rotor à doigts pour assurer une bonne granulométrie des boues ;
6. Sécheur à lit fluidisé : brassage et séchage des granulés (batteries avec circulation de vapeur 30 bars - 250°C et séchage par vapeur surchauffée 200°C) ; reprise des condensats dans le dégazeur. Obtention de boues à 95% de siccité orientées par élévateur à godet vers silo à boues sèches, puis malaxeur émoteur (vis doseuse et transport).
7. Dépoussiéreurs cyclone (2 en série) et vis de transport des fines captées vers le silo à boues sèches.
8. Ventilateur de tirage : la vapeur du deuxième cyclone est refoulée vers l'aspiration du ventilateur de soufflage et la vanne de décharge du condenseur.
9. Ventilateur de soufflage : la vapeur du ventilateur de tirage est refoulée dans le réchauffeur d'air.

10. Réchauffeur : réchauffage à 200° C (batterie de chauffe vapeur 30 bar 250° C) de la vapeur du ventilateur de soufflage ; reprise des condensats dans le dégazeur ; refoulement de la vapeur surchauffée dans le sécheur à lit fluidisé.
11. Vanne de décharge : évacuation de la vapeur d'eau saturée du ventilateur de tirage en cas de surpression vers le condenseur.
12. Boucle de condensation : condensation à l'eau des vapeurs du ventilateur de tirage ; reprise des condensats par une pompe de circulation en circuit fermé et évacuation des incondensables vers les fours.
13. Ventilateur de dépression : aspiration de différents points dans le hall de déchargement des boues et refoulement dans les fours par le circuit des incondensables.

#### **IV.2.1.4 INCINERATION DES DECHETS**

L'installation comporte trois fours d'une capacité unitaire de 12 t/h et un four d'une capacité de 18 t/h. Leur fonctionnement est identique.

Les déchets toutes catégories confondues sont reçus sur la table d'alimentation du four puis sont introduits sur la grille de combustion constituée de barreaux dont le mouvement alternatif permet l'aération et le retournement des déchets en vue de l'obtention d'une combustion totale au 2/3 de la grille.

Un tambour permet l'extraction des résidus d'incinération et assure un rôle de régulateur de la hauteur de la couche de déchets présents sur la grille de combustion.

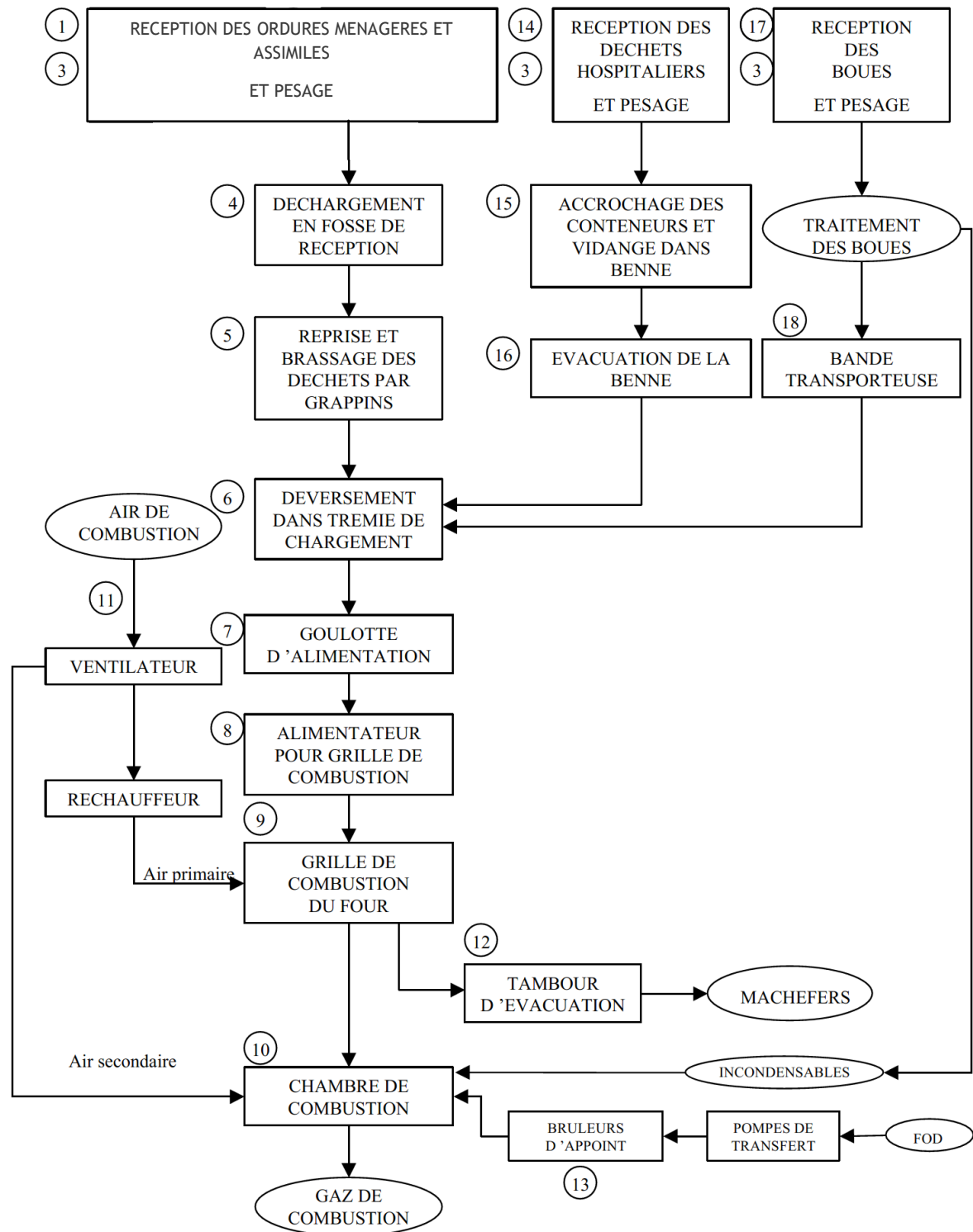


Figure 13. Synoptique de l'incinération

### Alimentation du four

L'alimentation du four en déchets diffèrent en fonction des catégories de déchets :

- OMr et assimilés :

Déchargement en fosse de réception des déchets ménagers assimilés (4) ; reprise et brassage des déchets par grappins (5).

- DASRI :

Le déchargement est entièrement automatique : réception en bacs de 600 litres, accrochage sur un élévateur (15) et basculement dans la trémie du four.

Les bacs de 600 litres, après déchargement, sont accrochés manuellement à un lève conteneur, puis vidés sur commande manuelle dans une benne spécialisée attachée sur pont roulant.

Une fois la benne remplie, le personnel de déchargement envoie un signal au pontier qui déclenche les mouvements de levage, de déplacement et de basculement de la benne dans la trémie sélectionnée (16).

Notons que la masse de déchets hospitaliers incinérée est limitée à 10 % de la capacité totale de déchets enfournés et que la température de la chambre de combustion doit être > à 850°C.

- Boues de station d'épuration

Après avoir subi un traitement spécifique (§.IV.2.1.3) les boues sèches à environ 70 % sont transportées par un convoyeur (18) et sont introduites automatiquement dans les quatre trémies de chargement.

### **Déversement dans la trémie de chargement (6)**

Chaque trémie de chargement reçoit les déchets à l'ouverture du grappin.

La trémie possède un plan incliné dont les faces en acier sont garnies à l'intérieur de plaques anti-abrasion et amortissantes qui permettent de réduire les bruits de chutes des déchets.

Le niveau de chaque trémie est surveillé par un circuit vidéo reporté en salle de contrôle sur le pupitre du pontier.

### **Alimentation**

La goulotte d'alimentation (7) conduit les ordures ménagères par gravité jusqu'à l'alimentateur. Son rôle est de créer une réserve tampon de déchets qui assure l'étanchéité entre la chambre de combustion et la trémie. La goulotte d'alimentation est pourvue d'un système de détection par ultrasons du niveau bas des résidus, d'un volet de protection qui permet son obturation en cas d'arrêt du four et d'un système de refroidissement.

Un alimentateur à poussoir pour grille de combustion (8) situé en dessous de la goulotte assure la maîtrise de la distribution des déchets sur la grille. L'alimentateur est asservi en longueur de course et en vitesse à la régulation d'allure de chauffe.

### **Combustion**

La grille de combustion du four (9) est inclinée d'environ 27° par rapport à l'horizontale. Elle permet simultanément :

- l'arrivée d'air primaire réchauffée sous les ordures par les fentes entre les barreaux,
- l'avancement et le brassage des ordures en ignition,
- la combustion uniforme des ordures.

Par un mouvement de la grille, une certaine partie de la masse incandescente est remontée vers l'amont pour servir de braise aux déchets frais. Il se produit ainsi dès le début de la grille un feu vif

qui permet le déroulement simultané des phases séchage - allumage - combustion rendant inutile le pré-séchage des déchets.

Les déchets incinérés sur la grille descendent progressivement par retournements successifs. Leur combustion est terminée environ au 2/3 de la longueur de la grille. Dans la dernière partie du trajet, les déchets devenus mâchefers se refroidissent peu à peu sous l'action de l'air.

La grille de combustion est refroidie par l'air primaire (passage d'air sous et entre les fentes des barreaux) et est asservie à la régulation de l'allure de chauffe.

Sous la grille, des caissons recueillent les fines passant à travers les barreaux. Une chasse d'air est assurée régulièrement afin d'évacuer les fines vers l'extracteur.

Les gaz de combustion passent dans la chambre de combustion (10) pour aller vers l'échangeur vapeur. Les fumées d'incinération partent ensuite vers le procédé de traitement des fumées. Cette partie est en dépression.

### **Air de combustion**

L'air de combustion (11) est aspiré en haut de la fosse à ordures (entraînant ainsi odeurs et poussière). L'air de combustion se divise ensuite entre air primaire et air secondaire.

L'air primaire est refoulé à travers un réchauffeur d'air sous la grille et dans la couche de combustion participant ainsi à la combustion des ordures ; il est réchauffé par vapeur.

L'air secondaire est dérivé sur le conduit d'air avant le réchauffeur et est injecté par des buses dans la chambre de combustion, au-dessus des grilles. Il assure le brassage des gaz de combustion et permet de parfaire la combustion des éléments volatils.

De l'air destiné au refroidissement de la grille est dérivé sur le conduit d'air secondaire et assure la réfrigération du front de grille.

### **Mâchefers**

Le tambour d'évacuation des mâchefers (12) évacue les mâchefers en fin de grille vers le puits à mâchefers de l'extracteur.

Grâce à sa vitesse de rotation variable, le tambour régularise l'épaisseur de la couche de déchets et de mâchefers sur la grille en fonction de la qualité de combustion.

### **Brûleurs d'appoint**

Les fours sont équipés de brûleurs d'appoint (13) qui fonctionnent au fioul domestique.

Ces brûleurs se mettent automatiquement en fonctionnement dès que la température de la chambre de combustion est inférieure à 850°C.

Pour l'incinération, le site est équipé de quatre fours à grille de fabrication Martin dont les caractéristiques sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 3. Caractéristiques des fours actuels

N°	Capacité nominale (t/h à PCI = 2 000 kcal/kg)	Coefficient d'efficacité	Puissance thermique nominale (MW)	Capacité annuelle de l'installation (t/an)
Four 1	12	0,91	27,9	84 400
Four 2	12	0,91	27,9	84 400
Four 3	12	0,91	27,9	84 400
Four 4	18	0,91	41,8	126 800
<b>Ensemble</b>	<b>54</b>	<b>0,91</b>	<b>125,6</b>	<b>380 000</b>

#### IV.2.1.5 VALORISATION ENERGETIQUE

La chaleur dégagée par l'incinération des déchets porte les gaz de combustion à une température d'environ 1 000°C.

Cette énergie thermique est récupérée par l'intermédiaire de chaudières à circulation naturelle situées dans le prolongement de chaque four.

Les gaz de combustion cèdent leur chaleur par convection et rayonnement aux écrans tubulaires de la chambre de combustion et par convection dans les faisceaux vaporisateurs, le surchauffeur et l'économiseur.

La récupération de la chaleur des gaz de combustion permet d'obtenir de la vapeur surchauffée.

Cette vapeur est pour partie auto-consommée par l'usine d'incinération et pour partie valorisée sous forme d'énergie thermique et d'énergie électrique.

En effet, la vapeur fournie par ARIANEO est utilisée d'une part pour alimenter les réseaux exploités par la société Energies Nouvelles de Nice (groupe Dalkia) de chauffage urbain de Nice Ariane, de Nice Est et les réseaux de distribution de vapeur des hôpitaux Pasteur et Sainte-Marie, de la buanderie inter-hospitalière, de l'UER de Médecine et de quelques industriels, et d'autre part pour produire de l'électricité vendue à EDF.

La production d'énergie électrique et d'énergie thermique pour les réseaux de chauffage urbain et de distribution de vapeur est réalisée par l'intermédiaire de groupes turboalternateurs équipés de turbines à condensation avec soutirage de vapeur pour l'utilisation de vapeur en réseau.

La condensation de la vapeur à l'échappement est assurée par des aérocondenseurs qui peuvent être également utilisés en secours pour condenser la vapeur non utilisée.

A noter que la récupération de l'énergie contenue dans les gaz de combustion rend nécessaire la présence sur l'installation d'équipements de traitement des eaux de chaudières et d'une chaufferie annexe utilisée en appoint et en secours pour l'alimentation des réseaux de chauffage urbain et de distribution de vapeur.

##### IV.2.1.5.1 PRINCIPES DE VALORISATION THERMIQUE

Les grandes étapes du principe de valorisation énergétique sont les suivantes.

##### Production de vapeur

La vapeur est produite dans des chaudières intégrées aux fours d'incinération. Les gaz de combustion cèdent de la chaleur à l'eau circulant dans les tubes de chaudières.

L'eau ainsi réchauffée passe à l'état de vapeur dans le ballon supérieur.

### **Surchauffeur**

Le surchauffeur reçoit la vapeur saturée du ballon à 240°C et élève sa température à 350°C, ce qui permet d'obtenir de la vapeur surchauffée 30 bars, 350°C.

### **Utilisation de la vapeur**

La vapeur surchauffée 30 bars sert :

- au procédé « traitement des boues »,
- au fonctionnement mécanique (force motrice) des 2 turbines.

### **Turbine - alternateur**

La vapeur 30 bars servant au fonctionnement mécanique des 2 turbines, permet d'actionner un alternateur pour produire de l'électricité.

Chaque turbine comprend deux étages :

- un étage Haute Pression qui détend la vapeur de 30 bars à 18 bars,
- un étage Basse Pression qui détend la vapeur de 18 bars à 0.5 bars.

### **Production d'électricité**

L'électricité est produite à 5 000 volts par l'alternateur et remontée à 20 000 volts par transformateur.

L'électricité est utilisée pour les besoins de l'usine après transformation (20 000 V / 380 V) d'une part, et livrée à EDF d'autre part.

### **Utilisation de la vapeur 18 bars**

Les turbines sont équipées d'un soutirage pris entre le corps Haute Pression et le corps Basse Pression et fournissent de la vapeur 18 bars.

Le circuit 18 bars alimente :

- les points d'utilisation dans l'usine (réchauffage des cuves, traçage, dégazeur),
- le poste de détente 15 bars du réseau urbain.

### **Utilisation de la vapeur 0.5 bar**

Si le vide n'est pas maintenu, les turbo-alternateurs ne peuvent pas fonctionner.

Ce vide est assuré par la vapeur qui est soutirée à l'échappement du corps Basse Pression par des aérocondenseurs.

La vapeur 0,5 bar alimente un échangeur-récupérateur de chaleur qui permet de fournir de l'eau à 80°C au réseau de chauffage urbain.

Le reliquat passe dans le circuit aérocondenseur ainsi que le contournement vapeur.

Les condensats ainsi récupérés sont envoyés dans une bache tampon.

### **Retour des condensats**

Les condensats issus de l'utilisation de la vapeur sont envoyés vers un dégazeur avant d'être repris par des électro-pompes alimentaires.

### **Economiseur**

Les électro-pompes alimentaires refoulent l'eau d'alimentation vers la chaudière.

Avant d'arriver dans la chaudière, l'eau d'alimentation passe dans un économiseur où elle est réchauffée grâce aux gaz de combustion.

#### **IV.2.1.5.2 CHAUDIERES**

Les chaudières comportent cinq parties :

1. une première chambre vide avec évaporateurs,
2. une deuxième chambre vide avec évaporateurs,
3. une troisième chambre avec un faisceau évaporateur,
4. trois surchauffeurs verticaux,
5. quatre économiseurs verticaux.

Les chaudières produisent de la vapeur d'eau à 30 bars (g), 350 °C.

La chaudière 4 est munie d'une désurchauffe pour régler la température de la vapeur par injection d'eau.

Les chaudières 1, 2 et 3 ne possèdent pas de désurchauffe.

Les chambres vides sont nettoyées par ramoneurs à vapeur d'eau. Les faisceaux sont nettoyés par grenailage.

L'eau de remplissage des chaudières est préparée à partir du réseau d'eau brute par échange d'ions en trois étapes + osmose inverse.

Ensuite de l'hydrazine et du phosphate sont injectés pour éviter la corrosion. Cette pratique procure une eau de bonne qualité pour les chaudières et donc peu de corrosion des chaudières et des ballons de vapeur.

Les fumées de gaz sortent de la chaudière à une température voisine de 250 °C.

Le rendement de la chaudière est estimé à 78 %.

#### **IV.2.1.5.3 GROUPES TURBO-ALTERNATEUR**

L'usine possède deux groupes turbo-alternateurs :

- un GTA1 de 8,5 MW et,
- un GTA2 plus récent de 5,5 MW.

Les 4 chaudières alimentent les 2 turbines des GTA1 et GTA2.

Les turbines ont un soustirage à 18 bar pour alimenter le réseau de chauffage urbain, le séchage des boues, les ramoneurs, le préchauffage d'air primaire, le chauffage pour le DENOX et l'anti-panache.

#### **IV.2.1.5.4 AEROCONDENSEURS**

L'usine possède trois aérocondenseurs pour condenser la vapeur d'eau qui sort des turbines. Ces aérocondenseurs sont dimensionnés pour une température ambiante jusqu'à 25°C pour condenser 35 t/h de vapeur à une pression de 0,45 bar.

#### IV.2.1.6 TRAITEMENT DES FUMÉES

Les fumées produites lors de la combustion des déchets subissent plusieurs traitements avant d'être rejetées à l'atmosphère par une cheminée de 86 m de hauteur (2 conduits).

Le traitement des fumées se fait sur quatre niveaux :

1. la combustion et régulation : destruction des molécules notamment les dioxines/furannes,
2. le traitement par procédé humide : électrofiltres permettant de capter les poussières (dépoussiérage), des laveurs humides, permettant la fixation des métaux lourds et l'élimination du dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>),
3. le traitement catalytique : installation DENOx permettant de piéger les dioxines et les oxydes d'azote (NOx, par injection d'ammoniaque).

En effet, le circuit des fumées est doté d'électrofiltres permettant de capter les poussières. Leur évacuation est assurée par convoyeur et un silo permet leur stockage.

Les gaz dépoussiérés sont refroidis puis subissent une neutralisation à l'aide d'un laveur.

Ce laveur comprend un étage inférieur acide et un étage supérieur basique qui permet plus particulièrement la fixation des métaux lourds et l'élimination de SO<sub>2</sub>.

Les fumées circulent ensuite au travers de deux catalyseurs pour réduire les oxydes d'azote (NOx).

4. Pour finir, ils sont réchauffés à l'aide d'un échangeur et d'une batterie chaude afin d'être séchés et rejetés dans l'atmosphère, en évitant le phénomène de panache.

Un ventilateur de tirage permet leur évacuation par la cheminée de 86 m.

Les principaux équipements de traitement des fumées sont les suivants :

- 4 lignes de traitement par procédé humide, composées :
  - o d'un électrofiltre,
  - o d'un échangeur fumées/fumées,
  - o d'un quench,
  - o d'une tour de lavage à 2 étages,
  - o d'un ventilateur de tirage ;
- 2 systèmes de réduction catalytique sélective (un système commun à deux lignes d'incinération) composés :
  - o d'un échangeur/récupérateur fumées/fumées,
  - o d'un échangeur fumée/vapeur,
  - o d'un brûleur à gaz,
  - o d'un réacteur catalytique (DENOx),
  - o d'un système d'injection d'eau ammoniacale,
  - o d'un ventilateur de tirage DENOx,
  - o de système d'analyse en continu ;
- cheminée.

### **Régulation de la combustion**

La première étape pour éviter des rejets en polluants passe par une optimisation de la combustion.

Cette étape consiste donc à porter en température les gaz de combustion au-delà des seuils où sont formés certains composés tels les dioxines et les furannes (vers 300- 600°C), de façon à détruire ces molécules.

En effet, de manière simpliste, on peut considérer que les dioxines/furannes se forment lorsque sont en présence, entre 300 et 600°C, du carbone, de l'oxygène, de l'hydrogène et du chlore.

Pour ce faire, les gaz sont portés à une température d'au moins 850 °C pendant au moins 2 secondes après la dernière injection d'air de combustion.

Les fours sont équipés de brûleurs d'appoint qui fonctionnent au fioul domestique. Ces brûleurs se mettent automatiquement en fonctionnement dès que la température de la chambre de combustion est inférieure à 850°C.

De ce fait, cette température est maintenue, soit directement par la combustion des déchets, soit, en cas de baisse du pouvoir calorifique de ces déchets, par l'apport de calories supplémentaires des brûleurs de soutien.

Tant que la température de 850°C n'est pas atteinte, les déchets ne peuvent alors être introduits dans le four.

Cette étape repose notamment sur le fonctionnement de la grille de combustion qui permet un brassage efficace, une épaisseur de couche de déchets contrôlée, une grille robuste refroidie et auto-nettoyante, un air comburant parfaitement distribué et une combustion régulée tout le long de la grille.

A cela se rajoute une optimisation de l'utilisation de l'air de combustion afin de limiter les émissions de CO, NOx, etc.

La régulation des process et notamment de la combustion est gérée par automates programmables. Le personnel d'exploitation peut donc à tout moment intervenir sur les paramètres de fonctionnement de l'usine à partir de la salle de conduite.

### **Procédé humide**

Les gaz dont la température chute pendant le passage dans les éléments de la chaudière traversent un surchauffeur et un économiseur avant d'être orientés vers un électrofiltre.

Chacune des quatre lignes d'incinération est équipée d'un électro-filtre localisé entre la chaudière et le laveur.

Le rôle de l'électrofiltre est de capter des poussières contenues dans les fumées produites par l'incinération des déchets. Les filtres permettent de réduire la teneur en poussières de fumées de 5 000 mg/Nm<sup>3</sup> jusqu'à 150 mg/Nm<sup>3</sup>. Le reste est enlevé par les laveurs.

Ces poussières appelées REFIOM (résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères) sont récupérées à la base de l'électrofiltre, stockées dans un silo avant d'être orientées vers une installation autorisée.

Un gâteau de filtration, composé de ces REFIOM, est maintenu en permanence autour de l'électrofiltre ; ainsi, la captation des gaz acides, des métaux lourds et des dioxines et furannes se poursuit lors de cette étape.

A la sortie de l'électrofiltre, les gaz dépoussiérés à 250°C sont refroidis dans un échangeur.

Le passage dans un quench permet la saturation de ces gaz à une température d'environ 60°C par la pulvérisation d'eau.

En sortie du quench, les gaz sont dirigés vers les tours de lavage où ils subissent une neutralisation en deux étapes qui consiste à transférer les polluants contenus dans celles-ci vers une solution liquide :

- un lavage à l'eau transfère les acides et les métaux lourds ;
- un lavage à la soude transfère le dioxyde de soufre.

Chacune des 4 lignes dispose d'un laveur. Après réduction de la température par injection d'eau brute, le lavage des gaz se fait respectivement sur un étage acide à plateaux de résine avec de l'eau, puis un étage basique à plateaux de résine avec de l'eau et de la soude caustique.

En sortie des tours de lavage, les effluents liquides très acides vont subir différents traitements (neutralisation, floculation, décantation) avant rejet dans le réseau d'assainissement.

Ce type de procédé génère des boues qui vont être dirigées comme les REFOM vers une installation autorisée.

Chaque ligne dispose d'un tirage après le laveur. Ce tirage est surveillé. En effet, les vibrations et les températures des paliers et des enroulements sont surveillées.

### Traitement catalytique

Après le procédé humide, les fumées sont ensuite réchauffées de 150°C à 230°C dans un échangeur fumées/fumées, puis de 230°C à 250°C dans un réchauffeur à vapeur, avant d'être épurées de leurs oxydes d'azote et des dioxines résiduelles dans l'unité catalytique (DENOX) à l'ammoniaque.

Deux catalyseurs ont été ajoutés en 2005 pour réduire les oxydes d'azote (NOx). Ils consomment 48,7 m<sup>3</sup>/mois d'ammoniaque pour injection. Pour une température suffisante de 220 °C il y a des échangeurs de chaleur, un chauffage par vapeur et un brûleur à gaz naturel. Les DENOX atteignent déjà la norme de rejet de 80 mg/Nm<sup>3</sup> attendue dans le futur (arrêté 12 janvier 2021, art. 7.1.1), (actuellement 200 mg/Nm<sup>3</sup>).

Le traitement catalytique consiste à faire réagir les molécules d'oxydes d'azote avec de l'ammoniaque en présence du catalyseur (à base d'oxyde de vanadium) accélérant la réaction.

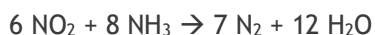
Le catalyseur et l'ammoniaque sont en contact permanent avec les fumées, ce qui permet d'optimiser la réaction qui détruit les molécules de dioxyde de carbone (NO ou NO<sub>2</sub>), des dioxines et des furannes résiduelles non captées en amont, par rupture de liaisons chimiques des molécules concernées.

Par ailleurs, les molécules de dioxines et furannes résiduelles non captées en amont sont détruites par le catalyseur par rupture de liaisons chimiques.

La dénitrification catalytique, dite SCR, utilise des catalyseurs à base d'oxydes de vanadium pour réduire les oxydes d'azote à l'état d'azote.

Le catalyseur permet de promouvoir des réactions qui, en son absence, ne s'activeraient qu'à des températures supérieures à 800°C.

Les réactions principales sont les suivantes :



Les molécules résultant des réactions catalytiques sont essentiellement de l'azote et de l'eau.

Par ailleurs, les catalyseurs ont une action de destruction des molécules de dioxines et de furanes.

En effet, ils produisent naturellement des réactions complémentaires telles que l'oxydation et la destruction de certaines molécules organiques.



C'est en particulier le cas des dioxines et des furannes. Ils produisent un abattement supplémentaire de leur teneur résiduelle.

Le traitement catalytique est dimensionné pour détruire les NOx et il complète le traitement des dioxines. La performance environnementale est ainsi réellement optimisée.

Il fait partie des meilleures techniques actuellement disponibles dans le domaine du traitement des NOx et des dioxines et furannes.

Comme tous les catalyseurs, ils sont sujets à la désactivation. Aussi, le site vérifie périodiquement l'activité du catalyseur, et fait déterminer en laboratoire l'activité réelle de ces catalyseurs.

Des mesures des catalyseurs sont réalisées périodiquement par le site afin d'en déterminer l'activité catalytique résiduelle pour la destruction des dioxines.

### Cheminée

Après les DENOX se trouvent deux ventilateurs qui débitent dans la cheminée. Ce tirage est surveillé. En effet, les vibrations et les températures des paliers et des enroulements sont surveillées.

L'humidité des fumées provenant de l'incinération des déchets peut donner lieu à un panache de vapeur d'eau visible au sommet de la cheminée. Le site a donc été équipé d'échangeurs installés sur chaque ligne qui permettent de réchauffer les fumées en sortie de laveurs et d'atténuer l'apparition du panache à la cheminée.

Donc, après passage au travers de l'échangeur fumées/fumées, les fumées sont rejetées à l'atmosphère à une température suffisante pour éviter la formation du panache de vapeurs d'eau.

Ce système a pour fonction principale de réchauffer les gaz humides sortant du système d'épuration des fumées avant de les rejeter à l'atmosphère afin d'éviter que ceux-ci ne se condensent lors de leur refroidissement au contact de l'air ambiant humide et puissent former un panache de vapeur d'eau.

La cheminée d'une hauteur de 86 mètres contient 3 conduites (2 pour les lignes d'incinération et 1 pour la chaufferie annexe).

Sur la cheminée se trouvent les analyseurs de gaz pour l'auto surveillance en continu des rejets en air. En outre, il y a chaque année une vérification par un organisme agréé.

L'émission des dioxines et furannes (PCDD / PCDF) est surveillée par échantillonnage permanent par cartouches, qui sont analysées par un laboratoire agréé par HRGC/HRMS Chromatographie en phase Gazeuse / Spectrométrie de Masse de Haute Résolution. Des échantillons d'olives sont également analysés chaque année.

#### **IV.2.1.7 RECUPERATION DES RESIDUS**

Lors du traitement des déchets, différents résidus de traitement sont produits :

- Mâchefers valorisés dans une IME autorisée, pour une valorisation en technique routière, les ferrailles et les métaux non-ferreux contenus dans ces résidus sont extraits sur les IME et valorisés dans des filières autorisées,

- REFIOM composés des cendres et des gâteaux de filtration, traités sur des installations autorisées.

Les résidus de traitement sont acheminés par transport routier vers leurs lieux de traitement final.

Les quantités de résidus de traitement produits en 2020 sont présentées dans le tableau suivant :

Type de déchets	Quantité produite en 2020 (tonnes)
Mâchefers valorisés	72 307
REFIOM : cendres	7 419
REFIOM : gâteaux de filtration	215
Métaux non ferreux extraits des mâchefers	2 505
Ferrailles extraites des mâchefers	401

*Tableau 4. Résidus de traitement des déchets (données 2020)*

Les mâchefers constituent le résidu le plus important.

#### **IV.2.1.7.1 VALORISATION DES MACHEFERS**

Les mâchefers sont refroidis à l'eau au niveau de l'extracteur à mâchefers de chacun des quatre fours puis dirigés par un ensemble de bandes transporteuses vers le bâtiment de stockage.

L'eau qui sert à tenir l'extracteur des mâchefers étanche et à refroidir les mâchefers qui sortent du four, est envoyée au réseau urbain sans traitement.

Les mâchefers sont stockés dans une fosse sous abri.

Les fines tamisées sous grilles sont ajoutées aux mâchefers.

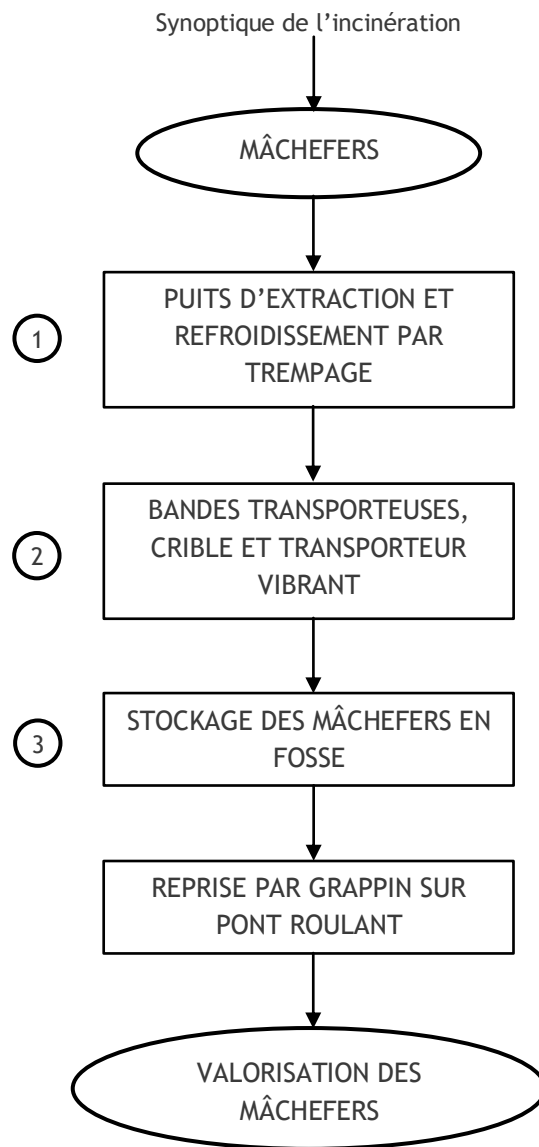


Figure 14. Synoptique de traitement des mâchefers

### 1. Extracteurs à mâchefers et refroidissement

Après avoir été évacuées par le tambour d'évacuation du procédé d'incinération, les mâchefers tombent dans le puits d'extracteur où ils sont refroidis par trempage.

L'extracteur, par un mouvement continu de va et vient, extrait les mâchefers humides vers la bande transporteuse.

### 2. Bande transporteuse et crible vibrant

Les mâchefers sont transportés par une bande transporteuse et passent à travers un crible vibrant qui émotte les mâchefers et sépare les parties encombrantes.

### 3. Stockage et collecte des mâchefers

Les mâchefers sont convoyés par bandes transporteuses dans la fosse à mâchefers étanche.

Les véhicules de transport stationnent à côté de la fosse afin de charger les mâchefers à l'aide d'un grappin sur pont roulant puis de les expédier en installation de traitement autorisée.

#### **IV.2.1.7.2 LES REFIOM**

Les REFIOM sont constitués pour une part par les cendres de combustion et d'autre part par les gâteaux de filtration issus du traitement des effluents. Ces deux produits sont stockés respectivement en silo étanche et en benne (capacité totale : 165 t).

Ils sont considérés comme des déchets ultimes. Ils sont collectés gravitairement depuis les silos dans des véhicules de transport pour expédition en installation de traitement autorisée.





Figure 16. Vue de l'intérieur du parking souterrain (niveau 53 m NGF)

Le bâtiment d'une surface de plancher de 2 700 m<sup>2</sup>, sera composé de 3 niveaux :

Le rez-de chaussée au niveau 58 NGF est dédié à l'accueil des visiteurs et entreprises extérieures. On y trouve également les espaces mis à disposition des associations. L'espace d'accueil de 125 m<sup>2</sup> est utilisé pour immerger les visiteurs dès leur arrivée dans le monde industriel, grâce aux ateliers pédagogiques. Le bâtiment sera conforme aux exigences de la norme RT 2020.

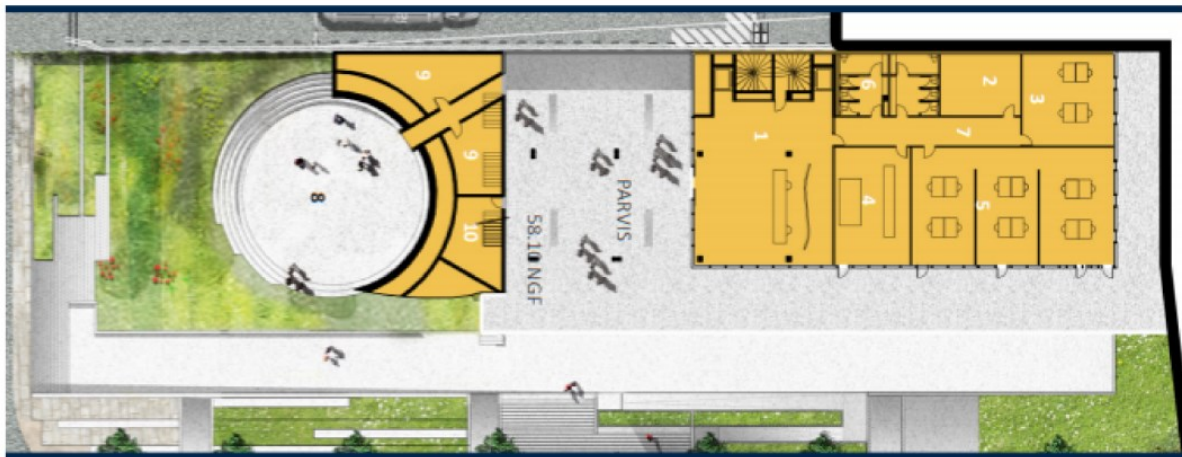


Figure 17. Vue du rez-de-chaussée du bâtiment administratif (niveau 58 m NGF)

Le premier étage se situe au même niveau que le quai OM (62 NGF). Il communique donc avec la partie haute de la voirie. Ceci permet de créer un quai de déchargement et un espace de stockage de pièces de rechange de 500 m<sup>2</sup> accessible par la route, à l'intérieur du bâtiment.



Figure 18. Vue du 1<sup>er</sup> étage du bâtiment administratif (62 m NGF)

Le second étage est dédié aux locaux sociaux : vestiaire, salle de repos et réfectoire. Ces espaces sont prévus pour les équipes de l'UVE, du centre de tri et les entreprises extérieures. A la verticale de l'espace de stockage, le plancher est laissé libre pour pouvoir profiter d'une double hauteur de stockage sur plus de 400 m<sup>2</sup>.

Le troisième étage accueille les bureaux de l'ensemble du personnel administratif et des encadrants. Plusieurs salles de réunions sont installées pour les besoins quotidiens et les rencontres avec la Métropole Nice Côte d'Azur. Par ailleurs, un bureau est laissé au personnel de la Métropole.



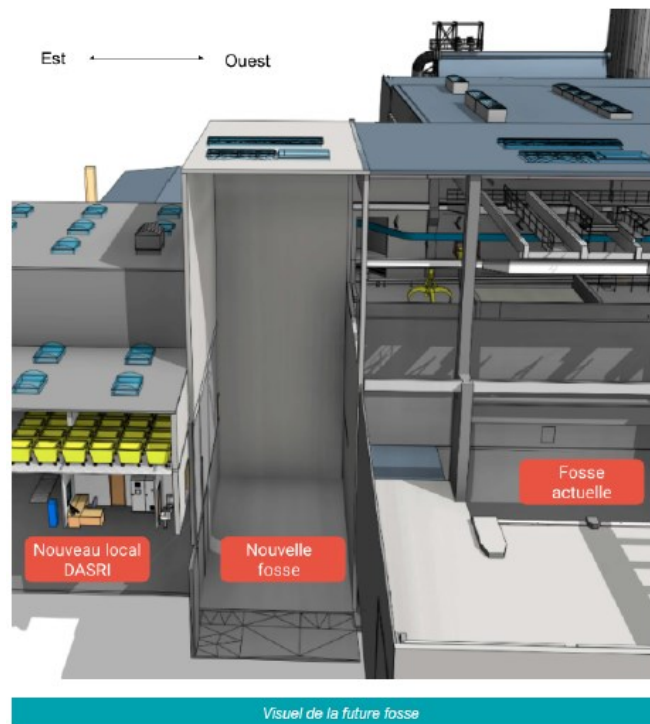
Figure 19. Vue du 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment administratif (69,2 m NGF)

Le quatrième et dernier étage, d'une superficie plus réduite, constitue le point de départ de la visite des installations. Cet étage, aménagé en « immersion industrielle » fait essentiellement la jonction entre le bâtiment administratif et la passerelle de visite qui emmène vers l'UVE. La toiture est rendue accessible en extérieur pour offrir un point de vue global sur le site, l'UVE, le traitement des fumées, la cour mâchefers. Cela devient une plateforme idéale pour démarrer la visite de l'UVE.

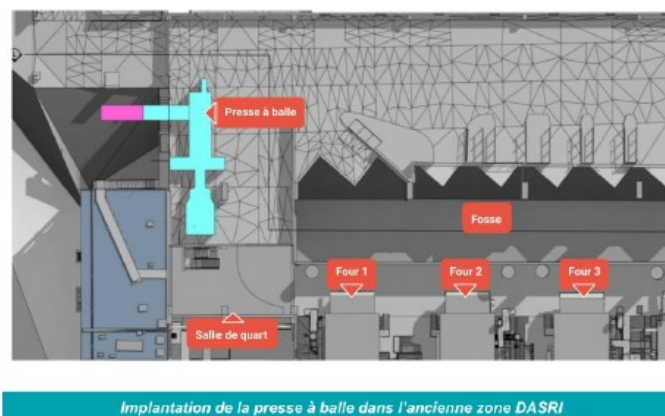
#### IV.2.2.2 RECEPTION ET MANUTENTION DES DECHETS - ETAT FUTUR

Les principales modifications concernant la réception des déchets sont :

- La création du poste pesée Sortie (2 ponts-basculés) au sud-ouest et l'affectation des ponts-basculés au sud de l'UVE en poste pesée Entrée, avec modification des voies de circulation ;
- L'agrandissement de la fosse de réception de déchets permettant d'aboutir à une capacité cumulée de 3 100 t dans les 2 fosses. Cet agrandissement sera réalisé dans le prolongement de la fosse actuelle (9,7 m de long, 14 m de largeur, 10 m de profondeur, hauteur 8 m au-dessus du quai, soit ajout d'un volume de 1 880 m<sup>3</sup>). Il permettra d'améliorer la gestion des stocks pendant les arrêts techniques notamment. La capacité totale de la fosse sera de 7 480 m<sup>3</sup> ;



- 2 ponts roulants neufs équipés d'un système anti-collision et d'un système de pesage ;
- Ajout d'un dispositif de mise en balles (30 balles / heure - Balles rondes enveloppées dans un filet et un film en plastique) alimenté par les ponts roulants, en intérieur, avec stockage (1 000 t) en intérieur mutualisé avec le centre de tri directement en sortie,



- Nouvelle chaîne DASRI (à l'emplacement actuel du sécheur de boues) comprenant (bacs pleins / vides) :
  - Traitement dans un délai de 48 h,
  - Séparation et stockage sur deux niveaux des bacs pleins (RDC) et vides (RDC +1), avec 2 élévateurs dédiés,
  - Une zone d'isolement des bacs en cas de détection de radioactivité,
  - Local ventilé pour les bacs pleins,
  - Introduction sur les 4 lignes, système automatisé,

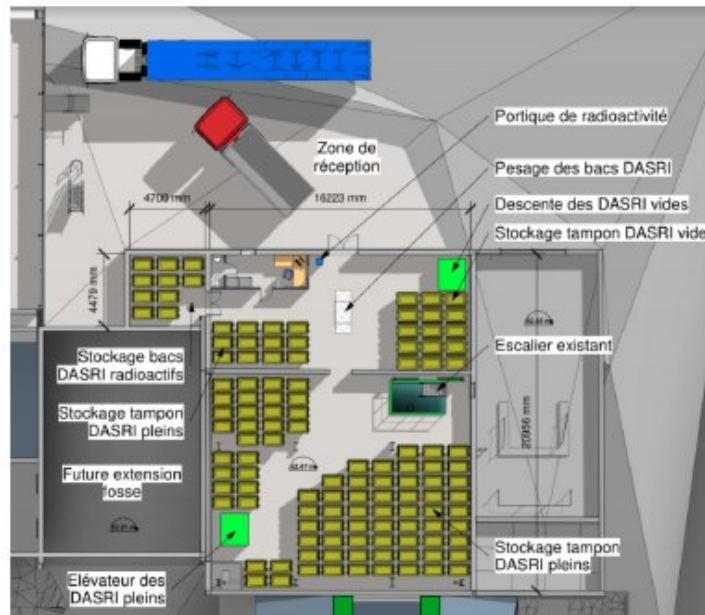


Figure 20. Plan rez-de-chaussée local DASRI

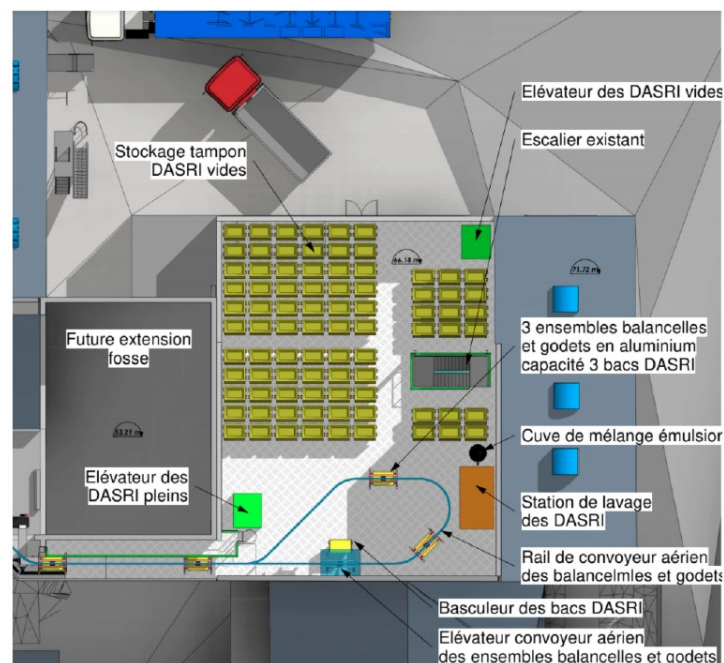


Figure 21. Plan niveau 1 local DASRI

- Lavage automatique des bacs vides et mise à disposition au rez-de-chaussée,
- Une modification de la réception, du stockage et du traitement des boues avant incinération (cf. § IV.2.2.3).

Ainsi, les déchets traités dans l'installation présenteront les caractéristiques suivantes, les modifications aux installations existantes apparaissent en **rouge** :

*Tableau 5. Principales caractéristiques des déchets admissibles - état futur*

Type de déchets	Pouvoir calorifique estimatif des déchets (kJ/kg)	Capacité d'entreposage	Quantité maximale traitée (t/an)	Rubrique ICPE
Déchets ménagers et assimilés	9 196	Fosse : 7 480 m <sup>3</sup> (3 100 t) Balles : 1000 t Boues : 2 x 200 m <sup>3</sup>	375 000	2771 3520-a
Déchets d'activités de soin à Risque Infectieux (DASRI)	12 540	80 t (nouveau local)	5 000	Traitement : 2770 3520-b Stockage temporaire : 3550

#### IV.2.2.3 TRAITEMENT DES BOUES - ETAT FUTUR

Étant donné le contexte réglementaire restrictif concernant la valorisation agricole (procédure d'épandage), la localisation des exutoires de compostage situés hors du bassin de vie (avec un bilan carbone lié au transport important) et l'interdiction de mise en décharge des boues de stations d'épuration urbaines du fait de leur caractère valorisable, leur co-incinération avec les ordures ménagères constitue une alternative intéressante. En effet, elle permet de bénéficier des équipements de traitement des déchets, de valorisation énergétique et d'épuration des fumées existants sur l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) de Nice.

L'évolution des procédés de traitement dans les STations d'EPuration des eaux (STEP) de la Métropole Nice Côte d'Azur va avoir un impact sur la qualité et la quantité des boues produites qui seront traitées par Arianeo.

A l'heure actuelle, les boues réceptionnées sont séchées sur place pour atteindre une siccité de 70% puis déversées dans les trémies d'incinération. Ce mode de traitement est conservé jusqu'au 31/12/2021. Le sécheur interne à l'UVE sera mis à l'arrêt au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et sera démantelé.

Ainsi, les gisements locaux des boues vont évoluer en qualité pour intégrer les boues de STEP de NICE Haliotis qui sont déjà séchées sur place et sont prévues pour arriver sur le site de Nice Arianeo avec une siccité de 65% minimum. Cette évolution se fera à partir de 2029 (date prévisionnelle de fonctionnement opérationnel des sécheurs de boues de la STEP Haliotis).

Le présent projet a pour objet la fourniture et la mise en place des éléments suivants pour la co-incinération de boues issues de stations d'épuration dans les fours d'incinération d'ordures ménagères :

- Installation de réception et de transfert de boues déshydratées,

- Installation de réception et de transfert de boues humides.

La co-incinération des boues sera comprise entre 21 000 et 30 000 tonnes/an en équivalent boues déshydratées, afin de tenir compte des travaux en cours sur la STEP Haliotis et des modes de fonctionnement normal et dégradés.

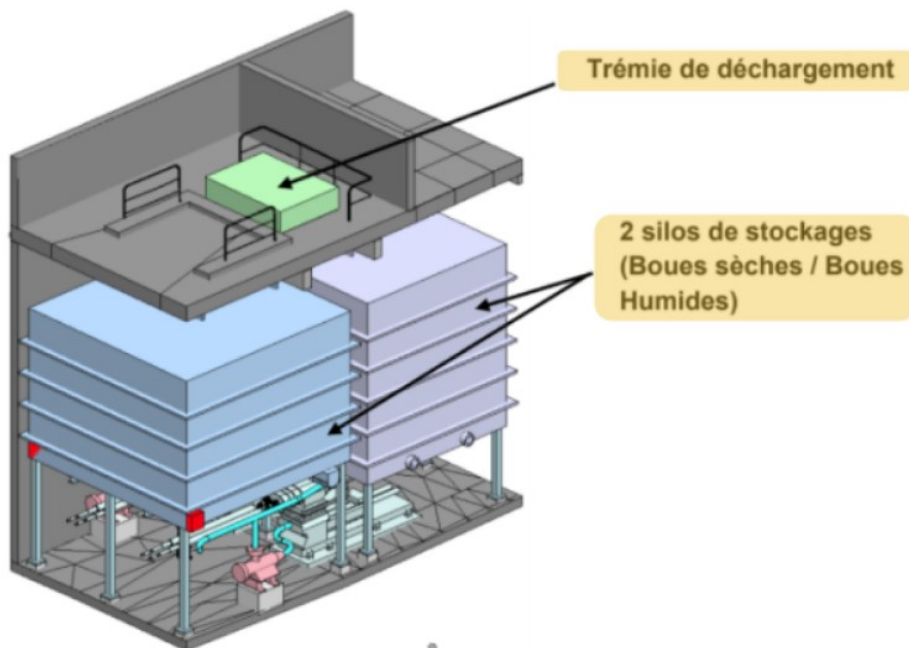
La qualité des boues prise en compte est la suivante :

*Tableau 6. Caractéristiques des boues entrantes*

Qualité des boues humides		
Paramètre	Unité	Valeurs
Siccité mini des boues reçues	%	20
Siccité moyenne des boues reçues	%	25
Siccité maxi des boues reçues	%	30
Densité	kg/m <sup>3</sup>	1 000
Teneur en matière organique	% MV/MS	70 à 80
PCI des MV pour une boue déshydratée à 25%	Kcal/kgMV	5 000
PCI pour une boue déshydratée à 25%	Kcal/kgMV	300
Teneur en sable	La filière de traitement de l'eau doit avoir un dessablage avec un rendement supérieur à 95% pour les particules supérieures	
Taille des particules max	mm	≤ 15
Ammoniac	g $\text{NNH}_4^+ / \text{l}_{\text{H}_2\text{O}}$	< 3,5
Chlore total	mg/kg MS	0,1 à 0,3
Soufre total	mg/kg MS	0,5 à 2
BTX (benzène, toluène et xylène)	mg/kg MS	< 6
Hydrocarbures - total	mg/kg MS	< 500
HAP	mg/kg MS	< 50
PCB	mg/kg MS	< 1

Qualité des boues séchées		
Paramètres	Unité	Valeurs
Siccité mini des boues reçues	%	62,5
Siccité moyenne des boues reçues	%	65,0
Siccité maxi des boues reçues	%	67,5
Densité	kg/m	1 000
Température maximale des boues réceptionnées	°C	40

Les boues sèches et humides transportées par camion seront réceptionnées sur un seul poste de dépotage constitué d'une trémie de 20 m<sup>3</sup> adaptée à la zone d'ouverture de la trémie actuelle, déjà équipée d'un couvercle muni de vérins hydrauliques d'ouverture / fermeture. En fond de trémie, une vis bidirectionnelle permet l'envoi des boues selon ses propriétés soit vers un silo de boues sèches, soit vers un silo de boues humides, de capacité 200 m<sup>3</sup> chacun (hauteur : 2 m). Pour éviter toute erreur dans le choix des silos, un contrôle des boues est fait lors de la pesée (indicateur visuel au dépotage, report en supervision, mesure en direct de la siccité), et une signalétique claire est mise en place.



Afin de limiter le risque ATEX et l'auto-échauffement des boues séchées, il est prévu :

- un système de pulvérisation d'eau au dépotage,
- un dimensionnement des silos en dessous des dimensions critiques établies par l'INERIS,
- une ventilation adaptée ATEX,
- des mesures de températures le long de l'axe du silo au cœur de la matière,
- une mesure de CO,

- un dispositif d'inertage à l'azote asservi aux mesures de température ou de CO,
- la limitation de la quantité de fer dans les boues à moins de 3%.

Le projet prévoit une ventilation du bâtiment équipé d'un double sas, avec mise en dépression par l'intermédiaire des 4 ventilateurs d'air primaire de l'UVE et envoi de l'air vicié dans les fours d'incinération afin de limiter les émissions d'odeurs.

Après stockage, le projet prévoit :

- pour les boues liquides : l'extraction depuis le silo par cadre coulissant, transport par pompe à piston vers un système d'injection multipoints (disposant d'un filtre de maille 25 mm x 25 mm) sur l'ensemble des 4 lignes d'incinération (quantité maximale de boues humides : 10 % de la quantité totale de déchets) ; la quantité maximale de boues pouvant être injectée sur les 4 fours est de 6,5 t/h, soit 156 t/j.
- pour les boues sèches : l'extraction et le transport par convoyage mécanique (vis, élévateurs à godets) jusqu'à la ligne de transport de boues séchées existante (pas de limitation quantitative puisque leur PCI est proche du PCI nominal des OM).

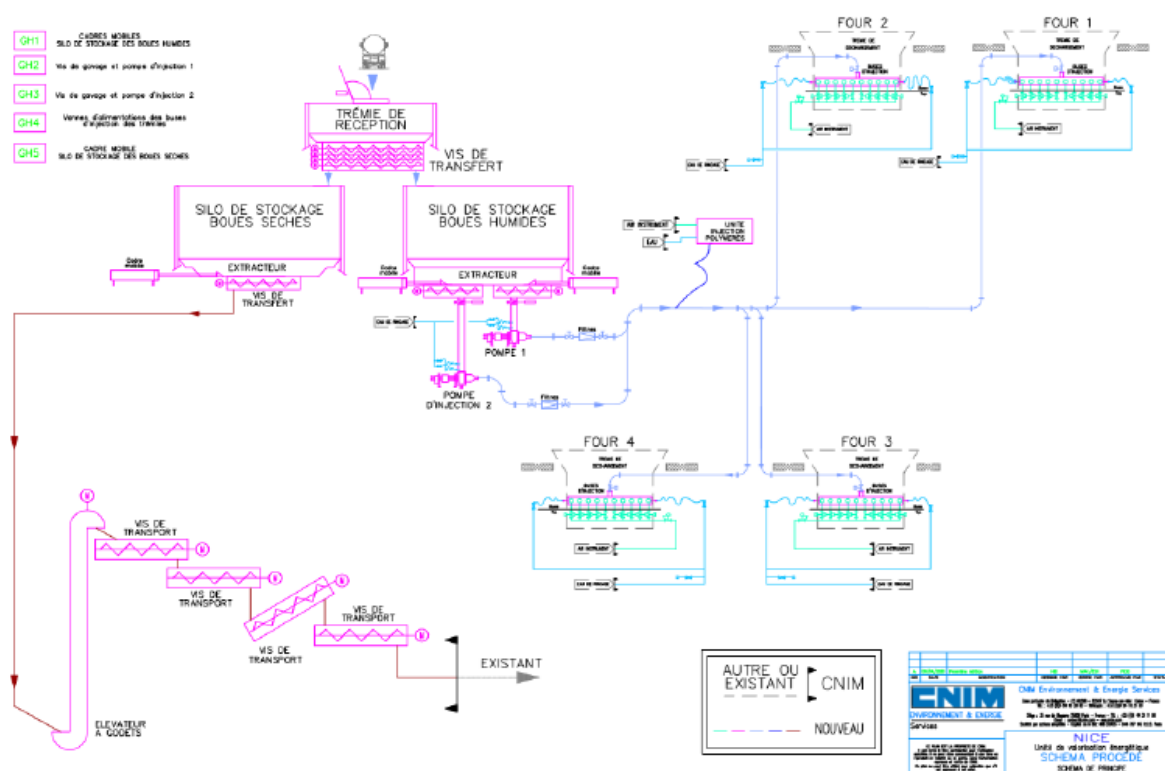


Figure 22. Schéma fonctionnel du système de traitement des boues - état futur

#### IV.2.2.4 INCINERATION DES DECHETS - ETAT FUTUR

Après rénovation des équipements de l'UVE et augmentation de leur puissance (de 125,6 à 130,6 MW), les quatre fours à grille auront les caractéristiques présentées dans le tableau suivant :

*Tableau 7. Caractéristiques des fours futurs*

N°	Capacité nominale (t/h à PCI = 1 908 kcal/kg)	Coefficient d'efficacité	Puissance thermique nominale (MW)	Capacité annuelle de l'installation (t/an)
Four 1	13,1	0,91	29	380 000
Four 2	13,1	0,91	29	
Four 3	13,1	0,91	29	
Four 4	19,7	0,91	43,6	
Ensemble	59	0,91	130,6	

Les principales modifications effectuées sur l'unité d'incinération sont récapitulées ci-après :

- grilles des fours conservées,
- reprise des systèmes d'injection d'airs primaire et secondaire,
- mise en place de ventilateurs d'air secondaire pour les lignes 1, 2 et 3 (la ligne 4 est déjà équipée),
- remplacement des chaudières des lignes 1, 2 et 3, rénovation de celle de la ligne 4, avec augmentation inférieure à 4% de la puissance thermique nominale,
- mise en place d'une seconde bache alimentaire et rénovation de l'existante.

Par ailleurs, concernant les équipements connexes, les travaux prévoient :

- reprise des convoyeurs de cendres sous chaudières et d'électrofiltres,
- remplacement des compresseurs d'air,
- monte-charge remis à neuf,
- remplacement du système d'aspiration centralisé,
- remplacement des trémies des fours et des centrales hydrauliques,
- rénovation des chaudières,
- remplacement des échangeurs fumées / fumées des 4 laveurs.

#### IV.2.2.5 VALORISATION ENERGETIQUE - ETAT FUTUR

L'implantation choisie pour le nouveau bâtiment valorisation énergétique permet le compromis entre plusieurs contraintes :

- laisser un espace avec la limite de propriété pour que le bruit des équipements ne crée pas de dépassement des seuils d'émergence ;
- minimiser la distance avec les chaudières, pour diminuer la longueur des tuyauteries de vapeur HP jusqu'à l'admission des turbines ;

- minimiser la distance à la bâche alimentaire, pour diminuer la longueur des tuyauteries des condensats ;
- minimiser la distance au réseau vapeur de chaleur existant, pour faciliter le raccordement ;
- optimiser l'apport d'air frais par rapport aux aérocondenseurs actuels (1 et 3 notamment).

L'aspiration d'air par les nouveaux aérocondenseurs se situe entre +11 m et +22 m par rapport au sol.

Des espaces sont prévus entre les nouveaux aérocondenseurs et les bâtiments voisins :

- Il y a 11 m entre le bâtiment valorisation et l'UVE. Cet espace est occupé actuellement par l'aérocondenseur 1, qui culmine à 10 m de hauteur.
- Il y a 5,5 m de voirie entre le bâtiment valorisation et le centre de tri. De plus, le toit de la partie process du centre de tri est à 16 m de hauteur.

Un schéma de coupe ouest-est à l'échelle fait apparaître les espaces libres pour le passage de l'air :

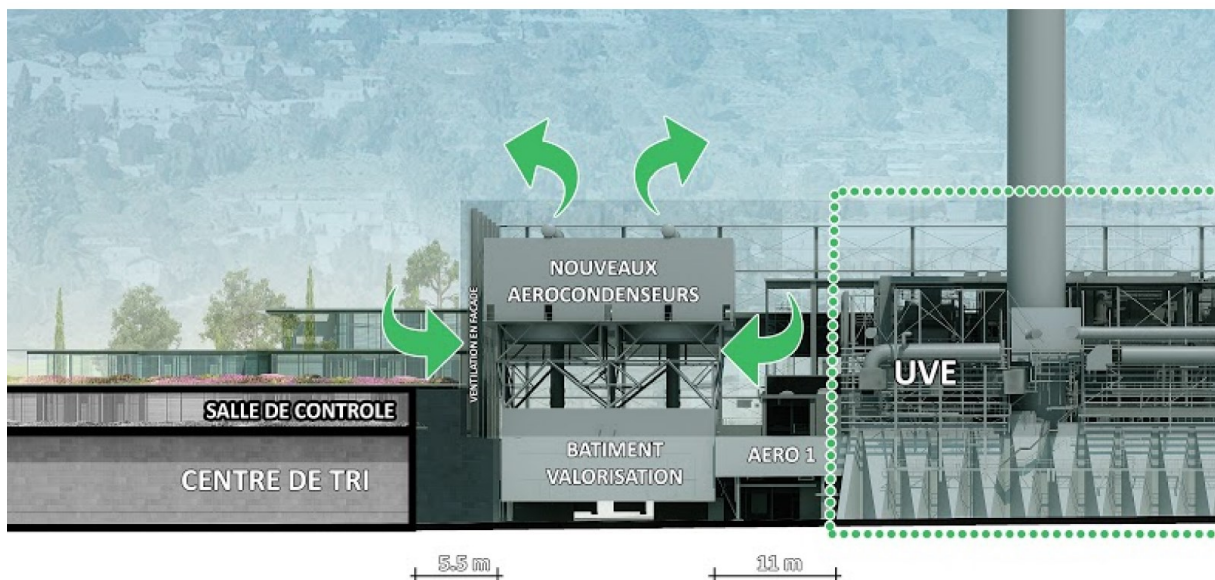


Figure 23. Schéma de coupe ouest-est du bâtiment valorisation

L'objectif de la modernisation de la valorisation énergétique est d'aboutir à 170 GWh de production d'électricité et de dépasser le seuil de performance énergétique de 65% permettant d'obtenir l'appellation de site de valorisation énergétique pour l'unité. Ainsi, les travaux de modernisation prévoient :

- Mise en place de deux nouveaux GTA alimentés par la vapeur produite par les lignes d'incinération dans un nouveau bâtiment (auxiliaires thermiques et électriques) en remplacement des actuels, avec mesure en continu de la qualité vapeur, raccordés à deux postes distincts au réseau Enedis (la GTA n°1 sera en injection totale, la GTA n°2 sera en injection du surplus après autoconsommation et en soutirage en cas d'arrêt de cette turbine), ces GTA serviront aussi aux besoins internes du site (réchauffage du dégazeur et de l'air de combustion)
  - GTA n°1 (10 MW), soutirage Moyenne Pression dédié au réseau de chaleur Nice-Est (vapeur) ;

- GTA n°2 (14MW), soutirage Basse Pression dédié au réseau de chaleur Ariane (eau chaude basse pression) ;
- Mise en place de deux nouveaux aérocondenseurs en remplacement des trois actuels, pour condenser la vapeur produite par les chaudières,
- Mise en place de deux échangeurs thermiques de 15 MW chacun, alimentés par le soutirage du GTA n°2,
- Ajout d'un groupe électrogène de secours (650 kVA).

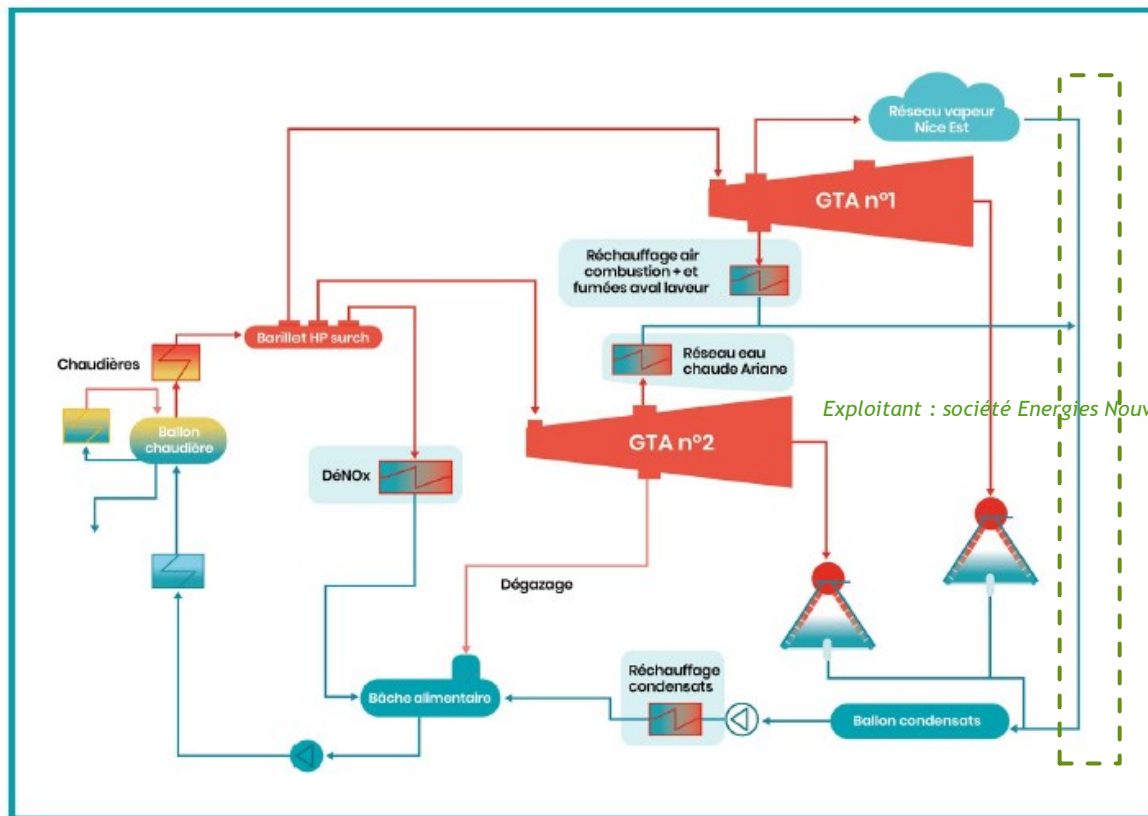


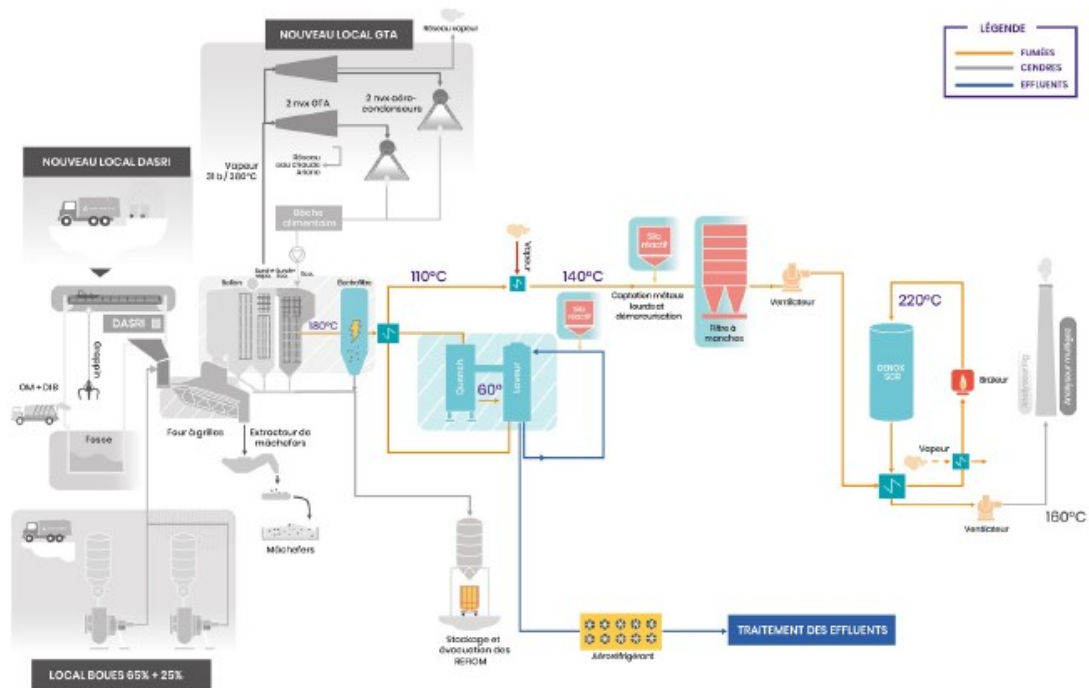
Figure 24. Schéma du nouveau système de valorisation énergétique

#### IV.2.2.6 TRAITEMENT DES FUMÉES - ETAT FUTUR

Afin d'être conforme aux Brefs WI, il est prévu dans le cadre des travaux ou en maintien de l'existant :

- dépoussiérage par électrofiltre (principal) ;
- ajout de 4 analyseurs mercure en amont ;
- lavage du traitement des fumées des polluants acides et des métaux lourds (saturation en eau des fumées, passage dans un étage acide avec pulvérisation d'eau et un étage basique avec pulvérisation de soude) ;
- remplacement des systèmes à plateaux par des garnissages, reprise de l'étanchéité, nouvel échangeur ;
- ajout de 4 filtres à manches à décolmatage pneumatique avec injection d'un réactif de neutralisation et d'un réactif pour capter les métaux et dioxines (type charbon actif) (un silo par réactif) en amont du filtre à manche en fonction de la mesure en continu dans les fumées (ajout d'un analyseur), réchauffage des fumées ;

- traitement des oxydes d'azote et des dioxines dans des réacteurs catalytiques SCR (injection d'eau ammoniacale puis catalyse) ;
- deux ventilateurs de tirage pour refouler les fumées vers la cheminée
- trois analyseurs de mesure du mercure seront ajoutés, maintien de la hauteur de la cheminée à 86 m.



### Localisation du traitement de fumées dans le synopsis général process

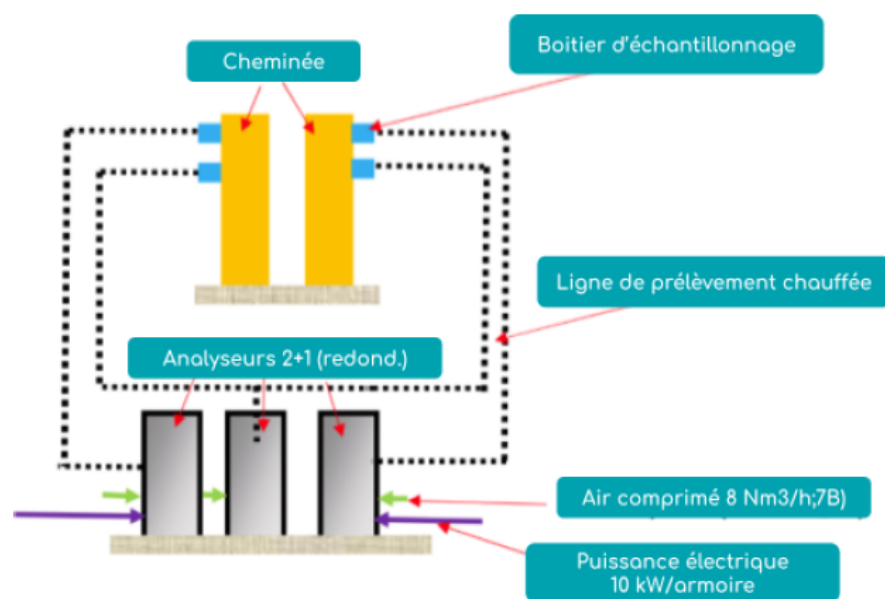


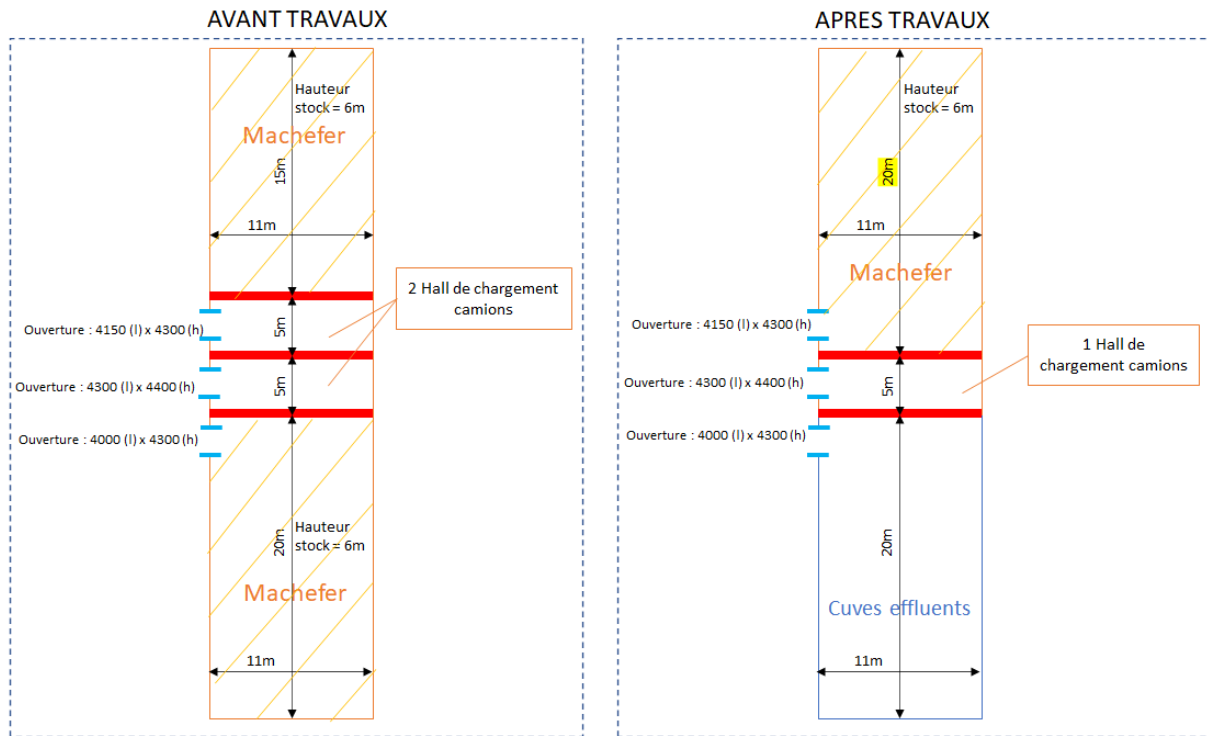
Schéma de principe d'installation des analyseurs

#### IV.2.2.7 RECUPERATION DES RESIDUS - ETAT FUTUR

Le projet d'ARIANEO a pour but de réaménager

- une des deux fosses à mâchefers pour y stocker les cuves de traitement des effluents de l'UVE;
- un des halls de chargement des camions en stockage utile de mâchefers (démolition du voile entre hall camion / alvéole mâchefers nord).

Ainsi, la fosse à mâchefers aura pour volume utile 1 200 m<sup>3</sup>, la hauteur de stockage restant de 6 m.



Les modalités de stockage des REFIOs sont inchangées.

Un nouveau silo de REFIOs est mis en place avec les nouveaux équipements de filtre à manche. Les modalités d'évacuation de ces résidus sont analogues aux modalités actuelles.

#### IV.2.2.8 CREATION D'UN CENTRE DE TRI

ARIANEO prévoit un process de tri polyvalent à même de trier :

- 100 % des apports de la Métropole Nice Côte d'Azur, soit 15 700 t/an,
- plus de 2 500 tonnes de recyclables tiers,
- 5 400 t/an d'apports volontaires de journaux revues magazines (JRM) et
- 2 500 t/an d'apports volontaires de cartons.

Ce qui représente au total **26 100 de tonnes** par an.

Le process fonctionne en 2 modes :

- tri du gisement « recyclables en mélange » composé de fibreux, métaux, ELA et résines plastiques,
- sur-tri du flux monomatériaux journaux revues magazines (JRM) (4 000 à 6 000 t/an) et papiers / cartons (2 000 à 2 500 t/an) issus des apports purs pour une garantie de valorisation maximale.

Les matières obtenues après passage sur la chaîne de tri sont les suivantes :

- 4 catégories de fibreux : grands cartons, EMR, JRM, GM (Gros de Magasin)
- Les ELA (emballages des liquides alimentaires)
- 3 catégories de flux résines : PET, PE/PP, flux en développement
- Film PE
- Les métaux ferreux et non ferreux y compris métaux < 50 mm.

Le centre de tri (surface totale : 5 944 m<sup>2</sup>) a été conçu dans la continuité de l'usine de valorisation énergétique existante, pour s'insérer au mieux sur le site de valorisation d'Arianeo.

Les flux d'apporteurs et d'expéditions inhérents au centre de tri s'insèrent dans un flux de circulation unique mutualisé.

La nouvelle unité de valorisation d'Arianeo est pensée comme un ensemble cohérent avec notamment un circuit de visite mutualisé et des interactions entre l'UVE et le centre de tri.

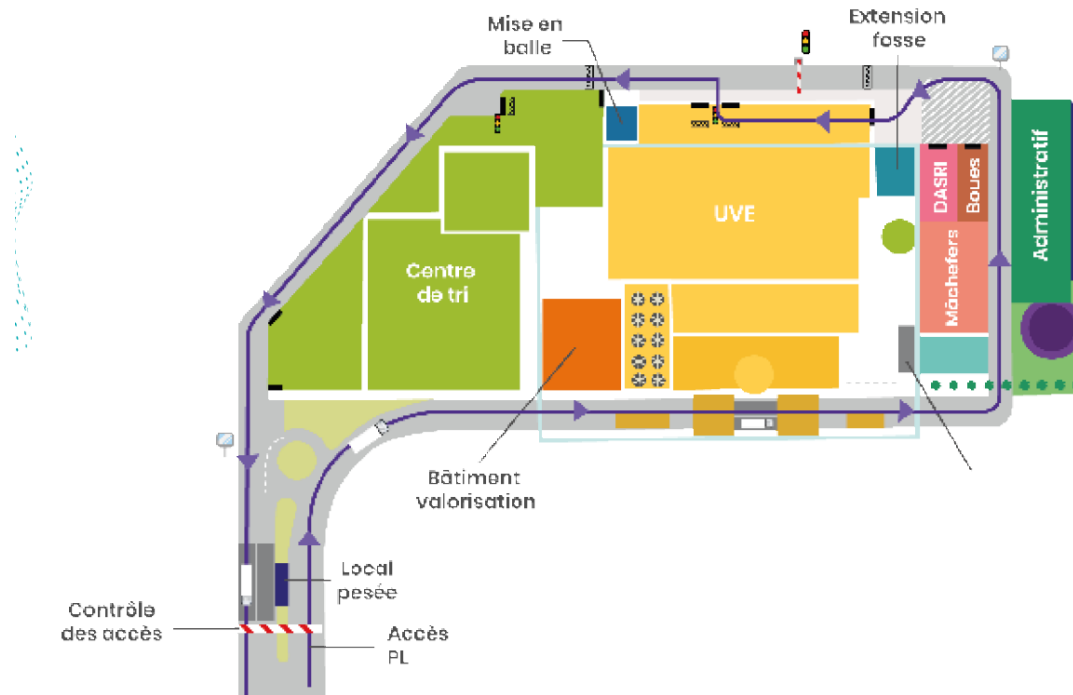
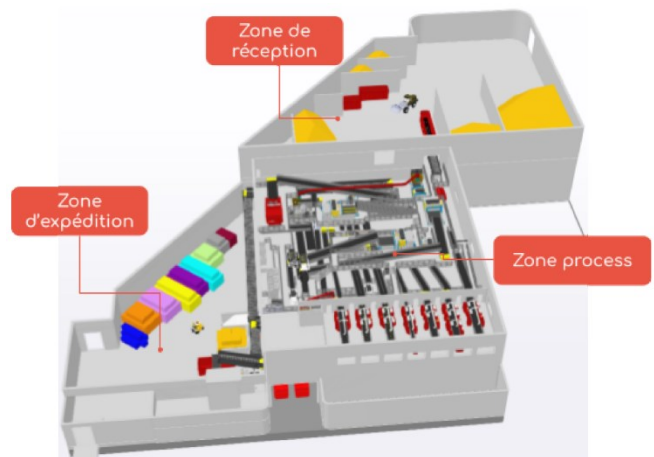


Figure 26. Circuit général sur le site d'Arianeo

L'installation est composée de 3 zones :

- Une zone de réception et stockage des apports permettant :
  - une co-activité limitée entre les apporteurs et l'engin chargeur et inexistante avec les piétons,
  - la disponibilité d'une grande zone de manœuvre pour l'engin chargeur,
  - le stockage de plus de 4 jours d'apports sur les 3 alvéoles permettant d'assurer une continuité de service,
  - en cas d'incident, une capacité de stockage temporaire de 1 000 tonnes de balles OMR pendant les arrêts techniques de l'unité de valorisation énergétique ;
  - l'alimentation du process de tri ou de la chaîne de conditionnement.



Cette zone est associée aux surfaces suivantes :

	Recyclables en mélange (alvéole n° 1)	JRM (alvéole n° 2)	Cartons (Alvéole n° 3)	Salle de caractérisation	Zone de réception
Surface utile	754 m <sup>2</sup>	127 m <sup>2</sup>	201 m <sup>2</sup>	98 m <sup>2</sup>	2 397 m <sup>2</sup>
Hauteur utile	8 m			6 m	8 m

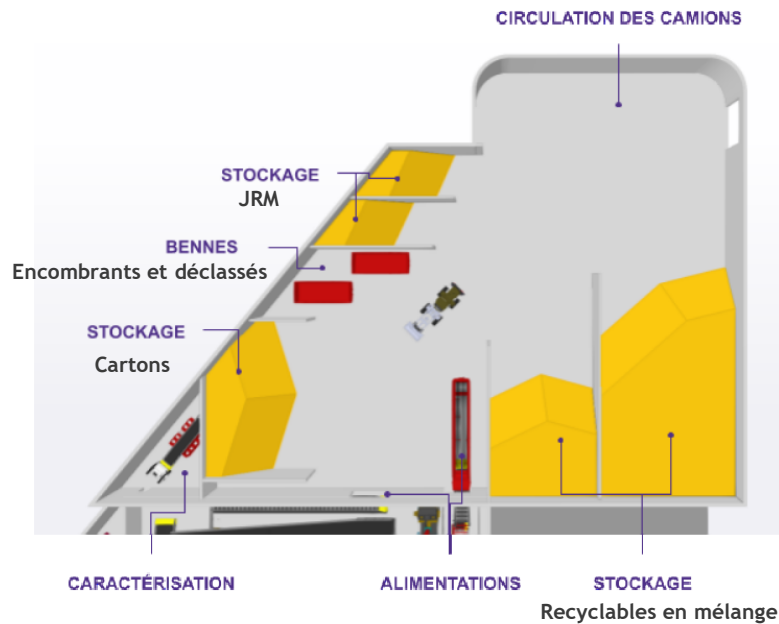
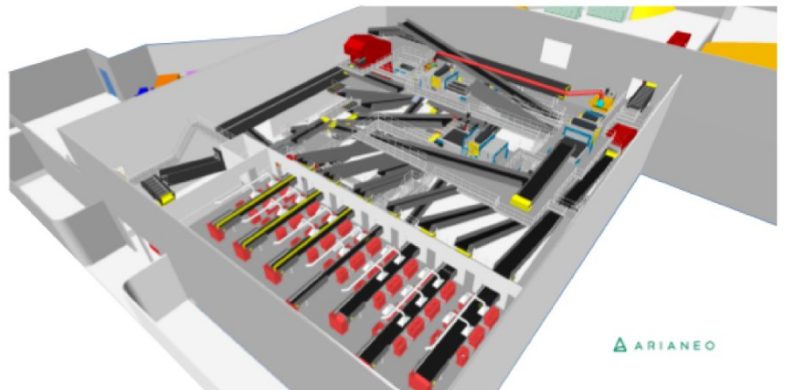


Figure 27. Organisation de la zone de réception du centre de tri

- Une zone process de 2 105 m<sup>2</sup> (hauteur utile : 14 m) qui accueille :

- Une vingtaine d'équipements de tri,
- la cabine de contrôle qualité et la salle de supervision qui bénéficient d'une luminosité naturelle,
- une salle de repos donnant sur des espaces verts aménagés.



- Les équipements sont répartis sur 3 niveaux, ce qui permet :
  - de mutualiser les accès pour la maintenance,
  - d'alimenter les équipements de tri par gravité limitant ainsi l'installation des convoyeurs.
- Une zone de stockage et d'expédition de 1 206 m<sup>2</sup> (hauteur utile : 8 m et 6 m sur la bande sud de la zone) confinée en intérieur pour :
  - le respect du voisinage,
  - la réduction des impacts visuels,
  - la protection des matières,
  - la limitation des poussières.

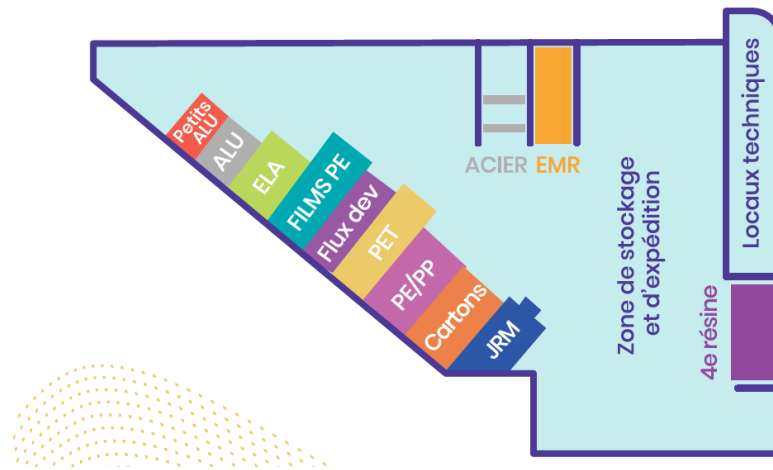


Figure 28. Zone expédition du centre de tri

- Des locaux techniques (surface : 236 m<sup>2</sup> - hauteur utile : 6 m) présents au sud des zones expédition et process permettant l'intégration des différents équipements nécessaires au bon fonctionnement du centre de tri :
  - locaux électriques et transformateur ;
  - local air comprimé ;
  - local poste incendie.

Les caractéristiques des déchets entrant sont récapitulées dans le tableau suivant :

Tableau 8. Caractéristiques des déchets entrant dans le centre de tri

	Unité	Recyclables en mélange (alvéole n° 1)	JRM (alvéole n° 2)	Cartons (alvéole n° 3)
Tonnage à stocker	t/an	18 200	5 400	2 500
	t/j	70	21	10
Densité du flux	kg/m <sup>3</sup>	72	250	80
Quantité maximale alvéole	m <sup>3</sup>	3 900	565	700
Hauteur maximale <sup>1</sup>	m	5	5	5
Rubrique ICPE	/	2714	2714	2714

Hypothèse : accueil de camions 52 semaines par an et 5 jours par semaine

A noter : lors des arrêts des communs et des opérations de maintenance de l'UVE, le centre de tri accueillera le stockage de balles d'OMR, en attente d'incinération. La capacité maximale de l'alvéole n°1 sera alors réduite à 2 320 m<sup>3</sup>, correspondant à environ 2,4 jours, tandis que celle de JRM sera réduite à 200 m<sup>3</sup> (2,4 jours).

Les caractéristiques des matières issues du tri pour la Métropole sont récapitulées dans le tableau suivant :

<sup>1</sup> Objet de la demande d'aménagement sollicité au § X.5.2

*Tableau 9. Caractéristiques des matières issues du tri pour la Métropole*

	Unité	Balles triées non métaux										Balles triées métaux	Aciers	Refus de tri	Presse à balles
		cartons	EMR	JRM	GM	Mix PE	PETc	FD	ELA	Films	Alu et petits alu				
Flux annuel	t/an	3 787	4 851	5 107	1 008	550	862	580	191	212	281	754	4 912	17 434	
Densité balle	kg/m³	550	550	630	630	350	380	350	580	440	350	-	-	-	
Nombre balles à stocker	Nombre	36	46	36	40	96	96	96	44	96	48 +48	-	-	-	
Surface alvéole	m²	406 Dont 36 m² balles triées Alu										24	103 (compacteurs)	178	
Hauteur <sup>1</sup>	m	3,3										2,5	2 caissons 30 m³	-	
Quantité maximale alvéole	m³	1 600 Dont au maximum 100 m³ balles triées Alu										60		30 (benne amont)	
Rubrique ICPE	/	2714										2713	2713	2714	2714

Capacité de chargement par PL : 24 m³/camion et 25 T/camion d'acier

En complément, Arianeo prévoit une zone de stockage complémentaire de 43 m² dans la zone d'expédition. Celle-ci permet de garantir à la Métropole Nice Côte d'Azur un emplacement dédié pour le stockage d'un matériau supplémentaire (4<sup>ème</sup> résine plastique par exemple), soit un volume équivalent de 130 m³.

Par ailleurs, la zone d'expédition est dimensionnée pour répondre au besoin en termes de stockage et d'expédition, permettant une fréquence d'enlèvement des matériaux stockés comprise entre 1,1 et 22 jours.

### Contrôle qualité des apports

Un contrôle qualité est constamment effectué par le conducteur d'engin lors du déversement des déchets sur la dalle. Après validation de la qualité des déchets entrants, tous les déchets sont positionnés dans les alvéoles correspondantes.

Le gisement correspondant aux déclassements est alors conservé pour une durée de 24h, et la Métropole de Nice Côte d'Azur est informée du déclassement. Le contrôleur qualité est équipé d'un PDA (Personal Digital Assistant) garantissant la transmission d'informations identifiant le gisement déclassé (date et heure d'apport, immatriculation...) et de photos à la Métropole de Nice Côte d'Azur.

La matière est ensuite orientée vers la benne de déchets déclassés avant qu'elle soit mise à disposition pour élimination sur l'UVE ou tout autre moyen d'élimination externe. Cette benne est positionnée de manière à ne pas gêner les circulations de l'engin d'exploitation.

Malgré le contrôle qualité réalisé, il est régulièrement constaté la présence d'éléments de grandes dimensions susceptibles d'être présents dans les collectes et de perturber le fonctionnement de la

chaîne de tri (ex : cartons ou aberrants de type bacs d'Ordures Ménagères, ballons d'eau chaude, pare-chocs, etc.).

Par conséquent, le conducteur d'engins contrôle les apports et isole les éventuels objets aberrants dans la benne située dans la zone de réception. Cette benne est positionnée de manière à ne pas gêner les circulations de l'engin d'exploitation.

### **Alimentation du process de tri**

Le process de tri possède deux types d'alimentation en fonction de la composition et de la qualité des apports entrants :

- Les flux de Recyclables en mélange et le flux JRM et papiers de bureau (Mono-matériaux) alimentent l'ouvreur de sacs situé en zone de réception, en amont de la ligne de tri.
- Le flux Cartons (apports en Mono-matériaux) alimente un convoyeur d'alimentation de la presse à balles pour une mise en balle directe du produit. L'alimentation du convoyeur se fait au travers d'une réservation dans le voile séparant la zone de réception de la zone process.

Cette solution permet ainsi de limiter le nombre d'équipement de tri dans la zone de réception et d'assurer un contrôle plus aisé du dispositif coupe-feu (rideau d'eau sans obstacle).

Ces deux alimentations sont implantées en zone de réception. En effet, l'ouvreur de sac (pour les flux Recyclables en mélange et JRM) et la réservation (pour le flux de Cartons) sont proches et au centre des 3 alvéoles de stockage afin de garantir des girations optimales et sécurisées de l'engin chargeur.

### **Traitement du flux Recyclables en mélange**

Le process de tri proposé est d'abord conçu pour traiter le flux Recyclables en mélange, qui représente les deux tiers du gisement de la Métropole de Nice Côte d'Azur.

Il comporte, répartis sur 3 niveaux :

- 1 décartonneur,
- 1 séparateur balistique,
- 1 crible défineur,
- 1 crible dédié à la séparation JRM / GM,
- 1 séparateur aéraulique,
- 7 séparateurs optiques,
- 1 ensemble robotique,
- 1 dispositif de sur-tri des aciers par intelligence artificielle pour limiter la présence d'imbriqués,
- 2 overbands,
- 2 séparateurs à courant de Foucault,
- 1 cabine de contrôle qualité comptant 7 tables de contrôle et 11 opérateurs,
- 2 compacteurs de refus,
- 1 presse à balles (alimentée par tous les flux sauf les refus de tri et les aciers),

- 1 presse à paquets (traitement des aciers).

Les équipements de tri sont répartis en ateliers :

- atelier de Séparation Granulométrique,
- atelier des Fines,
- atelier des Corps plats,
- atelier des Films,
- atelier des Corps Creux,
- atelier de Contrôle qualité.

11 opérateurs sont présents en cabine de contrôle qualité du flux Recyclables en mélange.

Le synoptique de fonctionnement en mode dit “Recyclables en mélange” détaillant l’enchaînement de ces différents équipements est présenté ci-après.



### **Traitement du flux Journaux Revues Magazines (JRM)**

Les caractérisations du flux JRM et papiers de bureaux collectés en points d'apport volontaire indiquent un fort taux de décote et refus des lots envoyés au repreneur après simple conditionnement des flux collectés en point d'apport volontaire. Sur 80 lots livrés au repreneur entre août et décembre 2019, seuls 55,0 % sont ainsi acceptés comme conformes.

Afin :

- d'éviter un sur-tri coûteux sur un centre de tri dédié,
- de garantir la pérennité de la filière de reprise,

Arianeo inclut un mode de fonctionnement de la chaîne de tri dédié au surtri des JRM, qui correspond à la désactivation de certains équipements du synoptique « Flux recyclables en mélange » (désactivation atelier des Films, contrôle qualité TM5-Films PE).

5 opérateurs sont présents en cabine de contrôle qualité du flux JRM.

### **Tri des plastiques**

Arianeo valorise les plastiques rigides en 3 flux : PE/PP, PET clair Bouteilles et Flacons et Flux en développement. La conception prévoit donc dès à présent l'évolutivité pour le tri d'une 4<sup>ème</sup> résine plastique issue du flux en développement (FD).

### **Zone expédition**

La zone d'expédition et de stockage des flux triés est située au sud-ouest du centre de tri, dans un hall aval indépendant de 1 206 m<sup>2</sup>, séparé physiquement de la zone process par un mur-coupe-feu.

Elle a pour but :

- d'accueillir et de charger les camions d'expédition,
- d'abriter la presse à balle,
- de stocker la totalité des apports issus du process en balles et en paquets,
- de garantir une capacité de stockage équivalente à deux fois la capacité d'évacuation de chaque matériau (hors aluminium),
- de garantir une capacité de stockage équivalente à une fois la capacité d'évacuation de l'aluminium,
- de stocker les balles sur une hauteur maximale de 3 hauteurs avec le dernier niveau en quinconce,
- d'assurer la continuité de service en cas de maintenance sur la presse à balles en dévoyant les produits triés vers une benne située sous le by-pass de presse.

### **Hall de chargement intérieur**

Afin de limiter les nuisances sonores, visuelles, olfactives et poussiéreuses pour le voisinage, le chargement des camions d'expédition est réalisé dans la zone de stockage aval, dans une zone purement dédiée au stationnement des semi-remorques. Ainsi, aucune coactivité entre les engins d'exploitation et les camions n'est observée.

L'agencement des balles dans la zone d'expédition est étudié afin de garantir des trajets de manutention des balles réduits pour l'engin d'exploitation. En effet, les matériaux qui ont un débit

de production et donc une fréquence d'enlèvement plus important seront stockés le plus proches de la sortie.

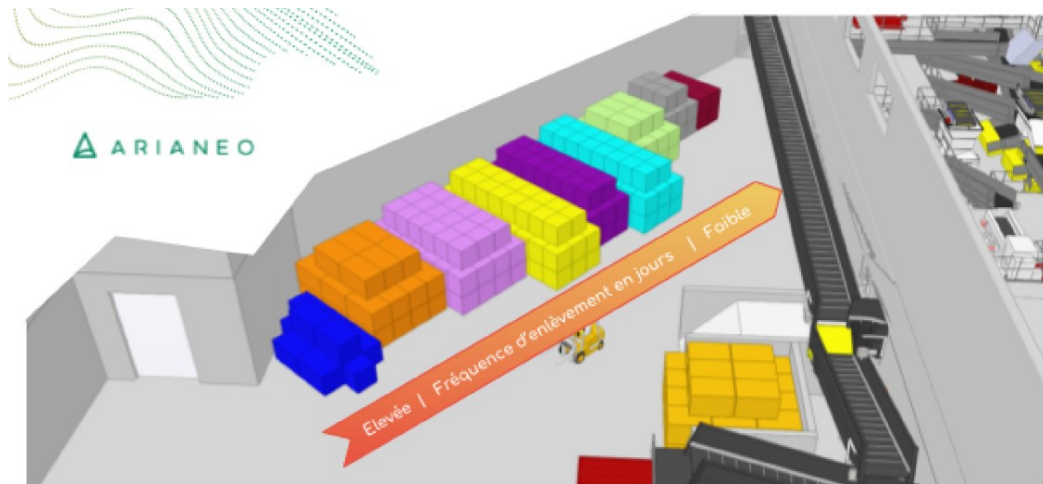


Figure 30. Agencement des balles en fonction de la fréquence d'enlèvement

### Dispositifs de Protection incendie

- Compartimentage des zones et équipements à risque ;
- Ajout d'un poteau incendie au nord du centre de tri et déplacement d'un 2<sup>ème</sup> poteau existant au sud ;
- Extension du parc extincteurs au centre de tri (référentiel APSAD R4) ;
- Extension du réseau RIA au centre de tri (référentiel APSAD R5) ;
- Système d'extinction automatique par déluge dédié, en particulier à proximité des convoyeurs traversant des murs coupe-feu sur le centre de tri (convoyeur REDLER) ;
- Système d'extinction automatique à eau de type sprinkler, notamment au niveau du stock amont et stock aval du centre de tri en ambiance, en zone process du centre de tri (en ambiance) ;
- Système d'extinction automatique à gaz (référentiel APSAD R13) : locaux électriques ;
- Système de Sécurité Incendie de catégorie A (détection de fumée optique aux locaux techniques, détection optique multiponctuelle de fumée aux locaux électriques, détection de flammes (IR, 3IR, UV) à proximité des équipements à risque du centre de tri tels que presses à balles, presse à paquets, détection thermique par ampoule fusible (sprinkler) au niveau des zones de stockage amont et aval, de la zone process, en ambiance et sous obstacle du centre de tri, détection de corps noirs aux convoyeurs et trémies du process de tri, caméras IR aux zones de stockage).

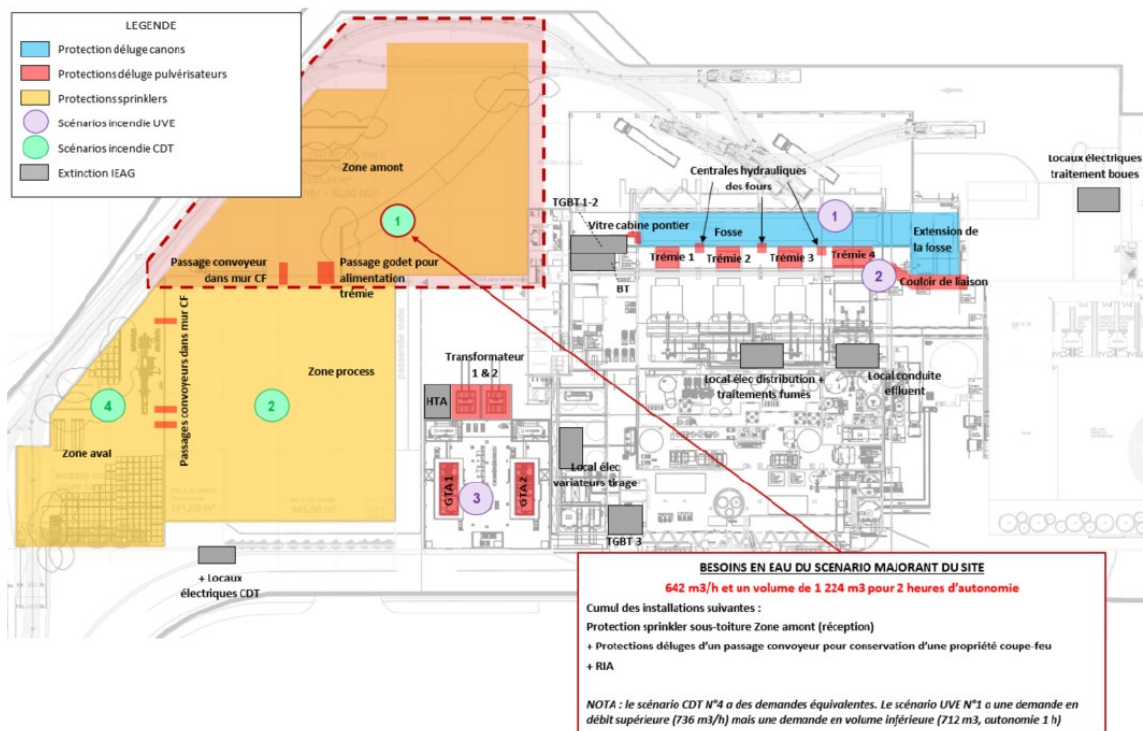


Figure 31. Bilan des zones protégées et technologies retenues

## Dépoussiérage

Conformément à la norme NF X35-702 et au document ED 6098 de l'INRS, la ligne de tri est équipée d'un système de dépoussiérage afin de capter la pollution et les poussières en amont de la cabine de tri.

Pour limiter le recours au dépoussiérage, malgré tout énergivore, il est prévu d'installer un capotage sur les convoyeurs jugés sensibles et équipements afin d'éviter l'envol des poussières et faciliter leur captage aux points d'aspiration. Ceci est plus particulièrement appliqué pour le convoyeur avant décartonneur, le convoyeur avant balistique, le convoyeur de fibreux après balistique.

L'installation de dépoussiérage du process proposée est destinée à limiter l'échappement des poussières et des odeurs dans le bâtiment process et les locaux de travail. Le dépoussiérage est assuré par l'aspiration au plus près des sources des poussières émises par l'ensemble des équipements de la ligne de tri et conditionnement.

L'installation proposée comporte :

- un ensemble de points de captage des poussières (15 hottes d'aspiration - convoyeurs de reprise, décartonneur, séparateurs balistiques, optiques, aérauliques, presse à balles - avec des débits unitaires de 2 000 à 3 000 Nm<sup>3</sup>/h) ;
- un réseau d'aspiration de l'air vers les dépoussiéreurs ;
- trois unités dépoussiéreurs à média filtrants.

La captation des poussières est réalisée à l'aide de hottes définies sur mesure pour chaque point d'aspiration identifié. L'air soutiré est acheminé à travers un réseau de gaines vers les 3 unités de dépoussiérage.

*Tableau 10. Besoins en traitement d'air du Centre de tri*

Équipement	Débit d'aspiration par point
Convoyeur de transfert vers Décartonneur	2 000 m <sup>3</sup> /h
Décartonneur	2 x 3 000 m <sup>3</sup> /h
Séparateur balistique	2 x 2 000 m <sup>3</sup> /h
Convoyeur accélérateur TO1	2 x 2 000 m <sup>3</sup> /h
Convoyeur accélérateur TO2	2 x 2 000 m <sup>3</sup> /h
Convoyeur accélérateur TO3	2 x 2 000 m <sup>3</sup> /h
Défineur (maille à 50mm)	2 000 m <sup>3</sup> /h
Crible (maille à 100mm)	2 000 m <sup>3</sup> /h
Séparateur aéraulique	8 000 m <sup>3</sup> /h
Presse à balles	2 x 2 000 m <sup>3</sup> /h
Débit dépoussiéreur (m <sup>3</sup> /h)	40 000 m <sup>3</sup> /h
Marge de dimensionnement (%)	11 %

Le dépoussiéreur à média filtrants PowerCore® série CPC du fabricant Donaldson (ou équivalent), d'une capacité de 45 000 Nm<sup>3</sup>/h, permet un rejet d'air à l'atmosphère contenant une teneur en poussière inférieure à 40 mg/Nm<sup>3</sup> d'air. Cette disposition utilisant la dilution de sources de poussières et évitant l'accumulation de celle-ci, permet de garantir le classement ATEX le plus favorable des locaux. Son implantation dans le hall process et la pose des équipements bruyants du centre de tri sur plots anti-vibratiles permettent de restreindre l'impact sonore pour le voisinage.

Seul le filtre à manches fait l'objet d'un classement zone 20 et se trouve équipé de dispositifs de protection adaptés.

#### **Équipements annexes :**

Le centre de tri sera pourvu :

- D'un transformateur 1 600 kVA alimentant le Tableau Général Basse Tension (TGBT), puis les tableaux divisionnaires Basse Tension (TBT) process et bâtiment,
- D'un Système de Contrôle Commande (SCC) permettant l'automatisme et la régulation des équipements et procédés, la supervision, l'archivage et l'assistance à la maintenance préventive,
- D'un outil de Gestion de la Production Assistée par Ordinateur (GPAO), qui associé aux outils intégrés permet un suivi en temps réel des performances et garantit la traçabilité des matières (déchets).

#### IV.2.2.9 PHASAGE DE TRAVAUX ENVISAGE

Le phasage de travaux envisagé prend en compte :

- la constitution d'un Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale pour pouvoir réaliser les travaux,
- le début des travaux par la rénovation de la ligne 4 afin de disposer d'une autonomie de traitement pour la Métropole de Nice Côte-d'Azur sur la durée du chantier,
- des travaux d'extension de la fosse au plus tôt pour disposer d'une capacité de stockage supplémentaire,
- l'unité d'incinération est complètement modernisée dans les 2 ans après l'obtention des autorisations administratives,
- la construction du centre de tri, après les travaux de l'UVE, sans impacter l'exploitation de l'installation attenante -> opérationnel en 2026
- l'atteinte des BREF WI au 03/12/2023.

Le phasage de travaux est décrit ci-après.

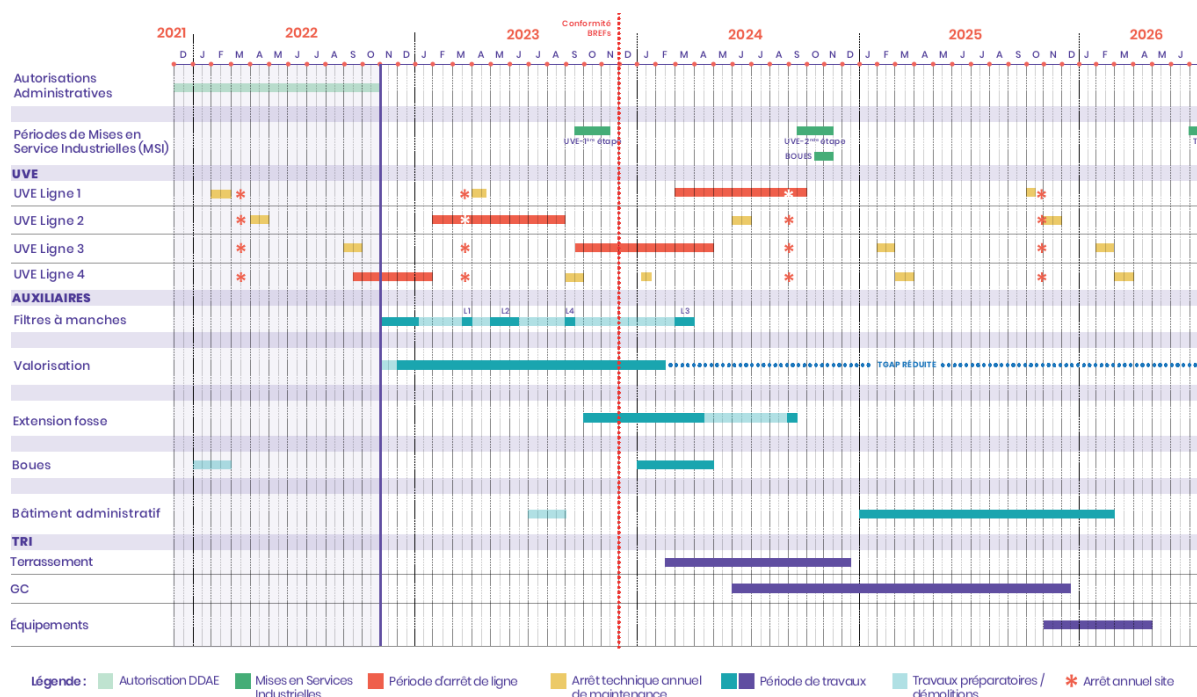


Figure 32. Phasage des travaux

La planification des travaux est réalisée de façon à maintenir une capacité de traitement la plus continue possible et ainsi limiter les détournements de déchets d'OMr et assimilés hors du bassin de vie azuréen.

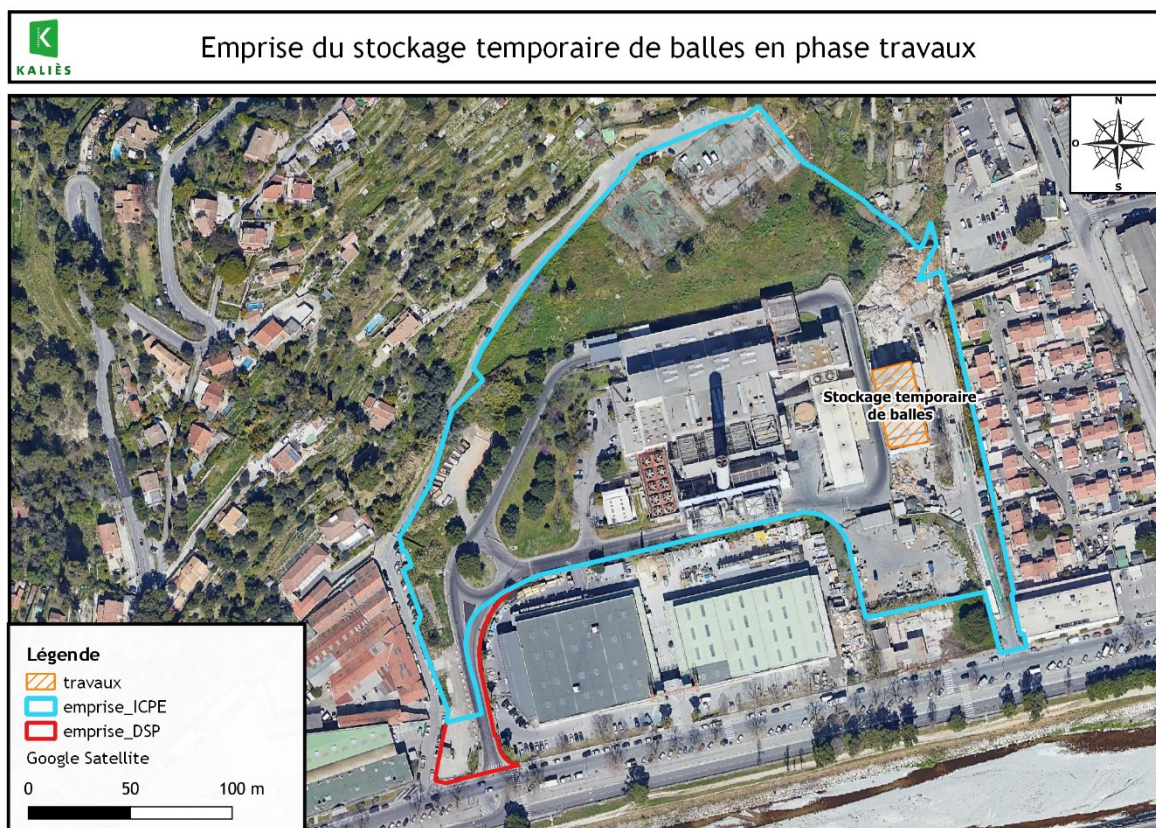
Pendant les travaux, une mise en balle et un stockage temporaire de balles d'OMR couvert seront installés sur le site d'ARIANEO, au droit du bâtiment SUEZ (ancien centre de tri), avant sa démolition pour y construire le nouveau bâtiment administratif. Le bâtiment SUEZ sera tout d'abord utilisé tel quel pour stocker des balles d'OMR pendant l'arrêt commun 2022. Dès que le stock de balles sera

revenu à zéro, la démolition pourra commencer, de manière à pouvoir terrasser la zone et réinstaller une structure provisoire pour de nouveau stocker des balles d'OMR.

L'interdiction contractuelle de détourner des déchets issus du périmètre MNCA oblige le stockage sur le site lors des arrêts de four. L'arrêt technique annuel programmé, d'une durée de 6 jours environ, est la période la plus critique en matière de stockage. La fosse existante seule, même si elle est vidée préalablement aux arrêts, ne permet pas de stocker la totalité des tonnes entrantes. Si l'extension de fosse prévue durant les travaux permettra l'augmentation des quantités stockées, il est nécessaire dans cette attente de prévoir un stockage sur site. La solution retenue pour ce stockage consiste au stockage de balles.

Le planning des travaux très contraint nécessite la démolition du bâtiment ex-SITA dès 2022 pour des raisons de délais globaux de travaux et ne saurait attendre l'arrêt de 2023. De même, les travaux prévus en 2023 et 2024 ne permettent pas le maintien en place d'une quelconque structure fixe.

Pour éviter le stockage à l'air libre des balles filmées, la solution retenue consiste à réaliser les terrassements, niveler, implanter une structure couverte provisoire pour stocker des balles filmées. Cette structure sera installée avant l'arrêt des communs et démontée une fois les balles évacuées vers l'incinérateur dans un délai maximum d'un mois.



Le planning de travaux a également été revu pour minimiser les quantités stockées et ainsi limiter les nuisances pour les riverains. Sur un site au foncier aussi contraint, réussir à implanter l'emplacement suffisant pour assurer l'internalisation stricte des flux d'OM métropolitains nécessite une coordination précise et repose sur les hypothèses suivantes :

- un espacement au maximum des travaux sur chacune des lignes de traitement,

- une planification des chantiers modélisée au jour le jour et associée à des garanties fermes auprès de nos fournisseurs,
- une fermeture totale du site aux flux tiers et encombrants en amont des phases d'arrêts,
- une modélisation des flux réceptionnés à l'heure sur toute la période de travaux pour prendre en compte les pics d'apports et de saisonnalité.

La phase chantier générera jusqu'à 200 emplois supplémentaires. Ainsi, l'organisation pendant le chantier sera axée sur la sécurité de la co-activité.

ARIANEO s'engage dans une démarche « Chantier Vert » afin de promouvoir le développement durable.

ARIANEO a pris connaissance des pollutions situées au niveau de l'ancien centre de tri SITA suite à l'envoi du 13/05/2022 du mémoire de réhabilitation de SUEZ. Une réunion de présentation dans les locaux de la DREAL le 18/05/2022 a permis de poser la problématique entre les travaux de réhabilitation de SUEZ et les enjeux avec le calendrier du projet ARIANEO.

Une réflexion est d'ailleurs engagée suite à cette réunion pour intégrer la remise en état du site aux travaux de terrassement de la zone.

Quelle que soit la solution de traitement retenue in fine, nous veillerons avec une attention toute particulière à la gestion spécifique des terres polluées dans le strict respect des règles de sécurité et de respect de l'environnement.

A noter : A l'issue des travaux de modernisation du site, ARIANEO sollicitera une réduction de l'emprise du site afin de restituer à la Métropole de Nice Côte d'Azur une partie (0,35 ha) des parcelles n°210, 187 et 212 de la section HN de la commune de Nice.

## IV.3. DESCRIPTION DES STOCKAGES

### IV.3.1 DESCRIPTION DES STOCKAGES EXISTANTS

#### IV.3.1.1 PRODUITS CHIMIQUES

Les produits chimiques présents sur site actuellement sont regroupés dans le tableau suivant :

Tableau 11. Caractéristiques des stockages de produits chimiques existants

Nom	Modalité de stockage	Volume (m <sup>3</sup> )	Quantité (t)	Mention de danger	Rubrique ICPE
Fioul lourd	Réservoir aérien	500	500	H332 ; H350 ; H361d ; H373 ; H410	4734-2 inutilisé depuis 2020
Fioul domestique	Réservoir enterré	75	64	H226 ; H304 ; H332 ; H315 ; H351 ; H373 ; H411	4734-1
Chlorure ferrique	Cuve aérienne	12	18	H290 ; H302 ; H315 ; H318	
Chaux vive	Cuve aérienne silo	12 + 150	540	H315 ; H318 ; H335	
Acide chlorhydrique 33%	Cuve aérienne	6 + 12	21	H290 ; H314 ; H335 ; H318	/
Soude 50%	Cuve aérienne	12 + 20	48	H290 ; H314 ; H318	1630
Ammoniaque (<25%)	Cuve aérienne	50	44	H314 ; H335 ; H412	/
Gazole Non Routier (GNR)	Cuve aérienne	1,5	1,26	H226 ; H304 ; H315 ; H332 ; H351 ; H373 ; H411	4734-2
Huiles moteur	Bidons	50 L	0,175	/	/
Hydrogène	Bouteille 50 L	3 x 50 L	2,6 kg	H220 ; H280	4715
Propane	Bouteilles 13 kg et 35 kg	25 x 13 kg et 6 x 35 kg	0,535	H220 ; H280	4718-1
Acétylène	Bouteille 40 L	4 x 40 L	0,032	H220 ; H230 ; H280	4719
Oxygène	Bouteille 50 L	6 x 50 L	0,0908	H270 ; H280	4725

H220	Gaz extrêmement inflammable.
H226	Liquide et vapeurs inflammables.
H270	Peut provoquer ou aggraver un incendie ; comburant.
H280	Contient un gaz sous pression ; peut exploser sous l'effet de la chaleur.
H290	Peut être corrosif pour les métaux.
H302	Nocif en cas d'ingestion.
H304	Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires.
H314	Provoque des brûlures de la peau et des lésions oculaires graves.
H315	Provoque une irritation cutanée.
H318	Provoque des lésions oculaires graves.
H332	Nocif par inhalation.
H335	Peut irriter les voies respiratoires.

H350	Peut provoquer le cancer.
H351	Susceptible de provoquer le cancer.
H361	Susceptible de nuire à la fertilité ou au fœtus
H373	Risque présumé d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée
H410	Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
H411	Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
H412	Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

Parmi ces produits chimiques annexes, les gaz en bouteille font l'objet d'une reprise par le fournisseur en fin d'usage, tandis que la majorité des emballages vides des autres produits sont incinérés in situ. Les emballages métalliques (huiles) font l'objet d'une valorisation métallique dans la mesure du possible.

#### IV.3.1.2 DECHETS

Les caractéristiques des stockages de déchets entrants et déchets engendrés présents sur le site actuellement sont résumées dans le tableau suivant :

*Tableau 12. Caractéristiques des stockages de déchets - état actuel*

Déchet entrant	Quantité max	Déchet sortant	Stockage	Modalités de gestion
OM DASRI Boues	5 600 m <sup>3</sup> (fosse) 80 t (bennes) 200 m <sup>3</sup> (silo)	Mâchefers	Fosse étanche	Valorisation
		Métaux ferreux	Fosse étanche	Vente et recyclage
		Gâteaux de filtration	Benne	Installation de stockage
		REFIOM (cendres)	165 t (silo)	Installation de stockage

### IV.3.2 DESCRIPTION DES STOCKAGES PROJETES

#### IV.3.2.1 PRODUITS CHIMIQUES

Les produits chimiques présents sur site en situation future sont regroupés dans le tableau suivant :

*Tableau 13. Caractéristiques des stockages de produits chimiques existants*

Nom	Modalité de stockage	Volume (m <sup>3</sup> )	Quantité (t)	Mention de danger	Rubrique ICPE
Fioul domestique	Cuve	75 puis remplacée par 5	64 puis remplacée par 4,3	H226 ; H304 ; H332 ; H315 ; H351 ; H373 ; H411	4734-1 puis 4734-2
Chlorure ferrique	Cuve aérienne	12	18	H290 ; H302 ; H315 ; H318	/
Chaux vive	Cuve aérienne Silo	12 + 150	540	H315 ; H318 ; H335	/
Acide chlorhydrique 33%	Cuve aérienne	6 + 12	21	H290 ; H314 ; H335 ; H318	/
Soude 50%	Cuve aérienne	12 + 20	48	H290 ; H314 ; H318	1630

Nom	Modalité de stockage	Volume (m³)	Quantité (t)	Mention de danger	Rubrique ICPE
Ammoniaque (<25%)	Cuve aérienne	50	44	H314 ; H335 ; H412	/
Gazole Non Routier (GNR)	Cuve aérienne	1,5	1,26	H226 ; H304 ; H315 ; H332 ; H351 ; H373 ; H411	4734-2
Huiles moteur	Bidons	50 L	0,175	/	/
Hydrogène	Bouteille 50 L	4 x 50 L	3,5 kg	H220 ; H280	4715
Propane	Bouteilles 13 kg et 35 kg	25 x 13 kg et 6 x 35 kg	0,535	H220 ; H280	4718-1
Acétylène	Bouteille 40 L	4 x 40 L	0,032	H220 ; H230 ; H280	4719
Oxygène	Bouteille 50 L	6 x 50 L	0,0908	H270 ; H280	4725
TMT 15	Cubitainer 1 m³	6 m³	6,72	H319	/
Coke de lignite ou charbon actif	Silo 80 m³	80 m³	48	/	2160-2
Réactif de neutralisation (Bicarbonate ou équivalent)	Cuve aérienne	48 m³	100	/	/
Sulfites (hydrex 1908)	Cubitainer 1 m³	3	3,6	/	/
Amines (hydrex 1610)	Cubitainer 1 m³	2	2	H302 ; H312 ; H314 ; H318 ; H332 ; H335 ; H412	/
Phosphate (hydrex 1905)	Cubitainer 1 m³	12	12	H314	/

H220	Gaz extrêmement inflammable.
H226	Liquide et vapeurs inflammables.
H270	Peut provoquer ou aggraver un incendie ; comburant.
H280	Contient un gaz sous pression ; peut exploser sous l'effet de la chaleur.
H290	Peut être corrosif pour les métaux.
H302	Nocif en cas d'ingestion.
H304	Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires.
H314	Provoque des brûlures de la peau et des lésions oculaires graves.
H315	Provoque une irritation cutanée.
H318	Provoque des lésions oculaires graves.
H332	Nocif par inhalation.
H335	Peut irriter les voies respiratoires.
H350	Peut provoquer le cancer.
H351	Susceptible de provoquer le cancer.
H361	Susceptible de nuire à la fertilité ou au fœtus
H373	Risque présumé d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée
H410	Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
H411	Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.
H412	Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.

### IV.3.2.2 DECHETS

En situation future, les caractéristiques des stockages de déchets entrants et déchets engendrés présents sur le site actuellement sont résumées dans le tableau suivant :

*Tableau 14. Caractéristiques des stockages de déchets - état futur*

Déchet entrant	Quantité max	Déchet sortant	Stockage		Modalités de gestion
OM	7 480 m <sup>3</sup> (fosse)	Mâchefers	Fosse étanche 1 200 m <sup>3</sup>		Valorisation
DASRI	1 000 t (balles)	Gâteaux de filtration	Benne	170 t	Installation de stockage
Boues	80 t (bennes)	REFIOM (cendres)	silo		Installation de stockage
	2x200 m <sup>3</sup> (silo)				

Le site disposera, comme actuellement de bennes dédiées à l'entreposage des déchets usuels, selon les consignes de tri en vigueur.

## IV.4. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ANNEXES

### IV.4.1 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ANNEXES EXISTANTES

#### IV.4.1.1 ALIMENTATION EN EAU

Les réseaux auxquels est raccordé le site sont localisés Boulevard de l'Ariane. On distingue 2 alimentations sur le site :

- une en eau potable pour les **usages sanitaires** par une canalisation en Ø400 mm. Le circuit d'eau sanitaire provient du réseau urbain d'eau sanitaire. En effet, l'eau provient de l'usine de SUPER RIMIEZ. Elle est distribuée par la Régie Eau d'Azur.

Il est en secours du réseau d'eau industrielle et est équipé d'un disconnecteur (protection contre un éventuel retour d'eau industrielle dans le circuit d'eau sanitaire).

- une en eau brute pour les **usages industriels** (appoint d'eau du circuit vapeur, eau de refroidissement des mâchefers, traitement des fumées d'incinération, etc.) par une canalisation en Ø 300 mm. Cette eau subit un traitement. Le circuit d'eau industrielle provient du réseau urbain d'eau industrielle, pression 7 bars.

Les grands principes de traitement de l'alimentation en eau brute sont les suivants.

#### 1. Alimentation en eau brute

Quelle que soit son origine, l'eau contient des sels et des gaz dissous. La présence de ces éléments dans l'eau d'une chaudière est la source de perte de rendement, d'incidents, d'avaries. Ces dysfonctionnements sont dus aux phénomènes d'entartrage, de corrosion et de primage.

#### 2. Bâche tampon d'eau brute et surpresseur

La bâche tampon, de capacité 100 m<sup>3</sup>, est équipée d'une régulation de niveau. Un surpresseur équipé de 2 pompes aspire dans la bâche tampon et refoule dans le circuit d'eau brute usine.

Cette bâche fonctionne en cas de chute de pression du réseau urbain d'eau industrielle.

#### 3. Chaîne de déminéralisation

Le procédé d'épuration consiste à faire passer l'eau à traiter sur des lits de résines échangeuses d'ions.

Afin d'assurer la continuité de la production de l'eau déminéralisée, deux chaînes de traitement fonctionnent en alternance.

Tout d'abord, un échangeur de cations faibles et forts, à contre courant, reçoit l'eau brute à 3,5 bars et échange au passage les cations présents dans l'eau.

Ensuite, un dégazeur de CO<sub>2</sub> reçoit l'eau de l'échangeur cationique, élimine le CO<sub>2</sub> et le rejette à l'air libre.

Enfin, un échangeur d'anions forts reçoit l'eau venant du dégazeur et échange au passage les anions présents dans l'eau.

Le contrôle de la qualité de l'eau déminéralisée se fait par conductimétrie.

#### 4. La régénération

La régénération consiste à faire passer :

- Une solution d'acide chlorhydrique dans l'échangeur cationique. Les ions H<sup>+</sup> vont s'échanger avec les cations captés par les résines ;
- Une solution de soude dans l'échangeur ammonique. Les ions OH<sup>-</sup> vont s'échanger avec les anions captés par les résines pendant la production.

L'acide chlorhydrique est stocké dans 2 cuves aériennes de 12 m<sup>3</sup> et de 6 m<sup>3</sup>.

Une pompe doseuse reçoit l'eau déminéralisée et aspire l'acide dans la cuve, permettant ainsi d'injecter de l'acide dilué dans l'échangeur cationique.

La soude est stockée dans 2 cuves aériennes de 12 m<sup>3</sup> et de 20 m<sup>3</sup>, soit environ 48 t (rubrique ICPE : 1630).

Une pompe doseuse reçoit l'eau déminéralisée et aspire la soude dans la cuve, permettant ainsi d'injecter de la soude diluée dans l'échangeur anionique.

#### 5. Cuve de stockage des effluents

Les effluents issus de la régénération sont stockés dans des cuves de stockage d'une capacité totale de 350 m<sup>3</sup> placées à l'extérieur du bâtiment dans rétention.

Ces effluents sont alors repris dans le procédé de Traitement des effluents.

#### 6. Bâche d'eau déminéralisée

D'une capacité de 100 m<sup>3</sup>, cette bâche reçoit l'eau déminéralisée des chaînes. L'eau déminéralisée de cette bâche sert d'une part, à faire l'appoint dans le dégazeur, et d'autre part, à diluer l'acide et la soude nécessaires à la régénération.

#### 7. Pompes d'appoint

Afin de transférer l'eau déminéralisée dans le dégazeur, une pompe (plus une pompe disposée en secours) est installée en aval de la bâche d'eau déminéralisée et en amont du dégazeur.

#### 8. Dégazeur

Le dégazeur a pour but d'éliminer les gaz dissous dans l'eau alimentaire avant son admission dans la chaudière.

L'eau à dégazer est pulvérisée dans une enceinte où circule de la vapeur et au contact de laquelle elle s'échauffe ; l'oxygène est ainsi remplacé par la vapeur et est évacué à l'extérieur du dégazeur.

Le dégazeur reçoit également les condensats des aérocondenseurs, les condensats de retour usine et réseau, la vapeur de chauffage ainsi que la vapeur des purges permanentes des chaudières.

#### 9. Bâches tampon des aérocondenseurs

Les condensats des trois aérocondenseurs sont collectés dans des bâches tampon puis envoyés dans le dégazeur d'O<sub>2</sub>.

#### 10. Electro-pompes alimentaires

5 électro-pompes sont montées en parallèle sur le circuit alimentaire : 3 pompes en fonction et 2 disposées en secours.

Elles aspirent dans le dégazeur l'eau à 105°C.

Ces pompes permettent de refouler l'eau alimentaire dans les chaudières.

#### 11. Traitement de l'eau alimentaire

Afin de lutter contre la corrosion et l'entartrage des surfaces d'échanges des chaudières, l'eau alimentaire et les condensats usine et réseau sont traités par injection de réactifs chimiques.

Les condensats de retour usine et réseau sont traités par des amines neutralisantes au niveau du dégazeur ; les amines neutralisantes ont pour fonction de lutter contre les attaques acides du CO<sub>2</sub> par formation de carbonate.

L'eau alimentaire est traitée par injection de phosphates et sulfites en aval des pompes alimentaires ; les phosphates ont pour fonction de lutter contre les attaques acides, de protéger les surfaces et disperser les dépôts.

Les sulfites sont des agents antioxydants et ont pour fonction de lutter contre la corrosion de l'oxygène.

### **IV.4.1.2 RESEAUX D'EAUX USEES ET D'EAUX PLUVIALES**

Le site dispose d'un réseau séparatif permettant de séparer les eaux usées (eaux usées sanitaires et industrielles) des eaux pluviales.

Les effluents liquides du site sont collectés puis évacués, par un réseau séparatif qui collecte :

- les eaux pluviales issues des toitures et des zones de circulation (hors cour mâchefer). Ces effluents sont collectés par le réseau d'eaux pluviales du site et sont rejetés (après traitement pour les eaux pluviales issues des zones de circulation) dans le milieu naturel (rivière du Paillon),
- les eaux usées sanitaires (eaux d'origine domestique et les eaux vannes proviennent des lavabos et douches des différents bâtiments du site). Ces effluents issus des différents ateliers et bâtiments du site sont collectés séparément et sont rejetés dans le réseau d'assainissement de la ville de Nice pour être traités par la station d'épuration de Nice « Haliotis »,
- les eaux usées issues de l'entreposage et du traitement des DASRI sont collectées par un réseau spécifique avant d'être dirigées vers la station d'épuration de Nice « Haliotis »,
- les eaux usées industrielles et eaux pluviales de la cour mâchefer. Ces effluents sont collectés et traités en mélange dans la station de traitement des effluents du site avant d'être rejetés après contrôle dans la station d'épuration de Nice « Haliotis ».

### **IV.4.1.3 CHAUFFERIE ANNEXE**

L'usine est équipée d'une chaufferie annexe avec deux chaudières d'environ 23 MW et 15 MW qui fonctionnent au gaz naturel pour alimenter le réseau de chauffage urbain en cas de panne.

Les 2 chaudières produisent de la vapeur à 25 bars. Le débit de vapeur de la chaudière 1 est de 30 t/h, et celui de la chaudière 2 est de 35 t/h.

Les gaz de combustion des chaudières sont évacués dans un cyclone où ils sont dépoussiérés puis sont évacués dans le troisième conduit de la cheminée (à 86 m de hauteur).

Avant rejet, l'opacité, le taux de CO<sub>2</sub> et la température des fumées sont analysés en continu.

En pied de cyclone, les suies sont collectées et récupérées par une vis de transport puis évacuées dans la fosse à suie de 10 m<sup>3</sup> située à l'extérieur, près de la « zone de pesée ».

Ainsi, les chaudières présentent les caractéristiques suivantes :

*Tableau 15. Caractéristiques des chaudières de la chaufferie annexe*

Nom	Combustible	Technologie	Puissance	Rubrique ICPE
Chaudière n°1	Gaz naturel	Tubes d'eaux verticaux	23 MW	2910-A
Chaudière n°2	Gaz naturel	Vapeur haute pression	15 MW	2910-A

#### IV.4.1.4 RESEAUX GAZ NATUREL

L'alimentation en gaz naturel se fait à partir du réseau enterré GDF à 25 bars. Il est détendu sur le site à 4 bars.

Le dossier de porter à connaissance déposé en mai 2020 prévoyait la création d'un réseau de gaz naturel pour alimenter les chaudières annexes en combustibles, avec poste de détente (pression minimale de 1 bar - pression moyenne de 2 bar- débit 2 500 Nm<sup>3</sup>/h) à l'entrée du site. Une vanne papillon est installée sur la sortie du poste Gaz. Le réseau est enterré depuis le poste Gaz jusqu'au bâtiment principal (matériau : PEHD DN 200 mm). La canalisation aérienne est en tube acier de DN 219 externe avec vanne papillon à la jonction avec le PEHD DN 200, afin de permettre une coupure manuelle rapide de l'alimentation en combustible. Le réseau aérien en acier est installé en hauteur (environ 3 m) sous une passerelle extérieure afin d'éviter tout choc. Les chaudières sont alimentées par 2 antennes en acier noir ou inox DN150 (vanne de barrage et 2 électrovannes gaz à réarmement automatique ou manuel en entrée de chaufferie).

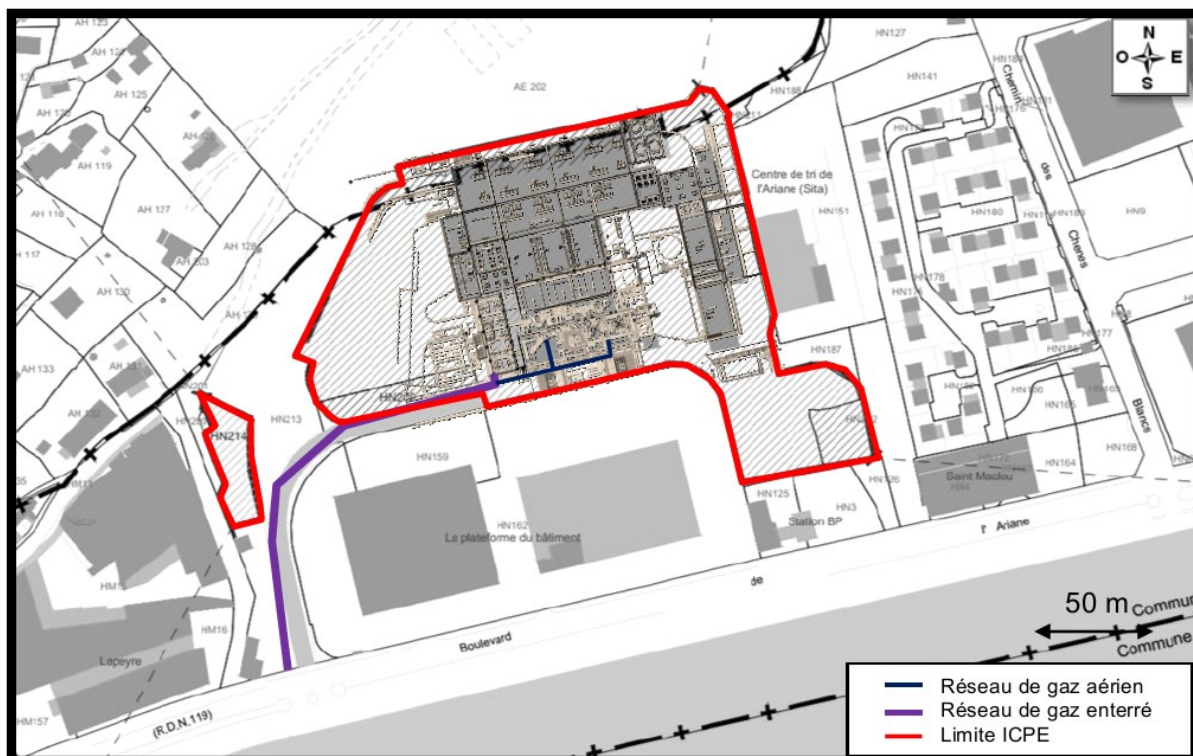


Figure 33. Localisation du réseau de gaz naturel (PAC 2020)

En 2019, le site a consommé 154 500 m<sup>3</sup> de gaz naturel pour les brûleurs DENOX et l'alimentation des chaufferies de secours du réseau de chaleur.

#### IV.4.1.5 FIOUL LOURD ET FIOUL DOMESTIQUE

Le fioul lourd servait jusqu'en 2020 à l'alimentation des 2 chaudières de la chaufferie annexe pour alimenter le réseau de chauffage urbain en cas de panne.

Avec le changement de combustible alimentant les chaudières annexes effectué en 2020, le stockage de fioul lourd n'a plus d'utilité. Après évacuation du fioul restant et nettoyage de la cuve, cette dernière a été affectée à une réserve d'eau pour les besoins incendie d'une capacité de 500 m<sup>3</sup>. Les canalisations de fioul lourd ont été inertées et enlevées du site.

Le fioul domestique sert à l'alimentation des brûleurs d'appoint des fours sur les lignes d'incinération et au démarrage des chaudières annexes.

En 2019, le site a consommé :

- 449 782 litres de fioul domestique pour les brûleurs d'appoint.

##### Livraison et stockage fioul domestique

L'approvisionnement en fioul domestique se fait par camions.

Il est stocké dans un réservoir enterré, à double enveloppe, avec détection de fuite, de 75 m<sup>3</sup> soit 64 t (rubrique ICPE 4734-1).

Une pompe de transfert (plus une en secours), aspire le fioul domestique et le refoule dans tous les circuits où circule le fioul afin de démarrer l'installation ou de purger les circuits.

#### **IV.4.1.6 COMPRESSEURS ET GROUPES FROIDS**

Le site possède des compresseurs d'air (rubrique ICPE : /). L'air comprimé sert en particulier comme air d'instrument et pour la DENOx. La distribution d'air comprimé se fait sous 7 bars dans les gaines aérauliques.

Des groupes froids permettent la réfrigération des locaux techniques et administratifs.

La quantité totale de fluides frigorigènes est de 115,36 kg (rubrique ICPE : 1185-2a).

#### **IV.4.1.7 ELECTRICITE**

L'un des atouts majeurs du site est de pouvoir produire une grande quantité d'énergie.

En effet, l'UVE est à l'origine d'une production importante d'électricité, utilisable par le site par l'intermédiaire du turbo alternateur qui transforme la vapeur d'eau généré par la chaudière en électricité.

Pour 2020, l'électricité :

- produite par l'usine est de 45 622 MWh,
- achetée à EDF est de 2 862 MWh,
- vendue à EDF est de 20 872 MWh,
- autoconsommée par l'usine est de 27 612 MWh.

Cette production, estimée à environ 45 622 MWh/an, est largement supérieure aux besoins du site qui s'élève à environ 27 612 MWh/an (données 2020).

60 % de la production d'électricité sert pour l'autoconsommation.

L'électricité excédentaire est donc exportée au réseau EDF 20 kV (au niveau du poste source de la TRINITÉ) utilisable aussi bien en production qu'en consommation.

En cas de défaillance du turboalternateur, le réseau EDF assure sans coupure l'alimentation de l'usine.

De même, en cas de perte de la liaison EDF, le turboalternateur peut assurer la marche autonome de l'usine (fonctionnement en îlotage).

Les ventes les plus fortes d'électricité ont lieu en juillet et août, correspondant également aux pointes de traitement de déchets.

De décembre à janvier la production d'électricité est faible parce que la plupart de la vapeur produite est utilisée pour le chauffage urbain sans passer par les turbines.

#### **IV.4.1.8 RESEAU DE CHALEUR**

L'incinération des déchets produit de la chaleur récupérée par chaudière. Dans la chaudière, la chaleur contenue dans les gaz réchauffe les tubes remplis d'eau.

La vapeur d'eau produite est valorisée :

- soit sous forme d'électricité servant aux besoins propres du site, l'autre partie étant revendue à EDF ;
- soit pour alimenter le réseau du chauffage urbain des quartiers de l'Ariane et de Nice-Est.

Le réseau de chauffage urbain exploité par la société Energies Nouvelles de Nice (groupe Dalkia) comporte 3 parties alimentées à partir de l'usine.

Nom du réseau	Fluide caloporteur
Nice Ariane	Eau chaude 110 °C basse pression
Nice	Vapeur 18 bar
Nice est	Eau chaude 110 C basse pression

L'historique des quantités de chaleur valorisées par l'UVE, essentiellement liées à la météo, est donnée dans le tableau suivant.

	Réseau Vapeur	Réseau Eau Chaude Basse Pression Nice Est	Réseau Eau Chaude Basse Pression Nice Ariane	Total
2014	22 971 MWh / an	28 904 MWh / an	36 176 MWh / an	88 051 MWh / an
2015	34 121 MWh / an	31 081 MWh / an	38 223 MWh / an	103 425 MWh / an
2016	32 777 MWh / an	29 006 MWh / an	37 365 MWh / an	99 148 MWh / an
2017	34 017 MWh / an	27 280 MWh / an	38 704 MWh / an	100 001 MWh / an
2018	30 918 MWh / an	29 140 MWh / an	38 921 MWh / an	98 979 MWh / an
2019	29 045 MWh / an	29 363 MWh / an	38 573 MWh / an	96 981 MWh / an
2020	30 544 MWh / an	26 087 MWh / an	40 856 MWh / an	97 487 MWh / an

En 2020, la chaleur produite par le site est de 268 428 MWh répartie de la manière suivante :

- Réseau de chaleur : 97 487 MWh,
- Unité de séchage des boues et consommation interne vapeur : 170 941 MWh.

C'est en janvier qu'est vendue la plus grande quantité de chaleur et en août le moins.

#### IV.4.1.9 TRAITEMENT DES EFFLUENTS LIQUIDES

Lors de l'étape de traitement des fumées, des effluents liquides sont produits (purgés des laveurs). Ils sont récupérés directement dans des bâches tampons, avec les effluents de lavage des bacs de DASRI, et traités dans la station d'épuration chimique de l'usine où ils subissent diverses étapes de neutralisation, floculation et décantation. Les effluents rejoignent ensuite le réseau des eaux usées communal de Nice, pour traitement à la STEP de Nice.

Des gâteaux de filtration composés à partir des boues de décantation et d'une matrice de chaux sont produits dans un filtre presse et sont envoyés vers une installation autorisée.

Le synoptique de traitement des effluents liquides produits lors du traitement des fumées est présenté sur la figure suivante.

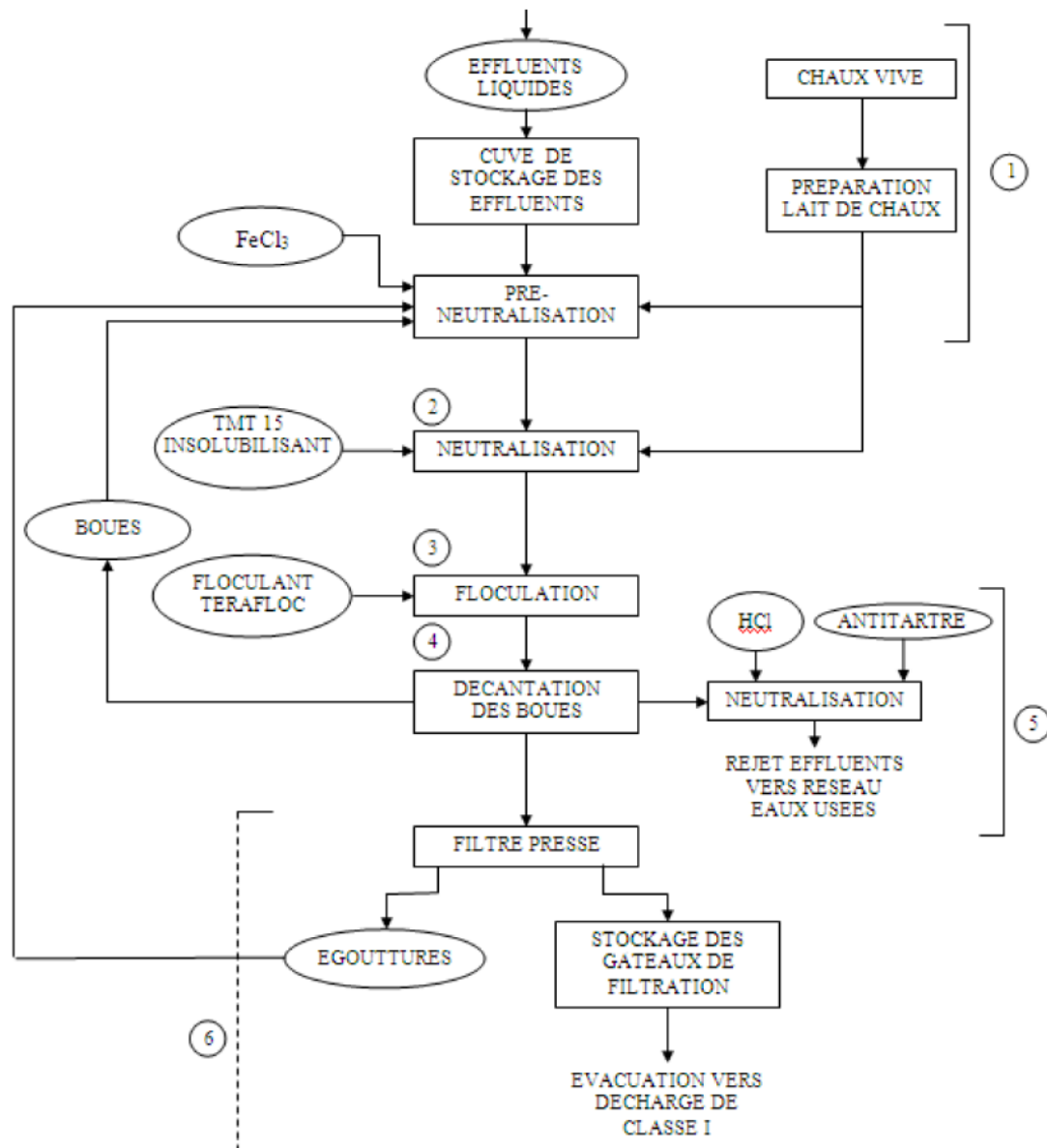


Figure 34. Synoptique de traitement des effluents liquides industriels

Les grandes étapes de traitement des effluents liquides produits lors du traitement des fumées sont présentées ci-dessous.

### 1 : Pré-neutralisation

Les effluents liquides extraits en pied de laveur dans le procédé « traitement des fumées » sont d'abord stockés dans des cuves d'effluents.

Ensuite, ils subissent une pré-neutralisation par coagulation effectuée à l'aide de lait de chaux (préalablement préparé à partir de chaux vive stockée dans un silo de 150 m<sup>3</sup>, successivement éteinte puis diluée) et de chlorure ferrique (FeCl<sub>3</sub>). Une partie des boues soutirées en pied des décanteurs (étape 4) est ajoutée à la préneutralisation afin d'utiliser leur propriété basique.

### 2 : Neutralisation

Les effluents sont ensuite neutralisés à l'aide de chaux et d'insolubilisant.

### **3 : Flocculation**

Après avoir été neutralisés, les effluents subissent une étape de flocculation à l'aide de flocculants.

### **4 : Décantation et traitement des effluents**

Les effluents traités sont ensuite acheminés vers deux décanteurs. En partie haute des décanteurs, l'eau claire est envoyée vers l'étape de neutralisation avant rejet (étape 5).

Les parties les plus lourdes sont reprises en pied de décanteurs et envoyées, d'une part, vers l'étape de pré-neutralisation (étape 1), et d'autre part, vers le filtre-presse (étape 6).

### **5 : Neutralisation avant rejet**

L'eau claire des décanteurs est neutralisée à l'aide d'acide chlorhydrique et d'antitartre avant d'être renvoyée vers le réseau Eaux Usées de l'usine.

Avant rejet, le pH et la température des effluents sont contrôlés et enregistrés en continu.

### **6 : Filtre-presse**

Une partie des boues extraite en pied de décanteurs (étape 4) est envoyée dans un filtre presse.

Les gâteaux de filtration obtenus sont stockés dans une benne avant d'être évacués vers une installation autorisée.

Les égouttures, quant à elles, sont envoyées dans la cuve de pré-neutralisation.

## **IV.4.2 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ANNEXES PROJETEES**

### **IV.4.2.1 ALIMENTATION EN EAU**

Absence de modification relative aux modalités d'alimentation en eau du site.

Néanmoins, l'augmentation de la production vapeur et l'ajustement des niveaux de pression MP nécessitent une capacité accrue de dégazage. Pour ce faire, il est prévu l'ajout de nouvelles bâches tampons de stockage d'eau alimentaire liées aux nouveaux aérocondenseurs (local GTA 1). La bâche alimentaire actuelle est transformée en capacité de stockage supplémentaire pour assurer plus de sécurité lors des aléas.

### **IV.4.2.2 RESEAUX D'EAUX USEES ET D'EAUX PLUVIALES**

Les modifications liées au projet ARIANEO, notamment la création du centre de tri, seront sans incidence sur les rejets d'effluents industriels, du fait du nettoyage à sec du centre de tri. Seules les égouttures de la presse à balles seront raccordées au réseau existant des eaux usées industrielles, sans incidence majeur sur les débits annuels rejetés.

La collecte séparative des eaux pluviales, industrielles et sanitaires sera revue en situation future, pour s'adapter aux besoins en conservant une gestion séparative des effluents.

Les effluents liquides du site seront collectés puis évacués, par un réseau séparatif qui collectera :

- les eaux pluviales issues des toitures et des zones de circulation (hors cour mâchefers) de la zone ARBORETUM, SITA (toiture du bâtiment administratif et des voies de circulation) et ICPE.

Ces effluents seront collectés par le réseau d'eaux pluviales du site puis par un bassin enterré sous le centre de tri et seront rejetés (après traitement par séparateur hydrocarbure pour les eaux pluviales issues des zones de circulation) dans le réseau communal des eaux pluviales (puis milieu naturel : le Paillon),

- les eaux usées sanitaires (eaux d'origine domestique et eaux vannes provenant des lavabos et douches des différents bâtiments du site). Ces effluents issus des différents ateliers et bâtiments du site sont collectés séparément et sont rejetés dans le réseau d'assainissement de la ville de Nice pour être traités par la station d'épuration de Nice « Haliotis » (2 points de raccordement distincts au sud-ouest et au sud-est),
- les eaux usées industrielles. Ces effluents sont collectés dans 1 **nouveau bassin tampon** (local mâchefer) et traités en mélange avec les eaux pluviales de la cour mâchefer et les eaux usées issues de l'entreposage et du traitement des DASRI dans la station de traitement des effluents du site avant d'être rejetés après contrôle dans la station d'épuration de Nice « Haliotis ».

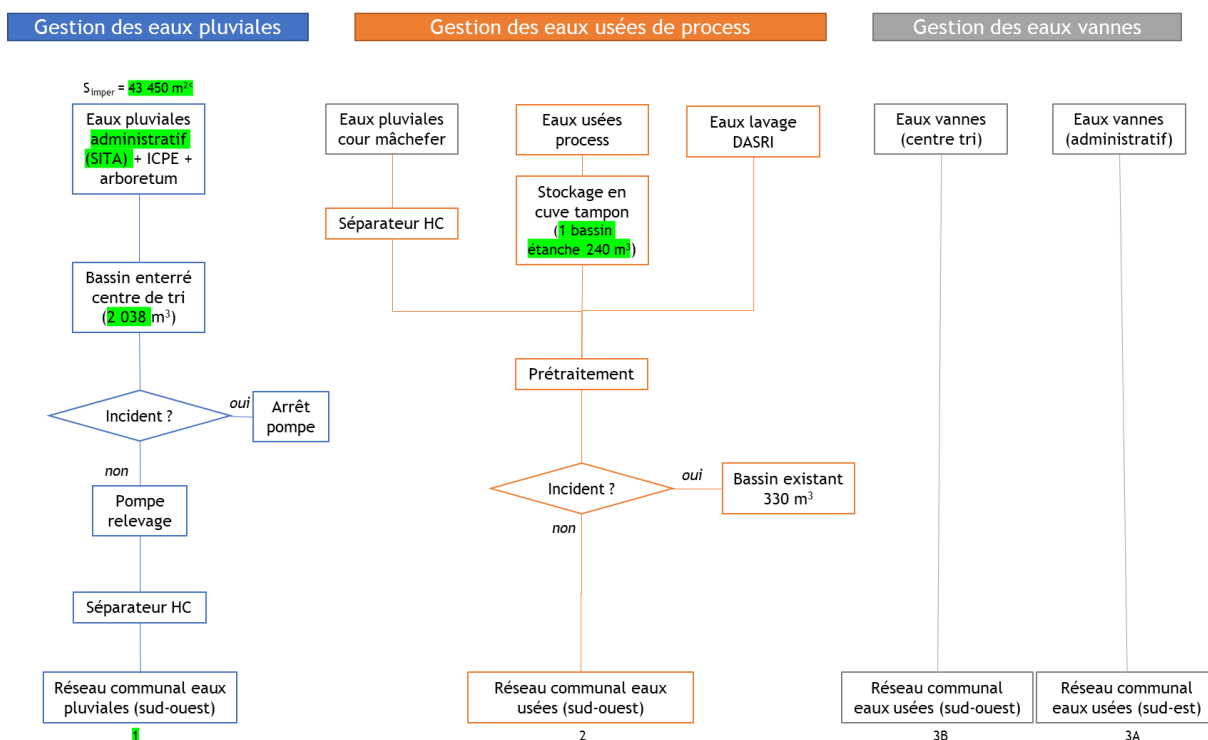


Figure 35. Modalités de gestion des eaux - situation future

#### IV.4.2.3 CHAUFFERIE ANNEXE

Absence de modification.

#### IV.4.2.4 RESEAUX GAZ NATUREL

Compte tenu des aménagements envisagés, en particulier de la voirie d'entrée, des fondations de la verrière et du filtre à manches, il est prévu le déplacement du point de livraison existant à l'entrée sud-ouest et la création d'un second point de livraison pour alimenter les installations via 2 réseaux enterrés (diamètre 110 et 200 mm).

Ainsi, le premier réseau de gaz à basse pression (300 mbar) permet l'alimentation des brûleurs Dénox pour le traitement de fumées. Le second réseau (25 bar détendu à 4 bar) permet d'alimenter les chaudières annexes.

#### IV.4.2.5 FIOUL LOURD ET FIOUL DOMESTIQUE

Le réservoir enterré de fioul domestique de 75 m<sup>3</sup> est déposé et sera remplacé par une cuve de stockage aérienne d'environ 5 m<sup>3</sup> située sous les aérocondenseurs.

#### IV.4.2.6 GROUPES ELECTROGENES

Il est prévu d'ajouter 1 groupe électrogène de secours à l'unité de valorisation énergétique, de puissance 820 kW (rubrique 2910-A).

2 motopompes de puissance inférieure à 100 kW seront mises en place au niveau des installations de protection incendie déluge et sprinkler (rubrique 2910-A).

Ces installations sont associées à plusieurs cuves de stockage de fioul domestique de volume total 3 m<sup>3</sup>, soit 2,6 t (rubrique 4734-2).

#### IV.4.2.7 ELECTRICITE

En situation future, l'UVE du site ARIANEO restera à l'origine d'une production importante d'électricité utilisable par le site par l'intermédiaire du turbo alternateur qui transforme la vapeur d'eau généré par la chaudière en électricité, ou revendue sur le marché libre. Le site reste raccordé au réseau ENEDIS en cas de besoin.

Compte tenu des modifications envisagée sur l'UVE et le local GTA, la production électrique envisagée est de : 170 GWh pour un rendement énergétique atteignant 90 %.

L'exportation au réseau sera effectuée sur le réseau de transport ENEDIS (création d'un nouveau poste HTA indépendant relié à un nouveau transformateur et au GTA-1, avec mesure de l'énergie électrique exportée par un compteur dédié, comme pour le poste HTA existant relié au GTA-2).

En cas de perte de l'alimentation électrique de l'UVE, un groupe électrogène de secours a pour fonction d'arrêter en sécurité les fours ; il permet d'assurer le fonctionnement des ventilateurs de tirage, pompes alimentaires et divers systèmes auxiliaires. Ce groupe électrogène permet également de faire fonctionner les chaufferies annexes en cas d'absence d'alimentation électrique, comme c'est le cas pendant la maintenance des cellules électriques de raccordement à Enedis de l'arrêt des communs.

#### IV.4.2.8 RESEAU DE CHALEUR

En situation future, la vapeur d'eau produite par le site d'ARIANEO restera raccordée au réseau de chauffage urbain des quartiers de l'Ariane et de Nice-est exploité par la société Energies Nouvelles de Nice (groupe Dalkia) ; un des réseaux étant en eau chaude 80-100°C et l'autre en vapeur saturée à 15 bar abs et 250°C.

Deux échangeurs thermiques de 15 MW chacun sont installés dans le bâtiment valorisation afin de permettre de continuer à assurer une livraison de chaleur même en cas de défaillance de l'un des deux échangeurs ou de maintenance des installations.

Par ailleurs, en cohérence avec le dimensionnement des GTA, le soutirage de chaque GTA a été adapté pour assurer l'évolution du réseau de chaleur dans la limite du débit résiduel minimum à l'échappement. Ainsi, un GTA est dédié à chaque réseau de chauffage afin de n'avoir qu'un seul soutirage réglé par machine. Par conséquent, le GTA 1 possède un soutirage Moyenne Pression (MP -

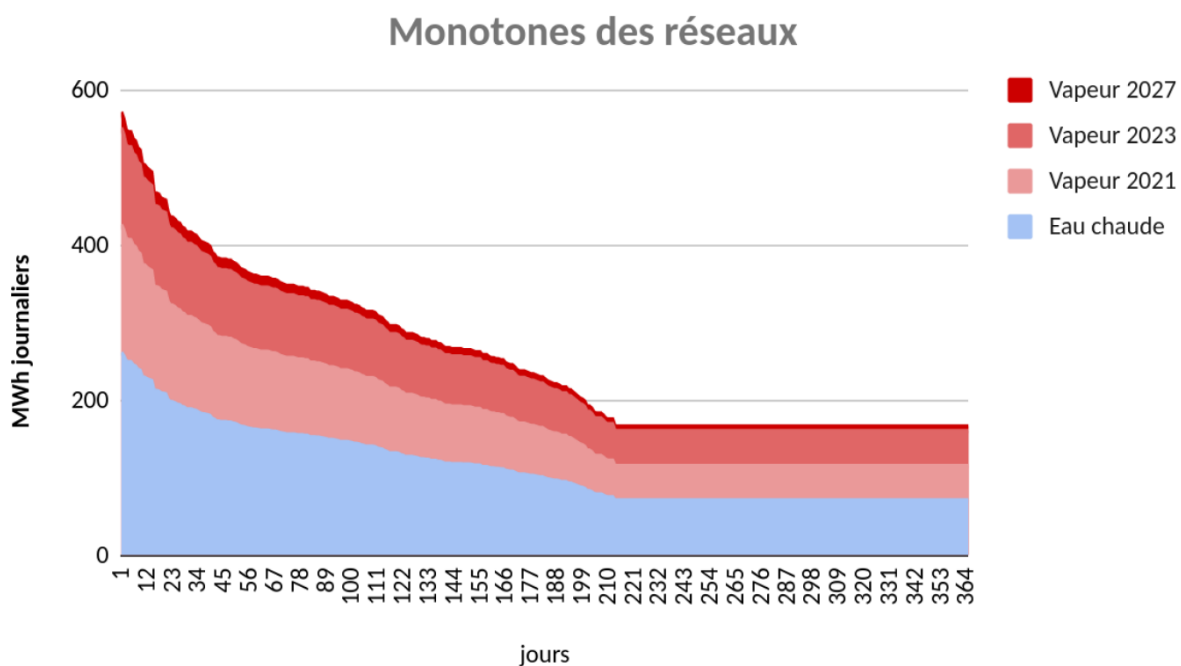
16 bar abs) dédié au réseau « Nice-est » et le GTA 2 a un soutirage Basse Pression (BP - 2 bar abs) pour le réseau « Ariane ».

La modélisation des appels de chaleur des réseaux tient compte des hypothèses suivantes :

Tableau 16. Energie thermique en MWh comptée en sortie UVE pour la fourniture eau chaude BP du réseau Nice Ariane et vapeur vers le réseau Nice - est

	EAU CHAUDE BASSE PRESSION		VAPEUR		TOTAL
	Fixe	Climatique (DJU Nice 1250)	Fixe	Climatique (DJU Nice 1250)	
2021	10 813	30 400	17 642	49 600	<b>108 455</b>
2023	10 813	30 400	24 527	65 600	<b>131 340</b>
2027	10 813	30 400	25 411	68 000	<b>134 624</b>

A partir de l'étude historique des températures journalières entre 2010 et 2016, la modélisation monotone de la valorisation thermique journalière aux horizons 2021, 2023 et 2027 est proposée sur le graphique suivant :



Les prévisions de valorisation thermique en situation future sont données dans le tableau suivant :

Tableau 17. Prévision de valorisation électrique et thermique de l'UVE

Année	Tonnage incinéré	Chaleur livrée (MWh)	Electricité produite (MWh)	Electricité vendue (MWh)
2024	309 726 t	131 334	109 562	80 143
2025-2026	377 000 t	131 334	165 426	125 867
à partir de 2027	377 000 t	134 616	164 692	125 663
Année de maintenance GTA1	377 000 t	134 616	157 750	118 721
Année de maintenance GTA2	377 000 t	134 616	155 365	116 336

#### IV.4.2.9 TRAITEMENT DES EFFLUENTS LIQUIDES

Les modalités de collecte, de traitement et de rejet au réseau communal sont globalement inchangées. Il est prévu de mettre en place un bassin de collecte des effluents industriels tampon dans le local mâchefer (1 bassin étanche de 240 m<sup>3</sup>).

Dans le cadre des travaux de modernisation des installations, les effluents issus des purges des chaudières sont limités par l'utilisation d'un système d'ultrafiltration et d'osmose de l'eau pour diminuer le taux de purges. Les purges sont utilisées pour l'extinction des mâchefers.

Le centre de tri ne sera pas à l'origine de rejet d'eaux industrielles (nettoyage à sec des installations et équipements).

Enfin, un diagnostic complet de l'installation actuelle de traitement des effluents liquides sera réalisé en 2022 et servira de base pour les études nécessaires aux modifications envisagées. Ces études seront réalisées dans un délai de 12 à 18 mois avec l'ensemble des partenaires intervenants sur le traitement. ARIANEO s'engage à réaliser toute modification nécessaire pour se conformer aux VLE.

## V. NATURE ET ORIGINE DES DECHETS ADMIS

---

### V.1. SITUATION ACTUELLE

Le site est actuellement autorisé à recevoir des déchets ménagers et assimilés provenant de la zone d'influence de collecte prévue par le plan départemental de gestion des déchets, ainsi que des déchets hospitaliers (DASRI) en provenance du département des Alpes-Maritimes, des autres départements de la région PACA et de la principauté de Monaco.

Les déchets admissibles sur l'installation pour incinération sont :

- les ordures ménagères et autres résidus urbains provenant de la collecte traditionnelle des ordures ménagères,
- les déchets banals assimilables aux ordures ménagères d'origine commerciale, artisanale ou agricole,
- les déchets hospitaliers banals non contaminés assimilables aux ordures ménagères,
- les boues non toxiques de stations d'épuration urbaines du département des Alpes Maritimes,
- les déchets exceptionnels tels que drogues ou produits frauduleux provenant des saisies douanières ou policières, les stocks de produits pharmaceutiques périmés, les archives confidentielles (administrations, notaires, ...), etc.,
- les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (déchets hospitaliers) tels que définis à l'article 2.8.4.5 de l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2011.

### V.2. SITUATION FUTURE

La société ARIANEO prévoit de maintenir la capacité de traitement de l'UVE à **380 000 t/an**, avec une provenance de déchets cohérente avec le PRPGD annexé au SRADDET de la région PACA approuvé le 15 octobre 2019 :

- **bassin de vie Azuréen** pour les déchets ménagers et assimilés,
- ensemble de la région PACA et principauté de Monaco (Etranger) pour les DASRI, comme prévu actuellement au travers de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005.

Concernant la filière DASRI, il est intégré dans la gestion logistique des déchets admis que ce flux est prioritaire. L'accès à l'usine leur sera garanti pendant la phase de travaux de modernisation de l'UVE.

**Il n'est pas prévu de détourner ces déchets durant cette période si ce n'est pendant les arrêts techniques comme c'est le cas aujourd'hui. On rappelle qu'il est prévu de la mise en balles pour les déchets non dangereux durant les travaux, par conséquent les DASRI seront traités en priorité pendant cette phase.**

Pendant l'arrêt annuel du site pour maintenance pendant 5 jours, les DASRI non traités sur site seront détournés sur les 2 exutoires de substitution identifiés sur la région (Toulon et Vedène). En cas d'indisponibilité de ces 2 sites, comme ce fut le cas en 2021, deux solutions seront proposées :

- traitement sur l'UVE de Nîmes à hauteur de ses capacités et sous réserve de l'autorisation des services de l'Etat ;
- stockage en local autorisé pour le reste du flux. A hauteur de 80 tonnes sur le site de l'UVE, sur des locaux dédiés et autorisés **sur la région PACA** pour le reste **(par exemple, le site de la société SERAHU au Muy dans le Var).**

Dans le cadre de ce dossier, ARIANEO demande une baisse du tonnage annuel autorisé de DASRI de 8 000 à 5 000 t. En effet, le chiffre de 8 000 tonnes n'a jamais été atteint dans le cadre de l'autorisation actuelle et même au plus fort de la crise Covid, l'installation a réceptionné 3 829 tonnes de DASRI en 2020 et 4 795 tonnes en 2021.

Le tonnage demandé de 5 000 tonnes de DASRI est une estimation majorante de cette production et il tient compte du retour d'expérience durant la crise Covid.

La capacité maximale de stockage temporaire de DASRI de 80 t correspond à la capacité technique maximale de transit du site à pouvoir stocker dans de bonnes conditions les DASRI en attente de leur traitement actuellement, comme avec le projet.

Concernant le centre de tri, la capacité de l'installation sera de **26 100 t/an**, avec une provenance de déchets cohérente avec le PRPGD de la région PACA :

- **bassin de vie Azuréen** et principauté de Monaco.

La nature des déchets admissibles à l'incinération restera identique à celle actuellement autorisée, à laquelle s'ajoutent en situation future les combustibles solides de récupération (CSR) dont la quantité est prévue à la hausse par la planification régionale, que les cimenteries ne pourraient accueillir.

La provenance des CSR sera le bassin de vie « Azuréen » en priorité, mais également d'autres bassins de vie régionaux. La quantité de CSR traités est définie pour permettre le respect du PCI moyen en mélange avec les OMR, pour lesquels les fours sont conçus.

L'amélioration des performances de l'UVE permettra d'absorber les surplus de déchets générés en période estivale, et de participer à la résorption de besoins additionnels et ponctuels de traitement qui seraient liés à la défaillance d'autres installations de traitement.

La nature des déchets admissibles au centre de tri correspond à des déchets « recyclables en mélange » composé de fibreux, métaux, ELA et résines plastiques. Des apports volontaires **par des clients tiers (de type collectivités et non de particuliers)** de cartons et de journaux revues magazines (JRM) sont également considérés.

## VI. NATURE, ORIGINE ET VOLUME DES EAUX UTILISEES OU AFFECTEES

---

Ces éléments sont détaillés dans l'étude d'impact.

Les consommations d'eaux maximales du site seront comme actuellement de 600 000 m<sup>3</sup>/an pour l'eau brute et 50 000 m<sup>3</sup>/an pour l'eau sanitaire.

Comme spécifié dans le décret n°2021-807 du 24 juin 2021, le site ARIANEO met en place des « mesures permettant une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau. », notamment :

En phase chantier :

- éléments économes en eau dans les vestiaires,
- campagnes d'affichage,
- installation et suivi de compteurs spécifiques ;

En phase exploitation :

- réduction des taux de purge,
- réutilisation des eaux de purge pour l'extinction des mâchefers,
- réutilisation de l'eau dans le process
- manutention des mâchefers secs,
- nettoyage par balayage à sec du centre de tri.

## **VII. DESCRIPTION DES MOYENS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE**

---

Les incidences engendrées par le site ainsi que les mesures de suivi et de surveillance sont présentées dans l'étude d'impact de ce dossier de demande d'autorisation environnementale.

ARIANEO suivra notamment ses consommations d'eau (eau potable, eau industrielle) ainsi que ses rejets aqueux (eaux pluviales et eaux épurées), ses émissions atmosphériques et de gaz à effet de serre, ses consommations d'énergie (électricité, gaz naturel, combustibles, etc.), sa production de déchets ou encore ses émissions sonores.

Le suivi de la qualité des eaux souterraines sera également poursuivi, tout comme le plan de surveillance des émissions de gaz à effet de serre ou encore le suivi environnemental aux alentours du site.

## **VIII. DESCRIPTION DES MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT**

---

Les moyens d'intervention en cas d'accident ou d'incident sont détaillés dans l'étude de dangers de ce dossier de demande d'autorisation environnementale.

Le site disposera des moyens humains adaptés (Sauveteurs Secouristes du Travail, équipes de première et de seconde intervention, etc.) ainsi que des moyens matériels adéquats (extincteurs, Robinets d'Incendie Armés, systèmes d'extinction automatique sprinkler ou déluge sur les installations le nécessitant, poteaux incendie, réserve d'eau incendie, etc.).

## IX. SITUATION REGLEMENTAIRE

---

### IX.1. SITUATION ADMINISTRATIVE

Les principaux documents administratifs de la société ARIANEO sont disponibles en annexe 1 et synthétisés ci-dessous.

- Arrêté préfectoral n°12831 du 23 décembre 2005 autorisant la poursuite de l'exploitation d'une usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets non dangereux et assimilés (abrogation des arrêtés préfectoraux du 09/04/1996, 06/02/1998 et 05/06/2002), concernant notamment les rubriques :
  - Rubrique 286 (Autorisation) : stockage de ferrailles en fosse de 1200 m<sup>3</sup>
  - Rubrique 322-B4 (Autorisation) : incinération 380 000 t/an (3 fours 12 t/h et 1 four 18 t/h)
  - Rubrique 1432-2b (Déclaration) : fioul lourd (réservoir aérien 500 m<sup>3</sup>) et 3 réservoirs enterrés fioul domestique (10 ; 20 et 70 m<sup>3</sup>)
  - Rubrique 2910-A1 (Autorisation) : 2 chaudières fioul lourd (2x23MW) ; brûleurs de démarrage et soutien des fours (3 x 14 MW ; 2 x 11,5MW), brûleurs gaz ligne 1 (3,2MW), brûleur gaz ligne 2 (4 MW)
  - Rubrique 2920 (Déclaration) : compresseurs air 339 kW ; groupes froids 150 kW
  - Rubrique 2925 (Déclaration) : local batteries 97,28 kW
  - Rubrique 1611 (Déclaration) : 1 cuve acide phosphorique 50 m<sup>3</sup> (79 t).
- Arrêté préfectoral complémentaire n°13589 du 1<sup>er</sup> octobre 2010 portant sur les rejets des substances dangereuses dans le milieu aquatique ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°13804 du 4 juillet 2011 actualisant les prescriptions techniques applicables à l'usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés de Nice (abrogation des arrêtés préfectoraux du 09/04/1996, 06/02/1998 et 05/06/2002), avec la modification suivante concernant les rubriques :
  - Rubrique 1611 (Déclaration) : 1 cuve acide phosphorique 50 m<sup>3</sup> et 1 cuve d'acide chlorhydrique 33% de 4,4 m<sup>3</sup> (total 83,9 t).
- Arrêté préfectoral complémentaire n°14104 du 3 Juillet 2012 portant sur les rejets des substances dangereuses dans le milieu aquatique ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°14562 du 17 Février 2014 portant sur l'alimentation électrique de l'usine,
- Courrier de la préfecture du 11 avril 2014 relatif à l'examen du courrier de déclaration de statut IED transmis le 9 octobre 2013,
- Arrêté préfectoral complémentaire n°14705 du 1<sup>er</sup> Septembre 2014 portant sur la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations,
- Arrêté préfectoral complémentaire n°16131 du 15 Octobre 2019 portant sur les niveaux limites de bruit,
- Arrêté préfectoral complémentaire n°16445 du 4 août 2020 relatif aux mesures d'urgence en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant,
- Arrêté préfectoral complémentaire n°16768 du 30 novembre 2021 relatif à la demande de changement d'exploitant de la société ARIANEO, en substitution de la société SONITHERM, pour l'exploitation de l'établissement situé au 33 boulevard de l'Ariane à Nice.

## IX.2. CLASSEMENT DU PROJET AU TITRE DE LA NOMENCLATURE ICPE

Les installations, visées par le Livre V de la partie législative du Code de l'environnement relative à la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sont définies par la nomenclature des installations classées définie au Livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement. Elles sont soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration selon la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

Le tableau suivant récapitule les rubriques qui concernent le site d'ARIANEO en mentionnant :

- le numéro de la rubrique,
- l'intitulé précis de la rubrique avec les seuils de classement et le régime correspondant :
  - A : autorisation,
  - E : enregistrement,
  - D : déclaration,
  - DC : déclaration avec contrôle périodique obligatoire pour les sites soumis à simple déclaration,
  - NC : non classé.
- les caractéristiques de l'installation,
- le classement,
- le rayon d'affichage : Il s'agit du rayon d'affichage minimum autour de l'installation à respecter pour l'enquête publique, en kilomètres.

Les différentes installations sont localisées sur le plan présenté à la suite du tableau.

Les installations nouvelles sont indiquées en **rouge**.

Les caractéristiques des installations modifiées apparaissent en **vert**.

L'examen des rubriques 3XXX est réalisé au paragraphe IX.2.1.

La liste des communes concernées par le rayon d'affichage est la suivante :

- NICE,
- SAINT-ANDRE DE LA ROCHE,
- CANTARON,
- DRAP,
- EZE,
- FALICON,
- LA TRINITE,
- TOURRETTE-LEVENS,
- VILLEFRANCHE-SUR-MER.

Tableau 18. Classement du projet au titre de la nomenclature ICPE

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
2770	<p>Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910</p> <p>Installation de traitement thermique de déchets dangereux (A)</p>	<p><b><u>Situation APC 23/12/2005</u></b> Rubrique non mentionnée (ancienne rubrique 322-B4)</p> <p><b><u>Situation APC 04/07/2011</u></b> Rubrique non mentionnée (traitement de 8000 t/an de déchets hospitaliers)</p> <p><b><u>Situation APC 01/09/2014</u></b> Rubrique mentionnée</p> <p><b><u>Situation actuelle</u></b> Le site dispose d'une capacité de <b>54 t/h</b> à PCI 2 000 kcal/kg :  - 3 fours de 12 t/h  - 1 four de 18 t/h  La capacité maximale est de <b>8 000 t/an</b> de déchets d'activités hospitaliers</p> <p><b><u>Situation future</u></b> Le site disposera d'une capacité de <b>59 t/h</b> à PCI 1 908 kcal/kg :  - 3 fours de <b>13,1 t/h</b>  - 1 four de <b>19,7 t/h</b>  La capacité maximale pour les déchets d'activité est de <b>5 000 t/an</b> de déchets d'activités de soins à risques infectieux</p>	A	2

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
2771	<p>Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910</p> <p>Installation de traitement thermique de déchets non dangereux (A)</p>	<p><b><u>Situation APC 23/12/2005</u></b> Rubrique non mentionnée (ancienne rubrique 322-B4)</p> <p><b><u>Situation APC 04/07/2011</u></b> Rubrique non mentionnée (traitement de 380 000 t/an de déchets)</p> <p><b><u>Situation APC 01/09/2014</u></b> Rubrique mentionnée</p> <p><b><u>Situation actuelle</u></b> Le site dispose d'une capacité de <b>54 t/h</b> à PCI 2 000 kcal/kg :  - 3 fours de 12 t/h  - 1 four de 18 t/h  La capacité maximale est de <b>372 000 t/an</b> de déchets non dangereux</p> <p><b><u>Situation future</u></b> Le site disposera d'une capacité de <b>59 t/h</b> à PCI 1 908 kcal/kg :  - 3 fours de <b>13,1 t/h</b>  - 1 four de <b>19,7 t/h</b>  La capacité maximale est de <b>375 000 t/an</b> de déchets non dangereux</p>	A	2

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
3520-a (rubrique IED principale)	<p>Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure</p> <p>(A)</p>	<p><b><u>Situation APC 23/12/2005</u></b> Rubrique non mentionnée (ancienne rubrique 322-B4)</p> <p><b><u>Situation APC 04/07/2011</u></b> Rubrique non mentionnée (traitement de 380 000 t/an de déchets)</p> <p><b><u>Courrier de la préfecture du 11 avril 2014</u></b> Rubrique mentionnée</p> <p><b><u>Situation actuelle</u></b> Le site dispose d'une capacité de <b>54 t/h</b> à PCI 2 000 kcal/kg : - 3 fours de 12 t/h - 1 four de 18 t/h La capacité maximale est de <b>372 000 t/an</b> de déchets non dangereux</p> <p><b><u>Situation future</u></b> Le site disposera d'une capacité de <b>59 t/h</b> à PCI 1 908 kcal/kg : - 3 fours de <b>13,1 t/h</b> - 1 four de <b>19,7 t/h</b> La capacité maximale est de <b>375 000 t/an</b> de déchets non dangereux</p>	A	3

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
3520-b	<p>Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets :</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour</p> <p>(A)</p>	<p><b><u>Situation APC 23/12/2005</u></b> Rubrique non mentionnée (ancienne rubrique 322-B4)</p> <p><b><u>Situation APC 04/07/2011</u></b> Rubrique non mentionnée (traitement de 8000 t/an de déchets hospitaliers)</p> <p><b><u>Courrier de la préfecture du 11 avril 2014</u></b> Rubrique mentionnée</p> <p><b><u>Situation actuelle</u></b> Le site dispose d'une capacité de <b>54 t/h</b> à PCI 2 000 kcal/kg : - 3 fours de 12 t/h - 1 four de 18 t/h La capacité maximale est de <b>8 000 t/an</b> de déchets d'activités hospitaliers</p> <p><b><u>Situation future</u></b> Le site disposera d'une capacité de <b>59 t/h, soit 1416 t/j</b> à PCI 1 908 kcal/kg : - 3 fours de <b>13,1 t/h, soit 314,4 t/j</b> - 1 four de <b>19,7 t/h, soit 472,8 t/j</b> La capacité maximale est de <b>5 000 t/an</b> de déchets d'activités de soins à risques infectieux</p>	A	3

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	<p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Rubrique non mentionnée (transit et regroupement de 80 t déchets hospitaliers)</p> <p><u>Courrier de la préfecture du 11 avril 2014</u> Rubrique mentionnée</p> <p><u>Situation actuelle</u> Transit et regroupement de DASRI : <b>80 t</b></p> <p><u>Situation future</u> <i>Pas de modification</i> Transit et regroupement de DASRI : <b>80 t</b></p>	A	3

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
2714	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> ; (E)</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>. (D)</p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Pas d'activité correspondante</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Pas d'activité correspondante</p> <p><u>Situation actuelle</u> Pas d'activité correspondante</p> <p><u>Situation future</u> Création centre de tri Recyclables en mélange : 3 900 m<sup>3</sup> JRM : 565 m<sup>3</sup> Cartons : 700 m<sup>3</sup> Balles triées : 1 600 m<sup>3</sup> Benne amont presse : 30 m<sup>3</sup> Stock complémentaire (4<sup>ème</sup> résine) : 130 m<sup>3</sup> Refus de tri : 60 m<sup>3</sup> Volume DND de papiers/cartons, plastiques, ... : 6 985 m<sup>3</sup></p>	E	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
2910-A	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</p>	<p><b>Situation APC 23/12/2005</b></p> <p>Rubrique 2910-A1 mentionnée : 2 chaudières fioul lourd (2x23MW) ; brûleurs de démarrage et soutien des fours (3 x 14 MW ; 2 x 11,5MW), brûleurs gaz ligne 1 (3,2MW), brûleur gaz ligne 2 (4 MW)</p> <p><b>Situation APC 04/07/2011</b></p> <p>2 Chaudières alimentées en fioul lourd (2 * 23 MW) <i>Conformément à la note de la DGPR du 10/12/2020, une installation qui incinère des déchets relève de la rubrique 27XX. Les brûleurs de démarrage et de soutien (3 x 14 MW et 2 x 11,5 MW), le brûleur gaz de ligne 1 (3,2 MW) et le brûleur gaz de ligne 2 (4MW) ne relèvent pas de la rubrique 2910.</i></p> <p><b>Total : 46MW</b></p> <p><b>Situation actuelle</b></p> <p>Chaudières alimentées en gaz naturel (23 et 15 MW) <i>Conformément à la note de la DGPR du 10/12/2020, une installation qui incinère des déchets relève de la rubrique 27XX. Les brûleurs de démarrage et de soutien (3 x 14 MW et 2 x 11,5 MW), le brûleur gaz de ligne 1 (3,2 MW) et le brûleur gaz de ligne 2 (4MW) ne relèvent pas de la rubrique 2910.</i></p> <p><b>Total : 38 MW</b></p> <p><b>Situation future</b></p> <p><i>Pas de modification</i></p> <p>Motopompe : 2*0,1 MW Groupes électrogènes : 0,82 MW</p> <p><b>Total : 39 MW</b></p>	E	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p> <p>(D)</p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Rubrique 2925 mentionnée : local batteries 97,28 kW</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Local batteries P = 97,28 kW</p> <p><u>Situation actuelle</u> P = 97,28 kW</p> <p><u>Situation future</u> <i>Pas de modification</i> P = 97,28 kW</p>	D	/
1185-2a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p> <p>(DC)</p> <p>b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg</p> <p>(D)</p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Rubrique non mentionnée (ancienne rubrique 2920 : groupes froids 150 kW)</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Rubrique non mentionnée (ancienne rubrique 2920 : groupes froids 150 kW)</p> <p><u>Situation actuelle</u> Présence de groupes froids</p> <p><u>Situation future</u> Groupes froids (fluide frigorigène) : <b>115,36 kg</b></p>	NC	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
1630	<p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de).</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 250 t (A)</p> <p>2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t (D)</p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Rubrique non mentionnée, mais présence de soude</p> <p><u>Situation actuelle</u> Présence de soude : 48 t</p> <p><u>Situation future</u> Lessive de soude : 48 t</p>	NC	/
2160-2	<p>Silos et installation s de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup> (A)</p> <p>b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 15 000 m<sup>3</sup> (DC)</p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Rubrique non mentionnée, mais présence de silos de boues</p> <p><u>Situation actuelle</u> Présence de silos de boues (200 m<sup>3</sup>)</p> <p><u>Situation future</u> Silos de boues : 2 x 200 m<sup>3</sup> Silo de charbon actif : 80 m<sup>3</sup> Total = 480 m<sup>3</sup> (&lt; 5000 m<sup>3</sup>)</p>	NC	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
2713	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 m<sup>2</sup> ; (E)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m<sup>2</sup>. (D)</p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Pas d'activité correspondante</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Pas d'activité correspondante</p> <p><u>Situation actuelle</u> Pas d'activité correspondante</p> <p><u>Situation future</u> Création centre de tri Aciers : 24 m<sup>2</sup> Balles alu : 36 m<sup>2</sup> <b>Surface de déchets de métaux non dangereux : 60 m<sup>2</sup></b></p>	NC	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p> <p>(A)</p> <p>2. Autres cas</p> <p>(DC)</p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Rubrique non mentionnée (transit et regroupement de 80 t déchets hospitaliers)</p> <p><u>Situation APC 01/09/2014</u> Rubrique mentionnée</p> <p><u>Situation actuelle</u> Transit et regroupement de DASRI : <b>80 t</b></p> <p><u>Situation future</u> <i>Pas de modification</i> Transit et regroupement de DASRI : <b>80 t</b> <i>Conformément à la note de la DGPR du 10/12/2020, une zone d'entreposage sur le site d'une installation classée pour le traitement des déchets ne doit pas être classée dans les rubriques de tri, transit, regroupement de déchets (271X).</i></p>	NC	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
4511	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t (A)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t.</i></p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation actuelle</u> Stockage de REFIOM La quantité stockée est de : - 140 t dans le silo de 200 m<sup>3</sup> - 25 t de gâteau de filtration Soit un total de <b>165 t</b></p> <p><u>Situation future</u> <i>Pas de modification</i> Stockage de REFIOM La quantité stockée est de : - 100 t<sup>2</sup> dans le silo de 200 m<sup>3</sup> - 25 t de gâteau de filtration - 45 t dans le silo de 50 m<sup>3</sup> Soit un total de <b>170 t - Non pris en compte</b> <i>Néanmoins, selon le guide technique « prise en compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement » (DGPR, déc. 2015), les installations étant soumises aux rubriques 27XX, du point de vue régime ICPE, ces rubriques 27XX s'appliquent, tandis que l'intégration aux rubriques 4XXX s'applique aux règles de cumul Seveso.</i></p>	NC	/

<sup>2</sup> Ajustement de la quantité de REFIOM dans le silo, compte tenu du volume utile de 165 m<sup>3</sup> dans le silo et de la densité de 0,5 au lieu de 0,7 considéré antérieurement.

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
4715	<p>Hydrogène (numéro CAS 133-74-0).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t (A)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t (D)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t.</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.</i></p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation actuelle</u> Stockage d'hydrogène (étalon analyseur) Présence de 3 bouteilles de 50 L soit un tonnage de <b>2,6 kg</b></p> <p><u>Situation future</u> <i>Pas de modification</i> Stockage d'hydrogène (étalon analyseur) Présence de 4 bouteilles de 50 L soit un tonnage de <b>3,5 kg (0,0035 t)</b></p>	NC	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
4718-1	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables</p> <p>a. Supérieure ou égale à 35 t (A)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t (DC)</p> <p>2. Pour les autres installations</p> <p>a. supérieure ou égale à 50 t (A)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t.</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 200 t.</i></p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation actuelle</u> Stockage de propane (conduite chariot élévateur) : - 25 bouteilles de 13 kg - 6 bouteilles de 35 kg Soit un total de <b>0,535 t</b></p> <p><u>Situation future</u> <i>Pas de modification</i> Stockage de propane (conduite chariot élévateur) : - 25 bouteilles de 13 kg - 6 bouteilles de 35 kg Soit un total de <b>0,535 t</b></p>	NC	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
4719	<p>Acétylène (numéro CAS 74-86-2).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t (A)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t (D)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t.</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.</i></p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation actuelle</u> Stockage acétylène (soudure) : - 4 bouteilles de 40 L Soit un total de <b>0,032 t</b></p> <p><u>Situation future</u> <i>Pas de modification</i> Stockage acétylène (soudure) : - 4 bouteilles de 40 L Soit un total de <b>0,032 t</b></p>	NC	/

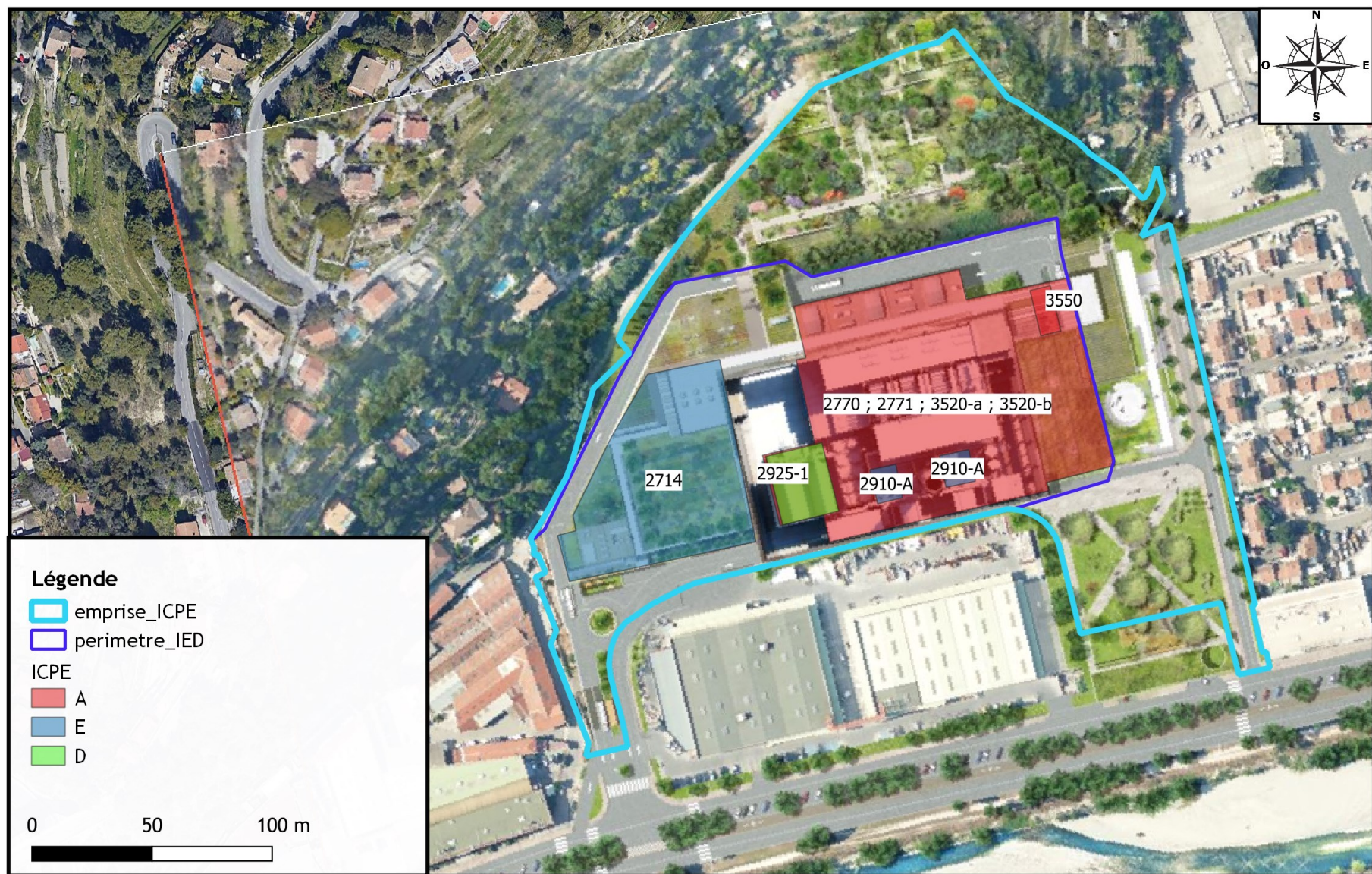
N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
4725	<p>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t (A)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.</i>  <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 000 t.</i></p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Rubrique non mentionnée</p> <p><u>Situation actuelle</u> Stockage oxygène (soudure) : - 6 bouteilles de 50 L Soit un total de <b>0,0908 t</b></p> <p><u>Situation future</u> <i>Pas de modification</i> Stockage oxygène (soudure) : - 6 bouteilles de 50 L Soit un total de <b>0,0908 t</b></p>	NC	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
4734-1	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E)</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t.</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.</i></p>	<p><u>Situation APC 23/12/2005</u> Rubrique non mentionnée (anciennement rubrique 1432-2b : 3 réservoirs enterrés fioul domestique (10 ; 20 et 70 m³)</p> <p><u>Situation APC 04/07/2011</u> Rubrique non mentionnée (anciennement rubrique 1432-2b : 3 réservoirs enterrés fioul domestique (10 ; 20 et 70 m³)</p> <p><u>Situation actuelle</u> Fioul domestique : un réservoir enterré Cuve enterrée de 75 m³ soit un tonnage de 64 t</p> <p><u>Situation future</u> Fioul domestique : un réservoir enterré Cuve enterrée de 75 m³ soit un tonnage de 64 t remplacée par une cuve aérienne de 5 m³ (4,3 t) en 2024 (alimentation engins)</p>	NC	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E)</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t.</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.</i></p>	<p><b><u>Situation APC 23/12/2005</u></b> Rubrique non mentionnée (anciennement rubrique 1432-2b : fioul lourd (réservoir aérien 500 m³) )</p> <p><b><u>Situation APC 04/07/2011</u></b> Rubrique non mentionnée (anciennement rubrique 1432-2b : fioul lourd (réservoir aérien 500 m³) )</p> <p><b><u>Situation actuelle</u></b> Suppression du stockage de fioul lourd. Quantité : 0 t</p> <p><b><u>Situation future</u></b> Absence de stockage de fioul lourd en réservoir aérien 1 cuve GNR 1500 L (1,26 t) sur rétention Fioul domestique en réservoir aérien (stock motopompe, groupes électrogènes) : 3 m³, soit 2,6 t cuve aérienne de 5 m³ (4,3 t) en 2024 <b>Total : 8,16 t</b></p>	NC	/
286	Stockage et activités de récupération de déchets de métaux.	<p><b><u>Situation APC 23/12/2005</u></b> stockage de ferrailles en fosse de 1200 m³ <b>Rubrique supprimée au 13/04/2010</b> <b>Activité connexe à l'incinération (rubriques 2770 / 2771/3520)</b></p>	/	/
322-B4	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains	<p><b><u>Situation APC 23/12/2005</u></b> incinération 380 000 t/an (3 fours 12 t/h et 1 four 18 t/h) <b>Rubrique supprimée au 13/04/2010</b> <b>Activité classée au titre des rubriques 2770 / 2771 / 3520</b></p>	/	/

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique « Installations Classées »	Caractéristiques de l'installation	Classement	Rayon d'affichage (en km)
1611	Emploi ou stockage d'acides... Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique	<u>Situation APC 23/12/2005</u> 1 cuve acide phosphorique 50 m <sup>3</sup> (79 t)  Rubrique supprimée au 01/06/2015 Absence d'acide phosphorique actuellement sur site	/	/
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques	<u>Situation APC 23/12/2005</u> compresseurs air 339 kW ; groupes froids 150 kW  Rubrique supprimée au 22/10/2018, partiellement reprise dans la rubrique 1185-2b	/	/

Figure 36. Plan de localisation des ICPE



## IX.2.1 SITUATION VIS-A-VIS DE L'ARTICLE R.515-58 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le site d'ARIANEO est soumis à différentes rubriques ICPE relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des Installations Classées, à savoir :

- 3520 : Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets (dangereux et non dangereux) ;
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Parmi les « rubriques 3000 » dont relève le site, la rubrique dite principale est la rubrique 3520-a relative à l'incinération de déchets non dangereux, qui concerne l'activité principale du site en termes de tonnage annuel de déchets traités.

Les Meilleures Techniques Disponibles relatives à l'incinération des déchets (WI - décembre 2019) et au traitement des déchets (WT - août 2018) seront donc étudiées dans le cadre de ce dossier.

## IX.2.2 SITUATION VIS-A-VIS DE L'ARTICLE R.511-11 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

La règle de calcul est présentée dans l'article R. 511-11 du Code de l'environnement :

*« I. — Une installation répond respectivement à la « règle de dépassement direct seuil bas » ou à la « règle de dépassement direct seuil haut » lorsque, pour l'une au moins des rubriques mentionnées au premier alinéa du I de l'article R. 511-10, les substances ou mélanges dangereux qu'elle vise sont susceptibles d'être présents dans l'installation en quantité supérieure ou égale respectivement à la quantité seuil bas ou à la quantité seuil haut que cette rubrique mentionne.*

*Pour une rubrique comprise entre 4100 et 4699, est comptabilisé l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant la classe, catégorie ou mention de danger qu'elle mentionne, y compris les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799 et les substances visées par les rubriques 4800 à 4899, mais à l'exclusion des substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799, 2760-4 et 2792.*

*Pour l'application de la règle de dépassement direct seuil bas, les rubriques ne mentionnant pas de quantité seuil bas ne sont pas considérées.*

*II. — Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la « règle de cumul seuil bas » ou à la « règle de cumul seuil haut » lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :*

*a) dangers pour la santé : la somme Sa est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :*

$$Sa = \sum qx / Qx,a$$

*où « qx » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement et « Qx,a » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3,2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux*

*est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4100 à 4199. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4100 à 4199, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée,*

*b) dangers physiques : la somme  $S_b$  est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :*

$$S_b = \sum q_x / Q_{x,b}$$

*où «  $q_x$  » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux «  $x$  » susceptible d'être présente dans l'établissement et «  $Q_{x,b}$  » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée,*

*c) dangers pour l'environnement : la somme  $S_c$  est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :*

$$S_c = \sum q_x / Q_{x,c}$$

*où «  $q_x$  » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux «  $x$  » susceptible d'être présente dans l'établissement et «  $Q_{x,c}$  » la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4, 2792 ou 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4500 à 4599, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée,*

*d) pour l'application de la règle de cumul seuil bas, ne sont pas considérées dans les sommes  $S_a$ ,  $S_b$  ou  $S_c$  les substances et mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799 pour lesquels ladite rubrique ne mentionne pas de quantité seuil bas,*

*e) les substances dangereuses présentes dans un établissement en quantités inférieures ou égales à 2 % seulement de la quantité seuil pertinente ne sont pas prises en compte dans les quantités «  $q_x$  » si leur localisation à l'intérieur de l'établissement est telle que les substances ne peuvent déclencher un accident majeur ailleurs dans cet établissement. »*

### **IX.2.2.1 REGLE DE DEPASSEMENT DIRECT**

Le tableau ci-dessous présente la situation du site par rapport à la règle de dépassement direct :

*Tableau 19. Situation du site par rapport à la règle de dépassement direct*

Rubrique	Quantité présente sur le site - futur (t)	Seuil bas		Seuil haut	
		Quantité (t)	Dépassement ?	Quantité (t)	Dépassement ?
4511 (REFIOM)	170	200	NON	500	NON
4715	0,0035	5	NON	50	NON
4718	0,535	50	NON	200	NON
4719	0,032	5	NON	50	NON
4725	0,0908	200	NON	2 000	NON
4734-1*	63,75	2 500	NON	25 000	NON
4734-2	3,86	2 500	NON	25 000	NON

\* : prise en compte de la quantité maximale avant remplacement de la cuve enterrée de 75 m<sup>3</sup> de fioul par une cuve aérienne de 5 m<sup>3</sup> en 2024.

Nota : les DASRI constituent des déchets dangereux au titre de leur risque infectieux HP 9 (micro-organismes viables ou leurs toxines), sans constituer des propriétés de danger HP xx en relation avec une rubrique ICPE 4XXX visée par le déchet (guide technique « prise en compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement » - DGPR, décembre 2015).

Le site n'est pas classé Seveso bas ou Seveso haut par la règle de dépassement direct.

## IX.2.2.2 REGLE DE CUMUL

Les tableaux ci-après présentent la situation du site par rapport à la règle de cumul.

### IX.2.2.2.1 SOMME SA - DANGERS POUR LA SANTE

Le projet ne comporte pas de produits présentant des dangers pour la santé.

### IX.2.2.2.2 SOMME SB - DANGERS PHYSIQUES

*Tableau 20. Situation du site par rapport à la règle de cumul - Dangers physiques*

Rubrique	Quantité (en tonnes)	Seuil bas (en tonnes)	Ratio seuil bas	Seuil haut (en tonnes)	Ratio seuil haut
<b>Dangers physiques</b>					
4715	0,004	5	0,001	50	0,000
4718	0,535	50	0,011	200	0,003
4719	0,032	5	0,006	50	0,001
4725	0,091	200	0,000	2 000	0,000
4734-1	63,75	2 500	0,026	25 000	0,003
4734-2	3,860	2 500	0,002	25 000	0,000
<b>Total</b>	<b>68,270</b>	<b>-</b>	<b>0,045</b>	<b>-</b>	<b>0,006</b>

#### IX.2.2.2.3 SOMME SC - DANGERS POUR L'ENVIRONNEMENT

Tableau 21. Situation du site par rapport à la règle de cumul - Dangers pour l'environnement

Rubrique	Quantité (en tonnes)	Seuil bas (en tonnes)	Ratio seuil bas	Seuil haut (en tonnes)	Ratio seuil haut
Dangers pour l'environnement					
4511	170,00	200	0,850	500	0,340
4734-1	63,75	2 500	0,026	25 000	0,003
4734-2	3,860	2 500	0,002	25 000	0,000
<b>Total</b>	<b>238,63</b>	<b>-</b>	<b>0,878</b>	<b>-</b>	<b>0,343</b>

#### IX.2.2.2.4 CONCLUSION

Compte tenu des résultats des calculs présentés ci-dessus, le site d'ARIANEO ne sera pas classé Seveso Bas ou Seveso Haut par la règle de cumul.

### IX.3. CLASSEMENT DU PROJET AU TITRE DE LA NOMENCLATURE IOTA

Conformément à l'article L.181-1 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale est également applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) mentionnés au I de l'article L. 214-3. Les IOTA sont soumis à autorisation ou à déclaration selon la gravité des dangers ou des inconvénients qu'ils peuvent engendrer, conformément à la nomenclature détaillée au sein de l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

À ce titre, le projet est également concerné par les rubriques suivantes :

**Tableau 22. Classement du projet au titre de la nomenclature IOTA**

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Classement
2.1.5.0	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>1° Supérieure ou égale à 20 ha (A)</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)</p>	<p><u>Situation DDAE 1995</u> Surface : 2,35 ha (ancienne rubrique 5.3.0)</p> <p><u>Situation future</u> Le bassin versant intercepté a été assimilé à la surface des parcelles occupées (DSP). Le projet d'ARIANEO s'étendra sur environ 4,86 ha &gt; 1ha. Néanmoins, le réseau des eaux pluviales du site dans lequel seront collectées les eaux pluviales (de voirie ou de toiture) des surfaces modifiées du projet se rejettera dans le réseau communal de Nice</p>	NC

## IX.4. CLASSEMENT DU PROJET AU TITRE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La liste des projets entrant dans le champ de l'évaluation environnementale figure au tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements peuvent être soumis de façon systématique à évaluation environnementale ou après examen au cas par cas. Après examen au cas par cas, seuls les projets identifiés par l'autorité environnementale comme étant susceptibles d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement doivent suivre la procédure d'évaluation environnementale.

Le projet porté par la société ARIANEO relève des catégorie(s) suivante(s) du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement :

*Tableau 23. Classement du projet au titre de l'évaluation environnementale*

Catégorie	Projets soumis à évaluation environnementale	Projets soumis à examen au cas par cas	Situation du site
1. Installations classées pour la protection de l'environnement <sup>3</sup>	a) Installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement.	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. b) Autres installations soumises à enregistrement ...	Le projet du site comprend des installations IED (art. L.515-28 - rubriques n° 3520a, 3520b, 3550) avec augmentation substantielle de la quantité horaire de déchets traités (rubrique 3520) <b>Soumis à évaluation environnementale systématique</b>
	b) Création d'établissements entrant dans le champ de l'article L. 515-32 du code de l'environnement et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article.	/	Le projet ne sera pas classé SEVESO <b>Non soumis à évaluation environnementale systématique</b>
	h) Installations d'élimination des déchets dangereux, tels que définis à l'article 3, point 2, de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets, par incinération, traitement chimique, tel que défini à l'annexe I, point D 9, de ladite directive, ou mise en décharge.		Le projet comprend une installation d'élimination des déchets dangereux (DASRI) avec diminution de la quantité traitée par incinération. <b>Soumis à évaluation environnementale systématique</b>

<sup>3</sup> Ne sont indiquées que les sous-rubriques des catégories concernant le projet

Catégorie	Projets soumis à évaluation environnementale	Projets soumis à examen au cas par cas	Situation du site
35. Canalisations de transport d'eau chaude de température inférieure à 120° C ou d'eau de refroidissement.	/	Canalisations dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur du réseau de transport aller et retour est supérieur ou égal à 10 000 m <sup>2</sup> .	Le projet comprendra des canalisations de transport d'eau chaude de température inférieure à 120°C ou de l'eau de refroidissement. Le produit du diamètre par la longueur des futures tuyauteries aériennes du projet ARIANEO sera inférieur à 10 000 m <sup>2</sup> <b>Non soumis à examen au cas par cas</b>
36. Canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée de température égale ou supérieure à 120° C.	/	Canalisations dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur du réseau de transport aller et retour est supérieur ou égal à 4 000 m <sup>2</sup> .	Le projet produira de la vapeur à une température supérieure à 120°C. Le produit du diamètre par la longueur des futures tuyauteries aériennes reliant le projet d'ARIANEO aux réseaux de chaleur existants sera inférieur à 4 000 m <sup>2</sup> <b>Non soumis à examen au cas par cas</b>
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement.	<p>a) Travaux et constructions créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m<sup>2</sup> dans un espace autre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme, lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ;</li> <li>-les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ;</li> <li>-les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable ;</li> </ul>	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> ;	<p>Constructions prévues en zone déjà urbanisée (UZb2).</p> <p>Surface de plancher créée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bâtiment administratif : 2 700 m<sup>2</sup></li> <li>• Bâtiment valorisation : 560 m<sup>2</sup></li> <li>• Centre de tri : 5 944 m<sup>2</sup></li> </ul> <p>Surface de plancher détruite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SUEZ : 980 m<sup>2</sup></li> </ul> <p>Total (8 224 m<sup>2</sup>) inférieur à 10 000 m<sup>2</sup> Emprise au sol de l'ordre de 7 000 m<sup>2</sup> <b>Non soumis à examen au cas par cas</b></p>

Catégorie	Projets soumis à évaluation environnementale	Projets soumis à examen au cas par cas	Situation du site
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs	/	a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.	Parking extérieur : 10 places Parking souterrain (salariés) : 78 places VL et 20 places 2 roues Le parking souterrain n'étant pas ouvert au public : <b>Non soumis à examen au cas par cas</b>
47. Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion des sols.	a) Défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, égale ou supérieure à 25 hectares.	a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare.	Défrichement <sup>4</sup> en zones ouest et nord : environ 0,2 ha (moins de 10% de la surface au sol des zones concernées) <b>Non soumis à examen au cas par cas</b>

Au regard du tableau précédent, le projet est soumis à évaluation environnementale systématique, une étude d'impact est donc présentée dans la suite du dossier de demande d'autorisation environnementale.

## IX.5. PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

### IX.5.1 PRESCRIPTIONS APPLICABLES

L'exploitation du site doit respecter les arrêtés ministériels de prescription générale relatif à la réglementation ICPE suivants :

- Arrêté du 12/01/21 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux,
- Arrêté du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED,

<sup>4</sup> Les terrains des collectivités sont soumis à autorisation de défrichement dès le premier m<sup>2</sup> boisé (DDTM06). Evaluation de la surface des zones boisées (arbres ou arbustes) sur vue aérienne.

- Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)".

### **IX.5.2 AMENAGEMENT AUX PRESCRIPTIONS SOLLICITE - ARRETE DU 6 JUIN 2018 SUR LA HAUTEUR DE STOCKAGE DES DECHETS ET LES LOCAUX OCCUPES PAR DES TIERS**

Cette demande d'aménagement aux prescriptions générales mentionnées à l'article L. 512-7, sollicitée par ARIANEO, est également reprise dans le document sur les justificatifs du respect des prescriptions applicables au ICPE soumises à enregistrement.

L'article 5 « implantation » de l'arrêté du 6 Juin 2018 précise :

*« Pour toutes les rubriques concernées par l'arrêté, l'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers. »*

L'article 13.IV « entreposage des déchets » de l'arrêté du 6 Juin 2018 précise :

*« La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. »*

La configuration du site et les choix retenus ne permettent pas le respect de ces prescriptions. Ainsi, un aménagement de ces prescriptions dans le cadre du présent projet est sollicité.

#### **IX.5.2.1 JUSTIFICATION DE L'IMPOSSIBILITE TECHNIQUE**

##### **Locaux occupés par des tiers**

Le choix de la Métropole Nice Côte d'Azur de permettre la visite du site ARIANEO par le biais d'un circuit de visite pédagogique via une passerelle dédiée et des belvédères situés à proximité des installations ne permet pas le respect de cette prescription, la passerelle étant située au-dessus du centre de tri. Ainsi, un aménagement de cette prescription dans le cadre du présent projet est sollicité.

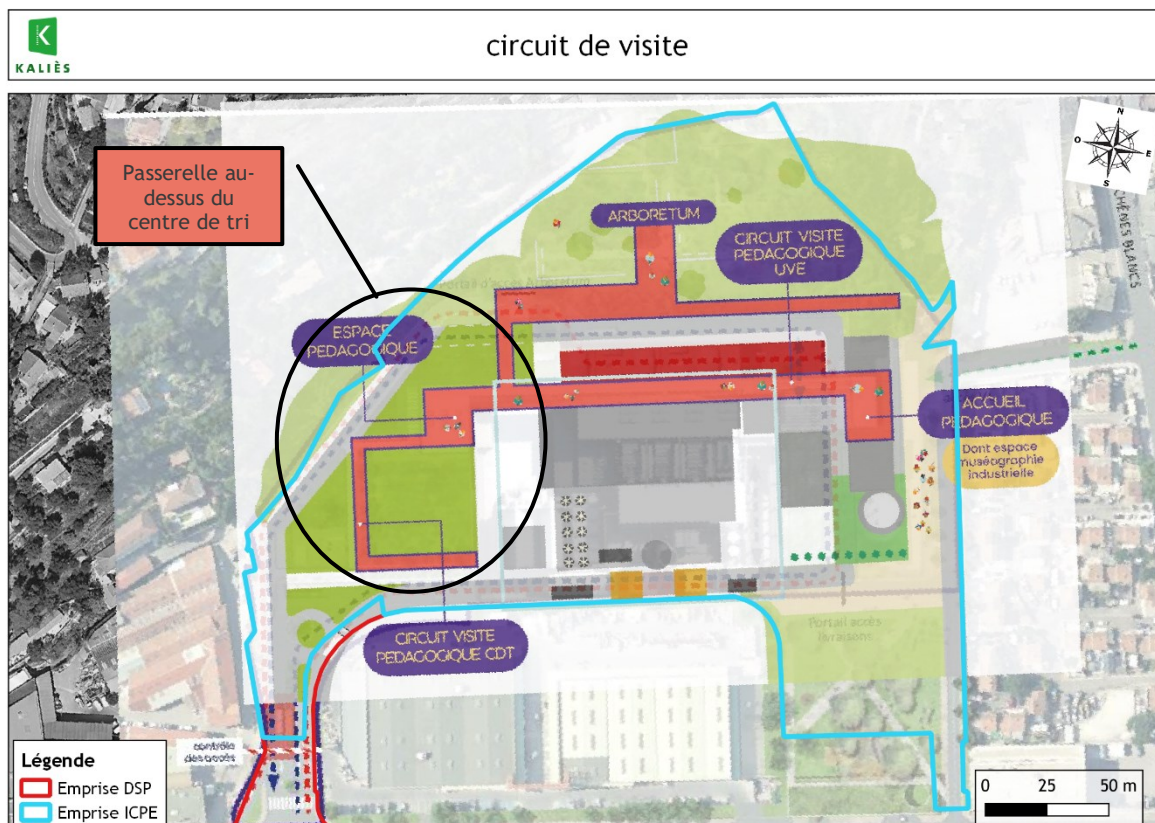


Figure 37. Circuit de visite ARIANEO

### Hauteur de stockage

La présence d'habitations situées au nord-ouest du site, à une distance d'environ 40 m du centre de tri, rend applicable la prescription de limitation de la hauteur de stockage de déchets à 3 mètres dans le centre de tri.

Compte tenu du tonnage annuel envisagé et du souhait d'accueillir au minimum 80% du tonnage moyen hebdomadaire escompté, soit 4 jours de stockage, le dimensionnement des alvéoles de stockage tient compte d'une **hauteur de stock de 4,5m** de haut et d'un talutage de 45°. La diminution de la hauteur de stockage à la hauteur réglementaire de 3 mètres diminuerait la surface allouée à la cinématique des engins de manutention ou des poids lourds, ou viendrait en diminution du nombre de jours de capacité d'entreposage, laissant peu de manœuvre au site en termes d'exploitation et de gestion des aléas.

Ainsi, un aménagement de cette prescription dans le cadre du présent projet est sollicité, en particulier au niveau de la zone réception, dédiée à l'entreposage en vrac des déchets réceptionnés.

### **IX.5.2.2 MESURES DE COMPENSATION**

Afin de solliciter cet aménagement, l'exploitant propose de substituer la limitation de la hauteur de stockage des déchets et la présence d'une passerelle de visite et de belvédères accessibles à des groupes de visite constituées de public extérieur à ARIANEO aux mesures suivantes :

- Limitation des groupes de visite à moins de 20 personnes, avec encadrement par un salarié ARIANEO formé aux risques et à l'évacuation des personnes,

- Sensibilisation aux risques industriels et mesures en cas d'accident à l'ensemble du groupe au début du circuit de visite,
- Renforcement des dispositions constructives : parois extérieures (ouest) et internes (entre réception/process et entre process/ expédition) du centre de tri REI120 ; séparation du belvédère avec les installations par des parois REI120 et des vitres EI120 ; isolement des passerelles avec les installations par la toiture béton REI120 du centre de tri,
- Double détection thermique (thermique / 3 IR)
- Extinction automatique à eau de type déluge (convoyeurs traversant les parois coupe-feu),
- Extinction automatique à eau de type sprinkleur : stock amont et aval du centre de tri en ambiance et sous équipements process.

Ces aménagements permettent :

- D'augmenter la résistance des parois par rapport à celle prévue par la réglementation,
- De limiter la propagation de l'incendie entre les zones et de limiter les effets thermiques entre les zones de visite et les installations,
- De détecter de façon précoce tout départ de feu et de permettre une extinction rapide par des moyens adaptés et disponibles sans intervention humaine, et permettre une évacuation rapide et sécurisée du personnel et des tiers.

Par ailleurs, l'augmentation de la hauteur de stockage des déchets à 4,5 mètres au lieu de la hauteur de 3 mètres réglementaires n'est pas de nature à augmenter de façon significative les flux thermiques issus du centre de tri, ces derniers restant confinés au site ARIANEO (cf. Annexe 3, §III.1).

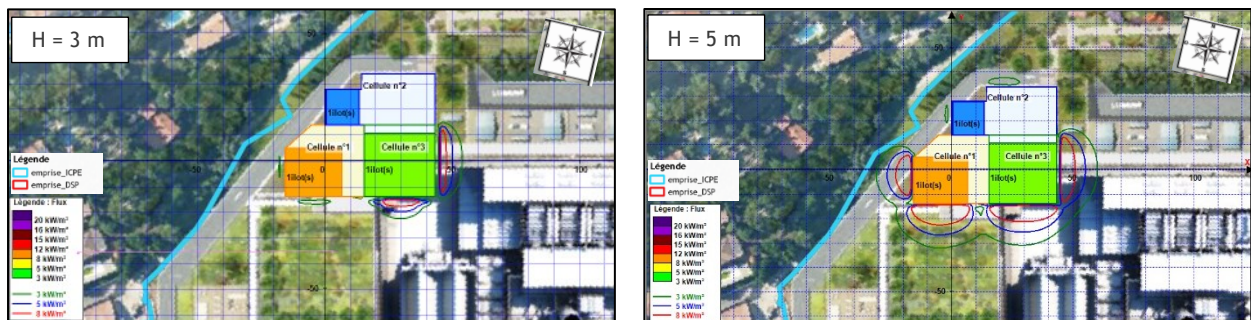


Figure 38. Flux thermiques en cas d'incendie de la zone réception du centre de tri (palette 2662)

Enfin, la possibilité d'accéder par le sud-ouest ou sud-est du site, ainsi que la refonte du plan de circulation et des voies d'accès internes au site contribuent à faciliter une intervention appropriée des services d'incendie et de secours.

## **X. PHASES AMONT DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**

---

### **X.1. DEBAT PUBLIC OU CONCERTATION PREALABLE**

Introduite par la loi du 2 février 1995 dite Barnier, la procédure du débat public est placée sous l'autorité de la commission nationale du débat public (CNDP), autorité administrative indépendante, qui constitue une commission particulière pour chaque débat. Sont directement soumis à cette procédure les très grands projets listés à l'article R. 121-2 du code de l'environnement et, depuis la réforme du 3 août 2016, certains plans et programmes de niveau national conformément à l'article L. 121-8 du même code. Cette procédure de participation et d'information intervient en amont de l'engagement des études préliminaires à l'ouverture de l'enquête publique.

L'ordonnance du 3 août 2016 prévoit également qu'alternativement au débat public, une concertation avec garant désigné par la commission nationale du débat public puisse être organisée.

L'investissement global d'ARIANEO pour les travaux de modernisation étant inférieur à 300 M€, le projet n'entre pas dans les seuils indiqués à l'article R.121-2 du code de l'environnement et donc dans le champ de compétence de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Par ailleurs, les travaux envisagés ne bénéficient pas de subventions publiques à l'investissement accordées sous forme d'une aide financière nette à hauteur de plus de 5 M€, ainsi le projet n'est pas soumis à un droit d'initiative du public (cf. article L121-17-1). Enfin, le projet a été présenté lors de la Commission de Suivi de Site (anciennement Commission Locale d'Information et de Suivi) du 6 décembre 2021.

### **X.2. CERTIFICAT DE PROJET**

Un certificat de projet est un document qui peut être établi à la demande d'un porteur d'un projet soumis à autorisation environnementale par l'autorité administrative compétente pour délivrer celle-ci. Il a pour objet d'indiquer au porteur de projet (au vu de la demande présentée et des informations fournies) les régimes, décisions et procédures qui relèvent de cette autorité ainsi que la situation du projet au regard des dispositions relatives à l'archéologie préventive.

Le certificat comporte également, soit le rappel des délais réglementairement prévus pour l'intervention de ces décisions, soit un calendrier d'instruction de ces décisions se substituant aux délais réglementairement, calendrier qui, s'il recueille l'accord du demandeur, engage celui-ci et l'administration.

**La société ARIANEO n'a pas demandé la réalisation de certificat de projet.**

### **X.3. CADRAGE PREALABLE DE L'ETUDE D'IMPACT**

L'article R 122-4 du code de l'environnement permet la réalisation d'un cadrage préalable. L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet peut être consultée, à l'initiative du maître d'ouvrage ou du pétitionnaire, en préalable ou au cours de l'élaboration du projet, sur la nature et le degré de précision des informations que doit contenir l'étude d'impact. C'est le cadrage préalable de l'étude d'impact, conseillé notamment pour les projets importants, complexes ou politiquement sensibles.

**De par la nature du projet, la société ARIANEO n'a pas demandé de cadrage préalable.**

## XI. REMISE EN ETAT EN CAS DE CESSATION D'ACTIVITE

---

Lorsque les installations seront mises à l'arrêt définitif, l'exploitant remettra le site dans un état tel qu'il ne s'y manifesterait aucun danger.

Un mémoire de cessation d'activité, notifiant la mise à l'arrêt définitif et précisant les mesures prises pour assurer la protection de l'environnement et des populations voisines, sera transmis à la Préfecture au moins trois mois avant l'arrêt définitif. Ce mémoire abordera notamment les points suivants :

- le contexte de la cessation d'activité :  
Ce point précisera les raisons pour lesquelles la société ARIANEO cesse l'exploitation de son site,
- la description du site et de son environnement :  
ce point rappellera l'état initial du site (présenté au sein de l'étude d'impact),
- l'historique des activités développées sur le site :  
ce point abordera, en fonction des données disponibles, l'ensemble des activités qui ont été développées sur le site,
- l'impact potentiel des installations au cours du démantèlement :  
l'ensemble des déchets du site et gravats issus de la déconstruction seront évacués dans des filières dûment autorisées pour leur recyclage ou valorisation. La société ARIANEO s'engage à sélectionner les filières d'élimination les plus adaptées dans des conditions économiques acceptable pour l'élimination de ses déchets au jour de la cessation d'activité,  
la société ARIANEO fera appel à du personnel ou des sociétés qualifiées pour le démantèlement du bâti afin de minimiser l'impact des opérations de déconstruction sur l'environnement,
- les interdictions ou limitations d'accès au site :  
la société ARIANEO maintiendra les clôtures en bon état et assurera, si besoin, le gardiennage du site le temps du démantèlement de l'unité. Lorsque les installations seront mises à l'arrêt définitif, l'exploitant remettra le site dans un état tel qu'il ne s'y manifesterait aucun danger ou inconvénient pour les intérêts mentionnés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion :  
la société ARIANEO demandera à ses fournisseurs de gaz et d'électricité de fermer les compteurs sauf si les besoins pour le démantèlement de l'unité exigent ces utilités,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement :  
l'activité exercée par la société ARIANEO et les conditions dans lesquelles la Société s'engage à exploiter ses installations ne font pas craindre pour l'environnement des risques de pollution de l'air, des sols ou des eaux (sols imperméabilisés, rétentions, etc.). La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement devra prendre en compte la vie complète de l'installation et les modifications ultérieures au présent dossier que nous ne saurions avoir connaissance à ce jour,

- la coupure des alimentations en fioul domestique, gaz, électricité et en eau potable :  
la société ARIANEO demandera à ses fournisseurs de gaz, d'électricité et d'eau potable de fermer les compteurs sauf si les besoins pour le démantèlement de l'unité exigent ces utilités,
- la vidange complète, nettoyage et dégazage des installations :  
les cuves de stockage seront complètement vidangées et le contenu sera éliminé dans des filières agréées,
- le démontage ou démantèlement des appareils techniques liés à l'activité industrielle :  
les installations pourront selon leur état être réutilisées sur d'autres sites du groupe ou revendues à d'autres sociétés pour y être recyclées, notamment les parties métalliques,
- l'expédition des appareils vers d'autres sites ou ferrailage :  
les appareils du site comportent une grande proportion de ferraille qui pourra être recyclée,
- la destruction ou démontage des bâtiments, structures extérieures :  
les bâtiments du site comportant une grande proportion de ferraille pourront être recyclés, le béton et le goudron pourront également être recyclés. En effet, les installations sont composées d'une grande proportion des matériaux pouvant être recyclés,
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site :  
l'ensemble des déchets du site et des gravats issus de la déconstruction sera évacué dans des filières dûment autorisées pour leur recyclage ou valorisation. La société ARIANEO s'engage à sélectionner les filières d'élimination les plus adaptées dans des conditions économiques acceptables pour l'élimination de ses déchets au jour de la cessation d'activité.

La remise en état du site sera adaptée à sa future utilisation, de type industrielle. ARIANEO a sollicité l'avis de la Métropole de Nice Côte d'Azur (propriétaire et établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme) sur la destination du site en cas de cessation d'activité par courrier en date du 24 janvier 2022.

## ANNEXES

---

### Annexe 1. Arrêtés Préfectoraux

## ANNEXE 1. ARRETES PREFECTORAUX

PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION  
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES  
BUREAU DE LA POLICE GÉNÉRALE  
*Chef de Bureau M. Buiatti*  
Affaire suivie par : Mme Faraut  
MF/DT  
ENV/FARAUT/ARRETE/SONITHERM

n° 12 831

le préfet des Alpes-Maritimes  
officier de la Légion d'honneur  
chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, livre V, titre I,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976, (Titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement),
- VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux,
- VU les arrêtés préfectoraux des 9 avril 1996, 6 février 1998 et 5 juin 2002 autorisant la Sonitherm à exploiter, à Nice, 33, Bd de l'Ariane, une usine d'incinération d'ordures ménagères,
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées,
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène en sa séance du 25 novembre 2005,
- La Sonitherm ayant été informée selon les modalités fixées par les articles 10 et 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, et ayant admis les prescriptions imposées par le conseil départemental d'hygiène,
- SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

# ARRÊTE

---

## TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

---

### CHAPITRE 1.1 CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société niçoise de réalisations thermiques (SONITHERM) dont le siège social est situé au 33 Boulevard de l'Ariane - 06300 NICE, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets non dangereux assimilés sise à l'adresse de son siège social, dans les conditions détaillées dans les articles suivants.

#### ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les dispositions des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés à compter des échéances d'application des prescriptions du présent arrêté fixées au Titre 10 :

- arrêté préfectoral n° 11273 du 9 avril 1996 ;
- arrêté préfectoral n° 11564 du 6 février 1998 ;
- arrêté préfectoral n° 12172 du 5 juin 2002.

#### ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

C'est notamment le cas pour les activités relevant des rubriques n° 286, 1180, 1611, 1630, 1432, 2920 et 2925 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## CHAPITRE 1.2

## CHAPITRE 1.3 CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité maximale de l'installation autorisée	Classement
286		Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal, etc.. : surface utilisée étant supérieure à 50 m <sup>2</sup>	Stockage ferrailles	Fosse de 1200 m <sup>3</sup>	A
322	B4	Ordures ménagères et autres résidus urbains : Traitement , Incinération	- 3 fours de 12 t/h - 1 four de 18 t/h	380.000 t/an dont	A
1180	1	Polychlorobiphényles et Polychloroterphényles  Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 litres de produits	6 transformateurs pyralène	6 x 450 kg soit au total : 2.700 kg	D
1432	2.b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 et représentant une capacité totale équivalente supérieure à 10m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> .	- <u>fioul lourd</u> : - un réservoir aérien  - <u>fioul domestique</u> : - un réservoir enterré - un réservoir enterré - un réservoir enterré	500 m <sup>3</sup>  10 m <sup>3</sup> 20 m <sup>3</sup> 70 m <sup>3</sup>	D
2910	A.1	<u>Combustion :</u>  Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW	- 2 chaudières au fioul lourd  - brûleurs de démarrage et de soutien des fours  - brûleurs gaz ligne 1 - brûleurs gaz ligne 2	2 de 23 MW  3 de 14 MW 2 de 11,5 MW 3,2 MW 4MW	A

2920	2.b	Réfrigération - compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa ; la puissance effective étant supérieure à 50 Kw mais inférieure ou égale à 500 Kw	Compresseurs d'air Groupes froid	339 KW 150 KW	D
2925		Atelier de charge d'accumulateurs	Local batteries	97,28 KW	D
1611	2	Emploi ou stockage d'acide phosphorique La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 250 t	1 cuve de stockage d'acide phosphorique de 50 m3	79 tonnes	D

(\*) A (autorisation), D (déclaration)

#### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles	Surfaces occupées
NICE	HN	3, 125, 126, 150, 151, 159, 160, 162, 173	9.732 m2
ST ANDRÉ DE LA ROCHE	AE	100	800 m2 (en partie d'une surface de 54.864 m2

#### CHAPITRE 1.4 CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant (dossier de demande d'autorisation du 31 Mai 1995, actualisé par le dossier de mise en conformité de juillet 2003 et complété par le dossier n° 132637-105-ETU-MF-1-001-C de décembre 2004). En tout état de cause, elles doivent respecter les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Un plan détaillé reprenant les adaptations réalisées lors des études de détail ou de la mise en service doit être tenu à jour.

#### CHAPITRE 1.5 CHAPITRE 1.4 AUDIT DE CONFORMITE DES INSTALLATIONS

Dès achèvement des travaux de mise en conformité des installation ou à partir du 29 décembre 2005, l'exploitant est chargé d'effectuer par un organisme tiers compétent déterminé en accord avec l'inspection des installations classées, un « Audit de conformité » de l'ensemble des installations par rapport à chacune des réglementations applicables afin de vérifier leur conformité technique.

Cet audit de conformité devra être remis en Préfecture des Alpes Maritimes pour le 31 Mars 2006.

Le cas échéant, si des non conformités viennent à apparaître à l'issu de cet audit, l'exploitant devra les rassembler dans un tableau récapitulatif d'observations. Ce tableau devra indiquer la nature des travaux à réaliser ou les mesures et moyens à mettre en oeuvre.

Il sera accompagné des délais nécessaires à la réalisation de chacune des observations mentionnées.

## CHAPITRE 1.6 CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

### ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### ARTICLE 1.5.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers doivent être actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation.

Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### ARTICLE 1.5.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

### ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

### ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITE

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement. A ce titre, l'exploitant doit se conformer aux articles 34-1 à 34-6 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Au moins trois mois avant la date à laquelle il estime l'exploitation terminée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant :

- L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation dans son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il permette un usage futur du site selon les dispositions des articles 34-2 et 34-3 du décret précité.

Une fois les travaux de remise en état terminés, l'inspection des installations classées procède à une inspection du site afin de s'assurer que la remise en état est conforme aux prescriptions. Le cas échéant, il constate la réalisation des travaux par procès verbal qu'il transmet au préfet. Ce dernier adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

## CHAPITRE 1.7 CHAPITRE 1.6 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## CHAPITRE 1.8 CHAPITRE 1.7 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
20/09/02	Arrêté relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risque infectieux
29/06/04	Arrêté relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié
22/06/98	Arrêté du 22 Juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes
02/02/98	Arrêté du 2 Février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

23/01/97	Arrêté du 23 Janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
29/12/93	Décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévus à l'article 3-1 de la loi du 15 juillet 1975
13/07/94	Décret n° 94.609 du 13 Juillet 1994 portant application de la loi n° 75.633 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
30/05/05	Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
28/01/93	Arrêté et circulaire du 28 Janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées
10/07/90	Arrêté du 10 Juillet 1990 relatif à l'interdiction de rejets dans les eaux souterraines
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
09/05/94	Circulaire du 9 Mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains
30/07/03	Circulaire du 10 Juillet 2003 relative aux procédures de déclenchement de portique de radioactivité sur les centres d'enfouissement techniques, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferraille et les fonderies.

## CHAPITRE 1.9 CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## CHAPITRE 1.10 CHAPITRE 1.9 INFORMATION DU PUBLIC

Une Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) doit être mise en place par voie d'arrêté préfectoral.

A cette commission sont associés notamment les représentants des riverains et des associations.

Elle se réunira au moins une fois par an et traitera du suivi environnemental annuel et plus particulièrement, du suivi des risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques.

Conformément au décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993, l'exploitant adresse chaque année au préfet des Alpes Maritimes et aux Maires des villes de Nice et Saint André, ainsi qu'à la commission locale d'information et de surveillance, un dossier comprenant les documents suivants (article 2 du décret précité):

- Une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels cette installation a été conçue ;
- L'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation avec, éventuellement, ses mises à jour ;
- Les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions des lois du 15 juillet 1975 et du 19 juillet 1976 susvisées ;
- La nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours ;

- La quantité et la composition mentionnés dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ;
- Un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

Le fonctionnement de l'installation de valorisation et d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Nice l'Ariane doit être assuré en conformité avec les orientations du Plan Départemental d'Élimination des déchets ménagers et assimilés.

---

## TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et d'énergie ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leur caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées aux rejets, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Ces installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées aux rejets, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin le fonctionnement de ses installations. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides ou atmosphériques, est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

#### ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Une attention particulière doit être donnée par l'exploitant quant au suivi des dioxines et métaux lourds.

#### ARTICLE 2.1.3. RYTHME DE FONCTIONNEMENT

L'établissement fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Des périodes d'arrêt pour entretien et maintenance peuvent être prévues par l'exploitant dans les conditions fixées par cet arrêté ; elles font l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées et d'une inscription sur un registre.

#### CHAPITRE 2.1 CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc ...

#### CHAPITRE 2.2 CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE ET PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus.

L'exploitant assure la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation, et veille à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent pas produire des dépôts de déchets sur les voies publiques et sur les voies d'accès au site.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, nettoyage, ...).

Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ... ou aménagements équivalents).

## CHAPITRE 2.3 CHAPITRE 2.4 - DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

## CHAPITRE 2.4 CHAPITRE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 2.5 CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial ainsi que l'étude de mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 Septembre 2002 (étude technico-économique, études d'impact et de dangers) ;
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.
- toutes les procédures et consignes mises en place, notamment celles prévues par le présent arrêté.

Ces documents doivent être tenus par l'exploitant à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site et leur mise à jour doit être assurée en permanence.

## CHAPITRE 2.7 DISPOSITIONS DE CONCEPTION ET D'AMENAGEMENT GENERAL

### ARTICLE 2.7.1. CONCEPTION DE L'INSTALLATION

Les installations autorisées par le présent arrêté comprennent :

- 4 lignes de traitement des fumées par procédé humide ;
- des fours - chaudières pouvant produire 135 tonnes de vapeur surchauffée ;

- une unité de séchage de boues de station d'épuration urbaine avant incinération d'une capacité de 100 tonnes par jour ;
- des turbo - alternateurs électriques pour les besoins en électricité de l'usine ;
- une unité de traitement des effluents ;
- une ligne de traitement de mâchefers (extinction) ;
- une chaufferie annexe assurant le secours de production pour les réseaux de chaleur ;
- 3 réseaux de chaleur d'une puissance installée totale de 95 MW et desservant une population de 11.000 équivalents logements et quelques établissements situés au voisinage de l'UIOM.

Ces installations doivent être conçues afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et l'utilisation de techniques de valorisation et de traitement des effluents et des déchets produits, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence, et en tenant compte des caractéristiques particulières de l'environnement d'implantation.

Les résidus produits seront aussi minimales et peu nocifs que possible et, le cas échéant, recyclés, en particulier les mâchefers valorisables « V » issus de l'incinération..

L'élimination des résidus dont la production ne peut être évitée ou réduite ou qui ne peuvent être recyclés sera effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur.

#### Article 2.7.1.1. Valorisation énergétique

La chaleur produite par les installations d'incinération est valorisée, notamment par la production de chaleur et / ou d'électricité, la production de vapeur à usage industriel ou l'alimentation d'un réseau de chaleur.

Le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée est défini comme le rapport de l'énergie valorisée annuellement sur l'énergie sortie chaudière produite annuellement.

Est considérée valorisée l'énergie produite par l'installation sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée, y compris par autoconsommation, ou cédée à un tiers.

- Energie produite par l'installation : 650 GWh
- Taux de valorisation annuel : > 80%

#### ARTICLE 2.7.2. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION

	Capacité nominale (t/h)	Coefficient d'efficacité	Puissance thermique nominale (MW)	Capacité annuelle de l'installation (t/an)
Four 1	12	0,91	27,9	84.400
Four 2	12	0,91	27,9	84.400
Four 3	12	0,91	27,9	84.400
Four 4	18	0,91	41,8	126.800
Ensemble installation	54	0,91	125,6	380.000

## CHAPITRE 2.8 CONDITIONS D'ADMISSION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

### ARTICLE 2.8.1. PROVENANCE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

La provenance des déchets entrants est limité à :

- pour les ordures ménagères :

A la zone d'influence de collecte prévue par le Plan Départemental de Traitement des Résidus Urbains. L'importation de déchets ménagers et assimilés venant de l'étranger est interdite.

- pour les déchets hospitaliers contaminés :

Seuls sont admis les déchets hospitaliers en provenance du département des Alpes maritimes, de chacun des autres départements de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur ainsi que de la principauté de Monaco.

La zone d'influence de collecte devra être conforme au Plan Régional d'Elimination des déchets hospitaliers contaminés.

La quantité de déchets hospitaliers contaminés traitée annuellement sera de 8.000 tonnes au plus en accord avec le P.R.E.D.A.S. (plan régional d'élimination de déchets d'activités de soins). L'importation de tous déchets hospitaliers provenant de l'étranger est interdite. En cas de saturation, la priorité sera donnée au département des Alpes Maritimes.

### ARTICLE 2.8.2. DECHETS ADMISSIBLES

Les déchets pouvant être admis sur ce site pour incinération sont les suivants :

- Les ordures ménagères et autres résidus urbains provenant de la collecte traditionnelle des ordures ménagères ;
- Les déchets banals assimilables aux ordures ménagères d'origine commerciale, artisanale ou agricole ;
- Les déchets hospitaliers banals non contaminés assimilables aux ordures ménagères ;
- Les boues non toxiques de stations d'épuration urbaines du département des Alpes-Maritimes ;
- Les déchets exceptionnels tels que drogues ou produits frauduleux provenant des saisies douanières ou policières, les stocks de produits pharmaceutiques périmés, les archives confidentielles (administrations, notaires,...), etc...

Le volume de la fosse de réception des déchets (capacité équivalente en eau) : 5.600 m<sup>3</sup>

En complément des déchets cités, sont également admis les déchets hospitaliers contaminés dans les conditions indiquées à l'article 2.8.4.5. de cet arrêté.

Les principales caractéristiques des déchets admissibles sont les suivantes :

Type de déchets	Pouvoir calorifique de référence des déchets (kJ/kg)	Capacité d'entreposage	Quantité maximale pouvant être traitées
Déchets ménagers et assimilés : déchets	9.196	5.600 m <sup>3</sup>	345.000

banals et hospitaliers non contaminés			
Boues de STEP urbaine	8.151	200 m3	24.000
Déchets d'activités hospitaliers contaminés	12.540	Pas de stockage	8.000

### ARTICLE 2.8.3. DECHETS INTERDITS

Les déchets interdits à l'incinération sur ce site sont les suivants :

- Tout déchet de fabrication issu d'une activité industrielle non assimilable comme déchet assimilé ;
- Les déchets liquides, même en récipients clos ;
- Les substances explosives ;
- Les déchets dont la température serait susceptible de provoquer un incendie ;
- Les déchets issus des abattoirs, les cadavres des animaux relevant des crématoires ;
- Tous déchets venant de l'étranger (hormis ceux provenant de la principauté de Monaco comme indiqué au point 2.8.1).

### ARTICLE 2.8.4 LIVRAISON ET RECEPTION DES DECHETS

L'exploitant prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

#### Article 2.8.4.1. Détection de la radioactivité

Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis avant leur déchargement.

Le dépassement du seuil de détection fixé déclenche une alarme extérieure et une alarme dans le poste de contrôle ; le camion ou conteneur concerné par ce déclenchement est dirigé vers aire ou une voie de dégagement prévue à cet effet. L'exploitant définit une procédure qui fixe la conduite à tenir en cas de déclenchement du seuil de détection fixé (organisme technique qu'il utilise en appui, devenir des déchets refusés, etc ...).

#### Article 2.8.4.2. Enregistrement - pesage

L'exploitant vérifie que les déchets réceptionnés sont conformes à ceux autorisés.

La nature et l'origine des déchets sont tenues en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toutes les dispositions appropriées sont prises par l'exploitant pour que les véhicules en attente de contrôle ne stationnent pas à l'extérieur du site.

L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation d'incinération.

Tout arrivage de déchets fait l'objet d'une pesée sur un pont bascule.

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, l'origine des déchets collectés, la nature et la quantité de déchets, l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule, le mode d'élimination, la destination des déchets, les éventuelles opérations intermédiaires effectuées (prétraitement, conditionnement,...) et des observations s'il y a lieu.

Les registres éventuellement informatisés, où sont mentionnés ces données, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 2.8.4.3. Contrôles à l'admission des déchets

##### 2.8.4.3.1. Cas des ordures ménagères et assimilés

Les contrôles suivants sont effectués sur les produits entrant sur le site de façon à réduire au maximum la présence de produits indésirables :

- un contrôle administratif est effectué sur l'ensemble des déchets entrant sur le site,
- un contrôle visuel sur les déchets est effectué aux étapes suivantes :
  - . lors du déchargement des bennes ou conteneurs à déchets,
  - . lors du brassage des déchets dans la fosse,
  - . lors du chargement des trémies d'alimentation des fours.

##### 2.8.4.3.2. Cas des boues provenant de la station d'épuration urbaine

L'installation peut recevoir environ 35.000 tonnes par an de boues humides ; ce qui représente après séchage une capacité de 24.000 tonnes par an destinées à l'incinération.

Elles sont réceptionnées dans un silo étanche de 200m<sup>3</sup> ; le traitement consiste en un séchage sur lit fluidisé et une granulation avant incinération. La capacité de traitement de cette installation s'élève à 5,2 tonnes par heure. Les effluents récupérés à l'issue du séchage sont dirigés vers le réseau de traitement des eaux industrielles avant rejet vers la station d'épuration de la ville de Nice.

Les contrôles suivants sont effectués sur les boues entrant sur le site de façon à réduire au minimum la présence de produits indésirables :

- un contrôle administratif est effectué sur l'ensemble des boues entrant sur le site,
- un contrôle est effectué sur les boues lors de leur déchargement.

De plus, l'exploitant dispose d'une analyse mensuelle des boues reçues sur un échantillon moyen représentatif de la période considérée. Il fait effectuer trimestriellement selon les normes en vigueur une analyse sur un prélèvement ponctuel réalisé sur le chargement de boues d'un des véhicules. Ces analyses portent sur les paramètres suivants :

- . siccité, matières organiques, matières minérales
- . soufre et chlore sur matières sèches,
- . métaux (Mg, Cd, Ni, Hg, Pb, Cu, Mn, As, Cr<sup>VI</sup>, Cr total).

##### 2.8.4.3.3. Dispositions communes

L'exploitant établit une procédure définissant, en cas de découverte de déchets suspects, les dispositions à prendre pour identifier les déchets, les mesures conservatoires à mettre en œuvre et la filière d'élimination ad hoc. Cette procédure sera établie en harmonie avec les guides joints à la circulaire du 30 Juillet 2003 relative aux procédures de déclenchement du portique de détection de radioactivité. Elle sera mise à jour à l'occasion de l'évolution de cette circulaire.

#### Article 2.8.4.4. Déchets non dangereux

Les déchets non dangereux à traiter doivent être déchargés dès leur arrivée à l'usine dans une fosse étanche permettant la collecte des eaux d'égouttage.

L'installation doit être équipée de telle sorte que l'entreposage des déchets et l'approvisionnement du four d'incinération ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'aire de déchargement des déchets non dangereux doit être conçue pour éviter tout envol de déchets et de poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.

Si les déchets sont susceptibles de ne pouvoir être traités 24 heures au plus tard après leur arrivée par l'installation d'incinération, la fosse doit être close et devra être en dépression tant qu'il y aura des déchets et lors du fonctionnement des fours : l'air aspiré doit servir d'air de combustion afin de détruire les composés odorants. Le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue.

L'exploitant doit mettre en place les modalités d'acceptation et d'admission pour tout déchets non dangereux présentant des caractéristiques particulières.

#### Article 2.8.4.5. Déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés

Sont considérés comme déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (déchets hospitaliers contaminés) et à ce titre, admis à l'incinération conformément à la circulaire du 23 août 1989, les déchets définis dans le guide technique n° 2 sur l'élimination des déchets hospitaliers édité par le Ministère de la Santé dans le bulletin officiel n° 88.29 bis.

Il s'agit des déchets : - à risques ;

- spécifiques contaminés ;
- domestiques mélangés aux déchets contaminés.

L'ensemble de ces déchets étant admis à raison de 10 % en mélange avec les ordures ménagères.

Les déchets spécifiques non contaminés et les déchets domestiques non mélangés à des déchets contaminés sont assimilés aux ordures ménagères tel que mentionné à l'article 2.8.2.

a) Il est strictement interdit de procéder à l'incinération de déchets suivants, même provenant d'établissements de soins :

- de lots de sels d'argent, produits chimiques utilisés pour les opérations de développement, clichés radiographiques périmés ;
- de lots de déchets à risques chimiques, toxiques, explosifs ou produits à haut pouvoir oxydant ;

- de lots mercuriels ;
- des déchets radioactifs ;
- des pièces anatomiques et cadavres d'animaux destinés à la crémation ou à l'inhumation.

b) Les déchets d'activités de soins à risques infectieux ne peuvent être acceptés que s'ils sont conditionnés dans des récipients étanches pouvant assurer une bonne résistance, à usage unique, en bon état et avec un marquage apparent indiquant la nature des déchets et leur provenance.

Les récipients à usage unique doivent être facilement incinérables.

La détection de toute anomalie sur les déchets par rapport aux présentes prescriptions entraîne le refus des déchets, voire même du lot concerné.

c) Le transit des déchets d'activités de soins à risques infectieux par la fosse de stockage des déchets ménagers et assimilés est interdit.

Les déchets sont incinérés 48 h au plus tard après leur arrivée.

Si les récipients ne sont pas introduits directement dans le four dès leur arrivée, les conteneurs pleins sont entreposés dans un local respectant les dispositions fixées par l'article 8 de l'arrêté du 7 Septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

d) La manutention et le transport des récipients se font dans des conteneurs rigides clos à fond étanche, de manière à préserver l'intégrité de ces récipients jusqu'à leur introduction dans le four.

Après déchargement, les conteneurs sont lavés et désinfectés intérieurement et extérieurement sur le site. Les conteneurs vides, propres et désinfectés, s'ils ne sont pas immédiatement réutilisés, sont entreposés dans un local distinct prévu à cet usage. Les eaux de lavage des conteneurs sont préalablement désinfectées avant rejet dans le réseau d'effluents industriels.

e) Tout déchet d'activités de soins à risques infectieux arrivant à l'usine d'incinération doit être accompagné d'un bordereau de suivi qui devra avoir été établi et être utilisé dans les formes prévues par l'arrêté du 7 Septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

## CHAPITRE 2.9. CONDITIONS D'EXPLOITATION

### ARTICLE 2.9.1 CONDITIONS DE COMBUSTION

#### a) Qualité des résidus

Les installations d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des cendres et mâchefers soit inférieure

à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 3 % de ce poids sec.

#### b) Conditions de combustion

Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850°C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La température doit être mesurée en continu.

Le temps de séjour de deux secondes doit s'appliquer au plus tard à compter du moment où il est procédé au renouvellement des fours.

#### c) Brûleurs d'appoint

Chaque ligne d'incinération est équipée d'au moins un brûleur d'appoint, lequel doit s'enclencher automatiquement lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850°C, après la dernière injection d'air de combustion.

Ces brûleurs sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température de 850°C pendant lesdites phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion.

Lors du démarrage et de l'extinction, ou lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850°C, les brûleurs d'appoint ne sont pas alimentés par des combustibles pouvant provoquer des émissions plus importantes que celles qu'entraînerait la combustion de gazole, de gaz liquide ou de gaz naturel.

#### d) Conditions de l'alimentation en déchets

Les installations d'incinération possèdent et utilisent un système automatique qui empêche l'alimentation des fours en déchets :

- pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température de 850°C ;
- chaque fois que la température de 850°C n'est pas maintenue ;
- chaque fois que les mesures en continu prévues par l'article 9.2.1 montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée en raison d'un dérèglement ou d'une défaillance des systèmes d'épuration.

Les boues de station d'épuration (après séchage) sont injectées dans le four uniquement lorsque :

- le four n'est pas en procédure de démarrage ;
- le régime stable est atteint ;
- le four n'est pas en procédure d'arrêt.

#### e) Introduction des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés dans le four

Les récipients contenant les déchets sont introduits directement, sans manipulation humaine, dans le four par l'intermédiaire d'une trémie, d'un sas de chargement gravitaire ou avec un poussoir. La détérioration des récipients avant l'entrée dans le four devra être évitée. Trémie, sas et poussoir seront désinfectés périodiquement.

La conception des installations des fours et leur mode d'exploitation doit être telle qu'il n'y ait aucun risque de contamination des eaux, cendres ou mâchefers quittant la chaîne d'incinération ou ses abords immédiats.

Les déchets d'activités de soins à risques infectieux ne peuvent être enfournés que lors du fonctionnement normal de l'installation, qui exclut notamment les phases de démarrage ou d'extinction du four.

Un quota maximum de déchets doit être fixé, sans toutefois dépasser 10 % en masse en moyenne annuelle. L'exploitation se fait de telle manière que ces déchets soient introduits périodiquement dans le four, afin d'assurer la régularité de la charge et du PCI.

Avant tout enfournement, il conviendra de s'assurer du caractère optimal de la combustion.

En cas d'arrêt intervenant moins de deux heures après le dernier chargement de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, si les déchets subsistant à l'intérieur du four doivent être repris, ceux-ci sont rechargés dans des bennes spécifiques pour être incinérés à nouveau après réparation. Si le four ne peut être réparé rapidement, ces déchets seront envoyés dans une autre installation autorisée.

#### ARTICLE 2.9.2 INDISPONIBILITES

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement ou de mesure des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ne peut excéder 4 heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1. montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée.

L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens de mesure nécessaires pour vérifier le respect de ces dispositions et effectuer leur suivi.

La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à 60 heures.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées.

Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

---

### TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

---

#### CHAPITRE 3.1 CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

##### ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris

diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement doivent être conçues afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement.

Elles devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

#### ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

L'exploitant doit disposer d'un dispositif de mesure et d'enregistrement des paramètres suivants (type station météo) :

- vitesse et direction du vent ;
- température ;
- précipitations

#### ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### ARTICLE 3.1.4. ENVOLS

##### Article 3.1.4.1 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et régulièrement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

#### Article 3.1.4.2 Stockage

Les stockages de produits pulvérulents (entre autres les chaux pour traitement des gaz acides, charbons actifs, etc ...) sont confinés en récipients ou silos dans des bâtiments fermés. Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

#### ARTICLE 3.1.5. BRULAGE

Le brûlage à l'air libre est formellement interdit à l'exclusion des essais incendie ; dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

### CHAPITRE 3.2 CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJETS

#### ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites des émissions atmosphériques fixées à l'article 3.2.3 ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible et localisés sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Pour chaque canalisation de rejet d'effluent, nécessitant un suivi dont les points de rejet sont repris ci-après et doivent être pourvus d'un point de prélèvement d'échantillon et de points de mesure conformes à la norme NFX44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

#### Article 3.2.1.1. Vitesse d'éjection des gaz

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue nominale doit être au moins égale à 12 m / s. Elle doit être contrôlée par un organisme tiers agréé deux fois par an au minimum.

#### Article 3.2.1.2. Plate forme de mesures

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz. Les caractéristiques de cette plate-forme devront être telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.

En particulier, cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Si une même cheminée reçoit les gaz provenant de plusieurs lignes de traitement des fumées, une section de mesure conforme aux prescriptions de la norme NF X 44 052 sera aménagée par ligne, de manière à permettre la mesure séparée des effluents de chaque ligne de traitement.

### ARTICLE 3.2.2. CONDITIONS GENERALES DE REJET

#### Article 3.2.2.1. Installations raccordées

Les installations raccordées aux conduits sont les suivantes :

	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit n° 1	Four d'incinération 1	12 t/h	Déchets ménagers et assimilés	PCI : 2200 kCal/kg
	Four d'incinération 2	12 t/h	Déchets ménagers et assimilés	PCI : 2200 kCal/kg
Conduit n° 2	Four d'incinération 3	12 t/h	Déchets ménagers et assimilés	PCI : 2200 kCal/kg

	Four d'incinération 4	18 t/h	Déchets ménagers et assimilés	PCI : 2200 kCal/kg
Conduit n° 3	Deux chaufferies de secours (2* 23 MW)		Fuel lourd	

#### Article 3.2.2.2 Caractéristiques des conduits d'émission

Les caractéristiques des conduits d'émission des rejets atmosphériques issus de la combustion ont les caractéristiques suivantes :

	Désignation	Diamètre (m)	Hauteur (m)	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit n° 1	Cheminée incinérateur 1 et 2	2,13	86	120.000	12
Conduit n° 2	Cheminée incinérateur 3 et 4	2,13	86	149.000	12
Conduit n° 3	Cheminée pour les deux chaufferies de secours	1,50	86	65.000	12

#### ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DE REJETS

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en oxygène de 11 %.

##### a) Monoxyde de carbone

Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :

- 50 mg/m<sup>3</sup> de gaz de combustion en moyenne journalière ;
- 150 mg/m<sup>3</sup> de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes sur dix minutes ou 100 mg/m<sup>3</sup> de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt quatre heures.

##### b) Poussières totales, COT, HCl, HF, SO<sub>2</sub> et NO<sub>x</sub>

Paramètres	Valeur en moyenne journalière	Valeur en moyenne sur une demi-heure
Poussières totales	10 mg/m <sup>3</sup>	30 mg/m <sup>3</sup>
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10 mg/m <sup>3</sup>	20 mg/m <sup>3</sup>
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/m <sup>3</sup>	60 mg/m <sup>3</sup>
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 mg/m <sup>3</sup>	4 mg/m <sup>3</sup>

Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	50 mg/m <sup>3</sup>	200 mg/m <sup>3</sup>
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> ) exprimés en dioxyde d'azote	200 mg/m <sup>3</sup>	400 mg/m <sup>3</sup>

### c) Métaux

Paramètre	Valeur
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 mg/m <sup>3</sup>
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05 mg/m <sup>3</sup>
Total des autres métaux lourds (Sb+As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	0,5 mg/m <sup>3</sup>

Le total des autres métaux lourds est composé de la somme :

- de l'antimoine et de ses composés, exprimés en antimoine (Sb) ;
- de l'arsenic et de ses composés, exprimés en arsenic (As),
- du plomb et de ses composés, exprimés en plomb (Pb),
- du chrome et de ses composés, exprimés en chrome (Cr),
- du cobalt et de ses composés, exprimés en cobalt (Co),
- du cuivre et de ses composés, exprimés en cuivre (Cu),
- du manganèse et de ses composés, exprimés en manganèse (Mn),
- du nickel et de ses composés, exprimés en nickel (Ni)
- du vanadium et de ses composés, exprimés en vanadium (V).

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Ces vapeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

### d) Dioxines et furannes

Paramètre	Valeur
Dioxines et furannes	0,1 ng/m <sup>3</sup>

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 Septembre 2002 susvisé.

La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les contrôles externes (prélèvements et analyses) sont réalisés à minima deux fois par an par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec

l'inspecteur des installations classées. Cette opération vise notamment à caler l'autosurveillance et à s'assurer du bon fonctionnement des matériels de prélèvements et d'analyses.

L'autosurveillance est réalisée par l'exploitant ou un organisme tiers sous sa propre responsabilité conformément aux prescriptions prévues au Titre 9 de cet arrêté.

L'ensemble des résultats est transmis à l'inspecteur des installations classées tous les mois accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les flux figurant dans le tableau ci-dessous doivent être respectés :

Paramètres concernés	Flux (*)	
	Horaires	Journaliers
CO	13,50 kg/h	324,00 kg/j
Poussières totales	2,70 kg/h	64,80 kg/j
COT	2,70 kg/h	64,80 kg/j
HCl	2,70 kg/h	64,80 kg/j
HF	0,27 kg/h	6,48 kg/j
SO <sub>2</sub>	13,50 kg/h	324,00 kg/j
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	54,00 kg/h	1296,00 kg/j
Cd + Tl	13,50 g/h	0,324 g/j
Hg	13,50 g/h	0,324 g/j
Autres métaux lourds (Sb+As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	135 g/h	3,24 g/j
Dioxines et furannes	0,027 mg/h	0,648 mg/j

(\*) Flux émis pour un débit nominal total de 270.000 Nm<sup>3</sup>/h

#### ARTICLE 3.2.4. CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'AIR

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 3.2.3. pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.2.3. ;
- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.2.3.

- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m<sup>3</sup> ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m<sup>3</sup>.

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 2.9.2 : indisponibilités, ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque l'alimentation en déchets est arrêtée) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.3. :

- Monoxyde de carbone : 10 % ;
- Dioxyde de soufre : 20 % ;
- Dioxyde d'azote : 20 % ;
- Poussières totales : 30 % ;
- Carbone organique total : 30 % ;
- Chlorure d'hydrogène : 40 % ;
- Fluorure d'hydrogène : 40 %.

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.

Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.

#### ARTICLE 3.2.5. LIMITATION DES EMISSIONS DANS L'AIR

Les installations respectent également les dispositions propres :

- aux zones de protection spéciale qui demeurent applicables en application de l'article 18 du décret du 25 mai 2001 susvisé ;
- aux arrêtés pris en application des plans de protection de l'atmosphère élaborés en application de l'article L. 222-4 du code de l'environnement.

Les valeurs limites d'émission à l'atmosphère sont compatibles avec les valeurs limites de concentration du même polluant dans l'air ambiant fixées par le décret du 6 mai 1998 susvisé.

Les dispositions imposées par le présent arrêté relatives à la limitation des émissions peuvent être complétées par des mesures d'interdiction de l'usage de certains combustibles, de ralentissement ou d'arrêt de fonctionnement de certains appareils ou équipements prévues par les arrêtés instaurant des procédures d'alerte pris en application de l'article L. 223-1 du code de l'environnement.

---

## TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

### CHAPITRE 4.1 CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau. En particulier, la réfrigération des machines en circuit ouvert est interdite.

Les quantités d'eaux consommées de toute nature sont comptabilisées par provenance.

Les prélèvements d'eau autorisés dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont les suivants :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal
		Journalier
Réseau public eau sanitaire	50.000 m3	300 m3
Réseau public eau brute	600.000 m3	3000 m3

#### ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT D'EAUX

L'installation est alimentée par le réseau public.

#### ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion.

### CHAPITRE 4.2 CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

#### ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres suivants ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- le cas échéant, les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

#### ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

##### Article 4.2.4.1 : Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

##### Article 4.2.4.2 : Isolement avec les milieux

Un dispositif doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et /ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les installations comportant des stockages de produits toxiques particuliers sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ces bassins doivent pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

### CHAPITRE 4.3 CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

#### ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION ET COLLECTE DES EFFLUENTS

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différents catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales ;
- les effluents industriels proprement dits issus des installations de traitement des déchets (effluents issus des opérations de dépotage, d'entreposage, de traitement des gaz, refroidissements des mâchefers, nettoyage des chaudières, lavage ou étant entrés en contact avec les déchets,...).

Les effluents pollués ne doivent pas contenir de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées aux articles 4.3.6, 4.3.7 et 4.3.8 de cet arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### ARTICLE 4.3.2. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées aux articles 4.3.6, 4.3.7 et 4.3.8 de cet arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant si besoin l'incinération des déchets.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

#### ARTICLE 4.3.3. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les principales opérations permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont portées sur un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de traitement des effluents aqueux pendant laquelle les mesures en continu prévues à l'article 9.23 montrent qu'une valeur de rejet est dépassée ne peut excéder quatre heures sans interruption. Ces durées de fonctionnement dans de telles conditions sont cumulées sur une année.

#### ARTICLE 4.3.4. LOCALISATION DES POINTS DE REJET VISES PAR LE PRESENT ARRETE

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à 2 points de rejet qui présentent les caractéristiques ci-dessous. Ils sont localisés sur le plan des réseaux exigé à l'article 4.2.2 de cet arrêté.

##### Point de rejet n° 1 (eaux pluviales)

Nature des effluents	Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (eaux des toitures)
Exutoire du rejet	Canalisation de collecte des eaux pluviales et rejet vers le milieu naturel
Traitement avant rejet	Physique (déboureur/déshuileur)
Milieu naturel récepteur	Rivière du Paillon
Localisation	Chambre à vannes eaux pluviales

##### Point de rejet n° 2 (effluents industriels)

Nature des effluents	Effluents industriels : eaux surface de traitement des fumées, eaux issues des canaux à mâchefers, eau nettoyage - rinçage, autres eaux ayant été en contact avec les déchets, etc...
Débit maximal journalier (m3/j)	1200
Exutoire du rejet	Canalisation de collecte des eaux usées et réseau public d'assainissement, pourvu à son extrémité d'une station d'épuration (STEP-Haliotis)
Traitement avant rejet	Pré-traitement des effluents issus de l'épuration des fumées et traitement final par passage dans un déboureur / déshuileur
Localisation	Chambre à vannes eaux usées et canal de mesures de la chambre de contrôle des effluents industriels

#### ARTICLE 4.3.5. CONCEPTION, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

##### Article 4.3.5.1. Conception

###### 4.3.5.1.1. Rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel

Les rejets d'eaux polluées dans le milieu naturel sont interdits.

Uniquement les eaux pluviales non polluées peuvent être acheminées vers la rivière du Paillon après traitement par déboureur / déshuileur.

Un point de rejet des effluents liquides est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet.

En cas d'occupation du domaine public, une convention doit être passée avec le service de l'Etat compétent.

###### 4.3.5.1.2. Rejets d'eaux usées industrielles dans le réseau d'assainissement collectif et traitement dans la une station d'épuration communale

Les effluents industriels du site sont déversés dans le réseau public relié à la station de traitement communale Haliotis. Ces rejets doivent faire l'objet d'une convention préalable

passée entre l'exploitant de l'installation d'incinération et le gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement ou d'une autorisation.

La convention ou l'autorisation doit fixer les caractéristiques maximales et, en tant que de besoin minimales, des effluents aqueux qui seront traités ou déversés au réseau. Elle énonce également les obligations de l'exploitant de l'installation d'incinération en matière d'auto-surveillance des effluents aqueux dont il demande le traitement et les informations communiquées par l'exploitant de la station de traitement sur ses rejets.

En tout état de cause, les effluents aqueux des installations de traitement des eaux de l'établissement doivent respecter les valeurs limites définies aux articles 4.3.6, 4.3.7 et 4.3.8.

L'exploitant est tenu d'effectuer les calculs de bilans massiques appropriés, afin de déterminer quels sont les niveaux de rejet des eaux usées qui, au point de rejet final des eaux usées, peuvent être attribués aux effluents aqueux issus des installations de traitement de déchets afin de vérifier si les valeurs limites d'émission figurant ci-dessous sont respectées.

Paramètres	Valeurs limites
Matières en suspension	30 mg/l
Carbone organique total (COT)	40 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	80 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

#### Article 4.3.5.2. Aménagement

##### 4.3.5.2.1. Aménagement des points de prélèvements

Sur les ouvrages de rejets d'effluents liquides (eaux pluviales et eaux industrielles) sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Ils doivent pouvoir être équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues à l'article 9.2.3. dans des conditions représentatives.

Lorsque les rejets aqueux issus des installations de traitement des déchets (épuration des fumées, etc ...) sont traités sur place conjointement avec des rejets aqueux provenant d'autres sources situées sur le site de l'installation, les mesures prévues à l'article 9.2.3. doivent être effectuées par l'exploitant selon les modalités suivantes :

- sur le flux des effluents aqueux issus des installations de traitement de déchets avant son entrée dans l'installation de traitement des eaux usées ;
- sur le ou les autres flux d'effluents aqueux avant leur entrée dans l'installation de traitement des eaux usées ;

- au point où les effluents aqueux issus des installations de traitement de déchets de l'installation d'incinération sont finalement rejetés après traitement.

Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### 4.3.5.2.2. Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène..

#### Article 4.3.5.3. Equipements

Les équipements au point de prélèvement n°2 (effluents industriels) permettent la mesure en continu du pH, de la température, du débit et du COT.

### ARTICLE 4.3.6. CARACTERISTIQUES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30 ° C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

### ARTICLE 4.3.7. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES

Le rejet en milieu aquatique naturel des effluents aqueux issus des installations de traitement des déchets est interdit.

Les effluents aqueux issus des installations de traitement des déchets doivent faire l'objet d'un pré-traitement permettant de satisfaire aux points de rejet aux valeurs limites de rejet fixées dans le tableau ci-dessous.

Ces valeurs doivent être également respectées après pré-traitement des effluents industriels (zone interne à l'installation après épuration des fumées).

Les valeurs limites d'émission admissibles sont les suivantes :

Point de rejet n° 2 Eaux usées industrielles	Débit de référence : 830 m3/j
---	-------------------------------

Paramètre	Concentration moyenne Maximale journalière	Flux limites de rejet maximum journalier en kg/j
Chlorures	15 g/l	12,450
MES	30 mg/l	24,90
COT	40 mg/l	33,20
DCO	125 mg/l	103,75
Hg	0,03 mg/l	0,025
Cd	0,05 mg/l	0,042
Tl	0,05 mg/l	0,042
As	0,1 mg/l	0,083
Pb	0,2 mg/l	0,166
Cr total	0,5 mg/l	0,420
Cr VI	0,1 mg/l	0,083
Cu	0,5 mg/l	0,420
Ni	0,5 mg/l	0,420
Zn	1,5 mg/l	1,245
Fluorures	15 mg/l	12,450
CN libres	0,1 mg/l	0,083
Hydro-carbures totaux	5 mg/l	4,150
AOx	5 mg/l	4,150
Dioxines et furannes	0,3 mg/l	0,250

Ces dispositions ne concernent ni les eaux de ruissellement qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ni les eaux usées domestiques.

#### ARTICLE 4.3.8. CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET

Les valeurs limites de rejet sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.7. pour le COT ;
- aucune des valeurs mesurées à fréquence journalière pour les solides en suspension et pour la demande chimique en oxygène, dans la mesure où la mesure de DCO est compatible avec la nature de l'effluent, et notamment lorsque la teneur en chlorures est inférieure à 5 g/l, ne dépasse la limite d'émission fixée à l'article 4.3.7 ;
- pour les métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni et Zn), fluorures, CN libres, hydrocarbures totaux et AOX, au maximum une mesure par an dépasse la valeur limite d'émission fixée à l'article 4.3.7 et dans le cas où plus de 20 échantillons sont prévus par an, au plus 5 % de ces échantillons dépassent la valeur limite ;
- aucun des résultats des mesures semestrielles de dioxines et furannes ne dépassent la valeur limite fixée à l'article 4.3.7.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

#### ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX PLUVIALES DANS LE MILIEU NATUREL

Les eaux pluviales sont traitées dans un débourbeur/déshuileur avant rejet et évacuées (point de rejet n°1) vers le milieu naturel, la rivière du Paillon. Elles ne doivent pas avoir

été en contact avec les effluents industriels ou les déchets externes ou internes à l'établissement.

Les rejets d'eaux pluviales doivent respecter les valeurs limites indiquées à l'article 4.3.5.1.2. et 4.3.6 de cet arrêté.

#### ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX SANITAIRES

Les eaux sanitaires sont traitées et évacuées vers le réseau d'assainissement communal conformément aux règlements en vigueur.

#### ARTICLE 4.3.10. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc... , ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

---

### TITRE 5 - DECHETS

---

#### CHAPITRE 5.1 CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

L'exploitant doit s'assurer que toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation sont prises pour permettre une bonne gestion des déchets issus de ses activités, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence.

En particulier, l'analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur l'environnement et sur la santé doit présenter une description des mesures prévues pour :

- limiter à la source la quantité et la toxicité des déchets produits, notamment en ce qui concerne les résidus de l'incinération ;
- faciliter le recyclage et l'utilisation des déchets, si cela est possible et judicieux du point de vue de la protection de l'environnement ;
- s'assurer, à défaut, du traitement ou du prétraitement des déchets pour en extraire la plus grande part valorisable ou en réduire les dangers potentiels.

Les déchets et les différents résidus produits doivent être entreposés séparément avant leur utilisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux

superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les mâchefers doivent en particulier être refroidis.

Le stockage des déchets dangereux produits par l'installation doit être réalisé dans des installations autorisées à cet effet par arrêté préfectoral pris au titre du livre V du code de l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant tiendra en particulier une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment :

- les mâchefers en différenciant les différentes catégories « V », « M » et « S »;
- les métaux ferreux extraits des mâchefers ;
- les métaux non ferreux extraits des mâchefers ;
- les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des déchets dont :
  - poussières et cendres volantes en mélange ou séparément ;
  - cendres sous chaudière ;
  - gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;
  - déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux traités hors du site ;
  - déchets secs de l'épuration des fumées ;
  - catalyseurs usés provenant, par exemple, de l'élimination des oxydes d'azote.

Dans le cas où un entreposage spécifique n'est pas possible pour certains des déchets mentionnés ci-dessus, l'exploitant le signale et indique dans sa comptabilité la nature des déchets concernés.

Il suit l'évolution des flux ainsi produits en fonction des quantités de déchets incinérés.

En cas d'arrêt (entretien, incident...) entraînant un refus des déchets, il sera nécessaire d'indiquer les tonnages mis en cause selon les différentes unités de traitement où ils seront envoyés.

## CHAPITRE 5.2 DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Il doit faire éliminer les déchets produits par l'installation et non susceptibles d'être éliminés sur place, dans les conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Tous ces déchets doivent être éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées. L'exploitant doit pouvoir s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

L'exploitant doit tenir ouvert un registre mentionnant pour chaque type de déchet :

- origine, composition, code nomenclature, quantité ;
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement ;
- destination du déchet : lieu et mode de destruction.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination du déchet seront annexés au registre prévu ci-dessus et conservés pendant toute la durée de l'exploitation. Ils seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Un état récapitulatif de ces données doit être transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées dans les formes prévues par le décret du 30 Mai 2005, des arrêtés des 7 et 29 Juillet 2005, ainsi que tous les textes venant à abroger l'arrêté 4 janvier 1985.

Dans l'attente de leur enlèvement, les déchets doivent être stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution. Des mesures de protection contre la pluie, de prévention contre les envols doivent être prises par l'exploitant si nécessaire.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations correspondent environ aux quantités suivantes:

Type de déchets	Tonnage annuel
<u>Déchets non dangereux</u>	26 % du tonnage incinéré
. mâchefers	
. métaux ferreux et non ferreux	2,90 % du tonnage incinéré
Déchets dangereux : REFIOM (résidus de l'épuration des fumées)	

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de tous les déchets qu'il produit ; il doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation précise et une quantification de tous les déchets générés par ses activités. Le respect des valeurs limites éventuellement fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation est vérifié.

Les capacités de stockage des déchets sur le site sont au maximum de :

- 2.000 m3 pour les mâchefers
- 400 m3 pour les R.E.F.I.O.M.
- 2000 m3 pour les ferrailles
- 10 m3 pour les non ferreux.

### CHAPITRE 5.3 TRAITEMENT ET ELIMINATION DES RESIDUS DE L'INCINERATION

Les résidus d'épuration des fumées et les mâchefers sont éliminés conformément aux dispositions ci-dessous.

#### **ARTICLE 5.3.1. MACHEFERS**

##### **Article 5.3.1.1. Détermination des caractéristiques et valorisation des mâchefers**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour avoir une bonne connaissance des caractéristiques des mâchefers produits et pour la vérification périodique de ces derniers.

La teneur maximale en imbrûlés dans les mâchefers mesurée sur les produits secs ne doit pas dépasser 5 %.

Les mâchefers produits font l'objet d'une analyse mensuelle à minima, comportant notamment une mesure de leur taux d'imbrûlés et des analyses de potentiel polluant selon un test normalisé de lixiviation défini par la norme X 31-210, tel que précisé à l'annexe II de la circulaire du 9 Mars 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains.

Les analyses porteront notamment sur la fraction soluble, les imbrûlés et les teneurs en métaux lourds ; elles doivent permettre de définir la filière d'élimination.

Ils sont réalisées au stade de production des mâchefers, c'est à dire des mâchefers bruts ayant moins d'une semaine avant analyse du potentiel polluant.

Les résultats de ces analyses seront transmis une fois par trimestre par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

#### Article 5.3.1.2. Valorisation des mâchefers

##### a) Généralités

Toute modification des conditions d'élimination de ces mâchefers devra être préalablement portée à la connaissance de l'inspection des installations classées et du préfet du département des Alpes Maritimes.

Selon leurs caractéristiques, les mâchefers pourront, une fois déferrailés, faire l'objet d'une valorisation comme indiqué à l'annexe V de la Circulaire Ministérielle du 9 Mai 1994 quant aux conditions et modalités de réemploi.

En cas d'impossibilité de valorisation, dans le cas de production de mâchefers à forte fraction lixiviable, dits de « catégorie S », ces derniers sont éliminés dans des installations de stockage de déchets ménagers et assimilés dûment autorisées au titre de la loi du 19 Juillet 1976 (décharge dite de classe II).

La valorisation des mâchefers pourrait s'effectuer soit directement, soit après un temps de maturation sur une aire spécialement aménagée à cet effet et conformément aux dispositions prévues à l'annexe VI de la Circulaire précitée.

##### b) Caractéristiques des différentes catégories de mâchefers

Les mâchefers en fonction de leurs caractéristiques sont classés dans les catégories ci-dessous :

	V	M	S	Norme d'échantillonnage
Taux d'imbrûlés en %	< 5	< 5	> 5	
Fraction soluble en %	< 5	< 10	> 10	
Potentiel polluant en mg/Kg :	< 0,2	< 0,4	> 0,4	NF T 90113
	< 10	< 50	> 50	NF T 90112 ou T 90119
Hg	< 1	< 2	> 2	NF T 90112 ou T 90119
	< 2	< 4	> 4	
Pb	< 1,5	< 3	> 3	NF T 90026
	< 10 000	< 15 000	> 15 000	NF T 90043
Cd	> 1 500	< 2 000	> 2 000	NF T 90042 ou T 90009
As				NF T 90102
Cr <sup>6+</sup>				

SO4 <sup>-2</sup>				
COT				

V : Mâchefers à faible fraction lixiviable, dits de catégorie « V » pour valorisation

M : Mâchefers intermédiaires dits de catégorie « M » pour maturation et n'appartenant pas à la catégorie « V »

S : Mâchefers à forte fraction lixiviable dits de catégorie « S » pour stockage.

#### c) Campagne initiale et suivi courant

L'appartenance des mâchefers produits par un four d'incinération à l'une ou l'autre des catégories est déterminée en fonction d'une première série initiale d'analyses (campagne initiale) effectuée sur des échantillons représentatifs tels que définis à l'annexe IV de la circulaire du 9 Mai 1994, puis ensuite par des analyses faites à un rythme mensuel (suivi courant des mâchefers produits).

##### Campagne initiale :

En cas de modification notable de la nature des déchets incinérés, la campagne initiale doit être renouvelée dans les conditions suivantes :

La 1<sup>ère</sup> semaine, il est réalisé une analyse sur un échantillon hebdomadaire. De la 2<sup>ème</sup> à la 8<sup>ème</sup> semaine incluse, il est réalisé une analyse sur un échantillon journalier pris chaque semaine et de sorte que l'échantillon prélevé un jour n de la semaine soit suivi par un échantillon constitué le jour n+1 de la semaine s + 1. De la 9<sup>ème</sup> à la 24<sup>ème</sup> semaine incluse, il est réalisé une analyse sur un échantillon journalier tous les 15 jours de sorte que l'échantillon prélevé un jour n de la semaine soit suivi par un échantillon constitué le jour n+ 1 de la semaine s + 2.

Les caractéristiques des mâchefers produits par un four sont représentés par la moyenne arithmétique glissante de 7 résultats d'analyses d'échantillons successifs. En cas de contrôle inopiné ou non prévu à l'origine dans l'organisation de la campagne d'analyses, le résultat obtenu est pris en compte dans le calcul. Tant que l'on ne dispose que d'un nombre d'analyses n inférieur à 7, on calcule une moyenne arithmétique en pondérant la première analyse 7-n et les suivantes par 1.

Le bilan de cette campagne d'analyses est adressé à l'inspection des installations classées avec les commentaires de l'exploitant sur le fonctionnement du four pendant la période de campagne. Ce bilan permet d'établir la destination normale des mâchefers produits.

##### Suivi courant des mâchefers produits :

Après la période initiale, le rythme des analyses est mensuel lorsque le bilan a conclu à la possibilité d'une valorisation directe ou d'un traitement complémentaire avec maturation.

Si les caractéristiques des mâchefers produits imposent un stockage immédiat dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, le rythme d'analyse peut être bimestriel.

L'exploitant peut, à tout moment, relancer, s'il le juge utile, une nouvelle campagne d'analyses initiales. Pendant le suivi courant de la production de

mâchefers, les jours de prise d'échantillon continuent à être décalés et les caractéristiques moyennes des mâchefers restent déterminées par la moyenne arithmétique glissante des résultats d'analyses de 7 échantillons successifs.

#### d) Conditions de valorisation

L'exploitant est toujours en mesure de justifier des conditions de valorisation et d'élimination des mâchefers. Ces derniers sont valorisés ou éliminés selon les dispositions ci-après :

##### Mâchefers de catégorie « V »

La production de ces mâchefers avec une faible fraction lixiviable est valorisable en techniques routières dans les conditions figurant à l'annexe V de la circulaire précitée du 9 Mai 1994.

Si ces matériaux ne trouvent pas de débouchés et ne sont pas valorisés, leur stockage permanent doit être effectué dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés dûment autorisée à cet effet.

Il appartient à l'exploitant de démontrer aux utilisateurs des mâchefers qu'il produit, que les conditions de valorisation fixées par la réglementation en vigueur sont respectées.

L'exploitant doit disposer d'une convention liant le producteur des mâchefers à ceux qui le traitent, le transportent et le distribuent. Une procédure de suivi de la qualité tout au long du circuit commercial est mise en œuvre.

##### Mâchefers de catégorie « M »

La production de mâchefers intermédiaires fait l'objet d'une maturation en vue de leur valorisation.

Dans le cas où ni la simple maturation, ni même les traitements complémentaires ne permettent d'atteindre les caractéristiques des mâchefers à faible fraction lixiviable, les mâchefers non valorisables dans un délai d'un an sont dirigés vers une installation de stockage permanent de déchets ménagers et assimilés dûment autorisée à cet effet.

Pour les mâchefers devenus valorisables mais qui ne trouvent pas de débouchés et non valorisés dans un délai d'un an après leur production, leur stockage doit être effectué dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés dûment autorisée.

#### ARTICLE 5.3.2. RESIDUS DE L'EPURATION DES FUMÉES (REFIOM)

Les résidus de l'épuration des fumées ne pourront être admis que dans les seules installations explicitement autorisées à cet effet par arrêté préfectoral pris au titre de la loi du 19 Juillet 1976. Ils seront mis en centre de stockage pour déchets ultimes (ex : décharge de Classe I) ou dans un centre spécifique pour ce type de résidus, selon les conditions définies par l'arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.

En particulier, les REFIOM ne seront pas exportés à l'étranger.

#### CHAPITRE 5.4 TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le transport des résidus d'incinération entre le lieu de production et le lieu d'utilisation ou d'élimination doit se faire de manière à éviter tout envol de matériaux, notamment dans le cas de déchets pulvérulents.

---

## TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

---

### CHAPITRE 6.1 CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées et des articles 47 et 48 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont applicables.

#### ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

#### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

L'ensemble des activités de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés ci-dessous, doivent respecter les valeurs admissibles ci-après :

### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles dans le tableau ci-après dans les zones d'émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que dimanches et jours fériés
> à 35 dB(A) et < ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
> à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

On appelle émergence la différence entre le niveau ambiant, établissement en fonctionnement et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt.

On appelle zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

### ARTICLE 6.2.2. NIVEAU LIMITE DE BRUIT

L'ensemble des activités de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés ci-dessous, doivent respecter les valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) en limite de propriété	
Points de contrôle	Jour (7h00-22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00-7h00) et dimanches jours fériés
Limite de propriété de l'établissement	60	50

Les mesures des émissions sonores seront faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

## TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 7.1 CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir sous au moins deux angles différents. Toutes les dispositions doivent être prises pour une intervention rapide des secours et la possibilité d'accéder aux zones d'entreposage des déchets ainsi qu'aux installations et équipements de l'établissement.

L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation du personnel, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs.

Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets doit être revêtu de béton ou de bitume, ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

L'installation doit être équipée d'un bassin qui doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Le volume de ce bassin doit être au moins égal à 240 m<sup>3</sup> ; ce volume correspondant à l'utilisation de 2 bornes incendie de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 h.

Les eaux recueillies doivent satisfaire avant rejet aux valeurs limites de rejet fixées à l'article 4.3.6, 4.3.7 et 4.3.8 de cet arrêté.

## CHAPITRE 7.2 CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

### ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

#### ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir dans le cadre du fonctionnement normal des installations.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de lutte contre un sinistre.

### CHAPITRE 7.3 CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

#### ARTICLE 7.3.1 ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Seules les personnes autorisées par l'exploitant selon une procédure préalablement définie et maintenue à la disposition de l'inspection des installations classées sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel. Les issues des installations d'entreposage et d'incinération des déchets doivent être surveillées par tous les moyens adaptés. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception.

##### Article 7.3.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

##### Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies et plan de circulation

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m

- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

Les voies de circulation internes au site doivent être nettement délimitées, conçues et aménagées de manière à permettre une évolution aisée des véhicules et en particulier ceux des secours. Elles sont maintenues propres et dégagées afin de permettre l'accès aux installations en toutes circonstances.

Un plan de circulation est établi de manière à éviter les risques d'accident. Il doit être affiché et porté à la connaissance des personnes autorisées à circuler sur le site.

#### Article 7.3.1.3. Clôtures

L'établissement doit être efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture d'une hauteur de 2m doit être résistante et efficace afin d'interdire l'accès au site à toute personne et aux véhicules non autorisés.

### ARTICLE 7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

L'exploitant met en place chaque fois que nécessaire des murs de degré coupe feu adapté. De plus, il adapte le degré coupe-feu des ouvertures afin de garantir l'efficacité de la protection du mur.

Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie (transformation électrique, locaux de réserve, tout autre local défini par l'exploitant) sont isolés des autres locaux et dégagements par des murs et planchers coupe-feu de degré 1 heure au moins. Les portes d'intercommunication sont munies de ferme portes.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

#### Article 7.3.2.1. Salles de contrôles et salles de commandes

Les salles de contrôle ou de commandes doivent assurer une protection suffisante pour permettre ; en cas d'accident, la mise en sécurité de différentes unités et prévenir l'extension du sinistre. Elles doivent être accessibles en permanence et assurer une protection contre les risques éventuels de feu en cas d'incendie, de projection en cas d'explosion et de pénétration de substances toxiques en cas de fuite.

#### Article 7.3.2.2. Organes de manœuvre

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel, tels qu'arrêts coups de poing, etc... sont implantés de façon à rester manoeuvrables en cas de sinistre et/ou sont installés de façon redondante et judicieusement répartis.

#### Article 7.3.2.3. Issues de secours

Des issues de secours sont prévues en nombre suffisant et réparties dans les locaux de façon à éviter les culs de sacs.

#### Article 7.3.2.4. Eclairage de sécurité

Un éclairage de sécurité balise les issues de secours ainsi que le cheminement vers celles-ci au moyen de dispositifs autonomes adaptés.

### ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE A LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

### ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

### ARTICLE 7.3.5. DEPOTS DE LIQUIDES INFLAMMABLES

Les dépôts de combustibles liquides ainsi que les annexes (poste de dépotage, tuyauteries, pompes) sont réalisés et exploités conformément aux normes de sécurité en vigueur et aux arrêtés du 9 novembre 1972 relatifs à l'aménagement et à l'exploitation de dépôts de combustibles liquides et, le cas échéant, à la circulaire du 9 novembre 1989 relative aux

dépôts anciens de liquides inflammables.

## CHAPITRE 7.4 CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

### ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement. (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites.

### ARTICLE 7.4.2. VERIFICATIONS PERIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité, des équipements de lutte contre l'incendie et des installations électriques.

Toutes les vérifications et contrôles doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérifications périodique ou suite à un incident, et dans ce cas, nature et cause de l'incident.

Ce registre devra être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'exploitant devra faire procéder, sous sa responsabilité, à des manœuvres annuelles permettant de tester le bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie concernant la défense de l'établissement.

A la demande du Préfet du département et aux frais de l'exploitant, il pourra être exigé de ce dernier la production d'une analyse critique de son installation et des éléments du dossier justifiant des vérifications particulières. Ces analyses seront à effectuer par un organisme de contrôle spécialisé.

Les activités relevant du code de l'environnement et des textes réglementaires applicables à l'installation pourront également faire l'objet d'un récolement de conformité par un organisme agréé sur demande de l'inspection des installations classées. L'analyse et les conclusions correspondantes sont à fournir article par article sur la base du texte réglementaire.

### ARTICLE 7.4.3. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention.

#### ARTICLE 7.4.4. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### ARTICLE 7.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis de travail et le cas échéant, d'un permis de feu délivré par une personne nommément désignée.

Ce permis rappelle notamment : les motivations ayant conduit à sa délivrance, la durée de validité, la nature des dangers, le type de matériel pouvant être utilisé, les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de ma maintenance simple et réalisées par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieurs à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou toutes interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation et des contrôles réalisés par l'établissement.

### CHAPITRE 7.5 CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

#### ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### ARTICLE 7.5.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

### ARTICLE 7.5.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et au feu.

Elle peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques,

d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans les conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### ARTICLE 7.5.4. RESERVOIRS

Les réservoirs de produits polluants ou dangereux sont construits selon les règles de l'art. Ils portent en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu. Ces réservoirs sont équipés de manière que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toute disposition est prise pour éviter les débordements en cours de remplissage.

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

#### ARTICLE 7.5.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

#### ARTICLE 7.5.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### ARTICLE 7.5.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

#### ARTICLE 7.5.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **CHAPITRE 7.6 CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### ARTICLE 7.6.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques effectuée dans le cadre de l'étude de dangers remise dans le dossier d'autorisation actualisé, annexé à cet arrêté préfectoral.

Ils concernent les moyens de détection du feu ; les moyens d'alarme et d'alerte des pompiers ; les moyens d'intervention et les moyens mis en place par les services de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident.

#### ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 7.6.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- deux bouches incendie d'un débit 120 m<sup>3</sup>/heure ;
- 1 canon à eau dans le hall de déchargement ;
- 27 robinets d'incendie armés avec tuyaux souples et lances appropriées, judicieusement implantés et répartis pour pouvoir agir efficacement en tous points des installations dans les délais les plus brefs. L'un deux devra être placé au voisinage du dépôt de fuel ;
- des extincteurs conformes aux normes homologuées et efficaces pour les différents types de feux susceptibles de se produire, placés aux points sensibles comprenant :

- 5 extincteurs à poudre polyvalente sur chariot (50 kg)
- 77 extincteurs à poudre polyvalente (9 kg)
- 2 extincteurs à poudre polyvalente (6 kg)
- 51 extincteurs à CO 2 (5 kg)
- 3 extincteurs à CO 2 (2 kg)
- 14 extincteurs à eau pulvérisée (6 litres)
- 3 extincteurs à eau pulvérisée (9 litres)
- 1 stock de produit absorbant de 150 kg.

Ces moyens pourront être complétés en tant que de besoin à la demande de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.

Les divers matériels et appareils font l'objet d'un contrôle et d'un entretien périodiques.

Une consigne règle les conditions d'intervention du personnel en cas d'incendie. Elle est affichée sur les lieux de travail et remise au personnel intéressé.

Afin de permettre en cas de sinistre l'intervention rapide des sapeurs-pompiers, une voie d'accès « Sapeurs-Pompiers » rendant accessible au niveau de stockage de déchets aux engins de secours devra être assurée.

Un exercice incendie sera organisé annuellement avec le personnel d'exploitation et les sapeurs pompiers.

#### ARTICLE 7.6.4. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

#### ARTICLE 7.6.5. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un

accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et les eaux pluviales polluées) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés.

La vidange des eaux ne pourra être effectuée que si ces dernières, sans traitement, respectent les normes de rejet relatives aux concentrations visées à l'article 4.3.7. du présent arrêté.

Ce bassin d'une capacité de rétention de 240 m<sup>3</sup> est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

---

## TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 8.1 CHAPITRE 8.1 EPANDAGE

L'épandage des effluents aqueux issus des installations de traitement des déchets est interdit.

### CHAPITRE 8.2 DEPOTS DE FUEL LOURD ET FUEL DOMESTIQUE

Le réservoir aérien de fuel-oil lourd sera fabriqué en acier soudable.

Le taux de travail de l'enveloppe métallique devra être au plus égal à 50 % de la résistance à la traction.

Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs, et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

Le réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.

La capacité et la nature du produit contenu sera peint sur le réservoir de façon très apparente.

Une cuvette de rétention étanche devra être aménagée autour du réservoir avec une capacité au moins égale à 100 % de la capacité du réservoir.

Les aires de remplissage et de soutirage ainsi que les salles de pompes devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux. Ces liquides seront récupérés et brûlés.

Le matériel et installations électriques utilisés aux abords et à proximité des stockages et canalisations devra être de sûreté (IP55).

Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms. Par ailleurs, toutes les installations métalliques du stockage devront être reliées par une liaison équipotentielle.

Une personne responsable devra être désignée pour l'exploitation et l'entretien de ces dépôts une consigne écrite devra indiquer les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Cette consigne devra être affichée, en permanence et de façon apparente, à proximité du dépôt.

Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans les dépôts du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles. Cette interdiction devra être affichée de façon apparente aux abords des dépôts ainsi qu'à l'extérieur de la cuvette de rétention.

## CHAPITRE 8.2 CHAPITRE 8.3 TRANSFORMATEURS AU PYRALENE

En application du plan cadastral de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT, approuvé par arrêté du 26 février 2003, les transformateurs au pyralène visés à la rubrique n° 1180 de la nomenclature, seront remplacés avant la fin de l'année 2008.

### - Surveillance des émissions et de leurs effets - SUIVI DE L'IMPACT DANS L'ENVIRONNEMENT

## CHAPITRE 8.3 CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

### ARTICLE 8.3.1. CONDITIONS GENERALES DE SURVEILLANCE DES REJETS

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 septembre 2000.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.

Les normes nationales sont indiquées en annexe I a de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes

de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

#### ARTICLE 8.3.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées, (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto-surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514.5 et L 514.8 du Code de l'Environnement.

Cependant, les contrôles inopinés prévus à l'article 9.1.3 et exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

#### ARTICLE 8.3.3. CONTROLES INOPINES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut réaliser ou demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyse d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Le cas échéant, ils seront exécutés par un organisme tiers choisi à cet effet. Les résultats seront adressés à l'inspection des installations classées. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

L'exploitant est tenu de laisser visiter l'ensemble des installations aux personnes chargées de l'inspection des installations classées, en vue d'y faire les constatations que ces derniers jugeront nécessaires.

### CHAPITRE 8.4 CHAPITRE 9.2 MODALITES DE SURVEILLANCE DU MILIEU NATUREL

#### ARTICLE 9.2.1 SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets atmosphériques.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :

- poussières totales ;
- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;
- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;
- oxydes d'azote ;
- et gaz de combustion :
  - le monoxyde de carbone ;

- l'oxygène et la vapeur d'eau.

L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de :

- l'ensemble des paramètres mesurés en continu ;
- du cadmium et de ses composés ;
- du thallium et de ses composés ;
- du mercure et de ses composés ;
- du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) ;
- des dioxines et furannes.

Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble de ces composés et des paramètres suivis en continu est réalisée tous les trois mois.

Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.

Les rapports d'analyses sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réalisation des mesures en comparant les résultats obtenus aux normes fixées aux articles 3.2.3, 3.2.4 et 3.2.6 de cet arrêté. Les écarts font l'objet de commentaires et des propositions pour rectifier d'éventuels écarts sont décrites, ainsi que les délais nécessaires pour leur mise en œuvre le cas échéant.

#### ARTICLE 9.2.2. SURVEILLANCE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT AU VOISINAGE DE L'INSTALLATION

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement.

Ce programme concerne principalement les dioxines et les métaux.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Ses modalités doivent faire l'objet d'une procédure précise dont un exemplaire doit être adressée à l'inspection des installations classées.

Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. C'est ainsi qu'elles porteront sur les cibles végétales et alimentaires ainsi que sur les teneurs dans les sols. En cas d'impossibilité de présence de cibles végétales et alimentaires, l'exploitant proposera des dispositions alternatives d'efficacité comparable.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport annuel d'activités (bilan environnement) et sont communiqués lors de la commission locale d'information et de surveillance.

#### ARTICLE 9.2.3. SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les contrôles externes (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement. Cette opération vise notamment à caler l'autosurveillance et à s'assurer du bon fonctionnement des matériels de prélèvements et d'analyses.

L'ensemble des résultats est transmis à l'inspecteur des installations classées tous les mois accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des paramètres suivants :

- pH ;
- température ;
- débit ;
- concentration en substances organiques exprimées en COT.

Dans le cas où des difficultés sont rencontrées pour la mesure du COT en continu en raison de la présence de chlorures, la mesure de COT peut être réalisée à fréquence journalière, sur échantillonnage ponctuel.

L'exploitant doit également réaliser des mesures journalières sur échantillonnage ponctuel de :

- MEST (quantité totale de solides en suspension) , cette mesure pouvant être également réalisée en continu si l'exploitant dispose des équipements de mesure appropriés ;
- DCO (demande chimique en oxygène : sauf si cette mesure n'est pas compatible avec la nature de l'effluent et notamment lorsque la teneur en chlorure est supérieure à 5 g/l).

L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme compétent des mesures mensuelles, par un prélèvement sur 24 heures proportionnel au débit, des paramètres suivants :

- métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni et Zn) ;
- fluorures ;
- CN libres ;
- hydrocarbures totaux ;
- AOX ;
- DBO (demande biochimique en oxygène).

Il doit enfin faire réaliser par un organisme compétent au moins deux mesures par an des dioxines et des furannes. Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure est réalisée tous les trois mois.

Lorsqu'il ne s'agit pas d'un rejet continu, mais d'un rejet par bâchées, une analyse des paramètres précités est réalisée avant chaque rejet sur un échantillon instantané prélevé dans la bâchée à rejeter. Le rejet ne peut intervenir que si les valeurs limites fixées aux articles 4.3.6, 4.3.7 et 4.3.8 de cet arrêté sont respectées.

L'exploitant réalise selon une fréquence semestrielle les mesures et analyses destinées à traiter les caractéristiques des effluents traités dans les débourbeurs/déshuileurs (points de rejets 2).

#### ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'activité de l'installation du site.

L'exploitant doit mettre en place quatre piézomètres, en amont et en aval du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe de la rivière du Paillon.

Ces équipements doivent permettre de déterminer si les sols, compte tenu des activités exercées sur le site, ont été pollués et s'il y a une incidence éventuelle par rapport à la nappe souterraine. A cette fin, un bilan de l'état de référence du site doit être recherché par l'exploitant dans ses archives afin de disposer d'une évaluation antérieure permettant une comparaison avec la surveillance actuelle.

Leurs caractéristiques et les points d'implantation doivent être effectués après avis d'un hydrogéologue agréé. Une copie du rapport avec les conclusions sur les solutions proposées doit être transmise à l'inspection des installations classées.

La qualité des eaux sera vérifiée au moins deux fois par an ;

et quotidiennement pendant une semaine ou plus, après incident notable (débordement, fuite, etc...)

Les paramètres à contrôler comprennent :

- la hauteur des niveaux hydrauliques
- analyse physico-chimique : pH , potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO<sub>2</sub>, NO<sub>3</sub>, NH<sub>4</sub>, Cl, SO<sub>4</sub>, PO<sub>4</sub>, K, Na, Ca, Mg, Sb, Co, V, TI, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, BTX et HAP,
- analyse biologique : DBO<sub>5</sub>

Les méthodes d'analyses utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur. L'inspection des installations classées est immédiatement informée de toute évolution significative d'un paramètre mesuré.

En cas de pollution des eaux souterraines, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour faire cesser le trouble constaté, et signale toute anomalie dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Des contrôles inopinés peuvent également être réalisés sur demande de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 9.3 interprétation et diffusion des résultats

### ARTICLE 9.3.1 ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise, et notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète.

Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Il tient informé l'inspection des installations classées de toute action corrective effectuée.

### ARTICLE 9.3.2 ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article 38 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent imposées par le présent arrêté.

Ce rapport, doit être établi sous la forme prévue en Annexe II à cet arrêté ; il traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Les résultats et commentaires sont présentés par l'exploitant lors des réunion de la CLIS.

### ARTICLE 9.3.3. INDISPONIBILITES

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des appareils de mesure en continu des effluents aqueux ne peut pas être supérieure à 24 heures consécutives. Dans le cas d'un rejet par bâchée, il ne pourra y avoir déversement de la bâchée avant analyse. La durée cumulée sur l'année ne peut pas être supérieure à 10 jours.

## CHAPITRE 8.5 CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES

### ARTICLE 9.4.1 BILAN ENVIRONNEMENT (RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE)

Une fois par an, et au plus tard avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité de l'année écoulée, comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue au chapitre 9.5 ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.

Le rapport précise le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée défini à l'article 2.7.1 et présente le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant,

l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers.

Il porte également sur :

- le bilan des utilisations d'eau en faisant apparaître éventuellement les économies réalisées,
- la masse annuelle des émissions de polluants. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, les paramètres suivis par l'autosurveillance et contrôles par des organismes tiers ainsi que les quantités de déchets (mâchefers, résidus d'épuration des fumées, catalyseurs usés...), ainsi que le CO<sub>2</sub>.

Une copie de ce bilan annuel est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 9.4.2 BILAN DE FONCTIONNEMENT DECENNAL

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 17 juillet 2000 (pris en application de l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement), l'exploitant élabore tous les dix ans un bilan de fonctionnement, qu'il adresse au préfet, portant sur les conditions d'exploitation de l'installation inscrites dans l'arrêté d'autorisation.

Le bilan est à fournir au plus tard à la date anniversaire de l'arrêté d'autorisation et porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact.

Il doit contenir notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 Titre 1<sup>er</sup> - Livre V, du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 Titre 1<sup>er</sup> - Livre V, du code de l'environnement ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation.

### CHAPITRE 8.6 CHAPITRE 9.5 INFORMATIONS DE L'INSPECTION CLASSEES SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION

#### ARTICLE 9.5.1. CONSIGNATION DES RESULTATS DE SURVEILLANCE

Les résultats de la mesure en continu de la température obtenue à proximité de la paroi interne de la chambre de combustion ou d'un autre point représentatif et des mesures demandées au Titre 9 sont conservés pendant dix ans.

Les informations relatives aux déchets issus de l'installation et à leur élimination sont en revanche conservées pendant toute la durée de l'exploitation.

Les résultats des analyses demandées aux articles 2.9.2, 5.3, 9.2.1, 9.2.2, 9.2.3 et 9.2.4 sont communiquées à l'inspection des installations classées :

- selon une fréquence au moins mensuelle, en ce qui concerne la mesure de la température de la chambre de combustion, les mesures en continu demandées à l'article 9.2.1 et les mesures en continu à fréquence journalière ou mensuelle demandées à l'article 9.2.2, accompagnées de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;
- selon une fréquence d'au moins deux fois par an en ce qui concerne les mesures ponctuelles telles que définies aux articles 9.2.1, 9.2.2, 9.2.3 et 9.2.4 ;
- selon une fréquence d'au moins deux fois par an en ce qui concerne les indisponibilités telles que définies aux articles 2.9.2 ;
- dans les meilleurs délais lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, au-delà des limites fixées par l'article 2.9.2, en cas de dépassement des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers telles que définies à l'article 9.2.1, en cas de dépassement des valeurs limites de rejet dans l'eau en ce qui concerne les mesures définies à l'article 9.2.2 et pour tout dépassement des valeurs limites de fraction soluble et de teneurs en métaux lourds dans les lixiviats des déchets produits par l'installation en ce qui concerne les mesures réalisées, le cas échéant, en application de l'article 5.4.

Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. C'est ainsi que les mesures faites sur les cibles végétales et alimentaires, aussi que celles dans les sols doivent faire l'objet d'un commentaire visant à les expliciter par rapport aux niveau des émissions mesurées.

L'exploitant calcule une fois par an, sur la base de la moyenne annuelle des valeurs mesurées et du tonnage admis dans l'année :

- les flux moyens annuels de substances faisant l'objet de limite de rejet par tonne de déchets incinérés ;
- les flux moyens annuels produits de déchets issus de l'incinération énumérés à l'article 5.4 par tonne de déchets incinérés.

Il communique ce calcul à l'inspection des installations classées et en suit l'évolution.

---

## TITRE 9 ECHEANCES ET DUREE

---

Le présent arrêté est applicable au 28 Décembre 2005 ou dès la mise en conformité de l'usine d'incinération si celle-ci intervient avant cette date.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

---

## TITRE 10

---

lesdites prescriptions sont imposées sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de droit étant réservés à ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

«DELAI ET VOIE DE RECOURS (article L. 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

---

## TITRE 11

---

un extrait du présent arrêté, notamment les prescriptions auxquelles les installations seront soumises sera, aux frais de la société Sonitherm inséré par les soins du préfet des Alpes-Maritimes dans deux journaux d'annonces légales du département et affiché à la mairie de Nice pendant une durée d'un mois à la diligence du maire de Nice qui devra justifier de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera, en outre, affiché par la sonitherm dans son établissement.

---

## TITRE 12

---

le secrétaire général de la préfecture des Alpes Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- au maire de Nice,
- à la société Sonitherm,
- au directeur départemental du travail et de l'emploi,
- au directeur départemental de l'équipement,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au directeur de la direction interministérielle de défense et de protection civile,
- au directeur régional de l'environnement,
- au délégué de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse,

- au directeur régional des affaires culturelles,
- au chef de groupe de subdivision des Alpes-Maritimes de la DIRE, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le 23 DEC. 2005

Pour le Préfet,  
le Sous-préfet, Secrétaire Général Adjoint  
chargé des Politiques Sociales

  
Christian ABRARD



**PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS  
DES ALPES-MARITIMES**  
SERVICE PROTECTION CIVILE, ENVIRONNEMENT  
ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires portant sur  
les rejets des substances dangereuses dans le milieu aquatique**

**SONITHERM à Nice**

**Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

N° 13589

**VU** la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

**VU** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté (codification de la directive 76/464/CEE) ;

**VU** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**VU** le Décret n° 2005-378 du 20/04/05 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

**VU** la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;

**VU** la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;

**VU** la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementale provisoires (NQE<sub>p</sub>) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

**VU** la circulaire DGPR/SRT du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ICPE) soumises à autorisation ;

**VU** le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15 janvier 2008 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 septembre 2009 ;

**VU** l'avis du CODERST du 11 juin 2010 ;

**CONSIDERANT** l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

**CONSIDERANT** les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

**CONSIDERANT** les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

**CONSIDERANT** l'action nationale 2010 relative au déploiement de l'application GIDAF (Gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquentes) au niveau national fixée par la circulaire du 13/01/10 relative aux thèmes d'actions nationales de l'inspection des Installations classées et de la sécurité industrielle pour l'année 2010 ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

**ARRETE**

## **Article 1 : Objet**

La société **SONITHERM** dont le siège social est situé à 33, bvd de l'Ariane 06300 Nice doit respecter, pour ses installations sises à **Nice** les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

## **Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

**2.1** Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'**annexe 5** du présent arrêté.

**2.2** Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaires », pour chaque substance à analyser.

**2.3** L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'**annexe 5** du présent arrêté :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :
  - a. Numéro d'accréditation
  - b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels ;
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances (**annexe 2** du présent arrêté) qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'**annexe 5**;
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'**annexe 3** du présent arrêté.

**2.4** Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit, accompagné par une attestation réalisée, par l'organisme retenu pour la réalisation des mesures ou tout organisme compétent démontrant, l'adéquation de ces procédures aux exigences de l'annexe 5. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés au paragraphe 3 de l'**annexe 5** et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

Pour avoir l'autorisation de bénéficier de cette disposition, l'exploitant doit transmettre les éléments à l'inspection des installations classées, :

- ✓ 1 mois avant le début de la surveillance initiale définie à l'article 3 du présent arrêté ;
- ✓ 1 mois avant le début de la surveillance pérenne définie à l'article 4 du présent arrêté.

**2.5** Pour les substances faisant déjà l'objet d'une autosurveillance mensuelle prescrite par arrêté préfectoral, l'exploitant peut demander à ce qu'elles soient exclues des mesures réalisées au titre de l'article 3 :

- lorsque les résultats de l'autosurveillance sont supérieurs à zéro,
- ou lorsque les méthodes de mesure ont une limite de quantification inférieure ou égale à celle définie en annexe 5.

Dans ce cas, il doit adresser en même temps que la lettre précisant le laboratoire retenu sa demande accompagnée des 6 derniers résultats de mesure par paramètre et point de rejets.

Pour ces substances il doit remettre la partie de l'étude technico-économique relative à celles-ci et présentant les possibilités de réduction et/ou suppression tel que prévues à l'article. 4.2 au plus tard le **D + 18 mois**.

## **Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale**

### **3.1. Programme de surveillance initiale**

L'exploitant met en œuvre **avant le D**, le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- liste des substances : substances visées à l'**annexe 1** du présent arrêté
- périodicité : 1 mesure par mois pendant 6 mois (*la périodicité peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité auprès de l'inspection notamment pour les activités saisonnières*)
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation (*la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité auprès de l'inspection*) .

Il transmet **au plus tard avant le D-1mois** un courrier à l'inspection des installations classées l'informant de l'organisme qu'il a choisi pour procéder aux prélèvements et aux analyses ainsi que de la période de démarrage du programme de surveillance initiale. Ce courrier sera accompagné le cas échéant de l'attestation de prélèvement visé à l'article 2.4 et des résultats des mesures visées à l'article 2.5 du présent arrêté.

### **3.2. Rapport de synthèse de la surveillance initiale**

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées **au plus tard le D+1an** un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique selon l'**annexe 4** du présent arrêté. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur l'ensemble des mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir de l'ensemble de ces mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;
- l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit et permettant de vérifier le respect des dispositions de l'article 2 du présent arrêté ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant met en évidence la possibilité d'abandonner la surveillance de certaines substances, en référence aux dispositions de l'article 3.3. du présent arrêté ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;
- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

### **3.3. Conditions à satisfaire pour abandonner la surveillance d'une substance**

L'exploitant peut proposer à l'inspection des installations classées l'abandon de la surveillance d'une substance si au moins l'une des trois conditions suivantes est vérifiée (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères qui la composent sont tous les deux respectés) :

**Condition 1.** Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;

**Condition 2.** Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie à l'**annexe 5.2** de l'**annexe 5**

**Condition 3.**

**critère a :** toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10\*NQE (norme de qualité environnementale définie par la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 susvisée).

**critère b :** tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE). Le critère b est considéré satisfait pour les rejets en mer.

## **Article 4 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne**

### **4.1 Programme de surveillance pérenne**

L'exploitant poursuit le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- réalisation **au plus tard à compter du D+13 mois de la première analyse**
- liste des substances dangereuses à mesurer : les substances dangereuses visées à l'**annexe 1** du présent arrêté, sauf celles pour lesquelles l'exploitant a reçu l'accord écrit de retrait de l'inspection des installations classées ;
- périodicité : a minima 1 mesure par trimestre pendant 2 an et 6 mois, soit 10 mesures (*la périodicité peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité notamment pour les activités saisonnières*) ; pour les substances déjà surveillées au titre d'un arrêté préfectoral, la périodicité est celle prévue par celui-ci dès lors qu'elle y est inférieure au trimestre ;
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation (*la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité*).

Les conditions de mesures et de prélèvement restent ceux prévus dans l'annexe 5.

**Il transmet au plus tard le D+11 mois** un courrier à l'inspection des installations classées l'informant de l'organisme qu'il aura choisi pour procéder aux prélèvements et aux analyses ainsi que de la période de démarrage du programme de surveillance pérenne.

### **4.2 Etude technico-économique**

L'exploitant fournit au Préfet au **D+30 mois** une étude technico-économique, faisant référence à l'état de l'art en la matière et aux meilleures technologies disponibles, accompagnée d'un échéancier de réalisation pouvant s'échelonner jusqu'en 2021, répondant aux objectifs suivants pour l'ensemble des substances figurant dans la surveillance prescrite à l'article 4 ci-dessus (voir annexe 6)

- Pour les substances dangereuses prioritaires figurant à l'annexe X de la directive 2000/60/CE susvisée, possibilités de réduction à l'échéance 2015 et de suppression à l'échéance 2021 (*2028 pour anthracène et endosulfan*) ;
- Pour les substances prioritaires figurant à l'annexe X de la directive 2000/60/CE susvisée et pour les substances pertinentes de la liste I de la directive 2006/11/CE ne figurant pas à l'annexe X de la directive 2000/60/CE susvisée, possibilités de réduction à l'échéance 2015;
- Pour les substances pertinentes de la liste II de l'annexe I de la directive 2006/11/CE, lorsqu'elles sont émises avec un flux supérieur à 20% du flux admissible dans le milieu, possibilités de réduction à l'échéance 2015;
- Pour les substances pertinentes figurant à la liste II de l'annexe I de la directive 2006/11/CE, émises avec un flux inférieur à 20% du flux admissible dans le milieu mais pour lesquelles la norme de qualité environnementale n'est pas respectée, possibilités de réduction à l'échéance 2015.

Pour chacune des substances pour lesquelles l'exploitant propose des possibilités de réduction ou de suppression, celui-ci devra faire apparaître dans l'étude mentionnée au premier alinéa, l'estimation chiffrée pour chaque substance concernée, du rejet évité par rapport au rejet annuel moyen de l'installation avant réduction (en valeur absolue en kg/an et en valeur relative en %).

### **4.3 Rapport de synthèse de la surveillance pérenne**

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées **au plus tard le D+4 ans** un rapport de synthèse de la surveillance pérenne dans les formes prévues à l'article 3.2. du présent arrêté.

Ce rapport doit conduire l'exploitant à proposer la nature du programme de surveillance à poursuivre selon les dispositions de l'article 3.3. et en fonction des conclusions de l'étude technico-économique visée au point 4.2.

### **4.4 Actualisation du programme de surveillance**

En cas d'évolution dans les produits, les procédés, les opérations ou les pratiques susceptibles d'être à l'origine de l'émission dans les rejets de nouvelles substances dangereuses au sein de l'établissement, l'exploitant est tenu d'actualiser le cadre de sa surveillance à ces nouvelles substances jusqu'à la vérification du respect des dispositions définies à l'article 3.3. Il en informe l'inspection des installations classées.

## **Article 5 : Remontée d'informations de la surveillance des rejets**

### **5.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux**

Les résultats des mesures, prescrites par le présent arrêté, du mois N réalisées au titre de la surveillance des rejets aqueux doivent être avant la fin du mois N+1 :

- ✓ saisis sur le site de télédéclaration GIDAF dont les coordonnées seront fournies par l'inspection des installations classées, lorsque celui-ci sera rendu opérationnel pour la région PACA,
- ✓ dans l'attente, adressés sous format informatique directement à l'inspection des installations classées.

**Les résultats des mesures de surveillance des rejets aqueux, prescrites par les arrêtés préfectoraux antérieurs s'effectueront aussi par ce site de télédéclaration.**

### **5.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes**

Les substances faisant l'objet de la surveillance décrite précédemment doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues aux articles 3 et 4 du présent arrêté pour les émissions de substances dangereuses dans l'eau ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection, notamment dans le cas d'émissions dans le sol pour les boues produites par l'installation faisant l'objet d'un plan d'épandage.

## **Article 6 : Date d'effet**

**La date D citée dans le présent arrêté correspond au 1<sup>er</sup> décembre 2010.**

## **Article 7 : Délai et voie de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## **Article 8 : information des tiers**

- Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Nice;
- Un extrait dudit arrêté sera affiché à la mairie de Nice pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- Un avis sera inséré, par les soins du préfet et au frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

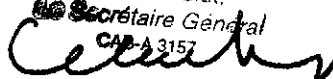
## **Article 9 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Maire de Nice,
- à la SONITHERM,
- au Directeur départemental des territoires et de la mer,
- au Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé,

- au Directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au Directeur de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DIRECCTE PACA
- au Directeur régional de la DREAL PACA,
- au service protection civile de la DDPP,
- au Chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le <sup>xx</sup> 1 OCT. 2010

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
CAP-A 3157  


Gérard GAVORY

**ANNEXE 1 : liste des substances dangereuses faisant partie des programmes de surveillance**

**Etablissement :** SONITHERM 06000 Nice

**Nombre de point de rejet/mesure :**

**Unité incinération**

**liste :**

**3.3**

**Nonylphénols**

**Cadmium et ses composés** \

**Chrome et ses composés** \

**Cuivre et ses composés** \

**Fluoranthène** \

**Mercure et ses composés** \

**Naphtalène** \

**Nickel et ses composés** \

**Pentachlorophénol** \

**Plomb et ses composés** \

**Zinc et ses composés** \

**2,4,6 trichlorophénol** \

**Anthracène** \

**Arsenic et ses composés** \

**Chloroforme** \

**Hexachlorocyclohexane (gamma isomère -** \

**Lindane)** \

**Hexachlorobenzène** \

**Tétrachloroéthylène** \

**Trichloroéthylène** \

**Toluène** \

**Tributylphosphate** \

*Pour les éléments figurant dans la deuxième partie de cette liste, il est possible d'abandonner leur recherche pour ceux, non détectés (<LD) après les 3 premières mesures, et information préalable de l'Inspection*

**ANNEXE 2 - Tableau des performances et assurance qualité à renseigner par le laboratoire et à restituer à l'exploitant**

(copie de l'annexe 5.6 de la circulaire RSDE du 5 janvier 2009, téléchargeable sur le site <http://rsde.ineris.fr/>)

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eaux résiduaires)
Alkylphénols	4 (para) nonylphénol	1958		
	Para-tert-octylphénol	1959		
Anilines	3,4 dichloroaniline	1586		
Autres	Chloroalcanes C <sub>10</sub> -C <sub>13</sub>	1955		
	Biphényle	1584		
	Epichlorhydrine	1494		
	Tributylphosphate	1847		
	Acide chloroacétique	1465		
BDE	Tétabromodiphényléther BDE 47	2919		
	Pentabromodiphényléther BDE 99	2916		
	Pentabromodiphényléther BDE 100	2915		
	Hexabromodiphényléther BDE 154	2911		
	Hexabromodiphényléther BDE 153	2912		
	Heptabromodiphényléther BDE 183	2910		
	Décabromodiphényléther BDE 209	1815		
BTEX	Benzène	1114		
	Ethylbenzène	1497		
	Isopropylbenzène	1633		
	Toluène	1278		
	Xylènes (Somme o,m,p)	1780		
Chlorobenzènes	Hexachlorobenzène	1199		
	Pentachlorobenzène	1888		
	1,2,3 trichlorobenzène	1630		
	Chlorobenzène	1467		
	1,2 dichlorobenzène	1165		
Chlorophénols	Pentachlorophénol	1235		
	4-chloro-3-méthylphénol	1636		
	2 chlorophénol	1471		
	2,4 dichlorophénol	1486		
	2,4,5 trichlorophénol	1548		
	2,4,6 trichlorophénol	1549		
COHV	1,2 dichloroéthane	1161		
	Chlorure de méthylène	1168		
	Hexachlorobutadiène	1652		
	Chloroforme	1135		
	Tétrachlorure de carbone	1276		
	1,1 dichloroéthylène	1162		
	1,2 dichloroéthylène	1163		
	Tétrachloroéthylène	1272		
	Trichloroéthylène	1286		
HAP	Anthracène	1458		
	Fluoranthène	1191		
	Naphtalène	1517		
	Benzo (a) Pyrène	1115		
	Benzo (b) Fluoranthène	1116		
	Benzo (g,h,i) Pérylène	1118		
	Benzo (k) Fluoranthène	1117		

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eaux résiduaires)
	Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	1204		
<i>Métaux</i>	Cadmium et ses composés	1388		
	Plomb et ses composés	1382		
	Mercure et ses composés	1387		
	Nickel et ses composés	1386		
	Arsenic et ses composés	1369		
	Zinc et ses composés	1383		
	Cuivre et ses composés	1392		
	Chrome et ses composés	1389		
<i>Organoétains</i>	Tributylétain	1820		
	Tributylétain cation	2879		
	Dibutylétain	1771		
	Monobutylétain	2542		
<i>PCB</i>	PCB 101	1242		
	PCB 153	1245		
<i>Pesticides</i>	Trifluraline	1289		
	Alachlore	1101		
	Atrazine	1107		
	Chlorfenvinphos	1464		
	Chlorpyrifos	1083		
	Diuron	1177		
	Alpha Endosulfan	1178		
	béta Endosulfan	1179		
	alpha Hexachlorocyclohexane	1200		
	gamma isomère Lindane	1203		
	Isoproturon	1208		
	Simazine	1263		
<i>Paramètres de suivi</i>	Demande Chimique en Oxygène	1314		
	Matières en Suspension	1305		

### **ANNEXE 3 - Attestation du Prestataire (ou de l'Exploitant)**

Je soussigné(e) , << Nom, qualité >> .....  
Coordonnées de l'entreprise : .....  
.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)  
.....  
.....

- ❖ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- ❖ m'engage à restituer les résultats dans un délai de 1 mois après réalisation de chaque prélèvement<sup>22</sup>
- ❖ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire\*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

\*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

---

<sup>22</sup> L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

## **ANNEXE 4 - Éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances**

(copie de l'annexe 5.5 de la circulaire RSDE du 5 janvier 2009, téléchargeable sur le site <http://rsde.ineris.fr/>)

### Conditions de prélèvement et d'analyses

[illegible]

## Résultats d'analyses

[illegible]

**ANNEXE 5 Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyse**

***copie de l'annexe 5 de la circulaire RSDE du 5 janvier 2009, téléchargeable sur le site <http://rsde.ineris.fr/>***

## **– ANNEXE 6 Objectifs de réduction et listes des substances concernées**

### **Liste des 41 substances caractéristiques du bon état chimique des eaux**

Les 41 substances caractéristiques du bon état chimique des eaux comprennent :

- l'ensemble des substances dangereuses prioritaires de l'annexe X de la DCE (13 substances ou familles de substances)
- l'ensemble des substances prioritaires de l'annexe X de la DCE (20 substances ou familles de substances)
- et les substances de la liste I de la directive 76/464/CE non incluses dans l'annexe X de la DCE (8 substances ou familles de substances)

	<b>Les Substances Dangereuses Prioritaires de la DCE (SDP)</b>	<b>Les Substances Prioritaires de la DCE (SP)</b>	<b>Substances "Liste I" de la directive 76/464/CEE non incluses dans la DCE</b>
<b>Objectifs de réduction nationaux</b> (circulaire du 7 mai 2007 <sup>***</sup> )	<b>50 % du flux des rejets à l'échéance 2015</b> (année de référence 2004)	<b>30 % du flux des rejets à l'échéance 2015</b> (année de référence 2004)	<b>50 % du flux des rejets à l'échéance 2015</b> (année de référence 2004)
<b>Objectifs DCE sur les rejets</b>	<b>Suppression des rejets à l'échéance 2021</b>	<b>Réduction des rejets</b> (pas de délai fixé)	<b>Pas d'objectifs DCE sur les rejets</b>
<b>substances ou familles de substances concernées</b>	Composés du tributylétain (TBT) (tributylétain-cation)	DEHP (Di (2-éthylhexyl)phthalate)	Perchloréthylène (Tétrachloroéthylène)
	PBDE <sup>***</sup> (Pentabromodiphényléther)	Chlorure de méthylène (Dichlorométhane ou DCM)	Trichloroéthylène
	Nonylphénols (4-(para-nonylphénol))	Octylphénols (Para-tert-octylphénol)	Aldrine
	Chloroalcanes C10-C13	Diuron	Tétrachlorure de carbone
	Somme de 5 HAP <sup>***</sup> Benzo (ghi) Pérylène Indeno (1,2,3-cd) Pyrène Benzo (b) fluoranthène Benzo (a) Pyrène Benzo (k) fluoranthène	Nickel et ses composés	DDT (Dichlorodiphényltrichloroéthane)
	Anthracène HAP <sup>***</sup>	Plomb et ses composés	Dieldrine
	Pentachlorobenzène	Fluoranthène	Isodrine
	Mercury et ses composés	Chloroforme (Trichlorométhane)	Endrine
	Cadmium et ses composés	Atrazine	
	Hexachlorobenzène	Trichlorobenzène (TCB)	
	Hexachlorocyclohexane (Lindane)	Chlorpyrifos	
	Hexachlorobutadiène	Naphtalène	
	Endosulfan (Alcoyloendosulfan)	Alachlore	
		Isoproturon	
		Chlorfenvinphos	
		Pentachlorophénol	
		Benzène	
		Simazine	
		1,2 Dichloroéthane	
		Trifluraline	
<b>nombre de substances et familles de substances</b>	<b>13</b>	<b>20</b>	<b>8</b>

<b>code couleur national</b>	<b>rouge</b>	<b>jaune</b>	<b>orange</b>
------------------------------	--------------	--------------	---------------

NOTA :

<sup>\*\*</sup> Circulaire du 7 mai 2007 :

- 1 - Elle fixe, pour l'ensemble des 41 substances caractéristiques du bon état chimique des eaux ainsi que pour les substances pertinentes de la liste II, des Normes de Qualité Environnementales provisoires (NQE<sub>p</sub>) à ne pas dépasser pour chaque masse d'eau considérée : eaux de surface - eaux de transition - eaux marines (cf. circulaire du 7 mai 2007 : tableaux A et C pour les SDP (13) et les SP (20) de la DCE, tableau B pour les 8 substances de la liste I ne figurant pas à l'annexe X de la DCE, tableaux D et E pour les substances de la liste II pertinentes au titre du programme d'action national et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE).
- 2 - Elle définit également des objectifs de réduction nationaux pour les émissions de l'ensemble de ces substances (toutes sources confondues).

<sup>\*\*\*</sup> Substances à l'origine SP requalifiées en SDP suite à l'adoption de la directive fille avec suppression des rejets à l'échéance 2028

**Liste des substances "Liste II" de la directive 76/464/CE  
pertinentes au titre du programme d'action national  
non incluses dans la DCE  
(86 substances et familles de substances)**

<b>Objectifs de réduction nationaux</b> (circulaire du 7 mai 2007**)	<b>10 % du flux des rejets à l'horizon 2015 - année de référence 2004</b>
<b>Objectifs DCE sur les rejets</b>	<b>Pas d'objectifs DCE sur les rejets</b>

SUBSTANCES
Dichlorvos
Fenitrothion
Malathion
Oxyde de tributylétain
Acétate de triphénylétain (acétate de fentine)
Chlorure de triphénylétain (chlorure de fentine)
Hydroxyde de triphénylétain (hydroxyde de fentine)
Biphényle
Acide chloroacétique
2-Chloroaniline
3-Chloroaniline
4-Chloroaniline
Mono-chlorobenzène
4-Chloro-3-méthylphénol
1-Chloro-2-nitrobenzène
1-Chloro-3-nitrobenzène
1-Chloro-4-nitrobenzène
2-Chlorophénol
3-Chlorophénol
4-Chlorophénol
Chloroprène (2-Chloro-1,3-butadiène)
3-Chloropropène
2-Chlorotoluène
3-Chlorotoluène
4-Chlorotoluène
2,4-D (y compris sels et esters)
Dichlorure de dibutylétain
Oxyde de dibutylétain
Dichloroaniline-2,4
1,2-Dichlorobenzène
1,3-Dichlorobenzène
1,4-Dichlorobenzène
1,1-Dichloroéthane
1,1-Dichloroéthylène
1,2-Dichloroéthylène
Dichloronitrobenzènes (famille)
2,4-Dichlorophénol
Dichloroprop
Diéthylamine
Diméthylamine
Epichlorohydrine (1-Chloro-2,3-époxy-propane)
Ethylbenzène
Isopropyl benzène
Linuron
2,4 MCPA
Mecoprop
Monolinuron

SUBSTANCES
Oxydéméton-méthyl
les 8 HAP suivant :
Acénaphtène
Acénaphthylène
Benzo(a)anthracène
Chrysène
Dibenzo(ah)anthracène
Fluorène
Phénanthrène
Pyrène
PCB (dont PCT)
Phoxime
1,2,4,5-tétrachlorobenzène
1,1,2,2-tétrachloroéthane
Toluène
Tributylphosphate
1,1,1-trichloroéthane
1,1,2-trichloroéthane
2,4,5-trichlorophénol
2,4,6-trichlorophénol
Chlorure de vinyle (Chloroéthylène)
Xylènes
Bentazone
Zinc
Cuivre
Chrome
Sélénium
Arsenic
Antimoine
Molybdène
Titane
Etain
Baryum
Beryllium
Bore
Uranium
Vanadium
Cobalt
Thallium
Tellurium
Argent
Phosphore total
Cyanure
Fluorure
Ammoniaque
Nitrite

**NOTA :**

**\*\* Circulaire du 7 mai 2007 :**

- Elle fixe, pour l'ensemble des 41 substances caractéristiques du bon état chimique des eaux ainsi que pour les substances pertinentes de la liste II, des Normes de Qualité Environnementales provisoires (NQE<sub>p</sub>) à ne pas dépasser pour chaque masse d'eau considérée : eaux de surface - eaux de transition - eaux marines (cf. circulaire du 7 mai 2007 : tableaux A et C pour les SDP (13) et les SP (20) de la DCE, tableau B pour les 8 substances de la liste I ne figurant pas à l'annexe X de la DCE, tableaux D et E pour les substances de la liste II pertinentes au titre du programme d'action national et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE).
- Elle définit également des objectifs de réduction nationaux pour les émissions de l'ensemble de ces substances (toutes sources confondues).



**PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES**

**Direction départementale de la  
protection des populations**  
Service protection civile, environnement  
et sécurité routière

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Société SONITHERM**  
**33, boulevard de l'Ariane à Nice**

**Actualisation des prescriptions techniques applicables à l'usine d'incinération  
d'ordures ménagères et autres déchets assimilés de Nice**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**N° 13804**

- VU** le code de l'Environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup>, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article R.512-31 ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

- VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 12831 du 23 décembre 2005 réglementant l'exploitation par la société SONITHERM d'une usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés au 33 bd de l'Ariane à Nice ;
- VU les demandes de la société SONITHERM en date du 3 mars 2009 et du 23 décembre 2009 visant à modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2005 susvisé ;
- VU le courrier de la société SONITHERM en date du 30 avril 2009 déclarant au préfet le stockage d'acide chlorhydrique sur le site ;
- VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 17 février 2011 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) dans sa séance du 4 mars 2011;

**CONSIDERANT** que les demandes formulées par la société SONITHERM ne constituent pas une modification substantielle des installations ou de leur mode d'utilisation au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que ces demandes ne sont pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement en prescrivant à la société SONITHERM par voie d'arrêté préfectoral complémentaire de nouvelles valeurs limites pour l'émission d'oxydes d'azote dans les rejets atmosphériques et pour l'émission de matières en suspension dans les rejets aqueux ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'actualiser les prescriptions applicables à l'exploitation de l'usine d'incinération par la prise en compte des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2010 susvisé et des évolutions mineures des installations apparues depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2005 susvisé ;

**CONSIDERANT** que le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant le 29 avril 2011 a fait l'objet d'observations de sa part dans les délais réglementaires ;

**CONSIDERANT** que les modifications demandées ne sont pas justifiées et que les prescriptions fixées restent inchangées ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

**ARRETE**

## **TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES**

### **CHAPITRE 1.1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société niçoise de réalisations thermiques (SONITHERM), dont le siège social est situé au 33 Boulevard de l'Ariane – 06300 NICE, ci-après dénommée « l'exploitant », se conforme pour la poursuite de l'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés sise à l'adresse de son siège social aux dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2005 susvisé, à l'exception de l'article 1.2.1, sont remplacées par celles du présent arrêté à compter de sa notification à l'exploitant.

#### **ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

### **CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES**

La dernière ligne du tableau figurant à l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2005 susvisé est remplacée par les dispositions suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité maximale de l'installation autorisée	Classement (*)
1611.2	Emploi et stockage d'acide phosphorique à plus de 10% et d'acide chlorhydrique à plus de 20 % La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 250 t	1 cuve d'acide phosphorique de 50 m3 1 cuve d'acide chlorhydrique (33%) de 4,4 m3	83,9 tonnes	D

(\*) A : autorisation - D : déclaration - DC : déclaration soumis à contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement

#### **ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Commune	S	Parcelles	Surfaces
---------	---	-----------	----------

	e ct io n		occupées
NICE	H N	3, 125, 126, 150, 151, 159, 160, 162, 173	9.732 m2
ST ANDRE DE LA ROCHE	A E	100	800 m2 (en partie d'une surface de 54.864 m2)

### **CHAPITRE 1.3 - CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant (dossier de demande d'autorisation du 31 mai 1995, actualisé par le dossier de mise en conformité de juillet 2003 et complété par le dossier n° 132637-105-ETU-MF-1-001-C de décembre 2004). En tout état de cause, elles doivent respecter les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Un plan détaillé reprenant les adaptations réalisées lors des études de détail ou de la mise en service doit être tenu à jour.

### **CHAPITRE 1.4 - AUDIT DE CONFORMITE DES INSTALLATIONS**

Dès achèvement des travaux de mise en conformité des installation ou à partir du **29 décembre 2005**, l'exploitant est chargé d'effectuer par un organisme tiers compétent déterminé en accord avec l'inspection des installations classées, un « **Audit de conformité** » de l'ensemble des installations par rapport à chacune des réglementations applicables afin de vérifier leur conformité technique.

Cet audit de conformité devra être remis en Préfecture des Alpes Maritimes pour le **31 mars 2006**.

Le cas échéant, si des non conformités viennent à apparaître à l'issue de cet audit, l'exploitant devra les rassembler dans un tableau récapitulatif d'observations. Ce tableau devra indiquer la nature des travaux à réaliser ou les mesures et moyens à mettre en oeuvre.

Il sera accompagné des délais nécessaires à la réalisation de chacune des observations mentionnées.

### **CHAPITRE 1.5 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE**

#### **ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **ARTICLE 1.5.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers doivent être actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation.

Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **ARTICLE 1.5.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté

nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

#### **ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

#### **ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITE**

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement. A ce titre, l'exploitant doit se conformer aux articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du code de l'environnement.

Au moins trois mois avant la date à laquelle il estime l'exploitation terminée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant :

- L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation dans son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il permette un usage futur du site selon les dispositions des articles précités du code de l'environnement.

Une fois les travaux de remise en état terminés, l'inspection des installations classées procède à une inspection du site afin de s'assurer que la remise en état est conforme aux prescriptions. Le cas échéant, elle constate la réalisation des travaux par procès verbal qu'elle transmet au préfet. Ce dernier adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

### **CHAPITRE 1.6 DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

### **CHAPITRE 1.8 INFORMATION DU PUBLIC**

Une Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) doit être mise en place par voie d'arrêté préfectoral.

A cette commission sont associés notamment les représentants des riverains et des associations.

Elle se réunira au moins une fois par an et traitera du suivi environnemental annuel et plus particulièrement, du suivi des risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques.

Conformément au décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993, l'exploitant adresse chaque année au préfet des Alpes Maritimes et aux Maires des villes de Nice et Saint André, ainsi qu'à la commission locale d'information et de surveillance, un dossier comprenant les documents suivants (article 2 du décret précité):

Une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels cette installation a été conçue ;

- l'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation avec, éventuellement, ses mises à jour ;
- les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions des lois du 15 juillet 1975 et du 19 juillet 1976 susvisées ;
- la nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours ;
- la quantité et la composition mentionnés dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ;
- un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

Le fonctionnement de l'installation de valorisation et d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Nice l'Ariane doit être assuré en conformité avec les orientations du Plan Départemental d'Élimination des déchets ménagers et assimilés.

---

## **TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 2.1.1 OBJECTIFS GENERAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et d'énergie ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leur caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées aux rejets, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Ces installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées aux rejets, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin le fonctionnement de ses installations.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides ou atmosphériques, est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

#### **ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Une attention particulière doit être donnée par l'exploitant quant au suivi des dioxines et métaux lourds.

#### **ARTICLE 2.1.3. RYTHME DE FONCTIONNEMENT**

L'établissement fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Des périodes d'arrêt pour entretien et maintenance peuvent être prévues par l'exploitant dans les conditions fixées par cet arrêté ; elles font l'objet d'un préavis annuel à l'inspection des installations classées et d'une inscription sur un registre.

### **CHAPITRE 2.2 - RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc ...

## **CHAPITRE 2.3 - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE ET PROPRETE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus.

L'exploitant assure la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation, et veille à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent pas produire des dépôts de déchets sur les voies publiques et sur les voies d'accès au site.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, nettoyage, ...).

Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ... ou aménagements équivalents).

## **CHAPITRE 2.4 - DANGERS OU NUISANCES NON PREVENUS**

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ainsi que l'étude de mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 (étude technico-économique, études d'impact et de dangers) ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données ;
- toutes les procédures et consignes mises en place, notamment celles prévues par le présent arrêté.

Ces documents doivent être tenus par l'exploitant à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site et leur mise à jour doit être assurée en permanence.

Ces documents sont, notamment, les suivants :

Article	Documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées
2.1.1.	Registre des mesures sur paramètres de fonctionnement des installations de traitement
2.8.4.2.	Nature et origine des déchets entrant - Registre des entrées
3.2.1.	Plan de localisation des points de rejets dans l'air
4.2.2.	Plan des égouts et des réseaux des effluents aqueux
5.2.	Documents justifiant l'exécution de l'élimination des déchets produits

	Caractérisation et quantification de tous les déchets produits
5.4.	Liste des transporteurs chargés du transport des déchets produits
7.3.1.	Procédure d'autorisation de l'accès au site
7.4.2.	Registre des vérifications périodiques
7.5.1.	Registre des vérifications, opérations d'entretien et de vidange des rétentions
7.6.2.	Registre des contrôles des moyens d'intervention
9.1.1.	Document décrivant les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance des émissions et de leurs effets
9.3.2.	Rapport mensuel de synthèse des analyses réalisées mensuellement en autosurveillance

## **CHAPITRE 2.7 - DISPOSITIONS DE CONCEPTION ET D'AMENAGEMENT GENERAL**

### **ARTICLE 2.7.1. CONCEPTION DE L'INSTALLATION**

Les installations autorisées par le présent arrêté comprennent :

- 4 lignes de traitement des fumées par procédé humide ;
- des fours – chaudières pouvant produire 135 tonnes de vapeur surchauffée par jour ;
- une unité de séchage de boues de station d'épuration urbaine avant incinération d'une capacité de 100 tonnes par jour ;
- des turbo – alternateurs électriques pour les besoins en électricité de l'usine ;
- une unité de traitement des effluents ;
- une ligne de traitement de mâchefers (extinction) ;
- une chaufferie annexe assurant le secours de production pour les réseaux de chaleur ;

Ces installations doivent être conçues afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et l'utilisation de techniques de valorisation et de traitement des effluents et des déchets produits, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence, et en tenant compte des caractéristiques particulières de l'environnement d'implantation.

Les résidus produits seront aussi minimes et peu nocifs que possible et, le cas échéant, recyclés , en particulier les mâchefers valorisables « V » issus de l'incinération..

L'élimination des résidus dont la production ne peut être évitée ou réduite ou qui ne peuvent être recyclés sera effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur.

#### **Article 2.7.1.1. Valorisation énergétique**

La chaleur produite par les installations d'incinération est valorisée, notamment par la production de chaleur et/ou d'électricité, la production de vapeur à usage industriel ou l'alimentation d'un réseau de chaleur.

Le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée est défini comme le rapport de l'énergie valorisée annuellement sur l'énergie sortie chaudière produite annuellement.

Est considérée valorisée l'énergie produite par l'installation sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée, y compris par autoconsommation, ou cédée à un tiers.

- Energie produite par l'installation : 650 GWh
- Taux de valorisation annuel : > 80%

### **ARTICLE 2.7.2. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION**

	Capacité nominale (à PCI = 2000 kcal/kg)	Coefficient d'efficacité	Puissance thermique nominale	Capacité annuelle de l'installation
Four 1	12 t/h	0,91	27,9 MW	84.400 t/an
Four 2	12 t/h	0,91	27,9 MW	84.400 t/an
Four 3	12 t/h	0,91	27,9 MW	84.400 t/an

Four 4	18 t/h	0,91	41,8 MW	126.800 t/an
Ensemble installation	54 t/h	0,91	125,6 MW	380.000 t/an

## CHAPITRE 2.8 - CONDITIONS D'ADMISSION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

### ARTICLE 2.8.1. PROVENANCE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

La provenance des déchets entrants est limitée à :

pour les ordures ménagères :

A la zone d'influence de collecte prévue par le Plan Départemental de Traitement des Résidus Urbains. L'importation de déchets ménagers et assimilés venant de l'étranger est interdite.

pour les déchets hospitaliers contaminés :

Seuls sont admis les déchets hospitaliers en provenance du département des Alpes maritimes, de chacun des autres départements de la région Provence – Alpes – Côte d'Azur ainsi que de la principauté de Monaco.

La zone d'influence de collecte devra être conforme au Plan Régional d'Élimination des déchets hospitaliers contaminés.

La quantité de déchets hospitaliers contaminés traitée annuellement sera de 8.000 tonnes au plus en accord avec le P.R.E.D.A.S. (plan régional d'élimination de déchets d'activités de soins). L'importation de tous déchets hospitaliers provenant de l'étranger est interdite, à l'exception de la principauté de Monaco. En cas de saturation, la priorité sera donnée au département des Alpes Maritimes.

### ARTICLE 2.8.2. DECHETS ADMISSIBLES

Les déchets pouvant être admis sur ce site pour incinération sont les suivants :

- Les ordures ménagères et autres résidus urbains provenant de la collecte traditionnelle des ordures ménagères ;
- Les déchets banals assimilables aux ordures ménagères d'origine commerciale, artisanale ou agricole ;
- Les déchets hospitaliers banals non contaminés assimilables aux ordures ménagères ;
- Les boues non toxiques de stations d'épuration urbaines du département des Alpes-Maritimes ;
- Les déchets exceptionnels tels que drogues ou produits frauduleux provenant des saisies douanières ou policières, les stocks de produits pharmaceutiques périmés, les archives confidentielles (administrations, notaires,...), etc...

Le volume de la fosse de réception des déchets (capacité équivalente en eau) : 5.600 m3

En complément des déchets cités, sont également admis les déchets hospitaliers contaminés dans les conditions indiquées à l'article 2.8.4.5. du présent arrêté.

Les principales caractéristiques des déchets admissibles sont les suivantes :

Type de déchets	Pouvoir calorifique de référence des déchets	Capacité d'entreposage	Quantité maximale pouvant être traitées
Déchets ménagers et assimilés : déchets banals et hospitaliers non contaminés	9.196 kJ/kg	5.600 m3	345.000
Boues de STEP urbaine	8.151 kJ/kg	200 m3	24.000
Déchets d'activités hospitaliers contaminés	12.540 kJ/kg	Pas de stockage	8.000

### ARTICLE 2.8.3. DECHETS INTERDITS

Les déchets interdits à l'incinération sur ce site sont les suivants :

- Tout déchet de fabrication issu d'une activité industrielle, non assimilable aux déchets visés à l'article 2.8.2. ci-dessus ;

- Les déchets liquides, même en récipients clos ;
- Les substances explosives ;
- Les déchets dont la température serait susceptible de provoquer un incendie ;
- Les déchets issus des abattoirs, les cadavres des animaux relevant des crématoires ;
- Tous déchets venant de l'étranger (hormis ceux provenant de la principauté de Monaco comme indiqué au point 2.8.1).

#### **ARTICLE 2.8.4 LIVRAISON ET RECEPTION DES DECHETS**

L'exploitant prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

##### Article 2.8.4.1. Détection de la radioactivité

Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis avant leur déchargement.

Le dépassement du seuil de détection fixé déclenche une alarme extérieure et une alarme dans le poste de contrôle ; le camion ou conteneur concerné par ce déclenchement est dirigé vers aire ou une voie de dégagement prévue à cet effet. L'exploitant définit une procédure qui fixe la conduite à tenir en cas de déclenchement du seuil de détection fixé (organisme technique qu'il utilise en appui, devenir des déchets refusés, etc ...).

##### Article 2.8.4.2. Enregistrement - pesage

L'exploitant vérifie que les déchets réceptionnés sont conformes à ceux autorisés.

La nature et l'origine des déchets sont tenues en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toutes les dispositions appropriées sont prises par l'exploitant pour que les véhicules en attente de contrôle ne stationnent pas à l'extérieur du site.

L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation d'incinération.

Tout arrivage de déchets fait l'objet d'une pesée sur un pont bascule.

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, l'origine des déchets collectés, la nature et la quantité de déchets, l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule, le mode d'élimination, la destination des déchets, les éventuelles opérations intermédiaires effectuées (prétraitement, conditionnement,...) et des observations s'il y a lieu.

Les registres éventuellement informatisés, où sont mentionnées ces données, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### Article 2.8.4.3. Contrôles à l'admission des déchets

###### *2.8.4.3.1. Cas des ordures ménagères et assimilés*

Les contrôles suivants sont effectués sur les produits entrant sur le site de façon à réduire au maximum la présence de produits indésirables :

- un contrôle administratif est effectué sur l'ensemble des déchets entrant sur le site,
- un contrôle visuel sur les déchets est effectué aux étapes suivantes :
  - . lors du déchargement des bennes ou conteneurs à déchets,
  - . lors du brassage des déchets dans la fosse,
  - . lors du chargement des trémies d'alimentation des fours.

###### *2.8.4.3.2. Cas des boues provenant de la station d'épuration urbaine*

L'installation peut recevoir environ 35.000 tonnes par an de boues humides ; ce qui représente après séchage une capacité de 24.000 tonnes par an destinées à l'incinération.

Elles sont réceptionnées dans un silo étanche de 200m<sup>3</sup> ; le traitement consiste en un séchage sur lit fluidisé et une granulation avant incinération. La capacité de traitement de cette installation s'élève à 5,2 tonnes par heure. Les effluents récupérés à l'issue du séchage sont dirigés vers le réseau de traitement des eaux industrielles avant rejet vers la station d'épuration de la ville de Nice.

Les contrôles suivants sont effectués sur les boues entrant sur le site de façon à réduire au minimum la présence de produits indésirables :

- un contrôle administratif est effectué sur l'ensemble des boues entrant sur le site,
- un contrôle est effectué sur les boues lors de leur déchargement.

De plus, l'exploitant dispose d'une analyse mensuelle des boues reçues sur un échantillon moyen représentatif de la période considérée. Il fait effectuer trimestriellement selon les normes en vigueur une analyse sur un prélèvement ponctuel réalisé sur le chargement de boues d'un des véhicules. Ces analyses portent sur les paramètres suivants : siccité, matières organiques, matières minérales, soufre et chlore sur matières sèches, métaux (Mg, Cd, Ni, Hg, Pb, Cu, Mn, As, Cr<sup>VI</sup>, Cr total).

#### *2.8.4.3.3. Dispositions communes*

L'exploitant établit une procédure définissant, en cas de découverte de déchets suspects, les dispositions à prendre pour identifier les déchets, les mesures conservatoires à mettre en œuvre et la filière d'élimination ad hoc. Cette procédure sera établie en harmonie avec les guides joints à la circulaire du 30 juillet 2003 relative aux procédures de déclenchement du portique de détection de radioactivité. Elle sera mise à jour en tant que de besoin, et notamment à l'occasion de l'évolution de cette circulaire.

#### Article 2.8.4.4. Déchets non dangereux

Les déchets non dangereux à traiter doivent être déchargés dès leur arrivée à l'usine dans une fosse étanche permettant la collecte des eaux d'égouttage.

L'installation doit être équipée de telle sorte que l'entreposage des déchets et l'approvisionnement du four d'incinération ne soient pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'aire de déchargement des déchets non dangereux doit être conçue pour éviter tout envol de déchets et de poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.

Si les déchets sont susceptibles de ne pas pouvoir être traités 24 heures au plus tard après leur arrivée par l'installation d'incinération, la fosse doit être close et devra être en dépression tant qu'il y aura des déchets et lors du fonctionnement des fours : l'air aspiré doit servir d'air de combustion afin de détruire les composés odorants. Le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue.

L'exploitant doit mettre en place les modalités d'acceptation et d'admission pour tout déchets non dangereux présentant des caractéristiques particulières.

#### Article 2.8.4.5. Déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés

Sont considérés comme déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (déchets hospitaliers contaminés) et à ce titre, admis à l'incinération conformément à la circulaire du 23 août 1989, les déchets définis dans le guide technique n° 2 sur l'élimination des déchets hospitaliers édité par le Ministère de la Santé dans le bulletin officiel n° 88.29 bis.

Il s'agit des déchets :

- à risques ;
- spécifiques contaminés ;
- domestiques mélangés aux déchets contaminés.

L'ensemble de ces déchets est admis à raison de 10 % en mélange avec les ordures ménagères.

Les déchets spécifiques non contaminés et les déchets domestiques non mélangés à des déchets contaminés sont assimilés aux ordures ménagères tel que mentionné à l'article 2.8.2.

a) Il est strictement interdit de procéder à l'incinération de déchets suivants, même provenant d'établissements de soins :

- de lots de sels d'argent, produits chimiques utilisés pour les opérations de développement, clichés radiographiques périmés ;
- de lots de déchets à risques chimiques, toxiques, explosifs ou produits à haut pouvoir oxydant ;
- de lots mercuriels ;
- des déchets radioactifs ;
- des pièces anatomiques et cadavres d'animaux destinés à la crémation ou à l'inhumation.

b) Les déchets d'activités de soins à risques infectieux ne peuvent être acceptés que s'ils sont conditionnés dans des récipients étanches pouvant assurer une bonne résistance, à usage unique, en bon état et avec un marquage apparent indiquant la nature des déchets et leur provenance.

Les récipients à usage unique doivent être facilement incinérables.

La détection de toute anomalie sur les déchets par rapport aux présentes prescriptions entraîne le refus des déchets, voire même du lot concerné.

c) Le transit des déchets d'activités de soins à risques infectieux par la fosse de stockage des déchets ménagers et assimilés est interdit.

Les déchets sont incinérés 48 h au plus tard après leur arrivée.

Si les récipients ne sont pas introduits directement dans le four dès leur arrivée, les conteneurs pleins sont entreposés dans un local respectant les dispositions fixées par l'article 8 de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

d) La manutention et le transport des récipients se font dans des conteneurs rigides clos à fond étanche, de manière à préserver l'intégrité de ces récipients jusqu'à leur introduction dans le four.

Après déchargement, les conteneurs sont lavés et désinfectés intérieurement et extérieurement sur le site. Les conteneurs vides, propres et désinfectés, s'ils ne sont pas immédiatement réutilisés, sont entreposés dans un local distinct prévu à cet usage. Les eaux de lavage des conteneurs sont préalablement désinfectées avant rejet dans le réseau d'effluents industriels.

e) Tout déchet d'activités de soins à risques infectieux arrivant à l'usine d'incinération doit être accompagné d'un bordereau de suivi qui devra avoir été établi et être utilisé dans les formes prévues par l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

## **CHAPITRE 2.9 - CONDITIONS D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 2.9.1 CONDITIONS DE COMBUSTION**

#### **a) Qualité des résidus**

Les installations d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des cendres et mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu (ou taux d'imbrûlés) soit inférieure à 3 % de ce poids sec.

#### **b) Conditions de combustion**

Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850°C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La température doit être mesurée en continu.

#### **c) Brûleurs d'appoint**

Chaque ligne d'incinération est équipée d'au moins un brûleur d'appoint, lequel doit s'enclencher automatiquement lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850°C, après la dernière injection d'air de combustion.

Ces brûleurs sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température de 850°C pendant lesdites phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion.

Lors du démarrage et de l'extinction, ou lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850°C, les brûleurs d'appoint ne sont pas alimentés par des combustibles pouvant provoquer des émissions plus importantes que celles qu'entraînerait la combustion de gazole, de gaz liquide ou de gaz naturel.

#### **d) Conditions de l'alimentation en déchets**

Les installations d'incinération possèdent et utilisent un système automatique qui empêche l'alimentation des fours en déchets :

- pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température de 850°C ;
- chaque fois que la température de 850°C n'est pas maintenue ;
- chaque fois que les mesures en continu prévues par l'article 9.2.1 montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée en raison d'un dérèglement ou d'une défaillance des systèmes d'épuration.

Les boues de station d'épuration (après séchage) sont injectées dans le four uniquement lorsque :

- le four n'est pas en procédure de démarrage ;

- le régime stable est atteint ;
- le four n'est pas en procédure d'arrêt.

**e) Introduction des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés dans le four**

Les récipients contenant les déchets sont introduits directement, sans manipulation humaine, dans le four par l'intermédiaire d'une trémie, d'un sas de chargement gravitaire ou avec un poussoir. La détérioration des récipients avant l'entrée dans le four devra être évitée. Trémie, sas et poussoir seront désinfectés périodiquement.

La conception des installations des fours et leur mode d'exploitation doit être telle qu'il n'y ait aucun risque de contamination des eaux, cendres ou mâchefers quittant la chaîne d'incinération ou ses abords immédiats.

Les déchets d'activités de soins à risques infectieux ne peuvent être enfournés que lors du fonctionnement normal de l'installation, qui exclut notamment les phases de démarrage ou d'extinction du four.

Un quota maximum de déchets doit être fixé, sans toutefois dépasser 10 % en masse en moyenne annuelle. L'exploitation se fait de telle manière que ces déchets soient introduits périodiquement dans le four, afin d'assurer la régularité de la charge et du PCI.

Avant tout enfournement, il conviendra de s'assurer du caractère optimal de la combustion.

En cas d'arrêt intervenant moins de deux heures après le dernier chargement de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, si les déchets subsistant à l'intérieur du four doivent être repris, ceux-ci sont rechargés dans des bennes spécifiques pour être incinérés à nouveau après réparation. Si le four ne peut être réparé rapidement, ces déchets seront envoyés dans une autre installation autorisée.

## **ARTICLE 2.9.2 INDISPONIBILITES**

### **2.9.2.1. Indisponibilité des dispositifs de traitement**

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération et de traitement des effluents aqueux et atmosphériques pendant laquelle les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées par le présent arrêté ne peut excéder 4 heures sans interruption.

Cette durée maximale est également de 4 heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1. montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée.

La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à 60 heures.

L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens de mesure nécessaires pour vérifier le respect de ces dispositions et effectuer leur suivi.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées.

Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

### **2.9.2.2. Indisponibilité des dispositifs de mesure**

#### **a) Dispositifs de mesure en semi-continu.**

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques est fixée à 1 mois sans interruption.

Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation.

#### **b) Dispositifs de mesure en continu.**

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents aqueux et atmosphériques est fixée à 10 heures sans interruption.

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année.

---

## **TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement doivent être conçues afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement.

Elles devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

L'exploitant doit disposer d'un dispositif de mesure et d'enregistrement des paramètres suivants (type station météo) : vitesse et direction du vent, température et précipitations.

#### **ARTICLE 3.1.3. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### **ARTICLE 3.1.4. ENVOLS**

##### Article 3.1.4.1 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et régulièrement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

##### Article 3.1.4.2 Stockage

Les stockages de produits pulvérulents (entre autres les chaux pour traitement des gaz acides, charbons actifs, etc ...) sont confinés en récipients ou silos dans des bâtiments fermés. Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs

d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

#### **ARTICLE 3.1.5. BRULAGE**

Le brûlage à l'air libre est formellement interdit à l'exclusion des essais incendie ; dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

### **CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET**

#### **ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES**

Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites des émissions atmosphériques fixées à l'article 3.2.3 ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.

Les points de rejets dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible et localisés sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

##### Article 3.2.1.1. Vitesse d'éjection des gaz

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue nominale doit être au moins égale à 12 m / s. Elle doit être contrôlée par un organisme tiers agréé deux fois par an au minimum.

##### Article 3.2.1.2. Plate forme de mesures

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz. Les caractéristiques de cette plate-forme devront être telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.

En particulier, cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Si une même cheminée reçoit les gaz provenant de plusieurs lignes de traitement des fumées, une section de mesure conforme aux prescriptions de la norme NF X 44 052 sera aménagée par ligne, de manière à permettre la mesure séparée des effluents de chaque ligne de traitement.

#### **ARTICLE 3.2.2. CONDITIONS GENERALES DE REJET**

##### Article 3.2.2.1. Installations raccordées

Les installations raccordées aux conduits sont les suivantes :

	Installations raccordées	Puis sanc e ou capa cité	Combustible	Autres caractéristi ques
Con duit n° 1	Four d'incinération 1	12 t/h	Déchets ménagers et assimilés	PCI : 2000 kcal/kg
	Four d'incinération 2	12 t/h	Déchets ménagers et assimilés	PCI : 2000 kcal/kg
Con duit n° 2	Four d'incinération 3	12 t/h	Déchets ménagers et assimilés	PCI : 2000 kcal/kg
	Four d'incinération 4	18 t/h	Déchets ménagers et assimilés	PCI : 2000 kcal/kg
Con duit n° 3	Deux chaudières de secours	2 x 23 MW	Fuel lourd	

#### Article 3.2.2.2 Caractéristiques des conduits d'émission

Les caractéristiques des conduits d'émission des rejets atmosphériques issus de la combustion ont les caractéristiques suivantes :

	Désignation	D i a m è t r e ( m )	Ha ute ur (m)	Débit nomin al en Nm3/h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Cond uit n° 1	Cheminée incinérateur 1 et 2	2 , 1 3	86	120.00 0	12
Cond uit n° 2	Cheminée incinérateur 3 et 4	2 , 1 3	86	149.00 0	12
Cond uit n° 3	Cheminée pour les deux chaudières de secours	1 , 5 0	86	65.000	12

#### ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DE REJETS

##### a) Monoxyde de carbone

Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :

- 50 mg/Nm3 de gaz de combustion en moyenne journalière ;
- 150 mg/Nm3 de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes sur dix minutes ou 100 mg/Nm3 de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures.

b) Poussières totales, COT, HCl, HF, SO<sub>2</sub> et NO<sub>x</sub>

c)

Paramètre	Valeur en moyenne journalière	Valeur en moyenne sur une demi-heure
Poussières totales	10 mg/Nm <sup>3</sup>	30 mg/Nm <sup>3</sup>
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10 mg/Nm <sup>3</sup>	20 mg/Nm <sup>3</sup>
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/Nm <sup>3</sup>	60 mg/Nm <sup>3</sup>
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 mg/Nm <sup>3</sup>	4 mg/Nm <sup>3</sup>
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	50 mg/Nm <sup>3</sup>	200 mg/Nm <sup>3</sup>
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> ) exprimés en dioxyde d'azote	80 mg/Nm <sup>3</sup>	400 mg/Nm <sup>3</sup>

d) Métaux

Paramètre	Valeur
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	0,5 mg/Nm <sup>3</sup>

Le total des autres métaux lourds est composé de la somme :

- de l'antimoine et de ses composés, exprimés en antimoine (Sb) ;
- de l'arsenic et de ses composés, exprimés en arsenic (As),
- du plomb et de ses composés, exprimés en plomb (Pb),
- du chrome et de ses composés, exprimés en chrome (Cr),
- du cobalt et de ses composés, exprimés en cobalt (Co),
- du cuivre et de ses composés, exprimés en cuivre (Cu),
- du manganèse et de ses composés, exprimés en manganèse (Mn),
- du nickel et de ses composés, exprimés en nickel (Ni)
- du vanadium et de ses composés, exprimés en vanadium (V).

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

e) Dioxines et furannes

Paramètre	Valeur
Dioxines et furannes	0,1 ng/Nm <sup>3</sup>

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

f) Ammoniac (NH<sub>3</sub>)

Paramètre	Valeur en moyenne journalière	Valeur en moyenne sur une
-----------	-------------------------------	---------------------------

		<b>demi-heure</b>
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	30 mg/Nm <sup>3</sup>	30 mg/Nm <sup>3</sup>

f)

Les flux maxima figurant dans le tableau ci-dessous doivent être respectés :

Paramètre concerné	Flux maxima (*)	
	Horaires	Journaliers
CO	26,9 kg/h	324,0 kg/j
Poussières totales	8,1 kg/h	64,8 kg/j
COT	5,4 kg/h	64,8 kg/j
HCl	16,1 kg/h	64,8 kg/j
HF	1,08 kg/h	6,48 kg/j
SO <sub>2</sub>	53,8 kg/h	324,0 kg/j
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	107,6 kg/h	1296,0 kg/j
Cadmium et ses composés, exprimés en Cd + Thallium et ses composés, exprimés en Tl	13,50 g/h	0,324 kg/j
Mercure et ses composés, exprimés en Hg	13,50 g/h	0,324 kg/j
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	135 g/h	3,24 kg/j
Ammoniac	8,1 kg/h	194,4 kg/j
Dioxines et furannes	0,027 mg/h	0,648 mg/j

(\*) Flux émis pour un débit nominal total de 270.000 Nm<sup>3</sup>/h (égal à la somme des débits de rejets des conduits 1 et 2 définis à l'article 3.2.2.2.)

g)

La dilution des rejets atmosphériques est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

#### ARTICLE 3.2.4. CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'AIR

Les valeurs limites d'émission dans l'air définies à l'article 3.2.3. a) à e) sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 3.2.3. pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.2.3. ;
- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.2.3. ;
- pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés, aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.2.3. ;
- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/Nm<sup>3</sup> ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 2.9.2.1 ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures.

Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.3. :

- Monoxyde de carbone : 10 % ;
- Dioxyde de soufre : 20 % ;
- Ammoniac : 40 %
- Dioxyde d'azote : 20 % ;
- Poussières totales : 30 % ;
- Carbone organique total : 30 % ;
- Chlorure d'hydrogène : 40 % ;
- Fluorure d'hydrogène : 40 %.

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées.

Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.3. sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé. Toutefois, si les déchets sont incinérés dans une atmosphère enrichie en oxygène, les résultats des mesures peuvent être rapportés à une teneur en oxygène fonction de la particularité du cas d'espèce et fixée à 11 %.

#### **ARTICLE 3.2.5. LIMITATION DES EMISSIONS DANS L'AIR**

Les installations respectent également les dispositions propres :

- aux zones de protection spéciale qui demeurent applicables en application de l'article 18 du décret du 25 mai 2001 susvisé ;
- aux arrêtés pris en application des plans de protection de l'atmosphère élaborés en application de l'article L. 222-4 du code de l'environnement.

Les dispositions imposées par le présent arrêté relatives à la limitation des émissions peuvent être complétées par des mesures d'interdiction de l'usage de certains combustibles, de ralentissement ou d'arrêt de fonctionnement de certains appareils ou équipements prévues par les arrêtés instaurant des procédures d'alerte pris en application de l'article L.223-1 du code de l'environnement.

---

## TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

### **CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau. En particulier, la réfrigération des machines en circuit ouvert est interdite.

Les quantités d'eaux consommées de toute nature sont comptabilisées par provenance.

Les prélèvements d'eau autorisés dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont les suivants :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal journalier
Réseau public eau sanitaire	50.000 m3	300 m3
Réseau public eau brute	600.000 m3	3000 m3

#### **ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT D'EAUX**

L'installation est alimentée par le réseau public.

#### **ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT**

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion.

### **CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres suivants ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX**

Un plan de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau sanitaire ;
- l'origine et la distribution de l'eau brute ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- le cas échéant, les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### **ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

### **ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

#### Article 4.2.4.1 : Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

#### Article 4.2.4.2 : Isolement avec les milieux

Un dispositif doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les installations comportant des stockages de produits toxiques particuliers sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin, dont les caractéristiques sont définies à l'article 7.6.5. ci-après, est destiné à recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

## **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION ET COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différents catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales ;
- les effluents industriels proprement dits issus des installations de traitement des déchets (effluents issus des opérations de dépotage, d'entreposage, de traitement des gaz, refroidissements des mâchefers, nettoyage des chaudières, lavage ou étant entrés en contact avec les déchets,....).

Les effluents pollués ne doivent pas contenir de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées aux articles 4.3.6, 4.3.7 et 4.3.8 de cet arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### **ARTICLE 4.3.2. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées aux articles 4.3.6, 4.3.7 et 4.3.8 de cet arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant si besoin l'incinération des déchets.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

#### **ARTICLE 4.3.3. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les principales opérations permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont portées sur un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### **ARTICLE 4.3.4. LOCALISATION DES POINTS DE REJETS VISES PAR LE PRESENT ARRETE**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à 2 points de rejets qui présentent les caractéristiques ci-dessous. Ils sont localisés sur le plan des réseaux exigé à l'article 4.2.2 du présent arrêté.

##### **Point de rejet n° 1 (eaux pluviales non susceptibles d'être polluées)**

Nature des effluents	Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (eaux des toitures,...)
Exutoire du rejet	Canalisation de collecte des eaux pluviales et rejet vers le milieu naturel
Traitement avant rejet	Physique (débourbeur/déshuileur)
Milieu naturel récepteur	Rivière du Paillon
Localisation	Chambre à vannes eaux pluviales

##### **Point de rejet n° 2 (eaux usées industrielles)**

Nature des effluents	Eaux de surface de traitement des fumées, eaux issues des canaux à mâchefers, eau de nettoyage/rinçage, autres eaux ayant été en contact avec les déchets, etc...
Débit maximal journalier (m3/j)	1200
Exutoire du rejet	Canalisation de collecte des eaux usées et réseau public d'assainissement pourvu à son extrémité d'une station d'épuration (STEP-Haliotis)
Traitement avant rejet	Pré-traitement des effluents issus notamment de l'épuration des fumées et traitement final par passage dans un débourbeur/déshuileur
Localisation	Chambre à vannes eaux usées et canal de mesures de la chambre de contrôle des effluents industriels

#### **ARTICLE 4.3.5. - CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**

##### **Article 4.3.5.1. Conception**

##### **4.3.5.1.1. Rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel**

Les rejets d'eaux polluées dans le milieu naturel sont interdits.

Uniquement les eaux pluviales non polluées peuvent être acheminées vers la rivière du Paillon après traitement par débourbeur / déshuileur.

Un point de rejet des effluents liquides est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet.

En cas d'occupation du domaine public, une convention doit être passée avec le service de l'Etat compétent.

#### *4.3.5.1.2. Rejets d'eaux usées industrielles dans le réseau d'assainissement collectif et traitement en station d'épuration communale*

Les effluents industriels du site sont déversés dans le réseau public relié à la station de traitement communale Haliotis.

Les effluents aqueux des installations de traitement des eaux de l'établissement doivent respecter les valeurs limites définies aux articles 4.3.6, 4.3.7 et 4.3.8.

L'exploitant est tenu d'effectuer les calculs de bilans massiques appropriés, afin de déterminer quels sont les niveaux de rejets des eaux usées industrielles qui, au point de rejet final des eaux usées industrielles, peuvent être attribués aux effluents aqueux issus des installations de traitement de déchets afin de vérifier si les valeurs limites d'émission figurant à l'article 4.3.7. ci-après sont respectées.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

#### Article 4.3.5.2. Aménagement

##### *4.3.5.2.1. Aménagement des points de prélèvements*

Sur les ouvrages de rejets d'effluents liquides (eaux pluviales et eaux industrielles) sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Ils doivent pouvoir être équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues à l'article 9.2.3. dans des conditions représentatives.

Lorsque les rejets aqueux issus des installations de traitement des déchets (épuration des fumées, etc ...) sont traités sur place conjointement avec des rejets aqueux provenant d'autres sources situées sur le site de l'installation, les mesures prévues à l'article 9.2.3. doivent être effectuées par l'exploitant selon les modalités suivantes :

- sur le flux des effluents aqueux issus des installations de traitement de déchets avant son entrée dans l'installation de traitement des eaux usées ;
- sur le ou les autres flux d'effluents aqueux avant leur entrée dans l'installation de traitement des eaux usées ;
- au point où les effluents aqueux de l'installation d'incinération sont finalement rejetés après traitement.

Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

##### *4.3.5.2.2. Section de mesure*

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène..

#### Article 4.3.5.3. Equipements

Les équipements au point de prélèvement n°2 (eaux usées industrielles) permettent la mesure en continu du pH, de la température, du débit et de la turbidité (MES), et la mesure COT par prélèvement automatique.

### **ARTICLE 4.3.6. CARACTERISTIQUES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30 ° C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

#### ARTICLE 4.3.7. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES (EAUX USEES INDUSTRIELLES)

Le rejet en milieu aquatique naturel des effluents aqueux issus des installations de traitement des déchets est interdit.

Les effluents aqueux issus des installations de traitement des déchets doivent faire l'objet d'un pré-traitement permettant de satisfaire aux points de rejet aux valeurs limites de rejet fixées dans le tableau ci-dessous.

Ces valeurs doivent être également respectées après pré-traitement des effluents industriels (zone interne à l'installation après épuration des fumées).

Les valeurs limites d'émission admissibles sont les suivantes :

Point de rejet n° 2 Eaux usées industrielles		Débit de référence : 830 m3/j	
Paramètre	Concentration moyenne maximale journalière	Flux limite de rejet maximum journalier	
Chlorures	10 g/l	8000 kg/j	
MES	300 mg/l	250 kg/j	
COT	40 mg/l	33 kg/j	
DCO	125 mg/l	100 kg/j	
DBO5	30 mg/l	25 kg/j	
Hg	0,03 mg/l	25 g/j	
Cd	0,05 mg/l	40 g/j	
Tl	0,05 mg/l	40 g/j	
As	0,1 mg/l	80 g/j	
Pb	0,2 mg/l	160 g/j	
Cr total	0,5 mg/l	420 g/j	
Cr VI	0,1 mg/l	80 g/j	
Cu	0,5 mg/l	420 g/j	
Ni	0,5 mg/l	420 g/j	
Zn	1,5 mg/l	1,2 kg/j	
Fluorures	15 mg/l	12,5 kg/j	
CN libres	0,1 mg/l	80 g/j	
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	4,2 kg/j	
AOX	5 mg/l	4,2 kg/j	
Dioxines et furannes	0,3 ng/l	0,25 mg/j	

Ces dispositions ne concernent ni les eaux de ruissellement qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets, ni les eaux usées domestiques.

#### ARTICLE 4.3.8. CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

#### ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX PLUVIALES DANS LE MILIEU NATUREL

Les eaux pluviales sont traitées dans un déboureur/déshuileur avant rejet et évacuées au point de rejet n°1 vers le milieu naturel, la rivière du Paillon. Elles ne doivent pas avoir été en contact avec les effluents industriels ou les déchets externes ou internes à l'établissement.

Les rejets d'eaux pluviales non susceptibles d'être polluées doivent respecter, au point de rejet n°1, les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Concentration moyenne maximale journalière
MES	30 mg/l
COT	40 mg/l
DCO	80 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l

En outre, le rejet respecte les caractéristiques suivantes :

- température < 30°C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

#### ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX SANITAIRES

Les eaux sanitaires sont traitées et évacuées vers le réseau d'assainissement communal conformément aux règlements en vigueur.

#### ARTICLE 4.3.11. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc... , ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté aux articles 4.3.6. et 4.3.7 ci-dessus.

---

## **TITRE 5 - DECHETS**

---

### **CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION**

L'exploitant doit s'assurer que toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation sont prises pour permettre une bonne gestion des déchets issus de ses activités, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence.

En particulier, l'analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur l'environnement et sur la santé doit présenter une description des mesures prévues pour :

- limiter à la source la quantité et la toxicité des déchets produits, notamment en ce qui concerne les résidus de l'incinération ;
- faciliter le recyclage et l'utilisation des déchets, si cela est possible et judicieux du point de vue de la protection de l'environnement ;
- s'assurer, à défaut, du traitement ou du pré-traitement des déchets pour en extraire la plus grande part valorisable ou en réduire les dangers potentiels.

Les déchets et les différents résidus produits doivent être entreposés séparément avant leur utilisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les mâchefers doivent en particulier être refroidis.

Le stockage des déchets dangereux produits par l'installation doit être réalisé dans des installations autorisées à cet effet par arrêté préfectoral pris au titre du livre V du code de l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant tiendra en particulier une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment :

- les mâchefers en différenciant les différentes catégories « V », « M » et « S » ;
- les métaux ferreux extraits des mâchefers ;
- les métaux non ferreux extraits des mâchefers ;
- les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des déchets dont :
  - poussières et cendres volantes en mélange ou séparément ;
  - cendres sous chaudière ;
  - gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;
  - déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux traités hors du site ;
  - déchets secs de l'épuration des fumées ;
  - catalyseurs usés provenant, par exemple, de l'élimination des oxydes d'azote.

Dans le cas où un entreposage spécifique n'est pas possible pour certains des déchets mentionnés ci-dessus, l'exploitant le signale et indique dans sa comptabilité la nature des déchets concernés.

Il suit l'évolution des flux ainsi produits en fonction des quantités de déchets incinérés.

En cas d'arrêt (entretien, incident...) entraînant un refus des déchets, il sera nécessaire d'indiquer les tonnages mis en cause selon les différentes unités de traitement où ils seront envoyés.

### **CHAPITRE 5.2 DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Il doit faire éliminer les déchets produits par l'installation et non susceptibles d'être éliminés sur place, dans les conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Tous ces déchets doivent être éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées. L'exploitant doit pouvoir s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

L'exploitant doit tenir ouvert un registre mentionnant pour chaque type de déchet :

- origine, composition, code nomenclature, quantité ;
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement ;
- destination du déchet : lieu et mode d'élimination.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination du déchet seront annexés au registre prévu ci-dessus et conservés pendant toute la durée de l'exploitation. Ils seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Un état récapitulatif de ces données doit être transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées dans les formes prévues par le décret du 30 mai 2005, des arrêtés des 7 et 29 juillet 2005, ainsi que tous les textes venant à abroger l'arrêté 4 janvier 1985.

Dans l'attente de leur enlèvement, les déchets doivent être stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution. Des mesures de protection contre la pluie, de prévention contre les envols doivent être prises par l'exploitant si nécessaire.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations correspondent environ aux quantités suivantes:

Type de déchets	Tonnage annuel
mâchefers métaux ferreux et non ferreux	26 % du tonnage incinéré
REFIOM (résidus de l'épuration des fumées) Boues issues de la décantation des eaux de ruissellement de la zone de stockage de mâchefers	2,90 % du tonnage incinéré 50 m3/an

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de tous les déchets qu'il produit ; il doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation précise et une quantification de tous les déchets générés par ses activités. Le respect des valeurs limites éventuellement fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation est vérifié.

Les capacités de stockage des déchets sur le site sont au maximum de :

- 2000 m3 pour les mâchefers
- 400 m3 pour les R.E.F.I.O.M.
- 1200 m3 pour les ferrailles
- 10 m3 pour les non ferreux.

## **CHAPITRE 5.3 TRAITEMENT ET ELIMINATION DES RESIDUS DE L'INCINERATION**

Les résidus de l'incinération sont éliminés conformément aux dispositions ci-dessous.

### **ARTICLE 5.3.1. MACHEFERS**

#### **Article 5.3.1.1. Détermination des caractéristiques et valorisation des mâchefers**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour avoir une bonne connaissance des caractéristiques des mâchefers produits et pour la vérification périodique de ces dernières.

Les mâchefers produits font l'objet d'une analyse mensuelle a minima, comportant notamment une mesure de leur taux d'imbrûlés et des analyses de potentiel polluant selon un test normalisé de lixiviation défini par la norme X 31-210, tel que précisé à l'annexe II de la circulaire du 9 mars 1994 susvisée relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains.

Les analyses porteront notamment sur la fraction soluble, les imbrûlés et les teneurs en métaux lourds.

En outre, l'exploitant procède annuellement, a minima, sur un lot représentatif à une caractérisation des mâchefers produits basée sur la recherche des propriétés définies à l'article R.541-8 du code de l'environnement. Cette caractérisation est réalisée sur des échantillons représentatifs des mâchefers

produits.

L'ensemble des analyses doit permettre de définir la filière d'élimination.

Elles sont réalisées au stade de production des mâchefers, c'est à dire des mâchefers bruts ayant moins d'une semaine avant analyse du potentiel polluant.

Les résultats de ces analyses sont transmis une fois par mois par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

La teneur maximale en imbrûlés dans les mâchefers mesurée sur les produits secs ne doit pas dépasser 3 %.

#### Article 5.3.1.2. Valorisation des mâchefers

##### a) Généralités

Toute modification des conditions d'élimination de ces mâchefers devra être préalablement portée à la connaissance de l'inspection des installations classées et du préfet du département des Alpes-Maritimes.

Selon leurs caractéristiques, les mâchefers pourront, une fois déferrailés, faire l'objet d'une valorisation comme indiqué à l'annexe V de la Circulaire Ministérielle du 9 mai 1994 susvisée quant aux conditions et modalités de réemploi.

En cas d'impossibilité de valorisation, dans le cas de production de mâchefers à forte fraction lixiviable, dits de « catégorie S », ces derniers sont éliminés dans des installations de stockage de déchets dûment autorisées au titre de la loi du 19 juillet 1976.

La valorisation des mâchefers pourrait s'effectuer soit directement, soit après un temps de maturation sur une aire spécialement aménagée à cet effet et conformément aux dispositions prévues à l'annexe VI de la Circulaire précitée.

##### b) Caractéristiques des différentes catégories de mâchefers

Les mâchefers, en fonction de leurs caractéristiques, sont classés dans les catégories ci-dessous :

	V	M	S	Norme d'échantillonnage
Taux d'imbrûlés en %	< 5	< 5	> 5	
Fraction soluble en %	< 5	< 1 0	> 10	

Potentiel polluant en mg/Kg	<	<	>	
Hg	0,2	0,4	0,4	NF T 90113
Pb	2	4	>	NF T 90112 (ou T 90119)
Cd	< 1	< 5	50	NF T 90112 (ou T 90119)
As	0	0	> 2	NF T 90026
Cr <sup>6+</sup>	<	<	> 4	NF T 90043
SO <sub>4</sub> <sup>-2</sup>	1	2	> 3	NF T 90042 (ou T 90009)
COT	< 2	< 4	> 15	NF T 90102
	< 1,5	< 3	000	
	< 1	< 5	> 2	
	0	0	000	
	0	0		
	0	0		
	0	0		
	> 1	> 2		
	5	0		
	0	0		
	0	0		

V : Mâchefers à faible fraction lixiviable, dits de catégorie « V » pour valorisation

M : Mâchefers intermédiaires dits de catégorie « M » pour maturation et n'appartenant pas à la catégorie « V »

S : Mâchefers à forte fraction lixiviable dits de catégorie « S » pour stockage.

#### c) Campagne initiale et suivi courant

L'appartenance des mâchefers produits par un four d'incinération à l'une ou l'autre des catégories est déterminée en fonction d'une première série initiale d'analyses (campagne initiale) effectuée sur des échantillons représentatifs tels que définis à l'annexe IV de la circulaire du 9 mai 1994 susvisée, puis ensuite par des analyses faites à un rythme mensuel (suivi courant des mâchefers produits).

##### ■ Campagne initiale

En cas de modification notable de la nature des déchets incinérés, la campagne initiale doit être renouvelée dans les conditions suivantes :

La 1<sup>ère</sup> semaine, il est réalisé une analyse sur un échantillon hebdomadaire. De la 2<sup>ème</sup> à la 8<sup>ème</sup> semaine incluse, il est réalisé une analyse sur un échantillon journalier pris chaque semaine et de sorte que l'échantillon prélevé un jour n de la semaine soit suivi par un échantillon constitué le jour n+1 de la semaine s + 1. De la 9<sup>ème</sup> à la 24<sup>ème</sup> semaine incluse, il est réalisé une analyse sur un échantillon journalier tous les 15 jours de sorte que l'échantillon prélevé un jour n de la semaine soit suivi par un échantillon constitué le jour n+ 1 de la semaine s + 2.

Les caractéristiques des mâchefers produits par un four sont représentés par la moyenne arithmétique glissante de 7 résultats d'analyses d'échantillons successifs. En cas de contrôle inopiné ou non prévu à l'origine dans l'organisation de la campagne d'analyses, le résultat obtenu est pris en compte dans le calcul. Tant que l'on ne dispose que d'un nombre d'analyses n inférieur à 7, on calcule une moyenne arithmétique en pondérant la première analyse 7-n et les suivantes par 1.

Le bilan de cette campagne d'analyses est adressé à l'inspection des installations classées avec les commentaires de l'exploitant sur le fonctionnement du four pendant la période de campagne. Ce bilan permet d'établir la destination normale des mâchefers produits.

##### ■ Suivi courant des mâchefers produits

Après la période initiale, le rythme des analyses est mensuel lorsque le bilan a conclu à la possibilité d'une valorisation directe ou d'un traitement complémentaire avec maturation.

Si les caractéristiques des mâchefers produits imposent un stockage immédiat dans une installation de stockage de déchets dûment autorisée à cet effet, le rythme d'analyse peut être bimestriel.

L'exploitant peut, à tout moment, relancer, s'il le juge utile, une nouvelle campagne d'analyses initiales. Pendant le suivi courant de la production de mâchefers, les jours de prise d'échantillon continuent à être décalés et les caractéristiques moyennes des mâchefers restent déterminées par la moyenne arithmétique glissante des résultats d'analyses de 7 échantillons successifs.

#### d) Conditions de valorisation

L'exploitant est toujours en mesure de justifier des conditions de valorisation et d'élimination des mâchefers. Ces derniers sont valorisés ou éliminés selon les dispositions ci-après :

#### ▪ **Mâchefers de catégorie « V »**

La production de ces mâchefers avec une faible fraction lixiviable est valorisable en techniques routières dans les conditions figurant à l'annexe V de la circulaire précitée du 9 mai 1994 susvisée.

Si ces matériaux ne trouvent pas de débouchés et ne sont pas valorisés, leur stockage permanent doit être effectué dans une installation de stockage de déchets dûment autorisée à cet effet.

Il appartient à l'exploitant de démontrer aux utilisateurs des mâchefers qu'il produit, que les conditions de valorisation fixées par la réglementation en vigueur sont respectées.

L'exploitant doit disposer d'une convention liant le producteur des mâchefers à ceux qui le traitent, le transportent et le distribuent. Une procédure de suivi de la qualité tout au long du circuit commercial est mise en œuvre.

#### ▪ **Mâchefers de catégorie « M »**

La production de mâchefers intermédiaires fait l'objet d'une maturation en vue de leur valorisation.

Dans le cas où ni la simple maturation, ni même les traitements complémentaires ne permettent d'atteindre les caractéristiques des mâchefers à faible fraction lixiviable, les mâchefers non valorisables dans un délai d'un an sont dirigés vers une installation de stockage permanent de déchets dûment autorisée à cet effet.

Pour les mâchefers devenus valorisables mais qui ne trouvent pas de débouchés et non valorisés dans un délai d'un an après leur production, leur stockage doit être effectué dans une installation de stockage de déchets dûment autorisée.

### **ARTICLE 5.3.2. RESIDUS DE L'EPURATION DES FUMÉES (REFIOM)**

Les résidus de l'épuration des fumées ne pourront être admis que dans les seules installations explicitement autorisées à cet effet par arrêté préfectoral pris au titre de la loi du 19 juillet 1976. Ils seront mis en centre de stockage pour déchets ultimes (ex : décharge de Classe I) ou dans un centre spécifique pour ce type de résidus, selon les conditions définies par l'arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.

En particulier, les REFIOM ne seront pas exportés à l'étranger.

En outre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour avoir en permanence une bonne connaissance des caractéristiques des REFIOM produits et pour la vérification périodique de ces dernières.

La teneur en imbrûlés (ou perte au feu) dans les REFIOM mesurée sur poids sec est inférieure à 3 %.

La teneur en carbone organique total (COT) dans les REFIOM est inférieure à 3% du poids sec.

Les REFIOM produits font l'objet d'analyses à périodicité trimestrielle, portant notamment sur la mesures des paramètres suivants :

- taux d'humidité et d'imbrûlés sur poids sec
- teneur en carbone organique total (COT) sur poids sec ;
- potentiel polluant selon un test normalisé de lixiviation ;
- fraction soluble et teneurs en métaux lourds sur lixiviat.

Les analyses sont réalisées sous la responsabilité et aux frais de l'exploitant par un organisme tiers reconnu compétent selon les normes en vigueur.

Les résultats des analyses permettent de définir la filière d'élimination des REFIOM.

Les résultats de ces analyses sont transmis chaque trimestre par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 5.3.3. BOUES ISSUES DE LA DECANTATION DES EAUX DE RUISSELLEMENT DE LA ZONE DE STOCKAGE DE MACHEFERS**

L'exploitant fait éliminer les boues issues de la décantation des eaux de ruissellement de la zone de stockage de mâchefer dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du

code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Ces boues seront éliminées en centre de stockage pour déchets ultimes (ex : décharge de Classe I).

Ces boues ne sont pas exportées à l'étranger.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour avoir en permanence une bonne connaissance des caractéristiques des boues produites et pour la vérification périodique de ces dernières.

Les boues font l'objet d'analyses à périodicité annuelle portant notamment sur la mesures des paramètres suivants :

- taux d'imbrûlés sur poids sec ;
- teneur en carbone organique total (COT) sur poids sec ;
- potentiel polluant selon un test normalisé de lixiviation ;
- fraction soluble et teneurs en métaux lourds sur lixiviat.

Les analyses sont réalisées sous la responsabilité et aux frais de l'exploitant par un organisme tiers reconnu compétent selon les normes en vigueur.

Les résultats des analyses permettent de définir la filière d'élimination de ces boues.

Les résultats de ces analyses sont transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation.

## **CHAPITRE 5.4 TRANSPORT**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le transport des résidus d'incinération entre le lieu de production et le lieu d'utilisation ou d'élimination doit se faire de manière à éviter tout envoi de matériaux, notamment dans le cas de déchets pulvérulents.

## **TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

### **CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des émissions dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées et des articles 47 et 48 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont applicables.

#### **ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENJINS**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

#### **ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES**

L'ensemble des activités de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés ci-dessous, doivent respecter les valeurs admissibles ci-après.

#### **ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITEES D'EMERGENCE**

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles dans le tableau ci-après dans les zones d'émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés
> à 35 dB(A) et < ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
> à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

On appelle émergence la différence entre le niveau ambiant, établissement en fonctionnement et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt.

On appelle zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

#### ARTICLE 6.2.2. NIVEAU LIMITE DE BRUIT

L'ensemble des activités de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés ci-dessous, doivent respecter les valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Points de contrôle	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) en limite de propriété	
	Jour (7h00-22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00-7h00) et dimanches et jours fériés
Limite de propriété de l'établissement	60	50

Les mesures des émissions sonores seront faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

---

## **TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir sous au moins deux angles différents. Toutes les dispositions doivent être prises pour une intervention rapide des secours et la possibilité d'accéder aux zones d'entreposage des déchets ainsi qu'aux installations et équipements de l'établissement.

L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation du personnel, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs.

Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets doit être revêtu de béton ou de bitume, ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

L'installation doit être équipée d'un bassin qui doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Le volume de ce bassin doit être au moins égal à 240 m<sup>3</sup> ; ce volume correspondant à l'utilisation de 2 bornes incendie de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 h.

Les eaux recueillies doivent satisfaire avant rejet aux valeurs limites de rejet fixées à l'article 4.3.6, 4.3.7 et 4.3.8 de cet arrêté.

### **CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES**

#### **ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

#### **ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir dans le cadre du fonctionnement normal des installations.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de lutte contre un sinistre.

## **CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 7.3.1 ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Seules les personnes autorisées par l'exploitant selon une procédure préalablement définie et maintenue à la disposition de l'inspection des installations classées sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel. Les issues des installations d'entreposage et d'incinération des déchets doivent être surveillées par tous les moyens adaptés. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception.

#### **Article 7.3.1.1. Gardiennage et contrôle des accès**

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

#### **Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies et plan de circulation**

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

Les voies de circulation internes au site doivent être nettement délimitées, conçues et aménagées de manière à permettre une évolution aisée des véhicules et en particulier ceux des secours. Elles sont maintenues propres et dégagées afin de permettre l'accès aux installations en toutes circonstances.

Un plan de circulation est établi de manière à éviter les risques d'accident. Il doit être affiché et porté à la connaissance des personnes autorisées à circuler sur le site.

#### **Article 7.3.1.3. Clôtures**

L'établissement doit être efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture d'une hauteur de 2m doit être résistante et efficace afin d'interdire l'accès au site à toute personne et aux véhicules non autorisés.

### **ARTICLE 7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

L'exploitant met en place chaque fois que nécessaire des murs de degré coupe feu adapté. De plus, il adapte le degré coupe-feu des ouvertures afin de garantir l'efficacité de la protection du mur.

Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie (transformation électrique, locaux de réserve, tout autre local défini par l'exploitant) sont isolés des autres locaux et dégagements par des murs et planchers coupe-feu de degré 1 heure au moins. Les portes d'intercommunication sont munies de ferme portes.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

#### Article 7.3.2.1. Salles de contrôles et salles de commandes

Les salles de contrôle ou de commandes doivent bénéficier d'une protection suffisante pour permettre, en cas d'accident, la mise en sécurité de différentes unités et prévenir l'extension du sinistre. Elles doivent être accessibles en permanence et bénéficier d'une protection contre les risques éventuels de feu en cas d'incendie, de projection en cas d'explosion et de pénétration de substances toxiques en cas de fuite.

#### Article 7.3.2.2. Organes de manœuvre

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel, tels qu'arrêts coups de poing, etc... sont implantés de façon à rester manoeuvrables en cas de sinistre et/ou sont installés de façon redondante et judicieusement répartis.

#### Article 7.3.2.3. Issues de secours

Des issues de secours sont prévues en nombre suffisant et réparties dans les locaux de façon à éviter les culs de sacs.

#### Article 7.3.2.4. Eclairage de sécurité

Un éclairage de sécurité balise les issues de secours ainsi que le cheminement vers celles-ci au moyen de dispositifs autonomes adaptés.

### **ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

### **ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

## **CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

### **ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites.

### **ARTICLE 7.4.2. VERIFICATIONS PERIODIQUES**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité, des équipements de lutte contre l'incendie et des installations électriques.

Toutes les vérifications et contrôles doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérifications périodique ou suite à un incident, et dans ce cas, nature et cause de l'incident.

Ce registre devra être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant devra faire procéder, sous sa responsabilité, à des manœuvres annuelles permettant de tester le bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie concernant la défense de l'établissement.

A la demande du Préfet du département et aux frais de l'exploitant, il pourra être exigé de ce dernier la production d'une analyse critique de son installation et des éléments du dossier justifiant des vérifications particulières. Ces analyses seront à effectuer par un organisme de contrôle spécialisé.

Les activités relevant du code de l'environnement et des textes réglementaires applicables à l'installation pourront également faire l'objet d'un récolement de conformité par un organisme agréé sur demande de l'inspection des installations classées. L'analyse et les conclusions correspondantes sont à fournir article par article sur la base du texte réglementaire.

#### **ARTICLE 7.4.3. INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention.

#### **ARTICLE 7.4.4. FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### **ARTICLE 7.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis de travail et le cas échéant, d'un permis de feu délivré par une personne nommément désignée.

Ce permis rappelle notamment : les motivations ayant conduit à sa délivrance, la durée de validité, la nature des dangers, le type de matériel pouvant être utilisé, les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de ma maintenance simple et réalisées par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieurs à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou toutes interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation et des contrôles réalisés par l'établissement.

### **CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 7.5.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

## **ARTICLE 7.5.3. RETENTIONS**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et au feu.

Elle peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans les conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

## **ARTICLE 7.5.4. RESERVOIRS**

Les réservoirs de produits polluants ou dangereux sont construits selon les règles de l'art.

Ils portent en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu. Ces réservoirs sont équipés de manière que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toute disposition est prise pour éviter les débordements en cours de remplissage.

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

## **ARTICLE 7.5.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

#### **ARTICLE 7.5.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **ARTICLE 7.5.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS**

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

#### **ARTICLE 7.5.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **ARTICLE 7.6.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques effectuée dans le cadre de l'étude de dangers remise dans le dossier d'autorisation actualisé, annexé à cet arrêté préfectoral.

Ils concernent les moyens de détection du feu ; les moyens d'alarme et d'alerte des pompiers ; les moyens d'intervention et les moyens mis en place par les services de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident.

#### **ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 7.6.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- deux bouches incendie d'un débit 120 m<sup>3</sup>/h ;
- 1 canon à eau dans le hall de déchargement ;
- 27 robinets d'incendie armés avec tuyaux souples et lances appropriées, judicieusement implantés et répartis pour pouvoir agir efficacement en tous points des installations dans les délais les plus brefs. L'un deux devra être placé au voisinage du dépôt de fuel ;
- des extincteurs conformes aux normes homologuées et efficaces pour les différents types de feux susceptibles de se produire, placés aux points sensibles comprenant :
  - 5 extincteurs à poudre polyvalente sur chariot (50 kg)

- 77 extincteurs à poudre polyvalente (9 kg)
- 2 extincteurs à poudre polyvalente (6 kg)
- 51 extincteurs à CO2 (5 kg)
- 3 extincteurs à CO2 (2 kg)
- 14 extincteurs à eau pulvérisée (6 litres)
- 3 extincteurs à eau pulvérisée (9 litres)
- 1 stock de produit absorbant de 150 kg.

Ces moyens pourront être complétés en tant que de besoin à la demande de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.

Les divers matériels et appareils font l'objet d'un contrôle et d'un entretien périodiques.

Une consigne règle les conditions d'intervention du personnel en cas d'incendie. Elle est affichée sur les lieux de travail et remise au personnel intéressé.

Afin de permettre en cas de sinistre l'intervention rapide des sapeurs-pompiers, une voie d'accès « Sapeurs-Pompiers » rendant accessible au niveau de stockage de déchets aux engins de secours devra être assurée.

Un exercice incendie sera organisé annuellement avec le personnel d'exploitation et les sapeurs pompiers.

#### **ARTICLE 7.6.4. CONSIGNES DE SECURITE**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

#### **ARTICLE 7.6.5. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et les eaux pluviales polluées) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés.

La vidange des eaux ne pourra être effectuée que si ces dernières respectent les normes de rejet relatives aux concentrations visées aux articles 4.3.6., 4.3.7. et 4.3.8. du présent arrêté.

Ce bassin d'une capacité de rétention de 240 m3 est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

---

## **TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 8.1 EPANDAGE**

L'épandage des effluents aqueux issus des installations de traitement des déchets est interdit.

### **CHAPITRE 8.2 TRANSFORMATEURS AU PYRALENE**

En application du plan cadastral de décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB et PCT, approuvé par arrêté du 26 février 2003, les transformateurs au pyralène visés à la rubrique n°1180 de la nomenclature, seront remplacés avant la fin de l'année 2008.

Les dispositions de l'article 1.5.6. du présent arrêté, relatives à la cessation d'activité d'une installation classée, sont appliquées lors de l'arrêt définitif de ces installations.

---

## TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

---

### **CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.1.1. CONDITIONS GENERALES DE SURVEILLANCE DES REJETS**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 septembre 2000.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.

Les normes nationales sont déterminées par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 susvisé.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

#### **ARTICLE 9.1.2. CONTROLES SUR DEMANDE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut, en cas de besoin, réaliser ou demander la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Le cas échéant, ils seront exécutés par un organisme tiers choisi à cet effet. Les résultats seront adressés à l'inspection des installations classées. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

L'exploitant est tenu de laisser visiter l'ensemble des installations aux personnes chargées de l'inspection des installations classées, en vue d'y faire les constatations que ces derniers jugeront nécessaires.

### **CHAPITRE 9.2 MODALITES DE SURVEILLANCE DES REJETS ET DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT**

#### **ARTICLE 9.2.1. SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES**

##### Article 9.2.1.1. Dispositions générales

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :

- poussières totales ;
- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;
- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;

- oxydes d'azote et ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés;
- monoxyde de carbone, oxygène et vapeur d'eau dans les gaz de combustion.

L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :

deux mesures par an :

- de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu ;  
et, au moins deux mesures à l'émission par an :
- du cadmium et de ses composés ;
- du thallium et de ses composés ;
- du mercure et de ses composés ;
- du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) ;
- des dioxines et furannes.

Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.

#### Article 9.2.1.2. Dispositions relatives à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes

L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie ci-après :

##### ▪ Mesures ponctuelles

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

##### ▪ Mesures en semi-continu

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de quatre semaines.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyse des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme mentionné à l'article 9.2.1.1..

Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 3.2.3., l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie ci-dessus. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

#### Article 9.2.1.3. Récapitulatif des mesures de surveillance des rejets atmosphériques

Paramètre	Fréquence de la mesure		
	Continu	Semestrielle (*)	
Poussières totales	Continu	Semestrielle (*)	
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	Continu	Semestrielle (*)	
HCl, HF, SO <sub>2</sub>	Continu	Semestrielle (*)	
NO <sub>x</sub> Ammoniac	Continu	Semestrielle (*)	
CO, O <sub>2</sub> , H <sub>2</sub> O	Continu	Semest	

		rielle (*)	
Dioxines et furannes	Semi-continu	Semestrielle (*)	Mesure ponctuelle (*) en cas de dépassement de la valeur limite lors des mesures en semi-continu
Cadmium et de ses composés	Semestrielle (*)		
Thallium et ses composés	Semestrielle (*)		
Mercure et ses composés	Semestrielle (*)		
Total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	Semestrielle (*)		

(\*) Mesure réalisée par un organisme accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées

## ARTICLE 9.2.2. SURVEILLANCE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT AU VOISINAGE DE L'INSTALLATION

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement.

Ce programme concerne principalement les dioxines et les métaux.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Ses modalités doivent faire l'objet d'une procédure précise dont un exemplaire doit être adressée à l'inspection des installations classées.

Les mesures doivent être réalisées selon une fréquence au moins annuelle en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. C'est ainsi qu'elles porteront sur les cibles végétales et alimentaires ainsi que sur les teneurs dans les sols. En cas d'impossibilité de présence de cibles végétales et alimentaires, l'exploitant proposera des dispositions alternatives d'efficacité comparable.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport annuel d'activités (bilan environnement) et sont communiqués lors de la commission locale d'information et de surveillance (CLIS).

## ARTICLE 9.2.3. SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

### Article 9.2.3.1. Dispositions générales

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets aqueux de ses installations.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

### Article 9.2.3.1. Rejet des eaux usées industrielles (rejet n°2)

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des paramètres suivants :

- pH ;
- température ;
- débit ;
- turbidité (MES).

L'exploitant doit également réaliser des mesures journalières sur échantillonnage des paramètres :

- COT (concentration en substances organiques) par prélèvement ponctuel toutes les 4 heures ;
- DCO (demande chimique en oxygène) sur prélèvement ponctuel.

L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme compétent des mesures mensuelles, par un prélèvement sur 24 heures proportionnel au débit, des paramètres suivants :

- métaux (Hg, Cd, Ti, As, Pb, Cr, Cr VI, Cu, Ni et Zn) ;
- fluorures, chlorures ;

- CN libres ;
- hydrocarbures totaux ;
- AOX ;
- DBO5 (demande biochimique en oxygène) ;
- MES, COT, DCO

Il doit enfin faire réaliser par un organisme compétent au moins deux mesures par an des dioxines et des furannes. Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure est réalisée tous les trois mois.

L'exploitant réalise selon une fréquence semestrielle les mesures et analyses destinées à traiter les caractéristiques des effluents traités dans les débourbeurs/déshuileurs (points de rejets 2).

#### Article 9.2.3.2. Rejet d'eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (rejet n°1)

L'exploitant procède annuellement à l'analyse de la qualité des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les paramètres à contrôler sont : pH, température, MES, DCO, COT, hydrocarbures totaux et couleur (modification de la coloration du milieu récepteur).

L'exploitant prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager de risques ou inconvénients pour l'environnement ou lorsque des écarts par rapport aux valeurs réglementaires définies à l'article 4.3.9. du présent arrêté apparaissent.

#### Article 9.2.3.3. Récapitulatif des mesures de surveillance des rejets aqueux

Paramètre	Fréquence de la mesure	
Eaux usées industrielles		
pH	Continu	Mensuelle (*)
Température	Continu	Mensuelle (*)
Débit	Continu	Mensuelle (*)
Turbidité (MES)	Continu	Mensuelle (*)
COT	Quadrih oraire	Mensuelle (*)
DCO	Journali ère	Mensuelle (*)
métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cr VI, Cu, Ni et Zn)		Mensuelle (*)
fluorures et chlorures		
CN libres		
hydrocarbures totaux		
AOX		
DBO5		
Dioxines et furannes		Semestriell e (*)
Eaux pluviales		
pH	Annuelle	
Température	Annuelle	
MES	Annuelle	
COT	Annuelle	
DCO	Annuelle	
hydrocarbures totaux	Annuelle	
Coloration du milieu récepteur	Annuelle	

(\*) Mesure réalisée sur un échantillon moyen 24 heures, par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des ICPE.

#### **ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'activité de l'installation du site. Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'exploitant doit mettre en place un réseau de quatre piézomètres en amont et en aval du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe de la rivière du Paillon.

Ces équipements doivent permettre de déterminer si les sols, compte tenu des activités exercées sur le site, ont été pollués et s'il y a une incidence éventuelle par rapport à la nappe souterraine. A cette fin, un bilan de l'état de référence du site doit être recherché par l'exploitant dans ses archives afin de disposer d'une évaluation antérieure permettant une comparaison avec la surveillance actuelle.

Leurs caractéristiques et les points d'implantation doivent être effectués sur la base d'une étude hydrologique. Une copie du rapport d'étude avec les conclusions et les implantations proposées doit être transmise à l'inspection des installations classées.

La qualité des eaux sera vérifiée au moins deux fois par an.

En cas d'incident notable (débordement, fuite,...) susceptible de créer une pollution des eaux souterraines, la qualité des eaux sera également contrôlée quotidiennement pendant une semaine au moins et au-delà si une évolution significative d'un paramètre est constatée.

Dans tous les cas, les paramètres à contrôler seront :

- hauteur des niveaux hydrauliques ;
- analyse physico-chimique : pH , potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO<sub>2</sub>, NO<sub>3</sub>, NH<sub>4</sub>, Cl, SO<sub>4</sub>, PO<sub>4</sub>, K, Na, Ca, Mg, Sb, Co, V, Ti, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, BTX et HAP ;
- analyse biologique : DBO<sub>5</sub>.

Les méthodes d'analyses utilisées doivent être conformes aux normes en vigueur.

L'inspection des installations classées est immédiatement informée de toute évolution significative d'un paramètre mesuré.

En cas de pollution des eaux souterraines, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour faire cesser le trouble constaté, et signale toute anomalie dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Des contrôles peuvent également être réalisés sur demande de l'inspection des installations classées dans le cadre de l'article 9.1.3..

### **CHAPITRE 9.3 INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS**

#### **ARTICLE 9.3.1 ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise, et notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète.

Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Il tient informé l'inspection des installations classées de toute action corrective effectuée.

#### **ARTICLE 9.3.2 ANALYSE DES RESULTATS DE L'AUTO-SURVEILLANCE**

Sans préjudice des dispositions de l'article 38 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse, dont la forme est déterminée en accord avec l'inspection des installations classées, relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent imposées par le présent arrêté.

Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Les résultats et commentaires sont présentés par l'exploitant lors des réunions de la CLIS.

## **CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES**

### **ARTICLE 9.4.1 RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE**

Une fois par an, et au plus tard avant le **1<sup>er</sup> avril de chaque année**, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité de l'année écoulée, comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue au chapitre 9.5 ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.

Le rapport précise le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée défini à l'article 2.7.1 et présente le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant, l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers.

Il porte également sur :

- le bilan des utilisations d'eau en faisant apparaître éventuellement les économies réalisées,
- la masse annuelle des émissions de polluants. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, les paramètres suivis par l'autosurveillance et contrôlés par des organismes tiers ainsi que les quantités de déchets (mâchefers, résidus d'épuration des fumées, catalyseurs usés...), ainsi que le CO<sub>2</sub>.

Une copie de ce bilan annuel est transmis par l'exploitant au préfet.

### **ARTICLE 9.4.2 BILAN DE FONCTIONNEMENT DECENNAL**

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 29 juin 2004 susvisé relatif au bilan de fonctionnement, l'exploitant élabore tous les dix ans un bilan de fonctionnement, qu'il adresse au préfet, portant sur les conditions d'exploitation de l'installation inscrites dans l'arrêté d'autorisation.

Le bilan est à fournir au plus tard à la date anniversaire de l'arrêté d'autorisation et porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact.

Il doit contenir notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 Titre 1<sup>er</sup> – Livre V, du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1, du code de l'environnement ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation.

Le prochain bilan est à fournir **au plus tard le 31 mars 2014**.

### **ARTICLE 9.4.3. DECLARATION ANNUELLE DES EMISSIONS POLLUANTES ET DES DECHETS**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, l'exploitant procède à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets de ses installations dans les formes définies par l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 9.5 INFORMATIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **ARTICLE 9.5.1. CONSIGNATION DES RESULTATS DE LA SURVEILLANCE**

Les résultats de la mesure en continu de la température obtenue à proximité de la paroi interne de la chambre de combustion ou d'un autre point représentatif, prévue à l'article 2.9.1., et des mesures demandées au Titre 9 du présent arrêté sont conservés pendant 10 ans.

Les informations relatives aux déchets issus de l'installation et à leur élimination sont en revanche conservées pendant toute la durée de l'exploitation.

## ARTICLE 9.5.2. INFORMATION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

### Article 9.5.2.1.

Les résultats des analyses demandées aux articles 2.9.1, 5.3, 9.2.1, 9.2.2, 9.2.3 et 9.2.4 accompagnés des flux des polluants mesurés sont communiqués à l'inspection des installations classées :

- selon une fréquence au moins mensuelle en ce qui concerne :
  - la mesure de la température de la chambre de combustion,
  - les mesures en continu et en semi-continu demandées à l'article 9.2.1 ;
  - et les mesures en continu, à fréquence journalière ou mensuelle demandées à l'article 9.2.3.1.,et accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;
- selon une fréquence d'au moins deux fois par an en ce qui concerne les mesures ponctuelles telles que définies aux articles 9.2.1, 9.2.3.1. et 9.2.4. ;
- selon une fréquence d'au moins une fois par an en ce qui concerne les mesures ponctuelles définies à aux articles 9.2.2. et 9.2.3.2. ;
- selon une fréquence d'au moins deux fois par an en ce qui concerne les indisponibilités telles que définies aux articles 2.9.2. et 9.3.3. ;
- dans les meilleurs délais lorsque :
  - les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée au-delà des limites fixées par l'article 2.9.2,
  - en cas de dépassement des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers telles que définies à l'article 9.2.1,
  - en cas de dépassement des valeurs limites de rejet dans l'eau en ce qui concerne les mesures définies à l'article 9.2.3,
  - et pour tout dépassement des valeurs limites de fraction soluble et de teneurs en métaux lourds dans les lixiviats des déchets produits par l'installation en ce qui concerne les mesures réalisées, le cas échéant, en application de l'article 5.3..

Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. C'est ainsi que les mesures faites sur les cibles végétales et alimentaires, aussi que celles dans les sols doivent faire l'objet d'un commentaire visant à les expliciter par rapport aux niveau des émissions mesurées.

L'exploitant calcule une fois par an, sur la base de la moyenne annuelle des valeurs mesurées et du tonnage admis dans l'année :

- les flux moyens annuels de substances faisant l'objet de limite de rejet par tonne de déchets incinérés ;
- les flux moyens annuels produits de déchets issus de l'incinération énumérés à l'article 5.3. par tonne de déchets incinérés.

Il communique ce calcul à l'inspection des installations classées et en suit l'évolution.

Les installations d'incinération doivent réaliser chaque année une évaluation du pouvoir calorifique inférieur des déchets incinérés et en transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.

### Article 9.5.2.2. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection des installations classées

Ar tic les	Documents à transmettre	Périodicités / délai
2.5	Rapport d'accident ou d'incident	Délai : 15 jours
2.9 .1.	Mesure en continu de la température de la chambre de combustion	Mensuelle
5.2	Récapitulatif des données relatives aux déchets produits	Trimestrielle

5.3 .1. 1.	Résultats des analyses mensuelles sur mâchefers	Mensuelle
5.3 .1. 2.	Bilan de la campagne initiale d'analyses sur mâchefers	Délai : meilleures délais
5.3 .1. 2.	Modification des conditions d'élimination des mâchefers	Délai : préalablement à la mise en œuvre (information du préfet)
5.3 .2.	Résultats des analyses trimestrielles sur REFIOM	Trimestrielle
5.3 .3.	Résultats des analyses annuelles sur boues de décantation (mâchefers)	Annuelle
9.2 .1.	Résultats des analyses en continu sur les rejets atmosphériques	Mensuelle
9.2 .1.	Résultats des analyses semestrielles sur les rejets atmosphériques	Semestrielle
9.2 .2.	Résultats de la surveillance de l'impact sur l'environnement	Annuelle
9.2 .3. 1.	Résultats des analyses semestrielles sur les rejets aqueux	Semestrielle
9.2 .3. 1.	Résultats des analyses en continu sur les rejets aqueux	Mensuelle
9.2 .3. 1.	Résultats des analyses mensuelles sur les rejets aqueux	Mensuelle
9.2 .3. 1.	Résultats des analyses journalières sur les rejets aqueux	Mensuelle
9.2 .3. 2.	Résultats des analyses annuelles sur les eaux pluviales	Annuelle
9.2 .4.	Résultats des analyses semestrielles sur les eaux souterraines	Semestrielle
9.4 .1.	Rapport annuel d'activité	Annuelle, avant le 01/04
9.4 .2.	Bilan de fonctionnement	Décennal (sauf en cas d'anticipation demandée)
2.9 .2. et 9.3 .3.	Indisponibilités des installations de traitement et de mesures	Semestrielle
9.5 .2. 1	Flux moyen annuel de substances rejetées par tonne incinérée	Annuelle
9.5 .2. 1	Flux moyen annuel de déchets produits par tonne incinérée	Annuelle
9.5 .2. 1.	Evaluation du PCI des déchets incinérés	Annuelle
9.2 .2.	Procédure de mise en œuvre du programme de surveillance de l'impact sur l'environnement	A chaque mise à jour

9.2 .4.	Signalement de toute anomalie de résultat des analyses sur les eaux souterraines	Délai : immédiat
9.3 .1.	Toute action corrective effectuée après analyse des résultats d'autosurveillance	Délai : meilleurs délais

---

## TITRE 10 - PERFORMANCES ENERGETIQUES DES INSTALLATIONS D'INCINERATION

---

La performance énergétique d'une installation d'incinération est calculée avec la formule suivante :

$$Pe = (Ep - (Ef + Ei)) / 0,97 (Ew + Ef)$$

où :

- $Pe$  représente la performance énergétique de l'installation ;
- $Ep$  représente la production annuelle d'énergie sous forme de chaleur ou d'électricité. Elle est calculée en multipliant par 2,6 l'énergie produite sous forme d'électricité et par 1,1 l'énergie produite sous forme de chaleur pour une exploitation commerciale (GJ/an) ;
- $Ef$  représente l'apport énergétique annuel du système en combustibles servant à la production de vapeur (GJ/an) ;
- $Ew$  représente la quantité annuelle d'énergie contenue dans les déchets traités, calculée sur la base du pouvoir calorifique inférieur des déchets (GJ/an) ;
- $Ei$  représente la quantité annuelle d'énergie importée, hors  $Ew$  et  $Ef$  (GJ/an) ;
- 0,97 est un coefficient prenant en compte les déperditions d'énergie dues aux mâchefers d'incinération et au rayonnement.

Pour l'application de la formule de calcul de la performance énergétique, on considère que :

$$Ep - (Ef + Ei) / 0,97 (Ew + Ef) = [(2,6 Ee.p + 1,1 Eth.p) - (2,6 Ee.a + 1,1 Eth.a + Ec.a)] / 2,3 T$$

où :

- $Ee.p$  représente l'électricité produite par l'installation (MWh/an) ;
- $Eth.p$  représente la chaleur produite par l'installation (MWh/an) ;
- $Ee.a$  représente l'énergie électrique externe achetée par l'installation (MWh/an) ;
- $Eth.a$  représente l'énergie thermique externe apportée pour assurer le fonctionnement de l'installation (MWh/an) ;
- $Ec.a$  représente l'énergie externe apportée pour assurer le fonctionnement de l'installation (MWh/an) ;
- 2,3 étant un facteur multiplicatif intégrant un PCI générique des déchets de 2 044 th/t ;
- $T$  représentant le tonnage de déchets réceptionnés dans l'année.

L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- la performance énergétique de l'installation est supérieure ou égale à 0,60 ;
- l'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 9.4.1. ;
- l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique. Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est annuelle. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage.

Si les conditions définies à l'alinéa précédent ne sont pas respectées, l'opération de traitement des déchets par incinération est qualifiée d'opération d'élimination.

---

## TITRE 11 - ECHEANCES ET DUREE

---

Le présent arrêté est applicable à la date de sa notification à l'exploitant.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

---

## TITRE 12 - DIFFUSION

---

- Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Nice où il peut être consulté ;
- Un extrait de cet arrêté, notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Nice pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;
- Le même extrait sera, en outre, affiché par le pétitionnaire dans son établissement ;
- Un avis est inséré par les soins du Préfet des Alpes-Maritimes, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

---

## TITRE 13 - EXECUTION

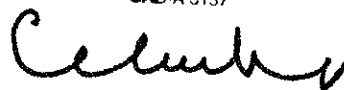
---

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- ❖ à la société SONITHERM,
- ❖ au maire de Nice,
- ❖ au directeur départemental des territoires et de la mer,
- ❖ au délégué territorial des Alpes-Maritimes de l'Agence régionale de santé (ARS),
- ❖ au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- ❖ Au chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le **4 JUIL. 2011**

Pour le Préfet,  
**Secrétaire Général**  
CAB-A 3157



**Gérard GAVORY**

Copie  
de M. P. Mangin

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS DES  
ALPES-MARITIMES  
service environnement**

Installations classées pour  
la protection de l'environnement

Affaire suivie par Martine Chevallier

☎ 04 93 72 29 83 ☎ 04 93 72 23 45

[martine.chevallier@alpes-maritimes.gouv.fr](mailto:martine.chevallier@alpes-maritimes.gouv.fr)  
ENV/ICPE/L/ exploitant

Nice, le - 3 JUIL. 2012

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli un exemplaire de l'arrêté préfectoral complémentaire portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique par l'usine de la SONITHERM à Nice.

Vous trouverez également sous ce pli, un extrait de ce même arrêté qu'il vous appartient d'afficher en permanence de façon visible dans l'établissement en vue de l'information du personnel.

Je vous précise par ailleurs, qu'en application des dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, je fais procéder, en vue de l'information des tiers, à l'insertion d'un avis concernant l'arrêté susvisé dans les journaux « *Nice Matin* » et « *La Tribune* ».

Les frais afférents à cette publication étant à votre charge, vous voudrez bien procéder au règlement des factures qui vous seront prochainement adressées par l'agence EUROSUD et le journal LA TRIBUNE.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Monsieur Jean-Marie ELOY  
Directeur de la SONITHERM  
33, boulevard de l'Ariane  
06300 Nice

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
DTION-G 3393



**Gérard GAVORY**

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS DES  
ALPES-MARITIMES**  
service environnement

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Société SONITHERM**  
**33, boulevard de l'Ariane à Nice**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant sur les rejets de  
substances dangereuses dans le milieu aquatique (RSDE)**

**N° 14104**

- VU** le code de l'Environnement, livre II, titre 1<sup>er</sup>, relatif à l'eau et aux milieux aquatiques marins et notamment son article R.212-9 ;
- VU** le code de l'Environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup>, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article R.512-31 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et fixant les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, écoulements, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement ;
- VU** la circulaire DGPR/SRT du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation ;
- VU** la note d'instructions ministérielles du 27 avril 2011 portant adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 relative aux actions de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux des installations classées ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 13589 en date du 1<sup>er</sup> octobre 2010 portant sur les rejets des substances dangereuses dans le milieu aquatique de l'établissement Sonitherm ;
- VU** le rapport n°R5162 381-001-3 établi le 25 janvier 2012 par le laboratoire APAVE présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la campagne initiale de recherche de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement Sonitherm ;
- VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 20 avril 2012 ;
- VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) dans sa séance du 4 mars 2011;

**CONSIDERANT** la nécessité de prendre en compte les dispositions de la note ministérielle du 27 avril 2011 susvisée portant adaptation des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée ;

**CONSIDERANT** les objectifs de suppression des substances dangereuses prioritaires dans les émissions à l'horizon 2021 définis par l'arrêté ministériel du 8 juillet 2010 susvisé ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société niçoise de réalisations thermiques (SONITHERM), dont le siège social est situé au 33 Boulevard de l'Ariane - 06300 NICE, ci-après dénommée « l'exploitant », se conforme pour la poursuite de l'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés sise à l'adresse de son siège social aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 2**

Les dispositions de l'article 3.3. de l'arrêté préfectoral du 01/10/2010 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

*« Au vu des résultats factuels décrits dans le rapport de synthèse de la surveillance initiale, l'exploitant adresse au service de l'inspection des installations classées, dans les conclusions de ce rapport, ses propositions de classement en 3 catégories (substances à abandonner, substances à surveiller, substances devant faire en sus de la surveillance l'objet d'un programme d'actions) des substances mesurées lors de cette phase de surveillance.*

*L'inspection des installations classées accuse réception de ce rapport.*

*Les critères de classement des substances en 3 catégories sont les suivants :*

1. *Les substances dont les mesures ont été qualifiées d' « incorrectes - rédhibitoires » par l'INERIS ne peuvent voir leur surveillance abandonnée. Elles doivent continuer au titre de la surveillance pérenne à faire l'objet de mesures (autant d'analyses sur un paramètre que de mesures classées « incorrectes rédhibitoires » sur ce paramètre) avant qu'il ne soit possible de statuer sur leur cas.*
2. *Toute substance dont le flux journalier moyen émis (flux journalier moyen émis net en cas de contamination démontrée du milieu amont) est supérieur ou égal à la valeur figurant dans la colonne A du tableau de l'annexe 7 du présent arrêté ne peut voir sa surveillance abandonnée. Si ce flux excède la valeur figurant en colonne B du précédent tableau les substances doivent faire en sus de leur surveillance l'objet d'un programme d'actions.*
3. *prise en compte du « milieu » pour les rejets directs dans le milieu naturel.*

*Le flux journalier moyen est déterminé pour chaque substance émise dans les rejets aqueux selon les critères définis dans la note du 27 avril 2011 susvisée. »*

### **Article 3**

L'exploitant prend les dispositions adéquates pour que les émissions des substances dangereuses prioritaires suivantes soient supprimées à l'échéance du 31/12/2021 dans les rejets aqueux industriels de l'établissement :

- nonylphénols (code SANDRE 6598)
- cadmium et ses composés (code SANDRE 1388)
- mercure et ses composés (code SANDRE 1387)

Une substance peut être considérée comme supprimée dans les rejets aqueux industriels si l'une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- limite de détection (LD) non atteinte ;
- si la substance est détectée dans les rejets, la quantité mesurée avant rejet est inférieure à la quantité mesurée dans les eaux d'alimentation des installations.

### **Article 4 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 5 : information des tiers**

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Nice ;
- Un extrait dudit arrêté est affiché à la mairie de Nice pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;
- Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- Un avis est inséré, par les soins du préfet et au frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

#### **ARTICLE 6 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à la Société SONITHERM,
- au Maire de Nice,
- au Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- au Directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au Chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le - 3 JUIL. 2012

*Pour le Préfet,*  
**Le Secrétaire Général**  
DTION-G 3393



**Gérard GAVORY**

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

**Direction départementale de la protection des  
populations des Alpes-Maritimes**  
service environnement

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Société SONITHERM**

**Usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés  
33, boulevard de l'Ariane - Nice**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant sur l'alimentation électrique de l'usine**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**N° 14562**

- VU** le livre V, titre I du code de l'environnement, notamment l'article R.512-31 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, modifié par les arrêtés ministériels du 3 août 2010 et du 18 décembre 2012 ;
- VU** les arrêtés préfectoraux qui réglementent l'exploitation par la société SONITHERM, d'une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés située 33, boulevard de l'Ariane à Nice, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13804 du 4 juillet 2011 ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en date du 19 novembre 2013 ;
- VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en sa séance du 10 janvier 2014 ;
- CONSIDERANT** les ruptures répétées de l'alimentation électrique de l'usine d'incinération précitée survenues à cinq reprises depuis 2009 ;
- CONSIDERANT** que la dernière rupture d'alimentation électrique survenue le 3 août 2012 a occasionné l'arrêt forcé et total du fonctionnement de l'usine d'incinération pendant plusieurs jours, générant des nuisances pour les populations riveraines et conduisant aux transports de déchets par camions en dehors du département des Alpes-Maritimes ;
- CONSIDERANT** qu'en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article R.512-31 susvisé en prescrivant à la société SONITHERM la remise et la réalisation d'un plan d'actions visant à sécuriser l'alimentation électrique de l'usine d'incinération qu'elle exploite ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

**ARRETE**

**Article 1 :**

La Société Niçoise de Réalisations Thermiques (SONITHERM) dont le siège social est situé 33, boulevard de l'Ariane – 06300 Nice, ci-après dénommée « l'exploitant », est tenue de se conformer, pour la poursuite de l'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés située à la même adresse, aux dispositions du présent arrêté.

## **Article 2 :**

L'exploitant transmet au préfet **au plus tard dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'actions visant à élever durablement la robustesse de la liaison électrique fonctionnelle entre l'usine d'incinération qu'elle exploite et le réseau public de transport d'énergie électrique.

Ce plan d'actions est assorti d'un calendrier de réalisation.

La mise en œuvre du plan d'actions est effective **au plus tard dans un délai de 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

## **Article 3 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **Article 4 :**

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Nice où il pourra être consulté ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Nice pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera en outre, affiché par le pétitionnaire dans son établissement ;
- un avis est inséré par les soins du préfet des Alpes-Maritimes et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

## **Article 5 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :

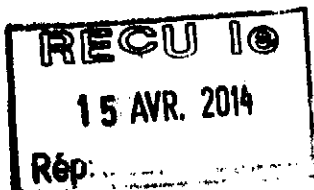
- à la Société Niçoise de Réalisations Thermiques (SONITHERM),
- au député maire de Nice,
- au délégué territorial des Alpes-Maritimes de l'Agence régionale de santé (ARS),
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au chef de l'Unité Territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le **17 FEV. 2014**

*Pour le Préfet,*  
**Le Secrétaire Général**  
DTION-G 3393



**Gérard GAVORY**



## PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale de la protection des populations  
des Alpes-Maritimes  
**service environnement**  
Installations classées pour la protection  
de l'environnement  
ICPE/IED/14587

Nice, le **11 AVR. 2014**

Monsieur le Directeur,

La société SONITHERM exploite une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés située à l'adresse de son siège social, 33, boulevard de l'Ariane à Nice dont certaines activités autorisées par l'arrêté préfectoral du 9 avril 1996 relèvent du champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite directive « IED ».

Par courrier du 9 octobre 2013, vous m'avez adressé la déclaration de statut « IED » de vos installations conformément aux dispositions de l'article R.515-84 du code de l'environnement.

Il ressort de l'examen de cette déclaration par l'inspection de l'environnement que le classement de vos installations relève de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques « IED » mentionnées dans le tableau ci-après qui complète la liste des rubriques définie par les actes préfectoraux antérieurs.

Rubrique de classement	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques	Classement
3520.a (*)	Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Incinération de déchets [Capacités : 3 fours de 12t/h 1 four de 18t/h]	Autorisation
3520.b	Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour		Autorisation
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	Transit et regroupement de DASRI [Capacité totale : 80 t]	Autorisation

(\*) Rubrique principale IED

En outre, le document Bref associé à la rubrique principale est celui qui est intitulé « *Incinération des déchets* », code WI.

Enfin, je vous informe que la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles déclenchera le réexamen des conditions d'exploitation de vos installations. En application de l'article R.515-70 du code de l'environnement, vous disposerez alors d'un délai de douze mois pour me transmettre un dossier de réexamen comprenant toutes les informations nécessaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
D. G. 3098

Monsieur le Directeur  
Société SONITHERM  
33, boulevard de l'Ariane  
06300 Nice

Gérard GAVORY

Adresse postale : LES SERVICES DE L'ÉTAT DANS LES ALPES-MARITIMES  
Direction Départementale de la Protection des Populations – CADAM – 147, boulevard du Mercantour  
– Bât. Mont des Merveilles -06286 NICE CEDEX 3  
Tél : 04.93.72.28.00 – Fax : 04-93-72-28-05  
<http://alpes-maritimes.gouv.fr>

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS DES  
ALPES-MARITIMES**

**service environnement**

Installations classées pour  
la protection de l'environnement

Affaire suivie par Jocelyne Blondeau

☐ 04 93 72 28 59 ☐ 04 93 72 28 05

Jocelyne.blondeau@alpes-maritimes.gouv.fr

ENV/ICPE/SONITHERM / GF

Nice, le

**04 SEP. 2014**

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli, un exemplaire de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 14705 du 1<sup>er</sup> septembre 2014 portant sur la mise en œuvre des garanties financières visant à la mise en sécurité des installations de l'usine d'incinération de déchets ménagers et autres déchets située 33, boulevard de l'Ariane à Nice.

Vous trouverez également sous ce pli, un extrait de ce même arrêté qu'il vous appartient d'afficher en permanence de façon visible dans l'établissement en vue de l'information du personnel.

Je vous précise par ailleurs, qu'en application des dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, je fais procéder, en vue de l'information des tiers, à l'insertion d'un avis concernant l'arrêté susvisé dans les journaux « *Nice Matin* » et « *La Tribune* ».

Les frais afférents à cette publication étant à votre charge, vous voudrez bien procéder au règlement des factures qui vous seront prochainement adressées par l'agence EUROSUD et le journal LA TRIBUNE.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

La directrice départementale de la protection  
des populations des Alpes-Maritimes,



Sophie BERANGER-CHERVET

Monsieur Le Directeur  
Société Niçoise de Réalisations Thermiques (SONITHERM)  
33, boulevard de l'Ariane  
06300 Nice

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS DES ALPES-  
MARITIMES**  
service environnement

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Société Niçoise de Réalisations Thermiques (SONITHERM)**

**Usine d'incinération de déchets ménagers et autres déchets  
33, boulevard de l'Ariane - Nice**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant sur la mise en œuvre  
des garanties financières pour la mise en sécurité des installations**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**N° 14705**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre I – chapitre VI « Dispositions financières », notamment ses articles L 516-1, R.516-1 et R.516-2 relatifs à la constitution des garanties financières ;
- VU** le code de l'environnement livre V, titre I – chapitre II, en particulier son article R.512-33 relatif au transfert ou modification d'installations ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financière en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, en particulier son article 3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** les arrêtés préfectoraux qui réglementent l'exploitation par la société SONITHERM, d'une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés située 33, boulevard de l'Ariane à Nice, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13804 du 4 juillet 2011 ;
- VU** les propositions de calcul du montant des garanties financières produites par la société SONITHERM par courrier du 13 décembre 2013, complétées par courriers électroniques du 29 avril 2014 et du 18 juin 2014 ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 24 Juin 2014 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 11 juillet 2014 ;
- VU** la consultation en date du 18 juillet 2014 du Directeur de la société SONITHERM dans le cadre des dispositions de l'article R.512-26 du code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que la société SONITHERM exploite des installations soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2718 et n° 2771 de la nomenclature des installations classées listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et existantes à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;
- CONSIDERANT** que ces installations, compte tenu des seuils ou des rubriques concernées, sont soumises à l'obligation de garanties financières depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, la constitution de 20 % du montant devant être réalisée au 1<sup>er</sup> juillet 2014 conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- CONSIDERANT** que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- CONSIDERANT** que l'exploitant doit en conséquence constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations concernées en cas de cessation d'activité, conformément aux dispositions des articles susvisés du code de l'environnement ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

La société niçoise de réalisations thermiques (SONITHERM), dont le siège social se trouve 33 boulevard de l'Ariane à Nice (06300), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son usine d'incinération de déchets ménagers et autres déchets située à la même adresse que son siège social.

### ARTICLE 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé	Date de constitution de la garantie financière
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	01/07/2014
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	01/07/2014
2770	Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2793 2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement	01/07/2014

Ces garanties financières s'appliquent pour les activités relevant des rubriques précitées de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de surveillance et de mise en sécurité du site de l'installation conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

### ARTICLE 3 : Montant des garanties financières

Le montant total des garanties financières à constituer s'élève à **1 535 183 euros TTC** (un million cinq cents trente cinq mille cent quatre-vingt trois euros).

Ce montant est calculé selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31/05/2012 susvisé, en prenant en compte l'indice TP01 de référence de février 2014 (700,3) et un taux de TVA de 20 %.

Une synthèse du calcul figure en annexe 1 du présent arrêté.

### ARTICLE 4 : Délai de constitution des garanties financières

L'exploitant doit constituer 20 % du montant initial des garanties financières à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2014, soit : **307 036 euros**. Les délais de constitution sont précisés dans le tableau ci-dessous, en fonction du type de garant :

Échéance de remise de l'attestation correspondante	Taux de constitution du montant des garanties financières fixé à l'article 3 du présent arrêté	
	Garants classiques	Consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations
1er juillet 2014	20 %	20 %
1er juillet 2015	40 %	30 %
1er juillet 2016	60 %	40 %
1er juillet 2017	80 %	50 %
1er juillet 2018	100 %	60 %
1er juillet 2019		70 %
1er juillet 2020		80 %
1er juillet 2021		90 %
<b>1er juillet 2022</b>		<b>100 %</b>

#### **ARTICLE 5 : Etablissement des garanties financières**

L'exploitant communique au Préfet, dans les délais fixés à l'article 4 du présent arrêté, le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/2012 susvisé relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement. Un spécimen du document attestant la constitution des garanties financières figure en annexe 2 du présent arrêté.

- 4.1. Le document attestant la constitution des garanties financières attendu avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 a une durée de validité de cinq ans minimum soit au moins jusqu'au 30 juin 2019.
- 4.2. Les documents suivants (à remettre plus tard que le 1<sup>er</sup> juillet 2014) avec périodicité annuelle sont rédigés avec un terme de validité jusqu'au moins le 30 juin 2019.
- 4.3. Pour l'option « *consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations* », les trois derniers justificatifs de constitution supplémentaire de 10 % chacun du montant initial sont tous produits avec un terme de validité jusqu'au moins le 30 juin 2024.
- 4.4. La durée de validité des justificatifs ultérieurs court au moins jusqu'au 30 juin 2024 (+N fois cinq ans).

#### **ARTICLE 6 : Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article R.516-2 III du Code de l'environnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/2012 susvisé relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 7 : Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- a minima tous les cinq ans par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 susvisé relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, et en fonction de :
  - la valeur de l'indice publié TP01 (l'indice TP01 servant de référence pour l'actualisation est l'indice publié au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) ;
  - et de la valeur du taux de TVA en vigueur ; le taux de la TVA à prendre en compte lors de l'actualisation, noté TVAR, conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 précité est celui applicable à l'établissement du présent arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières, soit 20 %.
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations, à l'intérieur de chacune des périodes quinquennales.

L'exploitant transmet avec sa proposition :

- la valeur datée du dernier indice public TP01 ;
- la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission.

#### **ARTICLE 8 : Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières peut être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telle que définies à l'article 11 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 9 : Absence de garanties financières**

L'absence de garanties financières, soit par défaut de constitution du montant initial, soit par défaut de constitution d'un montant intermédiaire, soit par péremption, soit par non renouvellement, peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en demeure.

Conformément à l'article L.171-9 du code de l'environnement, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **ARTICLE 10 : Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet\* peut faire appel aux garanties financières quand une des obligations de mise en sécurité ou de surveillance telles que prévues à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ou dans l'arrêté d'autorisation n'est pas réalisée, et après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 11 : Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation, totale ou partielle, des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés, constatés et validés par l'inspection des installations classées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la demande de levée de l'obligation de garanties financières.

#### **ARTICLE 12 : Obligations d'information**

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant
- tout changement de forme de garanties financières
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du Code de l'environnement
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

#### **ARTICLE 13 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site**

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour les déchets suivants, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 3 du présent arrêté a été calculé.

REFIOM : 400 m3 DASRI : 80 tonnes	Mâchefers : 2000 m3 Déchets ménagers et autres déchets en fosse de réception : 4260 tonnes
--------------------------------------	---

#### **ARTICLE 14 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
  - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.
- Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 15 :**

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Nice où il pourra être consulté ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Nice pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera en outre, affiché par le pétitionnaire dans son établissement ;
- un avis est inséré par les soins du préfet des Alpes-Maritimes et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

#### **ARTICLE 16 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :

- à la société SONITHERM,
- au député maire de Nice,
- au délégué territorial des Alpes-Maritimes de l'Agence régionale de santé (ARS),
- au chef de l'Unité Territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA.

Fait à Nice, le **01 SEP. 2014**  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
DTION-G 3393

 4

**Annexe 1**  
**Synthèse du calcul du montant des garanties financières**

L'exploitant retient en particulier les hypothèses suivantes :

Identification de l'élément	Libellé de l'élément	Commentaires	Valeur (€)
Sc	coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier.	Ce coefficient est fixé à 1,10 par l'arrêté ministériel du 31/05/2012	
Me	Mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur l'installation	Quantités maximales de déchets présents définies à l'article 12 du présent arrêté	1.071.301
Mi	Neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange	2 cuves	14.500
Mc	Limitation des accès au site	Clôture et panneau	137
Ms	Contrôle des effets de l'installation sur l'environnement	Site de 1 ha et réseau de piézomètres existant	21.666
Mg	Gardiennage	Surveillance permanente pendant 6 mois	144.000
$\alpha$	indice d'actualisation des coûts	1,05 [TP01 = 705,6 et TVA = 20 %]	
M		<b>TOTAL en euro (€) TTC</b>	<b>1.535.183 €</b>

Le montant global M de la garantie est égal à :  $M = Sc * [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$

## Annexe 2

### Spécimens de documents attestant la constitution des garanties financières

#### 1/ ACTE DE CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE

La société (1), dont le siège social est à ,  
ayant pour numéro unique d'identification RCS , représentée  
par dûment habilité en vertu  
de (2),

Après avoir rappelé qu'il a été porté à sa connaissance que :

(3) ci-après dénommé(e) le cautionné , titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du  
(4) du préfet du

d'exploiter (5) a demandé à la société susmentionnée ci-après dénommée la caution de lui fournir son  
cautionnement solidaire,

déclare par les présentes, en application de L. 516-1 et des articles R. 516-1 et suivants du code de  
l'environnement, se constituer caution solidaire en renonçant aux bénéfices de division et de discussion,  
d'ordre et pour le compte du cautionné dans les termes et sous les conditions ci-après :

##### Article 1er

Objet de la garantie

La présente garantie constitue un engagement purement financier. Elle est exclusive de toute obligation de  
faire et elle est consentie dans la limite du montant maximum mentionné à l'article 2 du présent acte en  
vue de garantir au préfet mentionné le paiement en cas de défaillance du cautionné des dépenses liées à :  
(6).

La présente garantie ne couvre pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir  
un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de ce dernier, ni les engagements et  
obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

##### Article 2

Montant

2.1. Exploitation autorisée avant le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum du cautionnement est de :

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

2.2. Exploitation autorisée après le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum de cautionnement est de : € (7).

2.3. Mise en jeu partielle de la garantie :

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira à due concurrence de telle  
sorte qu'il ne pourra plus être demandé à la caution qu'une somme égale à la différence entre l'encours du  
cautionnement à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.

##### Article 3

Durée et renouvellement

3.1. Durée.

Le présent engagement de caution prend effet à compter du (8),  
et expire le (9), à 18 heures, sauf si l'exploitation ne nécessite plus une garantie financière au titre des  
articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement. Passé cette date ou après décision du préfet de  
lever l'exigence de garantie financière, il ne pourra plus y être fait appel.

3.2. Renouvellement.

Le cautionnement pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous

réserve :

— que le cautionné en fasse la demande au moins (10) mois avant l'échéance ; et

— que la caution marque expressément son accord de renouvellement au bénéficiaire. Cet accord devra intervenir, conformément aux dispositions de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, au moins trois mois avant l'échéance du cautionnement.

### 3.3. Non-renouvellement.

En cas de non-renouvellement du cautionnement, la caution informera le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance du cautionnement. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement de caution.

Les dispositions du présent article 3.3 s'appliquent exclusivement aux cautionnements à émettre à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

### 3.4. Caducité.

Le cautionnement deviendra automatiquement caduc et la caution sera libérée de toute obligation en cas de fusion-absorption du cautionné après autorisation de changement d'exploitant en faveur de l'absorbant.

## Article 4

### Mise en jeu de la garantie

En cas de non-exécution par le cautionné d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, le présent cautionnement pourra être mis en jeu uniquement par le préfet susvisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la caution à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés au cautionné mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du cautionné ;
- soit en cas de disparition du cautionné personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès du cautionné personne physique.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu le cautionnement, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

## Article 5

### Attribution de compétence

Le présent cautionnement est soumis au droit français avec compétence des tribunaux français.

Fait à , (11) le (12).

*(1) Dénomination, forme, capital, siège social de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurance et éventuellement adresse de sa succursale souscriptrice du cautionnement. (2) Pouvoir ou habilitation avec mention de sa date. (3) Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (désignation complète). (4) Date de l'arrêté préfectoral. (5) Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu de l'implantation de l'installation. (6) Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets et conformément au 1<sup>er</sup> du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La surveillance du site ; b) Les interventions en cas d'accident ou de pollution ; c) La remise en état du site après exploitation. Variante 2 (pour les carrières et conformément au 2<sup>e</sup> du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : la remise en état du site après exploitation et éventuellement surveillance et intervention en cas d'accident des stockages de déchets inertes. Variante 3 (pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement et conformément au 3<sup>e</sup> du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ; b) Les interventions en cas d'accidents ou de pollution. Variante 4 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5<sup>e</sup> de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5<sup>e</sup> du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La mise en sécurité du site dans les conditions fixées par les articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25 ; b) En cas de constitution d'une garantie additionnelle, les mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines. Pour la variante 1, l'acte de cautionnement peut ne viser que l'un des objets a, b*

ou c. Pour les variantes 3 et 4, il peut ne viser que l'un des objets a ou b. (7) Montant en chiffres et en lettres ; pour la variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la mesure où les objets peuvent être distingués. (8) Date d'effet de la caution. (9) Date d'expiration de la caution. (10) Délai de préavis. (11) Lieu d'émission. (12) Date.

## **2/ ACTE D'ENGAGEMENT À PREMIÈRE DEMANDE D'UNE PERSONNE MORALE POSSÉDANT LES QUALITÉS DÉFINIES À L'ARTICLE R. 516-2 I e DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

La société (1),  
dont le siège social est à ,  
ayant pour numéro unique d'identification RCS ,  
représentée par dûment habilité le (2), ci-après dénommée  
« le garant », après délibération, lorsque la forme juridique de celle-ci est une société anonyme, de son  
déclare, en application de l'article L. 516-1 et des articles R. 516-1 et suivants du code de  
l'environnement, se porter garant aux conditions et termes du présent acte de :  
la société (3) ci-après dénommé(e) « l'exploitant »,  
titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en datedu (4) du préfet du d'exploiter son site de  
(5).

### **Article 1er**

#### **Objet de la garantie**

Le garant s'engage à verser à la première demande du préfet la somme fixée à l'article 2 du présent acte en vue de lui garantir le paiement en cas de défaillance de l'exploitant garanti des dépenses liées à : (6).

La présente garantie ne couvre pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de ce dernier, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

### **Article 2**

#### **Montant**

##### **2.1. Exploitation autorisée avant le 1er juillet 2012 :**

Le montant maximum de la garantie est de :

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

##### **2.2. Exploitation autorisée après le 1er juillet 2012.**

Le montant maximum de la garantie est de : € (7).

##### **2.3. Mise en jeu partielle de la garantie :**

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira à due concurrence de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé au garant qu'une somme égale à la différence entre l'encours de la garantie à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.

### **Article 3**

#### **3.1. Durée.**

Le présent engagement de garantie prend effet à compter du (8),

et expire le (9), à 18 heures, sauf si l'exploitation

ne nécessite plus une garantie financière au titre des articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement. Passé cette date ou après décision de préfet de lever l'exigence de garantie financière, il ne pourra plus y être fait appel.

### 3.2. Renouvellement.

Le présent engagement de garantie pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :

— que l'exploitant en fasse la demande au moins (10) mois avant l'échéance ; et

— que le garant marque expressément son accord de renouvellement au bénéficiaire. Cet accord devra intervenir, conformément à l'alinéa V de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, au moins trois mois avant l'échéance de la garantie.

### 3.3. Non-renouvellement.

En cas de non-renouvellement du présent engagement de garantie, le garant informera le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance du présent engagement de garantie. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement de garantie.

Les dispositions du présent article 3.3 s'appliquent exclusivement aux engagements de garantie à émettre à compter du 1er juillet 2012.

## Article 4

Conséquences de la garantie à l'égard des ayants droit du garant

En cas de transmission universelle de patrimoine résultant d'une fusion, d'une scission ou d'un apport partiel d'actif, les personnes venant aux droits du garant seront tenues solidairement et indivisiblement de l'exécution de la garantie, dans les mêmes conditions que le garant.

En conséquence, le préfet pourra demander à n'importe laquelle de ces personnes le paiement de la totalité des sommes qu'il aurait été en droit de demander au garant sans que puisse lui être imposée une division de ses recours entre lesdites personnes.

## Article 5

Mise en jeu de la garantie

En cas de non-exécution par l'exploitant d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, la présente garantie pourra être mise en jeu uniquement par le préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au garant à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

— soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;

— soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;

— soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu la garantie, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

## Article 6

Cessation de la garantie

Le garant peut décider à tout moment de révoquer son engagement moyennant un préavis.

Cette décision sera portée à la connaissance du préfet par lettre recommandée avec accusé de réception.

La révocation prendra effet à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de réception de la

lettre, à condition que l'exploitant garanti ait, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de réception de la lettre, porté à la connaissance du préfet par lettre recommandée avec accusé de réception son changement de garant et lui ait transmis le nouveau document justifiant de la constitution de la garantie financière conformément à l'article R. 516-2 du code de l'environnement.

#### Article 7

##### Attribution de compétence

La présente garantie est soumise au droit français avec compétence des tribunaux français.

Fait à , (11) le (12).

*(1) Dénomination, forme, capital, siège social. (2) Pouvoir ou habilitation avec mention de sa date. (3) Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (désignation complète). (4) Date de l'arrêté préfectoral. (5) Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu de l'implantation de l'installation. (6) Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets et conformément au 1° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La surveillance du site ; b) Les interventions en cas d'accident ou de pollution ; c) La remise en état du site après exploitation. Variante 2 (pour les carrières et conformément au 2° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : la remise en état du site après exploitation et éventuellement surveillance et intervention en cas d'accident des stockages de déchets inertes. Variante 3 (pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement et conformément au 3° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ; b) Les interventions en cas d'accidents ou de pollution. Variante 4 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La mise en sécurité du site dans les conditions fixées par les articles R. 512-39-1e et R. 512-46-25 ; b) En cas de constitution d'une garantie additionnelle, les mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines. Pour la variante 1, l'acte de garantie peut ne viser que l'un des objets a, b ou c. Pour les variantes 3 et 4, il peut ne viser que l'un des objets a ou b. (7) Montant en chiffres et en lettres ; pour la variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la mesure où les objets peuvent être distingués. (8) Date d'effet de la garantie. (9) Date d'expiration de la garantie. (10) Délai de préavis. (11) Lieu d'émission. (12) Date.*

### **3/ ACTE D'ENGAGEMENT À PREMIÈRE DEMANDE D'UNE PERSONNE PHYSIQUE, POSSÉDANT LES QUALITÉS DÉFINIES À L'ARTICLE R. 516-2 I e DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Monsieur/Madame

Né(e) le à , domicilié(e) , ci-après

dénommé(e) « le garant », déclare, en application de l'article L.516-1 et des articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement, se porter garant aux conditions et termes du présent acte de la société (1) ci-après dénommé(e) « l'exploitant »,

titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du (2)

du préfet du d'exploiter son site de (3).

#### Article 1er

##### Objet de la garantie

Le garant s'engage à verser à la première demande du préfet la somme fixée à l'article 2 du présent acte en vue de lui garantir le paiement en cas de défaillance de l'exploitant garanti des dépenses liées à : (4).

La présente garantie ne couvre pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de ce dernier, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

#### Article 2

## Validité de la garantie

Toute personne physique qui s'engage par acte sous seing privé en qualité de garant autonome à première demande envers un créancier professionnel doit, à peine de nullité de son engagement, faire précéder sa signature de la mention manuscrite suivante, et uniquement de celle-ci : « En me portant garant autonome à première demande de la société (1), dans la limite de la somme de couvrant

le paiement du principal, des intérêts et, le cas échéant, des pénalités ou intérêts de retard et pour la durée de , je m'engage à verser au bénéficiaire de la garantie les sommes dues sur mes revenus et mes biens si la société (1) n'y satisfait pas elle-même.

Je reconnais ne pouvoir opposer aucune exception tenant à l'obligation garantie. »

L'engagement de la personne physique pris par acte sous seing privé qui ne comporte pas la mention manuscrite exigée ci-dessus ne peut être régularisé.

Le préfet ne peut se prévaloir d'un engagement de garant autonome à première demande d'une personne physique si cet engagement était, lorsqu'il a été donné, manifestement disproportionné à ses biens et revenus, à moins que le patrimoine de ce garant, au moment où celui-ci est appelé, ne lui permette de faire face à son obligation.

## Article 3

### Montant

#### 3.1. Exploitation autorisée avant le 1<sup>er</sup> juillet 2012 :

Le montant maximum de la garantie est de :

€ pour la période du xxx au xxx (5).

€ pour la période du xxx au xxx (5).

€ pour la période du xxx au xxx (5).

€ pour la période du xxx au xxx (5).

#### 3.2. Exploitation autorisée après le 1<sup>er</sup> juillet 2012 :

Le montant maximum de la garantie est de : € (5).

#### 3.3. Mise en jeu partielle de la garantie :

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira à due concurrence de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé au garant qu'une somme égale à la différence entre l'encours de la garantie à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.

## Article 4

### Connaissance par le garant de la situation de l'exploitant

Le garant reconnaît disposer d'éléments d'information suffisants pour apprécier la situation de l'exploitant préalablement à la souscription de son engagement.

## Article 5

### 5.1. Durée.

Le présent engagement de garantie prend effet à compter du

(6), et expire le (7), à 18 heures, sauf si l'exploitation

ne nécessite plus une garantie financière au titre des articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement. Passé cette date ou après décision du préfet de lever l'exigence de garantie financière, il ne pourra plus y être fait appel.

### 5.2. Renouvellement.

Le présent engagement de garantie pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :

— que l'exploitant en fasse la demande au moins (8)

mois avant l'échéance ; et

— que le garant marque expressément son accord de renouvellement au bénéficiaire. Cet accord devra intervenir, conformément à l'alinéa V de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, au moins trois mois avant l'échéance de la garantie.

### 5.3. Non-renouvellement.

En cas de non-renouvellement du présent engagement de garantie, le garant informera le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance du présent engagement de garantie. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement de garantie.

Les dispositions du présent article 5.3 s'appliquent exclusivement aux engagements de garantie à émettre à compter du 1er juillet 2012.

## Article 6

Conséquences de la garantie

à l'égard des ayants droit du garant

Toutes personnes venant aux droits du garant pour quelque cause ou à quelque titre que ce soit seront tenues solidairement et indivisiblement de l'exécution de la garantie, dans les mêmes conditions que le garant.

En conséquence, le préfet pourra demander à n'importe laquelle de ces personnes le paiement de la totalité des sommes qu'il aurait été en droit de demander au garant sans que puisse lui être imposée une division de ses recours entre lesdites personnes.

## Article 7

Mise en jeu de la garantie

En cas de non-exécution par l'exploitant d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, la présente garantie pourra être mise en jeu uniquement par le préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au garant à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

— soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais sont restés partiellement ou totalement infructueux ;

— soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;

— soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu la garantie, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

Toute personne physique engagée par une garantie autonome à première demande est informée par le préfet de la défaillance du débiteur principal dès le premier incident de paiement non régularisé dans le mois de l'exigibilité de ce paiement. Si le préfet ne se conforme pas à cette obligation, le garant ne saurait être tenu au paiement des pénalités ou intérêts de retards échus entre la date de ce premier incident et celle à laquelle elle en a été informée.

## Article 8

Cessation de la garantie

Le garant peut décider à tout moment de révoquer son engagement moyennant un préavis. Cette décision sera portée à la connaissance du préfet par lettre recommandée avec accusé de réception. La révocation prendra effet à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de réception de la lettre, à condition que l'exploitant garanti ait, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de réception de la lettre, porté à la connaissance du préfet par lettre recommandée avec accusé de réception son changement de garant et lui ait transmis le nouveau document justifiant de la constitution de la garantie financière

conformément à l'article R. 516-2 du code de l'environnement.

#### Article 9

##### Attribution de compétence

La présente garantie est soumise au droit français avec compétence des tribunaux français.

Fait à (9), le (10).

*(1) Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (désignation complète). (2) Date de l'arrêté préfectoral. (3) Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu de l'implantation de l'installation. (4) Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets et conformément au 1° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La surveillance du site ; b) Les interventions en cas d'accident ou de pollution ; c) La remise en état du site après exploitation. Variante 2 (pour les carrières et conformément au 2° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : la remise en état du site après exploitation et éventuellement surveillance et intervention en cas d'accident de déchets inertes. Variante 3 (pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement et conformément au 3° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ; b) Les interventions en cas d'accidents ou de pollution. Variante 4 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La mise en sécurité du site dans les conditions fixées par les articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25 ; b) En cas de constitution d'une garantie additionnelle, les mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines. Pour la variante 1, l'acte de garantie peut ne viser que l'un des objets a, b ou c. Pour les variantes 3 et 4, il peut ne viser que l'un des objets a ou b. (5) Montant en chiffres et en lettres ; pour la variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la mesure où les objets peuvent être distingués. (6) Date d'effet de la garantie. (7) Date d'expiration de la garantie. (8) Délai de préavis. (9) Lieu d'émission. (10) Date.*

#### 4/ CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE DU GARANT PERSONNE MORALE

En date du (1), la société (2), dont le siège social est à ayant pour numéro unique d'identification RCS , représentée par (3), s'est portée garante à première demande de la société (4), ci-après dénommé(e) « l'exploitant », en faveur de la préfecture de L'exploitant est titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du (5) du préfet de d'exploiter son site de (6).

La société (7), dont le siège social est à ayant pour numéro unique d'identification RCS , représentée par (3), ci-après dénommée

« la caution », déclare, en application de l'article R. 516-2 I e du code de l'environnement, se constituer caution solidaire de la société (2),

ci-après dénommée « le cautionné », en renonçant aux bénéfices de division et de discussion, d'ordre et pour le compte du cautionné dans les termes et sous les conditions ci-après :

#### Article 1er

##### Objet du cautionnement solidaire

Le présent cautionnement constitue un engagement purement financier. Il est exclusif de toute obligation de faire et il est consenti dans la limite du montant maximum visé à l'article 2 du présent acte en vue de

garantir au préfet susvisé le paiement en cas de défaillance du cautionné des sommes dues par ce dernier en vertu de son propre engagement vis-à-vis de l'exploitant et du préfet, soit des dépenses liées à : (8).

Le présent cautionnement ne couvre donc ni les indemnisations dues par le cautionné aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de l'exploitant ni les engagements et obligations dus par le cautionné au titre de la responsabilité environnementale, notamment ceux issus de l'article L. 233-5-1 du code du commerce.

## Article 2

### Montant

#### 2.1. Exploitation autorisée avant le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum du cautionnement est de :

€ pour la période du xxx au xxx (9).

€ pour la période du xxx au xxx (9).

€ pour la période du xxx au xxx (9).

€ pour la période du xxx au xxx (9).

#### 2.2. Exploitation autorisée après le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum de cautionnement est de : € (9).

#### 2.3. Mise en jeu partielle de la garantie :

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira à due concurrence de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé à la caution qu'une somme égale à la différence entre l'encours du cautionnement à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.

## Article 3

### Connaissance par la caution de la situation du cautionné

La caution reconnaît disposer d'éléments d'information suffisants pour apprécier la situation du cautionné préalablement à la souscription de son engagement.

## Article 4

### 4.1. Durée.

Le présent engagement de caution prend effet à compter du (10),

et expire le (11), à 18 heures, sauf si l'exploitation ne

nécessite plus une garantie financière au titre des articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement. Passé cette date ou à l'expiration du préavis de six mois en cas de révocation par le cautionné de son propre engagement ou encore après décision du préfet de lever l'exigence de garantie financière, il ne pourra plus y être fait appel.

### 4.2. Renouvellement.

Le présent engagement de caution pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :

— que le cautionné en fasse la demande au moins..... (12) mois avant l'échéance ; et

— que la caution marque expressément son accord de renouvellement au préfet. Cet accord devra intervenir, conformément aux dispositions de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, au moins trois mois avant l'échéance de la garantie.

### 4.3. Non-renouvellement.

En cas de non-renouvellement du présent engagement de caution, la caution informera le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance du présent engagement de caution. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement de caution.

Les dispositions du présent article 4.3 s'appliquent exclusivement aux cautionnements à émettre à compter

du 1er juillet 2012.

#### Article 5

##### Conséquences du cautionnement

##### à l'égard des ayants droit de la caution

Toutes personnes venant aux droits de la caution pour quelque cause ou à quelque titre que ce soit (tels notamment en cas de fusion, scission, etc.) seront tenues solidairement et indivisiblement de l'exécution du cautionnement, dans les mêmes conditions que la caution.

En conséquence, le préfet pourra demander à n'importe laquelle de ces personnes le paiement de la totalité des sommes qu'il aurait été en droit de demander à la caution sans que puisse lui être imposée une division de ses recours entre lesdites personnes.

#### Article 6

##### Mise en jeu du cautionnement

En cas de non-exécution par le cautionné d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, le présent cautionnement pourra être mis en jeu uniquement par le préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la caution à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du cautionné ;
- soit en cas de disparition du cautionné par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu le cautionnement, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

#### Article 7

##### Attribution de compétence

Le présent cautionnement est soumis au droit français avec compétence des tribunaux français.

Fait à (13), le (14).

*(1) Date de signature de l'acte d'engagement du garant personne morale au sens de l'article R. 516-2 I e du code de l'environnement. (2) Dénomination, forme, capital, siège social du garant personne morale au sens de l'article R. 516-2 I e du code de l'environnement. (4) Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (désignation complète). (5) Date de l'arrêté préfectoral. (6) Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu de l'implantation de l'installation. (7) Dénomination, forme, capital, siège social de la caution. (8) Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets et conformément au 1° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La surveillance du site ; b) Les interventions en cas d'accident ou de pollution ; c) La remise en état du site après exploitation. Variante 2 (pour les carrières et conformément au 2° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : la remise en état du site après exploitation et éventuellement surveillance et intervention en cas d'accident des stockages de déchets inertes. Variante 3 (pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement et conformément au 3° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ; b) Les interventions en cas d'accidents ou de pollution. Variante 4 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La mise en sécurité du site dans les conditions fixées par les articles R. 512-39-1e et R. 512-46-25 ; b) En cas de constitution d'une garantie additionnelle, les mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines. Pour la variante 1, l'acte de garantie peut ne viser que l'un des objets a, b ou c. Pour les variantes 3 et 4, il peut ne viser que l'un des objets a ou b. (9) Montant en chiffres et en lettres ; pour la variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la mesure où les objets peuvent être distingués. (10) Date d'effet du cautionnement. (11) Date d'expiration du cautionnement. (12) Délai de préavis. (13) Lieu d'émission. (14) Date.*

#### 5/ CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE DU GARANT PERSONNE PHYSIQUE

En date du (1), Monsieur/Madame , né(e)

le à , domicilié , s'est porté(e) garant(e) à première demande de la société (2), ci-après dénommée « l'exploitant », en faveur de la préfecture de

L'exploitant est titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du (3) du préfet de d'exploiter

son site de (4).

La société (5), dont le siège social est à , ayant pour

numéro unique d'identification RCS , représentée

par (6), ci-après dénommée « la caution », déclare,

en application de l'article R. 516-2 I e du code de l'environnement, se constituer caution solidaire de Monsieur/Madame , ci-après dénommé(e) « le cautionné »,

en renonçant aux bénéfices de division et de discussion, d'ordre et pour le compte du cautionné dans les termes et sous les conditions ci-après :

#### Article 1er

##### Objet du cautionnement solidaire

Le présent cautionnement constitue un engagement purement financier. Il est exclusif de toute obligation de faire et il est consenti dans la limite du montant maximum visé à l'article 2 du présent acte en vue de garantir au préfet susvisé le paiement en cas de défaillance du cautionné des sommes dues par ce dernier en vertu de son propre engagement vis-à-vis de l'exploitant et du préfet, soit des dépenses liées à : (7).

Le présent cautionnement ne couvre donc pas les indemnisations dues par le cautionné aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de l'exploitant, ni les engagements et obligations dus par le cautionné au titre de la responsabilité environnementale.

#### Article 2

##### Montant

##### 2.1. Exploitation autorisée avant le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum du cautionnement est de :

€ pour la période du xxx au xxx (8).

€ pour la période du xxx au xxx (8).

€ pour la période du xxx au xxx (8).

€ pour la période du xxx au xxx (8).

##### 2.2. Exploitation autorisée après le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum de cautionnement est de : € (8).

##### 2.3. Mise en jeu partielle de la garantie :

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira à due concurrence de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé à la caution qu'une somme égale à la différence entre l'encours du cautionnement à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.

#### Article 3

##### Connaissance par la caution de la situation du cautionné

La caution reconnaît disposer d'éléments d'information suffisants pour apprécier la situation du cautionné préalablement à la souscription de son engagement.

#### Article 4

##### 4.1. Durée.

Le présent engagement de caution prend effet à compter du (9),

et expire le (10), à 18 heures, sauf si l'exploitation ne nécessite

plus une garantie financière au titre des articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement. Passé cette date ou à l'expiration du préavis de six mois en cas de révocation par le cautionné de son propre engagement, ou encore après décision du préfet de lever l'exigence de garantie financière, il ne pourra plus y être fait appel.

#### 4.2. Renouvellement.

Le présent engagement de caution pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :

- que le cautionné en fasse la demande au moins..... (11) mois avant l'échéance ; et
- que la caution marque expressément son accord de renouvellement au préfet. Cet accord devra intervenir, conformément aux dispositions de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, au moins trois mois avant l'échéance de la garantie.

#### 4.3. Non-renouvellement.

En cas de non-renouvellement du présent engagement de caution, la caution informera le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance du présent engagement de caution. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement.

Les dispositions du présent article 4.3 s'appliquent exclusivement aux cautionnements à émettre à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

### Article 5

#### Conséquences du cautionnement

##### à l'égard des ayants droit de la caution

Toutes personnes venant aux droits de la caution pour quelque cause ou à quelque titre que ce soit seront tenues solidairement et indivisiblement de l'exécution du cautionnement, dans les mêmes conditions que la caution.

En conséquence, le préfet pourra demander à n'importe laquelle de ces personnes le paiement de la totalité des sommes qu'il aurait été en droit de demander à la caution sans que puisse lui être imposée une division de ses recours entre lesdites personnes.

### Article 6

#### Mise en jeu du cautionnement

En cas de non-exécution par le cautionné d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, le présent cautionnement pourra être mis en jeu uniquement par le préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la caution à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le cautionné ;
- soit en cas de défaillance du cautionné, résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet ;
- soit en cas de décès du cautionné.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu le cautionnement, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

### Article 7

#### Attribution de compétence

Le présent cautionnement est soumis au droit français avec compétence des tribunaux français.

Fait à (12), le (13).

(1) Date de signature de l'acte d'engagement du garant personne morale au sens de l'article R. 516-2-I e du code de l'environnement. (2) Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (désignation complète). (3) Date de l'arrêté préfectoral. (4) Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu de l'implantation de l'installation. (5) Dénomination, forme, capital, siège social de la caution. (6) Pouvoir ou habilitation avec mention de sa date. (7) Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets et conformément au 1° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La surveillance du site ; b) Les interventions en cas d'accident ou de pollution ; c) La remise en état du site après exploitation. Variante 2 (pour les carrières et conformément au 2° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : la remise en état du site après exploitation et éventuellement surveillance et intervention en cas d'accident des stockages de déchets inertes. Variante 3 (pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement et conformément au 3° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ; b) Les interventions en cas d'accidents ou de pollution. Variante 4 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : a) La mise en sécurité du site dans les conditions fixées par les articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25 ; b) En cas de constitution d'une garantie additionnelle, les mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines. Pour la variante 1, l'acte de garantie peut ne viser que l'un des objets a, b ou c. Pour les variantes 3 et 4, il peut ne viser que l'un des objets a ou b. (8) Montant en chiffres et en lettres ; pour la variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la mesure où les objets peuvent être distingués. (9) Date d'effet du cautionnement. (10) Date d'expiration du cautionnement. (11) Délai de préavis. (12) Lieu d'émission. (13) Date.

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS DES ALPES-  
MARITIMES**  
service environnement

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Société Niçoise de Réalisations Thermiques (SONITHERM)**

**Usine d'incinération de déchets ménagers et autres déchets  
33, boulevard de l'Ariane - Nice**

**Extrait de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 14705 du 1<sup>er</sup> septembre 2014 portant  
sur la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations**

**CONSIDERANT** que la société SONITHERM exploite des installations soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2718 et n° 2771 de la nomenclature des installations classées listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et existantes à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

**CONSIDERANT** que ces installations, compte tenu des seuils ou des rubriques concernées, sont soumises à l'obligation de garanties financières depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, la constitution de 20 % du montant devant être réalisée au 1<sup>er</sup> juillet 2014 conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

**CONSIDERANT** que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant doit en conséquence constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations concernées en cas de cessation d'activité, conformément aux dispositions des articles susvisés du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

La société niçoise de réalisations thermiques (SONITHERM), dont le siège social se trouve 33 boulevard de l'Ariane à Nice (06300), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son usine d'incinération de déchets ménagers et autres déchets située à la même adresse que son siège social.

**ARTICLE 2 : Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé	Date de constitution de la garantie financière
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	01/07/2014
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	01/07/2014
2770	Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2793 2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement	01/07/2014

Ces garanties financières s'appliquent pour les activités relevant des rubriques précitées de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de surveillance et de mise en sécurité du site de l'installation conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Montant des garanties financières**

Le montant total des garanties financières à constituer s'élève à **1 535 183 euros TTC** (un million cinq cents trente cinq mille cent quatre-vingt trois euros).

Ce montant est calculé selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31/05/2012 susvisé, en prenant en compte l'indice TP01 de référence de février 2014 (700,3) et un taux de TVA de 20 %.

Une synthèse du calcul figure en annexe 1 du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 : Délai de constitution des garanties financières**

L'exploitant doit constituer 20 % du montant initial des garanties financières à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2014, soit : **307 036 euros**. Les délais de constitution sont précisés dans le tableau ci-dessous, en fonction du type de garant :

Échéance de remise de l'attestation correspondante	Taux de constitution du montant des garanties financières fixé à l'article 3 du présent arrêté	
	Garants classiques	Consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations
1er juillet 2014	20 %	20 %
1er juillet 2015	40 %	30 %
1er juillet 2016	60 %	40 %
1er juillet 2017	80 %	50 %
1er juillet 2018	100 %	60 %
1er juillet 2019		70 %
1er juillet 2020		80 %
1er juillet 2021		90 %
<b>1er juillet 2022</b>		<b>100 %</b>

### **ARTICLE 5 : Etablissement des garanties financières**

L'exploitant communique au Préfet, dans les délais fixés à l'article 4 du présent arrêté, le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/2012 susvisé relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement. Un spécimen du document attestant la constitution des garanties financières figure en annexe 2 du présent arrêté.

- 4.1. Le document attestant la constitution des garanties financières attendu avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 a une durée de validité de cinq ans minimum soit au moins jusqu'au 30 juin 2019.
- 4.2. Les documents suivants (à remettre plus tard que le 1<sup>er</sup> juillet 2014) avec périodicité annuelle sont rédigés avec un terme de validité jusqu'au moins le 30 juin 2019.
- 4.3. Pour l'option « *consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations* », les trois derniers justificatifs de constitution supplémentaire de 10 % chacun du montant initial sont tous produits avec un terme de validité jusqu'au moins le 30 juin 2024.
- 4.4. La durée de validité des justificatifs ultérieurs court au moins jusqu'au 30 juin 2024 (+N fois cinq ans).

### **ARTICLE 6 : Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article R.516-2 III du Code de l'environnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/2012 susvisé relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

### **ARTICLE 7 : Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- a minima tous les cinq ans par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 susvisé relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, et en fonction de :
  - la valeur de l'indice publié TP01 (l'indice TP01 servant de référence pour l'actualisation est

l'indice publié au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) ;

• et de la valeur du taux de TVA en vigueur ; le taux de la TVA à prendre en compte lors de l'actualisation, noté TVAR, conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 précité est celui applicable à l'établissement du présent arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières, soit 20 %.

- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations, à l'intérieur de chacune des périodes quinquennales.

L'exploitant transmet avec sa proposition :

- la valeur datée du dernier indice public TP01 ;
- la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission.

#### **ARTICLE 8 : Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières peut être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telle que définies à l'article 11 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 9 : Absence de garanties financières**

L'absence de garanties financières, soit par défaut de constitution du montant initial, soit par défaut de constitution d'un montant intermédiaire, soit par péremption, soit par non renouvellement, peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en demeure.

Conformément à l'article L.171-9 du code de l'environnement, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **ARTICLE 10 : Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières quand une des obligations de mise en sécurité ou de surveillance telles que prévues à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ou dans l'arrêté d'autorisation n'est pas réalisée, et après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 11 : Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation, totale ou partielle, des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés, constatés et validés par l'inspection des installations classées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la demande de levée de l'obligation de garanties financières.

#### **ARTICLE 12 : Obligations d'information**

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant
- tout changement de forme de garanties financières
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du Code de l'environnement
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

#### **ARTICLE 13 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site**

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour les déchets suivants, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 3 du présent arrêté a été calculé.

REFIOM : 400 m3 DASRI : 80 tonnes	Mâchefers : 2000 m3 Déchets ménagers et autres déchets en fosse de réception : 4260 tonnes
--------------------------------------	---



## PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION  
DES POPULATIONS DES ALPES-MARITIMES  
service environnement

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société niçoise de réalisation thermique (SONITHERM)

Usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés  
située 33, boulevard de l'Ariane, à Nice

Arrêté préfectoral complémentaire

N° 16131

-----  
Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, livre Ier, titre VIII, en particulier l'article R.181-45 ;  
VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 13804 du 4 juillet 2011 d'actualisation des prescriptions techniques applicables à l'usine d'incinération d'ordures ménagères et déchets assimilés exploitée par la SONITHERM ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 185 du 30 décembre 2013 de mise en demeure de la SONITHERM de respecter les niveaux sonores réglementaires ;  
VU le rapport de l'inspection de l'environnement n° 2019\_42 du 16 avril 2019 ;  
VU la consultation de la SONITHERM, par courriel du 25 juin 2019, sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant les mesures de bruit et l'absence de remarque de la SONITHERM ;  
CONSIDERANT que les dispositions techniques mises en place par l'exploitant sont de nature à réduire l'impact sonore associé aux activités autorisées ;  
CONSIDERANT que les mesures réalisées indiquent des niveaux de bruit résiduel (hors activité de SONITHERM) supérieurs aux niveaux admissibles de bruit fixés dans l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2011 ;  
CONSIDERANT que les valeurs de bruit mesurées en limite de propriété sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 ;  
SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Alpes-Maritimes :

### ARRETE

#### Article 1

La société niçoise de réalisations thermiques (SONITHERM), dont le siège social est situé 33, boulevard de l'Ariane – 06300 Nice, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés sise à la même adresse que son siège social, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

## Article 2 :

Les dispositions de l'article 6.2.2 « NIVEAU LIMITE DE BRUIT » de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

l'ensemble des activités de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules doivent respecter les valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Points de contrôle	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) en limite de propriété	
	Jour (7h00-22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00-7h00) et dimanches et jours fériés
Limite de propriété de l'établissement	70	60

Les mesures des émissions sonores seront faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

*A noter : le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.*

## Article 3 - délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article 4 du présent arrêté ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article 4 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les particuliers, le recours contentieux pourra être formé :

- soit par voie postale : Tribunal administratif 18, avenue des Fleurs – 06000 Nice,
- soit par voie dématérialisée via l'application Télérecours Citoyens.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

## Article 4 - publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Nice et peut y être consultée ;

- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Nice pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargée de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :

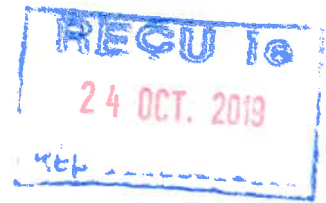
- à la SONITHERM,
- au maire de Nice,
- à la chef de l'unité départementale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA,
- au directeur départemental de la sécurité publique.

Fait à Nice, le

**15 OCT. 2019**

Pour le Prefet  
Le Sous-Prefet, Secrétaire Général Adjoint  
Charge de Mission  
DTHON-G 3000

  
Franck VINESSE



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS DES ALPES-  
MARITIMES

service environnement

Affaire suivie par Jocelyne Blondeau  
☎ 04 93 72 28 59 ☒ 04 93 72 28 05

jocelyne.blondeau@alpes-maritimes.gouv.fr  
ENV/APC N° 16131

Nice, le

**23 OCT. 2019**

**RAR**

Madame la directrice,

Je vous adresse, ci-joint, un exemplaire de l'arrêté préfectoral n° 16131, en date du 15 octobre 2019, fixant des prescriptions complémentaires relatives aux émissions sonores de l'usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés exploitée par la SONITHERM 33, boulevard de l'Ariane, à Nice.

Je vous précise que cet arrêté fait l'objet d'une publication sur le site internet de la préfecture et un extrait est destiné à l'affichage en mairie de Nice.

Je vous prie d'agréer, madame la directrice, l'expression de ma considération distinguée.

La directrice départementale de la protection  
des populations des Alpes-Maritimes



Dr vre Véronique FAJARDI

Madame Elodie MONTOROI  
Directrice de la SONITHERM  
33, boulevard de l'Ariane  
06300 Nice



## **PRÉFET DES ALPES-MARITIMES**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION  
DES POPULATIONS DES ALPES-MARITIMES  
service environnement**

### **INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Société SONITHERM**

**Etablissement situé 33, boulevard de l'Ariane, à Nice**

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif aux mesures d'urgence  
en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant**

**N° 16445**

**Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU le code de l'environnement, notamment le livre V, titre Ier ;**

**VU l'arrêté interministériel du 7 avril 2016 modifié relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;**

**VU l'arrêté inter-préfectoral du 20 juin 2017 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur les départements des régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;**

**VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2017 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Alpes-Maritimes ;**

**VU l'arrêté préfectoral n° 13804 du 4 juillet 2011 autorisant la société SONITHERM à exploiter les installations situées 33, boulevard de l'Ariane, à Nice ;**

**VU l'étude d'impact économique et social (EIES) remise en mai 2017 par la société SONITHERM définissant les mesures de nature à réduire les rejets atmosphériques en cas d'épisodes de pollution aux particules, au dioxyde d'azote ou à l'ozone ;**

**VU le rapport référencé 2020\_293 du 27 juillet 2020 de l'inspection des installations classées ;**

**VU la consultation du 9 juin 2020 de la société SONITHERM sur le projet d'arrêté préfectoral annexé au rapport susvisé du 27 juillet 2020 ;**

**CONSIDÉRANT que la qualité de l'air constitue dans la région PACA un enjeu sanitaire majeur ;**

**CONSIDÉRANT que l'arrêté interministériel du 7 avril 2016 modifié vise à harmoniser les modalités de déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution caractérisés de l'air ambiant ;**

**CONSIDERANT** qu'en cas d'épisode de pollution aux particules (PM10), il convient de mettre en œuvre des mesures ciblées sur les activités fortement émettrices de poussières mais également sur les émetteurs des précurseurs des particules secondaires, notamment les émetteurs d'oxydes d'azote (NOx) et de composés organiques volatils (COV) ;

**CONSIDERANT** qu'en cas d'épisode de pollution à l'ozone, il convient de déclencher des mesures dans les installations fortement émettrices d'oxydes d'azote (NOx) et de composés organiques volatils (COV), ces deux polluants étant des précurseurs de l'ozone ;

**CONSIDERANT** qu'en cas d'épisode de pollution au dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>), il convient de déclencher des mesures dans les installations fortement émettrices d'oxydes d'azote (NOx) ;

**CONSIDERANT** que la société SONITHERM a déclaré pour l'usine de Nice en 2018 le rejet à l'atmosphère de 102,5 tonnes d'oxydes d'azote et de 5,3 tonnes de poussières ;

**CONSIDERANT** que la société SONITHERM – Usine de Nice est à ce titre un émetteur industriel notable au niveau du département ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a donc lieu de fixer des prescriptions complémentaires destinées à protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes :

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

La société SONITHERM, dont le siège social est situé 33, boulevard de l'Ariane – 06300 Nice, désignée ci-après l'exploitant, doit respecter les prescriptions du présent arrêté qui visent à fixer des dispositions complémentaires en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant pour l'exploitation des installations situées à la même adresse que son siège social.

### **ARTICLE 2 - Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air**

#### ***Article 2.1 - Déclenchement des procédures et seuils réglementaires***

En application de l'arrêté interministériel du 7 avril 2016 modifié relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant, l'exploitant est tenu de mettre en place les mesures listées dans les articles 2.3, 2.4 et 2.5 lorsque les niveaux de concentration en particules (PM<sub>10</sub>), en dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ou en ozone (O<sub>3</sub>) définis dans l'article R.221-1 du code de l'environnement et repris ci-dessous sont atteints :

Polluants ( $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )	Procédures et seuils réglementaires				
	Niveau information - recommandation	Niveau « alerte » N1 1 <sup>er</sup> niveau de mesures d'urgence		Niveau « alerte » N2 2 <sup>ème</sup> niveau de mesures d'urgence	
		Sur prévision	Sur persistance (constat et prévision)	Sur prévision	Sur persistance (constat et prévision)
<b>Particules fines (PM<sub>10</sub>)</b>	<b>50</b> en moyenne sur 24 heures soit à J ou J+1	<b>80</b> en moyenne sur 24 heures soit à J ou J+1	<b>50</b> en moyenne sur 24 heures pendant 2 jours soit J et J+1		<b>80</b> en moyenne sur 24 heures pendant 2 jours à J et J+1  <i>ou</i> <b>50</b> en moyenne sur 24 heures pendant 4 jours soit J-2, J-1, J et J+1
<b>Dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>)</b>	<b>200</b> en moyenne horaire à J ou J+1	<b>400</b> en moyenne horaire dépassé pendant 3 heures consécutives à J ou J+1	<b>200</b> en moyenne horaire pendant 3 jours, soit J-1, J et J+1		<b>400</b> en moyenne horaire dépassé pendant 3 heures consécutives, pendant 2 jours, soit J et J+1 <i>ou</i> <b>200</b> en moyenne horaire, pendant 4 jours, soit J-2, J-1, J et J+1
<b>Ozone (O<sub>3</sub>)</b>	<b>180</b> en moyenne horaire à J ou J+1	<b>240</b> , en moyenne horaire, dépassé pendant 3 heures consécutives à J ou J+1	<b>180</b> en moyenne horaire pendant 2 jours, à J et J+1	<b>300</b> en moyenne horaire, dépassé pendant 3 heures consécutives à J ou J+1  <i>ou</i> <b>360</b> en moyenne horaire, à J ou J+1	<b>240</b> en moyenne horaire, dépassé pendant 3 heures consécutives pendant 2 jours à J et J+1  <i>ou</i> <b>180</b> en moyenne horaire pendant 4 jours, soit J-2, J-1, J et J+1

\* « Persistance d'un épisode de pollution aux particules ou à l'ozone » : il y a « persistance » d'un épisode de pollution pour un polluant donné, lorsque le dépassement du seuil d'information et de recommandation est prévu pour le jour même et le lendemain, ou en absence de modélisation, lorsqu'il est constaté le dépassement du seuil d'information et de recommandation sur station de fond durant deux jours consécutifs. Les constats peuvent être observés sur des stations de fond différentes au sein d'une même superficie retenue pour la caractérisation de l'épisode de pollution.

**Article 2.2 – Déclenchement, durée d'application et modalités de levée des procédures préfectorales (procédure préfectorale d'information et de recommandation – procédure préfectorale d'alerte)**

Dès lors qu'une procédure préfectorale d'information et de recommandation est déclenchée, les mesures listées à l'article 2.3 du présent arrêté sont activées immédiatement après la réception du communiqué d'activation de la procédure préfectorale d'information et de recommandation. La mise en œuvre de ces mesures est réalisée suivant les éventuels délais annoncés dans l'étude d'impact économique et social remise par l'exploitant et susvisée.

En cas de déclenchement d'une procédure préfectorale d'alerte, il existe deux niveaux de mesures d'urgence :

- les mesures du niveau N1 sont activées systématiquement dès le premier jour de déclenchement de la procédure d'alerte,
- les mesures du niveau N2 peuvent être mises en œuvre au cas par cas par le préfet de département, en lien avec le préfet de zone en cas de coordination zonale.

Dès lors qu'une procédure préfectorale d'alerte est déclenchée, l'exploitant reçoit un communiqué d'activation précisant le niveau N1 ou N2 des mesures d'urgence à mettre en œuvre.

Les mesures d'urgence de niveau N1 et N2 listées respectivement aux articles 2.4 et 2.5 du présent arrêté sont activées immédiatement après la réception dudit communiqué.

Leur mise en œuvre est réalisée suivant les éventuels délais annoncés dans l'étude d'impact économique et social remise par l'exploitant.

L'application de ces mesures est prolongée en cas de renouvellement du communiqué à 12h00 le lendemain.

La mise en œuvre des mesures en cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation et des mesures d'urgence de niveau N1 et N2 prend fin à 24h00 le dernier jour de l'épisode de pollution matérialisé par le dernier bulletin journalier de l'épisode qui informe de l'absence de dépassement du seuil pour le lendemain.

L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement les coordonnées de la ou des personnes (nom, fonction, adresse électronique, numéro de téléphone et de fax) à qui doivent être adressés les communiqués d'activation ainsi que les mises à jour éventuelles de ces coordonnées.

### ***Article 2.3 - Définition des mesures en cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation pour l'ozone « O<sub>3</sub> » ou les particules « PM<sub>10</sub> »***

#### **Article 2.3.1 - Mesures en cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation pour les particules « PM<sub>10</sub> » :**

En cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation défini à l'article 2.1 du présent arrêté pour les particules « PM<sub>10</sub> », les mesures suivantes s'appliquent selon les modalités définies à l'article 2.2. du présent arrêté :

- affichage de l'information qu'un épisode de pollution est en cours ;
- rappels des bonnes pratiques à l'ensemble du personnel avec une vigilance accrue pour limiter et maîtriser les émissions de poussières et de NOx pendant toute la durée de l'épisode de pollution ;
- vérification du bon fonctionnement des équipements de traitement des fumées (traitement des NOx et des poussières) : suivi des paramètres de fonctionnement via les données du système de contrôle-commande et de supervision ;
- vérification du bon fonctionnement des appareils de mesures de poussières et de NOx : information du personnel pour une vigilance accrue des performances environnementales pendant toute la durée de l'épisode de pollution avec traçabilité de l'épisode de pollution dans le cahier de poste pour la relève ;
- renforcement du contrôle des valeurs limites d'émissions (VLE) en poussières et NOx et application des procédures sur la conduite à tenir en cas de dépassement de ces VLE ;
- stabilisation et optimisation du procédé d'incinération : vigilance particulière sur la maîtrise des opérations suivantes :
  - mélange des déchets en fosse pour obtenir un combustible (déchets) le plus homogène possible ;
  - suivi de tous les paramètres de fonctionnement (tonnage traité, combustion, consommation d'eau et de réactifs, ...) via le système de contrôle-commande et de supervision afin d'agir éventuellement sur ceux-ci pour améliorer la performance et les rejets en poussières et NOx ;

➤ ne pas réaliser d'essai industriel ni de modification significative des paramètres de procédé (stabilité du procédé).

**Article 2.3.2 - Mesures en cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ou pour l'ozone (O<sub>3</sub>):**

En cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation défini à l'article 2.1 du présent arrêté pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) et l'ozone (O<sub>3</sub>), les mesures suivantes s'appliquent selon les modalités définies à l'article 2.2 du présent arrêté :

- affichage de l'information qu'un épisode de pollution est en cours ;
- rappels des bonnes pratiques à l'ensemble du personnel avec une vigilance accrue pour limiter et maîtriser les émissions de NOx pendant toute la durée de l'épisode de pollution ;
- vérification du bon fonctionnement des équipements de traitement des fumées (traitement des NOx) : suivi des paramètres de fonctionnement via les données du système de contrôle-commande et de supervision ;
- vérification du bon fonctionnement des appareils de mesures des émissions de NOx : information du personnel pour une vigilance accrue des performances environnementales pendant toute la durée de l'épisode de pollution avec traçabilité de l'épisode de pollution dans le cahier de poste pour la relève ;
- renforcement du contrôle des valeurs limites d'émissions (VLE) en NOx et application des procédures sur la conduite à tenir en cas de dépassement de ces VLE ;
- stabilisation et optimisation du procédé d'incinération : vigilance particulière sur la maîtrise des opérations suivantes :
  - mélange des déchets en fosse pour obtenir un combustible (déchets) le plus homogène possible ;
  - suivi de tous les paramètres de fonctionnement (tonnage traité, combustion, consommation d'eau et de réactifs, ...) via le système de contrôle-commande et de supervision afin d'agir éventuellement sur ceux-ci pour améliorer la performance et les rejets en NOx.
  - ne pas réaliser d'essai industriel ni de modification significative des paramètres de procédé (stabilité du procédé).

**Article 2.4 - Définition des mesures d'urgence de niveau N1 à mettre en œuvre de façon systématique en cas de dépassement du seuil d'alerte**

En cas de dépassement des seuils d'alerte définis à l'article 2.1 du présent arrêté, pour les particules « PM<sub>10</sub> » ou le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ou l'ozone (O<sub>3</sub>), les mesures d'urgence définies aux articles suivants s'appliquent selon les modalités définies à l'article 2.2 du présent arrêté.

Au début de la procédure d'alerte, l'exploitant fait état à l'inspection des installations classées des mesures d'urgence de niveau N1 qu'il va mettre en œuvre, en renseignant et en transmettant par message électronique la fiche jointe au présent arrêté en annexe 1.

**Article 2.4.1 - Mesures d'urgence de niveau N1 en cas de dépassement du seuil d'alerte pour les particules « PM<sub>10</sub> » :**

- application des mesures relatives au dépassement du seuil d'information et de recommandation pour les PM10 ;
- mise en place de mesures pour réduire les rejets atmosphériques de poussières :
  - afin d'optimiser l'efficacité des électrofiltres, limiter l'incinération des déchets d'activités économiques qui contiennent de plus fortes teneurs en soufre notamment des déchets de déconstruction. Cette mesure ne vise pas les DASRI (déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux) ;

➤ report ou réduction des éventuels chantiers générateurs de poussières, ...

- mise en place de mesures pour réduire les rejets atmosphériques de NO<sub>x</sub> : vérification des réglages des paramètres de combustion pour réduire au maximum les rejets de NO<sub>x</sub> ;

- mise en place de mesures pour éviter les phases de régime transitoire ainsi que les changements d'allure pouvant émettre des poussières et des NO<sub>x</sub> : ronde de surveillance des équipements par l'équipe de maintenance pour vérifier le bon fonctionnement des équipements et éviter une panne générant une phase d'arrêt puis de démarrage.

**Article 2.4.2 - Mesures d'urgence de niveau N1 en cas de dépassement du seuil d'alerte pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ou l'ozone (O<sub>3</sub>) :**

- application des mesures relatives au dépassement du seuil d'information et de recommandation pour le dioxyde d'azote

- mise en place de mesures pour réduire les rejets atmosphériques de NO<sub>x</sub> : vérification des réglages des paramètres de combustion pour réduire au maximum les rejets de NO<sub>x</sub>

- mise en place de mesures pour éviter les phases de régime transitoire ainsi que les changements d'allure pouvant émettre des NO<sub>x</sub> : ronde de surveillance des équipements par l'équipe de maintenance pour vérifier le bon fonctionnement des équipements et éviter une panne générant une phase d'arrêt puis de démarrage.

**Article 2.5 - Définition des mesures d'urgence de niveau N2 à mettre en œuvre en situation de crise en cas de dépassement du seuil d'alerte**

Lorsque la durée ou l'intensité de l'épisode de pollution aux particules « PM<sub>10</sub> » ou au dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ou à l'ozone (O<sub>3</sub>) de niveau alerte le nécessite, les mesures d'urgence complémentaires définies aux articles suivants s'appliquent selon les modalités définies à l'article 2.2 du présent arrêté. Elles sont mises en œuvre par l'exploitant sur décision du préfet de la zone de défense et sécurité Sud, sous réserve que les conditions de sécurité soient préservées.

L'exploitant fait état à l'inspection des installations classées des mesures d'urgence de niveau N2 qu'il va mettre en œuvre, en renseignant et en transmettant par message électronique la fiche jointe au présent arrêté en annexe 1.

**Article 2.5.1 - Mesures d'urgence de niveau N2 en cas de dépassement du seuil d'alerte pour les particules « PM<sub>10</sub> » :**

- application des mesures d'urgence de niveau N1 prévues en cas de dépassement du seuil d'alerte pour les particules PM10 ;

- réduction des émissions de NO<sub>x</sub> : l'exploitant complètera son EIES dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent arrêté pour étudier la possibilité d'augmenter l'injection d'ammoniacque au niveau du système de traitement des NO<sub>x</sub> par réduction sélective catalytique (SCR) pour réduire les émissions de NO<sub>x</sub> en cas d'alerte de niveau N1 et/ou N2.

**Article 2.5.2 - Mesures d'urgence de niveau N2 en cas de dépassement du seuil d'alerte pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ou l'ozone (O<sub>3</sub>) :**

- application des mesures d'urgence de niveau N1 prévues en cas de dépassement du seuil d'alerte pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ou l'ozone (O<sub>3</sub>) ;

- réduction des émissions de NO<sub>x</sub> : l'exploitant complètera son EIES dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent arrêté pour étudier la possibilité d'augmenter l'injection d'ammoniacque au niveau du système de traitement des NO<sub>x</sub> par réduction sélective catalytique (SCR) pour réduire les émissions de NO<sub>x</sub> en cas d'alerte de niveau N1 et/ou N2.

## **Article 2.6 – Communication et estimation de la pollution évitée au cours d'un pic de pollution**

Au maximum deux jours après la fin de la procédure d'alerte, la fiche jointe en annexe 1 du présent arrêté est mise à jour par l'exploitant et transmise à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 3 - Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article 4 du présent arrêté ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article 4 du présent arrêté. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours contentieux pourra être formé :

- soit par voie postale : Tribunal administratif 18, avenue des Fleurs – 06000 Nice,

- soit par voie dématérialisée via l'application Télérecours Citoyens.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

## **ARTICLE 4 - Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Nice et peut y être consultée ;

- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Nice pendant une durée minimum d'un mois ;

procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 5 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :

- à la société SONITHERM,

- au maire de Nice,

- à la cheffe de l'unité départementale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA,

- au directeur départemental de la sécurité publique.

Fait à Nice, le **04 AOUT 2020**

  
Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général  
RG 4522  
**Philippe LOOS**

**Annexe 1 : Fiche à remplir au début et à la fin de la procédure d'alerte lors des épisodes de pollution suite au dépassement d'un seuil d'alerte**

Mesures d'urgence pour les installations classées pour la protection de l'environnement							
Exploitant :							
Site :							
Code postal – Commune :							
Nom :		Fonction :		N° tél :		Signature :	
Destinataires :							
DREAL SPR		Marseille		urcs.spr.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr			
DREAL UD06		Nice		ut-06.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr			
Pic de pollution à :		<input type="checkbox"/> PM10		<input type="checkbox"/> NO <sub>2</sub>		<input type="checkbox"/> O <sub>3</sub>	
Référence de l'APC pris en application de l'arrêté ministériel du 7 avril 2016 :		[APC n° xxxx du xx/xx/xx]					
Polluants concernés par les mesures d'urgence dans le cadre de l'APC pris en application de l'arrêté ministériel du 7 avril 2016 :				En cas d'alerte PM10 :		En cas d'alerte NO <sub>2</sub> :	
				<input type="checkbox"/> Poussières <input type="checkbox"/> NO <sub>x</sub> <input type="checkbox"/> COV		<input type="checkbox"/> NO <sub>x</sub> <input type="checkbox"/> COV	
Date d'envoi de la fiche au début de la procédure d'alerte :							
Date d'envoi de la fiche après la fin de la procédure d'alerte :				[à compléter par : la date de la fin de la procédure d'alerte + 2 jours au maximum]			
Pour le polluant concerné, liste des mesures d'urgence figurant dans l'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'arrêté ministériel du 7 avril 2016		Mesure mise en œuvre au cours de l'épisode : "oui" / "non"	Si "non", justifier la non-mise en œuvre de la mesure	Si "oui", préciser la date de mise en œuvre de la mesure	Si "oui", durée de mise en œuvre (en heures)	Si elle existe, estimation des pollutions évitées figurant dans l'étude d'impact économique et social (en kg/heure)	Quantités estimées des pollutions évitées sur la durée de l'épisode de pollution (en kg)
Mesures d'urgence de niveau N1							

<b>Mesures en cas de dépassement du seuil d'alerte PM10</b>							
1							
2							
3							
...							
<b>Mesures en cas de dépassement du seuil d'alerte NO<sub>2</sub></b>							
1							
2							
3							
...							
<b>Mesures en cas de dépassement du seuil d'alerte O<sub>3</sub> (au besoin, différencier les mesures en fonction des trois seuils d'alerte ozone)</b>							
1							
2							
3							
...							
<b>Mesures d'urgence de niveau N2</b>							
<b>Mesures en cas de dépassement du seuil d'alerte PM10</b>							
1							
2							
3							
...							
<b>Mesures en cas de dépassement du seuil d'alerte NO<sub>2</sub></b>							
1							
2							
3							
...							
<b>Mesures en cas de dépassement du seuil d'alerte O<sub>3</sub> (au besoin, différencier les mesures en fonction des trois seuils d'alerte ozone)</b>							
1							
2							
3							
...							



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale de la Protection des Populations  
Environnement

Nice, le **30 NOV. 2021**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Société ARIANEO  
Centre de valorisation de l'Ariane  
33 boulevard de l'Ariane 06300 Nice**

**Arrêté préfectoral complémentaire**

**n°16768**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, et notamment les articles R.516-1 et R.181-45 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°12831 du 23/12/2005 autorisant la société SONITHERM à poursuivre l'exploitation d'une usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés, située 33 boulevard de l'Ariane à Nice ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°13804 du 04/07/2011 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°14705 du 01/09/2014 portant sur la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations ;
- VU** le courrier de la société VEOLIA en date du 10/09/2021 concernant une demande d'autorisation de changement d'exploitant de l'installation de SONITHERM au profit d'ARIANEO ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement référencé 2021\_492 du 05/11/2021, transmis à l'exploitant ;

- CONSIDÉRANT** que le nouvel exploitant, la société ARIANEO, fait état dans son dossier des capacités techniques et financières requis à l'article R.516-1 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que le dossier remis par la société VEOLIA pour le changement d'exploitant est recevable ;
- CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement, il y a lieu d'autoriser le changement d'exploitant ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la Préfecture des Alpes-Maritimes :

**ARRÊTE**

## Article 1.

La société ARIANEO, de numéro de SIREN 901780221 et dont le siège social est situé au 41 chemin vicinal de la Millière – Parc Valentine Vallée Verte – 13011 Marseille, est autorisée à se substituer à la société SONITHERM pour l'exploitation de l'établissement situé au 33 boulevard de l'Ariane à Nice.

L'exploitation des installations sera menée conformément aux prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux précédemment délivrés à l'encontre de la société SONITHERM et aux prescriptions techniques à venir.

## Article 2.

L'article 1.1.1 « Exploitant titulaire de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n°13804 du 04/07/2011 est modifié comme suit :

« La société ARIANEO, de numéro de SIREN 901780221 et dont le siège social est situé au 41 chemin vicinal de la Millière – Parc Valentine Vallée Verte – 13011 Marseille, ci-après dénommée « l'exploitant », se conforme pour la poursuite de l'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés aux dispositions de présent arrêté ».

## Article 3. Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nice :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;
- 2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le recours contentieux contre la présente décision peut être formé :

- soit par voie postale (tribunal administratif de Nice, 18 avenue des Fleurs - 06000 Nice) ;
- soit par voie dématérialisée, via l'application « Télérécourse » accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>.

## Article 4. Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Nice et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Nice pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 5. Exécution

Le présent arrêté est notifié à la société ARIANEO.

Une copie est transmise :

- au secrétaire général de la préfecture,
  - au maire de Nice,
  - à madame le directeur départemental de la sécurité publique,
  - à la cheffe de l'unité départementale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général  
SG 4522



Philippe LOOS